LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2026

Quel est votre état d'esprit du moment, on n'arrive pas à vous saisir?

Je vais vous répondre. Je viens de télécharger et de regarder ce film, il se rapporte à la guerre d'Espagne dans les années 30. Entendido, camarada?

Viva la muerte, un film autobiographique de 1971 réalisé par Fernando Arrabal.

http://luttedeclasse.org/dossier_2026/Viva_la_muerte.mp4

Moi aussi ma femme m'a trahi il y a 37 ans !

Moi aussi mes camarades m'ont trahi, mais je l'ignorais !

Je me suis foulé, j'ai écrit un long article et j'ai soigné mes remarques. Mon style est reconnaissable, très personnel, et inimitable par l'IA. Il plaît ou pas, je m'en fous. Je me sers uniquement de l'IA comme documentaliste, c'est mon esclave !

Dans cette causerie.

Diabolisation, dédiabolisation, rediabolisation de l'extrême droite, ils nous prennent vraiment pour des cons, il n'y a pas d'autre mot, désolé.

Non, le diable ne s'est jamais échappé de sa boîte, ceux qui prétendent autre chose sont des escrocs à commencer par Mediapart.

Pire, ce sont les mêmes qui ont hissé l'extrême droite en haut de l'affiche pour en faire un courant politique respectable pour ensuite l'instrumentaliser à loisir, à croire qu'ils y trouvaient tous leurs intérêts, cela devait leur permettre de se présenter comme les sauveurs de la démocratie qu'ils n'ont cessé de piétiner ou dont ce sont des ennemis en réalité.

Loin de moi l'idée de protéger Bardella, mais dans cette histoire, il y a des choses qui me choquent. On lui reproche des écrits datant de 2013 quand il avait 17 ans.

Quand j'avais 17 ans, je vivais encore chez mes parents qui étaient gaullistes, farouchement anticommunistes, catholiques non pratiquants. A table, tous les jours ils tenaient des propos racistes ou xénophobes. Ils étaient antisémites aussi, aux Ritals, Espingouins, Rosbeefs, Boches, Portos, Russekofs, Polacks, Amerloques, Chinetoques, Bougnoules, Négros et j'en oublie, il fallait ajouter les Youpins. Du coup, jusqu'à l'âge de 18 ans j'allais leur ressembler malheureusement, j'avais déteint sur eux. J'allais oublier les pédés, qui seront réhabilités l'année suivante lors de ma

conversion hippie avec des cheveux bouclés très longs, ce qui me vaudra d'être traité de pédale par mon père, d'une insulte, c'était devenu un compliment, la dialectique réalise des merveilles !

Mes parents étaient très arriérés et pauvres, mon père était menuisier en bâtiment et ma mère ne travaillait pas, et le fait de m'avoir envoyé dans des écoles privées confessionnelles catholiques n'allait rien arranger, bien au contraire. En revanche, maltraité, je détesterai les bourgeois et les nantis, et je rejetterai la religion, ce qui me sera bien utile plus tard. Le déménagement en banlieue parisienne et la fréquentation de jeunes kabyles de mon âge, allait m'immuniser contre le racisme. J'entamais ainsi ma lente métamorphose humaniste sans en avoir conscience, mon dédain envers l'argent, le conformisme, l'autorité, la hiérarchie, le pouvoir, pour un peu j'aurais pu devenir anarchiste !

En attendant, à 18 ans j'étais un abruti fini, c'était même à se demander si c'était permis d'être aussi con ou si peu déluré. Si vous m'aviez demandé ce que c'était la philosophie, je vous aurais répondu une fleur, un oiseau, je ne sais pas, une marque de parfum... J'étais de droite évidemment, et fier de l'être en plus, quand on est con, autant que cela se sache ! J'en pris soudain conscience, quel choc ! Alors j'entrepris un long travail de reconstruction de ma personnalité ou je m'aperçus que je n'en avais pas. Je me mis à étudier et depuis je n'ai jamais arrêté. La métamorphose fut complète en peu de temps, et je ne parvins jamais à avoir de bonnes relations avec mes parents, ils sont décédés.

J'ai 71 ans, que vaudrait un témoignage d'un de mes ex-copains quand j'avais entre 17 et 18 ans ? Que dal, la seule chose importante, ce n'est pas ce que j'ai fait au cours de ma vie ou ce que je suis devenu, mais bien plutôt quel comportement j'ai eu avec les autres, est-ce que je les ai toujours respectés ? Si j'ai à cœur d'avoir un comportement exemplaire en toutes circonstances, c'est parce que je sais qu'on peut faillir. J'ai la mémoire de ce que j'étais à mon adolescence, et des erreurs ou des injustices que j'ai pu commettre sans volonté de nuire toutefois, on doit faire en sorte de s'améliorer tout au long de notre vie jusqu'à notre dernier souffle, si c'est possible, ce devrait être notre raison de vivre sur le plan individuel.

J'aurais 40 ans de moins que cela ne changerait rien, je suis devenu marxiste et communiste aux alentours de 1976 et 1977, j'avais 21 ou 22 ans. J'avais commencé par la philosophie en 1974. En 2 ans, j'étais devenu méconnaissable, personne ne m'avait infligé un lavage de cerveau, c'est moi qui me le suis imposé, pour vider toute la merde qu'il y avait dedans, en réalité cela prit beaucoup plus de temps que prévu, mais au moins j'avais cessé définitivement d'être un réactionnaire, c'est déjà pas si mal.

Bardella a 31 ans, lui, il est encore jeune, mais il n'a pas changé, il est resté au FN, pire, il en est devenu un dirigeant, alors même si je trouve dégueulasse le procès qu'on lui fait, je parle de la méthode, pas du contenu, bien qu'il soit discutable aussi, il n'y a aucune raison de l'épargner ou on se contrefout de son sort à vrai dire. Ce qui est dangereux, c'est ce qu'il représente, un dirigeant d'un parti potentiellement fasciste ou qui n'a jamais cessé de l'être.

Ce qu'il y a d'infâme dans cette affaire, c'est que tout le monde savait à quoi s'en tenir, que ce n'était pas un exemple de vertu morale ou d'humanisme. C'est cette hypocrisie qui me débecte le plus et qui m'a fait réagir, car j'en ai autant horreur que le mensonge et l'injustice, il y en a beaucoup qui s'en accommodent, pas moi, jamais.

Tous ceux qui l'attaquent sont des ordures notoires, des menteurs professionnels, je pense que c'est cela qu'il faudrait faire ressortir, car ce sont également les pires salopards qui soient envers nous, envers la classe ouvrière, le mouvement ouvrier, le socialisme.

La suite rédigée en fin de journée hier. Sur fond de délation et trahison, des principes sur lesquels repose leur morale sordide.

Il y en a qui dénoncent la surveillance policière exercée par les entreprises technologiques, qui sont par ailleurs des multinationales du web, ou par les agences de renseignement des différents Etats. Ils condamnent cette surveillance parce qu'elle viole la liberté d'expression individuelle dont bénéficient en principe chaque citoyen, lorsqu'elles interceptent des mails ou des documents circulant entre internautes entre autres. Mais force est de constater que lorsqu'il s'agit d'une opération montée par l'Etat profond pour récupérer des informations et nuire à un acteur politique ou autre, ces vaillants opposants au régime collaborent avec lui. Jugez plutôt.

- Mediapart a révélé ce jeudi avoir pu authentifier, via la maison mère de Facebook Meta et un huissier, les messages antisémites datant de 2013 attribués au président du RN. Le journal en ligne publie des captures d'écran des messages antisémites qu'aurait envoyés Jordan Bardella à une autre personne sur la plateforme Messenger en 2013. (HuffPost 2 octobre 2026)

J-C - Par l'entremise de Facebook, ils ont pu saisir des passages de communications privées entre Bardella et plusieurs personnes, des écrits qui étaient strictement confidentiels ou d'ordre privé, qui n'étaient pas destinés à être diffusés ou à être rendus publics.

C'est comme s'ils avaient ouvert votre courrier pour ensuite divulguer son contenu qui était réservé initialement à votre correspondant, à ceci près qui est tout à fait légal, que cela n'aurait pas pu se produire sans son accord, ce qui relève de la trahison ou du règlement de compte dans l'intention d'exercer une vengeance ou de nuire à quelqu'un comme ultime motivation ou objectif.

Cette personne a tout simplement trahi la confiance que vous aviez en elle, cela arrive très souvent, qui n'en a pas été victime au moins une fois dans sa vie, en réalité une multitude de fois. Par exemple, à plusieurs reprises j'ai perdu mon emploi, après que des collègues de travail eurent répété à mes chefs ou patrons les propos que je leur avais tenus peu de temps avant. Je croyais que cela resterait entre nous, je n'avais pas imaginé qu'ils en feraient usage pour ne nuire ou me faire virer. Pourquoi ? Par jalousie et bêtise tout simplement. Privilégiant le bien ou le bon côté des gens en général, je suis plutôt assez naïf, et cela m’a joué bien des tours.

Quand ce genre de délation se produit après de nombreuses années, cela sent le coup pourri à cent lieues à la ronde, par conséquent il faut être de mauvaise foi ou un abruti pour ne pas y penser spontanément, ou être soi-même un manipulateur.

- Ces politiques appellent à la « *démission* » de Jordan Bardella après les preuves dévoilées par Mediapart HuffPost 2 octobre 2026

J-C - On ne connaît toujours pas l'auteur ou les auteurs de cette délation, peu importe, les bourreaux génocidaires ont déjà tranché. Il y a un aspect important qu'on n'a pas encore abordé. Ces fouilles merdes de fonds de poubelles de Mediapart ont été déterrés des courriels datant de 2013 quand Bardella avait seulement 17 ans, parce qu'ils n'ont rien trouvé par la suite, sans doute parce qu'il n'existe rien. Il faut croire, qu’entre temps il aurait appris à la fermer ou à ne pas exprimer tout haut ce qu'il pensait tout bas, même en présence d'amis ou considérés comme tels, puisque le RN n'a pas changé, il suffit d'observer toutes les ordures qui y militent pour en être convaincu.

- Quand il y a des écrits antisémites publiés de cette manière François Ruffin, jeudi soir sur le plateau de BFMTV. HuffPost 2 octobre 2026

J-C La réaction de Ruffin est normale, puisqu'il appartient à la grande famille des délateurs, une putain est plus respectable que lui. C'est le type même du salopard sans principe depuis qu'il a endossé le rôle du renégat social-démocrate, dont le seul ennemi est Mélenchon.

A ce propos, il faut ajouter en tenant compte des derniers développement, la cote du candidat de la Restauration, Edouard Philippe, serait en hausse, tandis que celle de Mélenchon serait en baisse, que s'ils sont passés à l'offensive contre Bardella - Le Pen ou le RN-FN, c'est parce que de l'autre côté de l'échiquier politique les partis du NFP (Nouveau Front Populaire) s'occupent de Mélenchon et de LFI, et leur affaire semble bien engagée pour faire échouer la tentative de Mélenchon d'accéder au second tour de la présidentielle au profit du candidat du groupe Bilderberg, Edouard Philippe, puisque s'ils maintiennent leur candidat, Mélenchon n'aura aucune chance, c'est leur ennemi, eux non plus ne changeront jamais.

J'en profite pour vous annoncer que Edouard Philippe sera votre prochain Président de la République française, car ce n'est pas pour des prunes que leur prétendant au trône impérial a participé à trois réunions annuelles du groupe Bilderberg au cours des 10 dernières années, il y a son rond de serviette apparemment, et si vous avez lu attentivement son discours, vous pouvez déjà en déduire qu'il est encore plus réactionnaire que Macron, souvenez-vous en.

Finalement, leur ennemi à abattre à tous, c'est Mélenchon parce qu'il incarne la résistance de la classe ouvrière et de façon déformée, le socialisme. S'il accédait au pouvoir, ils l'empêcheraient de gouverner. Ils organiseraient le chaos économique, et ils déclencheraient une guerre civile qui auraient des répercussions ravageuses sur le régime en place au point de le faire vaciller, reste à savoir si au cours de ce processus, on parviendrait à construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut, afin de profiter de cette crise révolutionnaire pour nous emparer du pouvoir. Car la réaction serait au prise avec tant de contradictions à gérer en même temps, tout en étant provisoirement privée de certains leviers du pouvoir pour les affronter ou tenter de les régler, elle se retrouverait affaiblie, divisée, en partie paralysée à l'idée de pouvoir tout perdre, ainsi le scénario que j'avais imaginé se réaliserait…

Souvenez-vous, à plusieurs reprises j'ai affirmé que ce ne serait pas forcément une profonde crise économique et sociale qui pourrait être à l'origine du déclenchement d'une crise révolutionnaire, mais directement une crise politique, donc sans que les conditions objectives sur le plan économique et social ne soient remplies, elles y joueraient un rôle déterminant au moment même où la crise politique atteindrait son paroxysme, c'est-à-dire dans la foulée de leur défaite électorale, et évidemment par la suite, puisque la situation économique et sociale serait amenée à se dégrader très rapidement, d'où l'importance que les masses soient organisées à ce moment-là et se dotent de leurs organes indépendants de pouvoir (créer une situation de double pouvoir), afin de contrer la réaction et abattre le régime toujours en place... A suivre

- De Gérald Darmanin à François Ruffin, en passant par Édouard Philippe et Olivier Faure, plusieurs responsables jugent le président du RN disqualifié. HuffPost 2 octobre 2026

J-C - Toutes ces raclures le sont aussi, mais pas aux yeux des défenseurs de la Ve République. Je verrai en fonction du développement de la situation politique, si je maintiendrai mon appel au boycott de l'élection présidentielle ou si j'appellerai à voter Mélenchon. Si j'estimais qu'il avait aucune chance de figurer au second tour, ce serait stupide, cela n'aurait aucun sens, sinon faire la courte échelle à LFI, et ce n'est pas du tout dans mes intentions.

Circulez, il n'y a rien à voir !

A une semaine du premier tour de la primaire social-démocrate, Ségolène Royal, Emmanuel Maurel, Jérôme Guedj, Raphaël Glucksmann et Olivier Faure ont débattu sur France 2 et France Inter pendant un peu plus de deux heures. franceinfo.fr 01 octobre 2026

Ils sont le passé, nous sommes l'avenir. Par ici, c'est là que les choses sérieuses se passent.

"*La colère, le désespoir, mais aussi l'enthousiasme et la combativité des Français sont là.*" - RT 01 octobre 2026

Le 29 septembre, c'était la grève de la fonction publique. En cause : le gel du point d'indice (c'est-à-dire, concrètement, des salaires) pour l'année 2027. Ce qui signifie que les fonctionnaires verront leur pouvoir d'achat diminuer d'autant que sera forte l'inflation. Sur les dix dernières années, cela représenterait une baisse de 16 %, soit l'équivalent d'un manque à gagner de 327 euros par mois pour un agent de catégorie C et de 635 euros pour un agent de catégorie A. Une dégradation qui oblige l'État à verser des indemnités différentielles à certains agents des premiers échelons, dont la rémunération est désormais inférieure au minimum légal.

La quasi-totalité des syndicats appelait donc à une grande mobilisation, avec plus de 170 manifestations organisées à travers le pays. Résultat : entre 200 000 et 300 000 manifestants (pour 5,8 millions de fonctionnaires en France) et des taux de grévistes inférieurs à 10 %. D'une manière générale, le maximum de grévistes atteint ces dernières années était de 18 %, en décembre 2024.

Dans les faits, le dernier mouvement social réussi en France remonte à… 2006. Jacques Chirac cède à 4 mois de mobilisation populaire massive et retire le CPE (contrat première embauche destiné aux jeunes). Et depuis vingt ans, rien !

Une désillusion qui se reflète également dans un taux de syndicalisation voisin de 10 %, toutes catégories de salariés confondues, un niveau inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE et très éloigné de celui des décennies d'après-guerre. Notons que seuls 5 % des moins de 30 ans sont syndiqués, ce qui donne une idée claire de l'évolution à venir. Entre l'inutilité des mobilisations ponctuelles et sectorielles que les syndicats continuent de pratiquer et leurs compromissions répétées avec le pouvoir pour garantir leurs prébendes, les Français ne s'y trompent pas et ne leur font plus confiance.

Les partis politiques ne se portent guère mieux. France Inter estimait en août 2026 à environ 500 000 le nombre total d'adhérents aux partis politiques français, toutes tendances confondues, soit à peine 1 % du corps électoral. Là encore, le fait que l'offre politique soit quasiment la même partout, d'un bout à l'autre du spectre — soutien à l'Union européenne et soumission aux intérêts américains et à l'OTAN — y est sans doute pour beaucoup. Pourquoi s'investir dans des mouvements qui se lient eux-mêmes les mains, en interne (UE) comme à l'international (USA-OTAN) ?

La combinaison de tous ces facteurs se retrouve finalement dans ce que certains appellent le « *désenchantement démocratique* ». Depuis les années 1960, la participation à l'élection présidentielle, même si elle demeure élevée, a baissé tendanciellement de 10 points. La participation aux législatives est tombée sous la barre des 50 % en 2017 (contre 80% en 1978). Même les municipales témoignent d'une baisse de 20 % de la participation en 40 ans, avec 43 % d'abstention

en 2026, mais jusqu'à 60 % chez les 25-34 ans. Sans illusion sur l'impact réel des résultats au regard de l'offre politique qui leur est proposée, les Français ne votent plus.

Et pourtant, la colère est là, le malaise est présent. Mais que faire ? Les chiffres montrent que de plus en plus de français ont compris que la solution ne viendra pas des partis politiques actuels, tous alignés et vendus au même système. Les méthodes des syndicats apparaissent à certains au mieux archaïques, au pire conçues pour étouffer et canaliser des colères légitimes sans remettre en cause les équilibres du pouvoir. Autant de convictions renforcées par l'expérience des gilets jaunes, mouvement populaire largement spontané dont les tentatives de récupération politique, les affrontements et la répression ont durablement marqué ceux qui y ont participé.

La recette est pourtant là : une mobilisation populaire massive, globale et, cette fois, consciente des pièges qu'on lui dressera. Elle seule serait susceptible de bouleverser profondément les équilibres politiques et de nettoyer les écuries d'Augias de la « démocratie » française, afin de rendre sa substance au principe du « *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » que proclame la constitution, et qui n'est pourtant plus qu'une très vague illusion.

La colère, le désespoir, mais aussi l'enthousiasme et la combativité des Français sont là.

Il ne manquerait plus qu'une chose : l'étincelle. RT 1 oct. 2026

J-C – Je crois qu'il va encore falloir attendre un peu : Grève de la fonction publique du 29 septembre 2026. Moins de 10% de participants à la grève, environ 5% aux manifestations.

Dans la rubrique dictature du capital : Stop ou encore ?

Pouvoir d'achat : les familles ont perdu 1200 euros en moyenne depuis 2024 - RT 30 sept. 2026

La France traverse une crise historique du pouvoir d'achat. Depuis 2024, les familles ont perdu en moyenne 1200 euros en valeur réelle. Le recul se poursuit en 2025 et 2026, un phénomène rare depuis 1960.

Le chômage remonte à 8,3 %, les marges budgétaires de l'État se réduisent et ces mêmes revenus patrimoniaux fléchissent à leur tour.

La petite classe moyenne, autour du salaire médian de 2 200 euros nets, est la plus touchée. Les professions intermédiaires, enseignants ou cadres techniques ont vu leurs salaires réels reculer de 3 à 7 %. Les Français épargnent davantage et se tournent vers les marques de distributeur, réduisant même parfois leur consommation alimentaire. RT 30 sept. 2026

France : l'inflation atteint 3% sur un an en septembre, la consommation en berne - RT 30 sept. 2026

Selon des chiffres provisoires publiés ce 30 septembre par l'INSEE, l'inflation sur un an a atteint 3% en septembre, son plus haut niveau depuis février 2024, poussée notamment par la flambée des

prix de l'énergie. Une hausse qui a, en revanche, plombé la consommation des ménages français, en baisse de 0,5% au mois d'août.

Cette nouvelle accélération de l'inflation s'explique, selon l'INSEE, par la hausse des prix de l'énergie (+21,2 % en septembre, contre +16,7 % en août), mais également par celle des produits frais (+9,9 %, contre +5,9 % en août). L'ensemble des produits alimentaires, qui englobe les produits frais, voit ses prix augmenter de 1,5 %, après 1,1 % en août. RT 30 sept. 2026

Budget 2027 : le gouvernement français cible les retraites pour économiser 5,5 milliards d'euros - RT 30 sept. 2026

À l'approche du budget 2027, le gouvernement français prévoit de faire porter une partie des économies sur les retraites : certaines pensions augmenteraient moins vite que l'inflation et le plafond de l'abattement fiscal de 10 % passerait de 4 439 à 3 000 euros. Au total, 5,5 milliards d'euros d'économies sont visés sur les retraites en 2027.

La principale mesure envisagée concerne directement la revalorisation des pensions. Le gouvernement prévoit une sous-indexation progressive de certaines retraites, qui permettrait de dégager environ 4,1 milliards d'euros d'économies. En principe, les pensions de base évoluent en fonction de l'inflation. Avec le dispositif envisagé, certaines continueraient d'augmenter, mais moins vite que les prix. Pour les retraités concernés, la pension progresserait donc moins rapidement que le coût de la vie.

Les pensions inférieures ou égales à 85 % du Smic, soit environ 1 260 euros, seraient intégralement revalorisées. Au-delà de ce seuil, l'augmentation serait plus limitée. « *Nous ne baisserons aucune retraite. La question est de savoir de combien nous les augmenterons* », a déclaré Jean-Pierre Farandou à Challenges. Le niveau exact de revalorisation des pensions supérieures à 1 260 euros reste toutefois à déterminer.

Le gouvernement prévoit également de réduire l'avantage fiscal accordé aux retraités. Ceux-ci bénéficient actuellement d'un abattement de 10 % sur leurs pensions imposables, dans la limite de 4 439 euros. Ce plafond serait ramené à 3 000 euros. Les retraités concernés bénéficieraient donc d'un abattement moins important. Selon Jean-Pierre Farandou, cette mesure doit permettre de dégager environ 1,4 milliard d'euros supplémentaires.

Ces deux dispositifs représenteraient ensemble les 5,5 milliards d'euros d'économies annoncés. Ils ne sont toutefois pas encore définitivement arrêtés. Les seuils et le niveau de revalorisation pourront encore être modifiés lors de l'examen des textes budgétaires au Parlement.

J-C - Avec 284 euros de retraite générale mensuelle, j'apprécie la mansuétude de monseigneur ! Tout est-il que c'est dégueulasse pour tous ceux qui sont en dessous de 2000 ou 2500 euros, et pendant ce temps-là les actionnaires et boursicoteurs du CAC40 continuent de se goinfrer comme jamais, normal sous la dictature du capital. Qu'ils réduisent les grosses retraites nous laisse indifférent.

En complément.

L'inflation repart à la hausse en Italie : En septembre +4,2 %, un plus haut depuis trois ans - Euronews 30 septembre 2026

L'inflation est souvent qualifiée par les économistes de "taxe la plus injuste", car elle frappe indistinctement et érode silencieusement le pouvoir d'achat.

Chaque hausse en pourcentage, même limitée sur le papier, se traduit, sur le plan humain, par des choix contraints : renoncer au dîner du samedi soir au restaurant, repousser un petit achat pour la maison, ou regarder avec un voile d'angoisse l'affichage de la pompe à essence tandis que le compteur défile trop vite.

La perte de sérénité face à l'avenir est le coût le plus lourd que l'inflation impose aux familles.

En revenant au relevé de l'Istat, cette nouvelle poussée des prix est presque exclusivement tirée par le secteur énergétique, qui enregistre une forte flambée : la hausse des coûts des biens énergétiques passe globalement de +17,1 % à +22,3 %.

Outre l'énergie, ce sont les produits alimentaires non transformés (comme les fruits et légumes frais) qui pèsent sur les dépenses quotidiennes des familles italiennes, leur rythme de croissance annuel accélérant de +3,8 % à +5,5 % (+2,2 % par rapport à août). Les services récréatifs et culturels (+2,9 %) et ceux liés aux transports (+1,6 %) augmentent également à un rythme plus soutenu, même si ces derniers enregistrent un recul saisonnier sur un mois (-2,5 %). Euronews 30 septembre 2026

Répression, lock out ou coup d'Etat.

Les préfets interdisent de manifester autour des 400 établissements fermés vendredi dans le cadre de la mobilisation lycéenne - franceinfo.fr 01 octobre 2026

RT - Depuis le début du mouvement de colère lycéenne, les violences ont pris une ampleur inédite. Édouard Geffray a confirmé ce 2 octobre les chiffres chocs : 65 personnels de l'Éducation nationale ont été blessés, dont 40 proviseurs, tandis que plus d'une centaine d'établissements ont subi des « *dégradations sévères* ».

Le ministre dénonce une « *bascule* » : le mouvement, initialement « *audible* » sur les conditions d'étude, les classes surchargées et le bâti dégradé, aurait été « *confisqué* » par des individus extérieurs. Il accuse notamment certains élus de La France insoumise d'avoir « *contribué très clairement à la cristallisation du mouvement* » en haranguant les blocages. « *J'ai la responsabilité de 12 millions de mineurs. Les envoyer sur des lieux de blocage, c'est les mettre en danger* », a-t-il insisté. Côté forces de l'ordre, près de 1 950 personnes ont été interpellées le 1er octobre. RT 2 oct. 2026

En complément.

Chili : heurts entre étudiants et policiers lors d'une manifestation contre de possibles coupes dans l'éducation - AFP 2 octobre 2026

Des heurts ont opposé jeudi à Santiago des étudiants à la police lors d'une manifestation contre de possibles coupes dans l'éducation publique, au lendemain de la présentation par le président chilien José Antonio Kast de son projet de budget pour 2027.

Les policiers ont dispersé les étudiants à l'aide de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Certains manifestants ont riposté en lançant des pierres et en brandissant des bâtons, a constaté l'AFP.

Quelque 6.000 manifestants, selon les autorités, ont répondu à l'appel à se mobiliser sous le slogan "*Pas un peso de moins pour l'éducation*".

"*Et elle va tomber, elle va tomber, l'éducation de Pinochet!*", ont scandé les manifestants, en référence à l'admiration affichée de M. Kast pour l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet (1973-1990).

Dans une ambiance festive, le cortège de plusieurs milliers de personnes est parti du centre de Santiago pour atteindre les environs du palais présidentiel de La Moneda. AFP 2 octobre 2026

La démocratie est incompatible avec le régime dictatorial en place.

J-C – Quand ils ont enregistré une lourde défaite électorale, il leur faut inventer un stratagème pour faire annuler des élections, quitte à ce qu'il n'ait absolument aucun lien avec le scrutin ou aucune incidence sur le déroulement du vote, peu importe ils décrètent le contraire et c'est suffisant, puisque le législateur va les suivre, et le tour est joué !

Après Vénissieux, la justice annule les municipales à Vaulx-en-Velin gagnées par La France insoumise - HuffPost 30 septembre 2026

Rebelote. Le tribunal administratif de Lyon a annulé, ce mardi 29 septembre, les élections à Vaulx-en-Velin, après celles de Vénissieux, privant LFI de deux de ses principales conquêtes aux municipales près de Lyon, en raison d'irrégularités sur les listes adverses.

« *Les opérations électorales qui se sont tenues les 15 et 22 mars 2026 à Vénissieux pour l'élection des conseillers municipaux sont annulées dans leur ensemble* », a d'abord écrit la juridiction dans la matinée, précisant que la tête de liste RN est déclarée inéligible pour 24 mois.

L'élection au Sénat du député LFI Gabriel Amard a de quoi satisfaire aussi le PS

En mars, LFI a réussi à s'implanter dans plusieurs grandes villes dont Saint-Denis, Roubaix mais aussi à Vénissieux (65 000 habitants), Vaulx-en-Velin (53 000) et Saint-Fons (20 000), trois communes de la banlieue de Lyon.

Dans ces trois villes, des recours ont été déposés et, mi-septembre puis ce mardi, la rapporteure publique a préconisé l'annulation des élections, à chaque fois au motif d'irrégularités sur les listes concurrentes.

De fausses déclarations de domicile en cause

Concernant Vénissieux, sont en cause de fausses déclarations de domiciliation de la tête de liste d'extrême droite RN-UDR, Quentin Taïeb, et de certains colistiers, avec une « *intention frauduleuse* », avait considéré la rapporteure.

Cette liste est arrivée en quatrième position au second tour avec 1 361 suffrages. Et la magistrate a aussi estimé, au regard du faible écart de voix (25 suffrages) entre les listes LFI d'Idir Boumertit et de la maire communiste sortante Michèle Picard, que la sincérité de la totalité de l'élection était remise en cause.

Après l'audience, Idir Boumertit, qui est également député, avait dit sur X avoir « *gagné à la loyale* », se disant « *victime de pratiques qui sont de l'entière responsabilité d'un de (ses) adversaires et des autorités chargées des élections* ».

À Vaulx-en-Velin, le tribunal a relevé, cet après-midi, des irrégularités sur une liste divers centre, qui ne mentionnait pas la nationalité néerlandaise d'une colistière comme l'impose le code électoral, et dont les suffrages avaient en conséquence été invalidés par la préfecture.

« *On a un sentiment d'injustice et d'incompréhension* », a regretté Abdelkader Lahmar, qui avait devancé de 104 voix la socialiste sortante Hélène Geoffroy.

Les deux maires veulent faire appel.

Les deux maires ont l'intention de faire appel. Comme il s'agit d'un litige électoral, le seul recours possible est de porter l'affaire devant le Conseil d'État, qui devrait mettre plusieurs mois à prendre une décision. Si le Conseil d'État confirmait l'annulation de l'élection, un nouveau scrutin devra être organisé sous six semaines, un casse-tête avec la présidentielle en avril et début mai.

En complément. Ils font feu de tout bois ! Ils pourraient bien finir carbonisés !

"*Je n'ai ni allumé ni encouragé de feu de poubelle*": Bally Bagayoko fustige des "*accusations grotesques*" après sa présence sur un blocus de lycéens - BFMTV 29 septembre 2026

Totalitarisme. La tentation du fascisme est obsessionnelle chez eux. Retailleau est un schizophrène enragé.

Retailleau et LFI : Dissoudre un parti politique d'opposition ? Une possibilité juridique très encadrée - 20 Minutes 2 octobre 2026

Bruno Retailleau, invité sur BFMTV-RMC, a remis sur la table l'idée « *d'interdire LFI* », tout en reconnaissant que la mise en place d'une telle mesure serait « *très difficile en droit* ». Et d'ajouter : « *Je la lance dans le débat public car on ne peut plus faire comme si de rien n'était.* »

Bruno Retailleau a proposé « *d'interdire LFI* » en s'appuyant sur l'article L. 212-1 du Code de la sécurité intérieure, qui prévoit la dissolution d'un groupement notamment en cas de « *provocation à des manifestations armées ou des agissements violents* ».

Les partis politiques bénéficient d'une forte protection constitutionnelle, notamment au titre de l'article 4 de la Constitution, ainsi que de la CEDH.

Une dissolution reste toutefois juridiquement possible, y compris avec effet immédiat, mais elle demeure strictement encadrée.

Pour l'ancien professeur à Sciences Po Lyon, « *LFI est un parti institutionnel, dont les comptes sont contrôlés chaque année par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP)* ». À ce titre, le parti reçoit des financements publics, à hauteur d'environ 6,6 millions d'euros par an. Pour Michel Lascombes, ce statut rend l'idée d'une dissolution incohérente : « *Si l'État finance le parti, c'est nécessairement qu'il ne porte pas atteinte à l'ordre public. Sinon ça deviendrait schizophrénique*. » Il ajoute : « *Prononcer la dissolution de LFI, c'est pas demain la veille* ». 20 Minutes 2 octobre 2026

Ils sont à l'origine du problème, ils n'ont aucune légitimité pour le résoudre, dégagez !

Lors de la causerie précédente, j'avais pris la précaution d'indiquer aux lecteurs, que c'était une véritable planche savonneuse ou un casse-gueule pour ceux qui seraient tentés de flirter inconsciemment ou non avec l'antisémitisme, celle-ci est encore plus glissante et dangereuse pour ceux qui refuseraient de condamner la barbarie sioniste qui s'étale sous nos yeux quotidiennement depuis le 7 octobre 2023 et de soutenir inconditionnellement la cause palestinienne qui est purement politique, donc économique.

Certains pourraient se demander si l'auteur de ce portail ne serait pas antisémite ; après tout, il y en a qui osent encore prétendre que Marx l'était ! Par conséquent, pour couper à ce genre de spéculation ou polémique inutile et nuisible, j'ai décidé de répondre à cette question en me situant exclusivement sur le terrain de la lutte des classes.

Depuis le soulèvement révolutionnaire armé du peuple palestinien du 7 octobre 2023, suite à la réponse génocidaire des autorités israéliennes, il n'existe plus aucun doute sur la nature du sionisme, qui est fondamentalement raciste et totalitaire. Dès lors, toute personne qui prendrait la défense d'Israël mériterait d'être accusée de raciste envers les Arabes, notamment. Mais on aurait tort de s'arrêter à cet aspect-là, sans se pencher sur son origine qui nous ramène à la lutte des classes.

Depuis 90 ans environ, l'impérialisme britannique, puis américain, l'oligarchie financière anglo-saxonne s'est emparée des principales richesses du Moyen-Orient, le pétrole et le gaz. Elle incarne la bourgeoisie, les capitalistes. Les Occidentaux ont socialisé les gigantesques profits que l'exploitation de ces ressources a procurés, tandis qu'ils maintinrent sous leur tutelle et dans le sous-développement, dans la pauvreté et la précarité, tous les peuples de la région. Partant de là, le sort que ces pilleurs réservèrent à leur classe ouvrière du Moyen-Orient ou Asie occidentale est assimilable à celui qu'ils destinèrent à l'ensemble des Arabes toutes religions confondues. C'est là qu'on s'aperçoit qu'il s'agit tout simplement de la lutte de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière à l'époque du capitalisme pourrissant ou de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Le racisme ou l'antisémitisme est téléguidé depuis l'oligarchie financière anglo-saxonne juive ou sioniste ou ses représentants. Ils font l'objet d'une instrumentalisation à des fins électorales, pour détourner l'attention de questions économiques et sociales, elle sert à diviser la classe ouvrière et les classes moyennes, pour qu'elles ne s'unissent pas pour combattre ensemble le régime capitaliste.

Cette manipulation ressort de l'inversion accusatoire, dès son origine si on y regarde de plus près. Car, le racisme s'il n'a rien de naturel, il est une réaction qui exprime une injustice bien réelle, dans la mesure où son auteur est victime d'exploitation et d'oppression, ce procédé sert à faire naître une confusion entre victimes et bourreaux dans la tête des peuples, de sorte qu'ils en viennent à plaindre ou soutenir ces derniers... qui sont aussi les leurs !

Depuis le 7 octobre 2023, les sionistes se sont complètement lâchés en déclarant que les Palestiniens n'étaient même pas des animaux, qu'ils faillaient tous les exterminer en commençant par les femmes et les enfants. Ils ont tenu des propos par milliers dignes des nazis, donc de ce côté-là on n'a aucun souci. Tout le monde est censé savoir à quelle pourriture on a affaire, et que les Israéliens ou les juifs sionistes figurent parmi les champions du racisme ou de l'antisémitisme, parce qu'ils peuvent réaliser un abus de pouvoir monstrueux ou massacrer un peuple en toute impunité.

Je tiens à préciser avant d'y venir en détail plus loin, il est normal que Bardella et Le Pen, la droite et l'extrême droite, l'extrême centre et la gauche social-impérialiste se tiennent au côté d'Israël, qu'il leur soit arrivé de tenir des propos racistes ou xénophobes, la plupart des chefs d'Etat ou monarques occidentaux en font autant, et que des sionistes nazis israéliens les défendent ou en fassent l'éloge quoi de plus naturel, puisque le RN représente les intérêts de la même classe, celle des capitalistes, tout se tient.

Etre sioniste, défendre le sionisme, c'est choisir son camp, car plus personne n'ignore ce que cela signifie, c'est foncièrement être raciste envers les Palestiniens ou les Arabes, c'est être un suppôt du colonialisme, un agent de l'impérialisme, du capitalisme, c'est être anti-ouvrier, antisocialiste, réactionnaire, à eux de l'assumer, à nous de défendre nos propres interprétations ou positions selon nos propres méthodes, la mienne est celle du marxisme.

Personnellement, je me contrefous des religions, des philosophies, des courants de pensée, je ne vise pas des individus en particulier, cela ne m'intéresse pas ou c'est secondaire, je combats un système économique, un mode de production, un régime social et politique, je ne combats pas des hommes ou des femmes, je combat le capitalisme sur le terrain de la lutte des classes, parce que c'est son terrain naturel, et c'est uniquement là qu'on pourra l'abattre, ce qui ne nous empêche pas de décrire et de combattre ses différentes représentations, dont le judaïsme qui a donné lieu au sionisme fait partie.

Il est donc normal qu'on s'y attarde un peu, pour voir comment cela fonctionne, pour se faire, j'ai invité Marx, qui était bien très placé pour aborder ce sujet.

Lu dans l'introduction de Robert Mandrou de La Question juive publié par Marx en 1843 :

- Karl Marx analyse longuement les contradictions contenues dans les déclarations les plus solennelles de la société bourgeoise : celles de 1791 et 1793 en France comme celles de différents états américains lors de l'Indépendance. Entre la définition générale de la liberté « *qui ne nuit pas à autrui* » et le principe de propriété privée qui consacre le droit de l'individu à jouir de ses revenus, rentes et produits de ses biens sans se soucier des préjudices infligés à d'autres, Marx met à jour une des plus fortes illusions de la bonne conscience bourgeoise et quelles injustices peut recouvrir

l'invocation solennelle et sommaire de la liberté. Leçon utile et toujours oubliée, qui constitue un des plus pénétrants commentaires des grands textes élaborés à la fin du XVIII° siècle.

Extraits provenant de la fin de son ouvrage.

Avant d'y venir, relisons l'avertissement de Marx :

Marx - « *Considérons le Juif réel, non pas le Juif du sabbat, comme Bauer le fait, mais le Juif de tous les jours.*

Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel.

Quel est le fond profane du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité personnelle. Quel est le culte profane du Juif ?

Le trafic. Quel est son Dieu profane ? L'argent. Eh bien, en s'émancipant du trafic et de l'argent, par conséquent du judaïsme réel et pratique, l'époque actuelle s'émanciperait elle-même. **»**

Extraits.

- « *Quel est le fondement séculier du judaïsme ? Le besoin pratique, l'utilité privée. Quel est le culte profane du Juif ? Le trafic. Quel est son dieu terrestre ? L'argent*. »

- « *L'argent est le dieu jaloux d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister*. »

- « *Le judaïsme s'est maintenu, non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire. C'est du fond de ses propres entrailles que la société bourgeoise engendre sans cesse le Juif. Quelle était en soi la base de la religion juive ? Le besoin pratique, l'égoïsme.* »

- « *Le Juif, qui est par exemple simplement toléré à Vienne, détermine par sa puissance financière le sort de tout l'Empire. Le Juif, qui peut être sans droits dans le plus petit État allemand, décide du destin de l'Europe.* » Cette citation est de Bauer, pas de Marx.

- « *Le dieu des Juifs s'est sécularisé et est devenu le dieu mondial. Le change, voilà le vrai dieu du Juif. Son dieu n'est qu'une traite illusoire.* »

- « *La nationalité chimérique du Juif est la nationalité du commerçant, de l'homme d'argent*.»

- « *Une organisation de la société qui supprimerait les conditions préalables du trafic, et par conséquent la possibilité du trafic, rendrait le Juif impossible. [...] L'émancipation sociale du Juif, c'est l'émancipation de la société du judaïsme*. »

- « *Le judaïsme atteint son apogée avec la perfection de la société bourgeoise; mais la société bourgeoise n'atteint sa perfection que dans le monde chrétien. Ce n'est que sous le règne du christianisme, qui extériorise tous les rapports nationaux, naturels, moraux et théoriques de l'homme, que la société bourgeoise pouvait se séparer complètement de la voie de l'État, déchirer tous les liens génériques de l'homme et mettre à leur place l'égoïsme, le besoin égoïste, décomposer le monde des hommes en un monde d'individus atomistiques, hostiles les uns aux autres.* »

- « *Le christianisme est issu du judaïsme, et il a fini par se ramener au judaïsme.*

Par définition, le chrétien fut le Juif théorisant le Juif est, par conséquent, le chrétien pratique, et le chrétien pratique est redevenu juif. »

Qui étaient les fondateurs de la Fed ?

La réunion à Jekyll Island du 20 au 30 novembre 1910

http://www.luttedeclasse.org/causeries_2026/FED_Jekyll.pdf

En aparté j'ai noté une autre citation intéressante.

- « *La limite de l'émancipation politique apparaît immédiatement dans ce fait que l'État peut s'affranchir d'une barrière sans que l'homme en soit réellement affranchi, que l'État peut être un État libre, sans que l'homme soit un homme libre.* »

J-C - Que voulait-il dire par là ? Que l'État pouvait "*s'affranchir d'une barrière*", mais qu'il en subsistait d'autres, dont celle qui caractérise sa nature sociale, la classe qu'il représente, la classe qui exploite et opprime toutes les autres, il reste à abattre la barrière de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme, pour que l'homme soit enfin libre, quant à l'Etat, il n'aurait plus aucune raison d'être puisque les classes auraient disparu ou se seraient éteintes progressivement.

Mise au point rapide.

Je lis que « *s'émanciper du judaïsme* » signifiait pour Marx s'émanciper de la domination du capital et du commerce de l'argent. Sa critique visait les structures économiques et non la nature biologique ou intrinsèque d'un peuple. Le mot « *judaïsme* » (Judentum) était utilisé dans le sens matériel et populaire qu'il avait parfois au XIXe siècle en Allemagne (synonyme de « *commerce* » ou de « *trafic* »). Selon cette lecture, Marx attaquait le capitalisme naissant et rien d'autre.

Je crois avoir compris que Bardella, mais surtout Marine Le Pen seraient victimes d'une vieille vengeance ourdie par d'ex-cadres du FN exclus de leur parti il y a bien longtemps pour leur discours ouvertement racistes ou fascistes quand elle entama la phase de "*dédiabolisation*" de son parti classé à l'extrême droite, pour ne pas dire une phase de "*dénazification*" en 2015, c'est devenu à la mode depuis février 2022, même qu'on ne sait plus donner de la tête !

À l'issue d'une enquête « *reposant sur de nombreuses conversations privées, agrémentées de témoignages* »...

Ils ont ciblé le maillon le plus faible, Bardella. A l'époque des écrits qui lui sont imputés et reprochés, il avait à peine 18 ans. A cet âge, on ne fait pas trop attention à ce qu'on dit ou écrit ou même à ce qu'on fait. On n'imagine pas qu'on vous le ressortira des décennies plus tard pour vous nuire, car c'est l'unique objectif de cette cabale, nuire à un dirigeant d'un parti pour le discréditer auprès des électeurs à 8 mois de l'élection présidentielle, la mystification est grotesque ou cousu de fil blanc, le produit d'une enquête « *reposant sur de nombreuses conversations privées,*

agrémentées de témoignages » selon Mediapart, autrement dit, ce sont d'anciennes relations d'extrême droite de Bardella qui l'ont balancées à cette officine. (RT 30 sept. 2026)

Il n'en fallut pas plus, pour que sur un ton grandiloquent Macron se lance dans une diatribe en se fendant de superlatifs comme chaque fois qu'il évoque les juifs ou Israël leur témoignant au passage sa loyauté absolue:

« *Les propos qui ont été rapportés sont évidemment gravissimes et inacceptables* », a déclaré Emmanuel Macron. « *Ils appellent à la condamnation la plus extrême, car ça n'est pas la République* », a-t-il ajouté, après avoir assuré avec un air grave et sur un ton solennel que « *jamais nous n'accepterons de propos antisémites, jamais* ». (RT 30 sept. 2026)

En fin de soirée, j'ai découvert un truc révélateur qui pulvérise cette machination et porte un coup fatal à la prestation de Macron, après une nouvelle déclaration fracassante d'un membre du Likoud, qui confirme la propension des juifs à se considérer supérieurs aux autres peuples, et à entretenir des intentions de nature totalitaire. Il faut bien comprendre ce que cela signifie, c'est qu'après une telle déclaration, aucun propos de la même nature prononcé par qui que ce soit ou que ce soit dans le monde ne pourra plus être caractérisé d'antisémite, du coup Bardella est blanchi de l'accusation d'antisémitisme par un sioniste d'extrême droite ou nazi ! Pour autant, paradoxalement, je ne suis pas certain qu'il puisse y faire référence, vous allez tout de suite comprendre pourquoi.

- Un législateur du parti au pouvoir du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au Likoud a déclaré que « *nous ne sommes pas comme tout le monde* » et que les lois applicables à tout le monde « *ne peuvent pas s'appliquer à nous* », selon la chaîne israélienne Channel 13. Hanoch Milwidsky a fait ces remarques mercredi alors qu'il parlait de la mission du peuple juif en Israël et de son identité religieuse, selon le diffuseur. « *La terre d'Israël nous a été donnée parce que nous sommes censés remplir une mission ici. Notre mission est d'établir ici un État juif qui sera digne des Juifs* », a déclaré Milwidsky. Se référant à l'expression biblique « *un peuple qui habitera seul* », il a souligné ce qu'il a appelé « *séparation* ». "*Nous ne sommes pas comme tout le monde, et donc toutes les lois qui s'appliquent à tout le monde ne peuvent pas s'appliquer à nous*", a-t-il déclaré. Milwidsky a également déclaré que « *les considérations de toutes sortes d'hommes d'État du monde entier ne devraient pas être pertinentes pour nous* ».

Le groupe de défense des droits israéliens B'Tselem a décrit le règne d'Israël sur les Palestiniens comme un régime de « *suprématie juive* », arguant que les politiques et les pratiques israéliennes sont conçues pour faire progresser les droits et le contrôle juifs sur les Palestiniens. Milwidsky a précédemment suscité la controverse lors d'un débat de juillet 2024 à la Knesset sur des soldats soupçonnés d'avoir abusé sexuellement d'un détenu palestinien dans le centre de détention de Sde Teiman. Interrogé pour savoir s'il était légitime d'abuser sexuellement d'un détenu, il a répondu que « *tout est légitime* » lorsqu'il s'agit d'une personne qu'il a décrite comme membre du Hamas. aa.com.tr

« *Israeli governing party lawmaker : 'We are not like everyone else,' laws that apply to others 'cannot apply to us'* », Anadolu Agency, September 18, 2026.

https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israeli-governing-party-lawmaker-we-are-not-like-everyone-else-laws-that-apply-to-others-cannot-apply-to-us-/4061496

Lire aussi:

Milei le « *loubavitch* » (Netanyahou dixit) aggrave la pauvreté en Argentine, « *la nouvelle Terre promise* » par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 29 septembre 2026

La campagne électorale de Javier Milei a été entièrement financée par quelques milliardaires juifs argentins. Nous devons constater que sa présidence dessert le peuple argentin, qui est plongé dans une grande pauvreté, tandis qu'elle sert, de manière outrancière, les intérêts de ses généreux donateurs.

https://www.voltairenet.org/article224981.html

L'effet boomerang ou comment leur amalgame leur revient en pleine gueule !

Antisioniste = antisémite, mais comme dans les faits sioniste = fasciste ou nazi, on trouve même des sionistes pour glorifier publiquement Hitler et l'idéologie nazie, par conséquent sanctionner l'antisionisme revient à interdire de condamner le fascisme et le nazisme, vous voyez jusqu'où ils vont.

On a appris que le ministre israélien de la Lutte contre l'antisémitisme, Amichai Chikli, avait pris la défense de Bardella, il appartient à l'aile dure ou d'extrême droite du Likoud. Rien d'étonnant, puisqu'il est notoire que parmi les conseillers de la famille Le Pen et des principaux dirigeants du RN-FN figuraient entre autre l'avocat sioniste franco-israélien néoconservateur Gilles-William Goldnadel. Ils traitent leurs affaires en famille, remarquez que tout se tient.

Un sioniste, c'est avant tout un colon, un colonialiste, et qui dit colonialiste dit impérialisme, et qui dit impérialisme dit guerre impérialiste, et qui dit guerre impérialiste, dit guerre particulièrement sauvage ou barbare. C'est ce à quoi nous avons assisté entre 1914 et 1918, puis entre 1939 et 1945, au cours de toutes les guerres impérialistes (gaz, armes nucléaires, bactériologiques, chimiques, etc.), puis à partir de 1947 en Palestine jusqu'au génocide actuel à Gaza, effectivement tout se tient admirablement bien.

Il faut vraiment être idiot ou avoir mauvaise conscience ou encore être un lâche, pour ne pas s'en sortir en cas d'accusation d'antisémitisme de nos jours, tant on croule sous les faits ou les arguments pour leur retourner et pulvériser comme des merdes ses connards ou salopards. On ne doit pas se laisser marcher sur les pieds par ces gens-là, sinon, qu'est-ce qu'on est, moins que rient et on ne mérite pas plus.

On doit se montrer digne de nos convictions et les défendre en toute circonstance, ou alors il vaudrait mieux ne pas en avoir, mais voilà, c'est impossible. Ce que certains n'ont pas compris, c'est que c'est là qu'on les attend au tournant, c'est le destin ou la vie qui veut cela et personne n'y peut rien. Si vous voulez, c'est comme ceux qui croient qu'ils passeront à travers les affres de la vieillesse, ils se font des illusions, et le jour venu, ils morfleront comme tout le monde !

Ceux qui ont réalisé un amalgame entre antisionisme et antisémitisme vont maintenant en payer le prix fort. Car depuis trois ans que les sionistes ont ouvertement ou publiquement adopté le discours et les méthodes du nazisme à Gaza et en Cisjordanie, puis au Liban ou à propos de l'Iran

notamment, qualifier leurs opposants d'antisémites revient à reconnaître qu'ils condamnent l'idéologie nazi, ce dont ils doivent être fiers.

Ils ont fait de l'antisémite un héros en quelque sorte, d'une certaine manière c'est normal, puisqu'ils se considèrent comme tels en réalisant un génocide.

Un rappel utile.

Avant qu'une colonie juive de peuplement vienne s'implanter en Palestine à partir de la moitié du XIXe siècle, tous les peuples présents sur cette terre vivaient en harmonie et relativement en paix depuis des siècles, mais cela n'allait plus durer très longtemps, car la dislocation de l'Empire ottoman à l'issue de la Première Guerre mondiale allait avoir des conséquences dramatiques pour les Palestiniens.

En 1922, comme une série d'autres anciens territoires ottomans, la Palestine sera placée sous mandat britannique par la Société des Nations, l'ancêtre de l'Organisation des Nations Unis (ONU). Tous ces territoires ottomans deviendront par la suite des États indépendants pour reprendre la formule consacrée, à l'exception toutefois de la Palestine, où l'impérialisme britannique appliquera la Déclaration Balfour de 1917, dans laquelle elle envisageait favorablement « *l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ».

A partir de 1922 et jusqu'en 1947 des juifs venus essentiellement d'Europe de l'Est immigreront massivement en Palestine en bénéficiant de la protection britannique. En 1937, sur fond de revendications d'indépendance et d'opposition à l'immigration, la population arabe se révoltera. Les sionistes réagiront en se livrant à des attentats, des assassinats et des massacres de populations civiles palestiniennes jusqu'à nos jours.

La résolution 181 des Nations Unis consacrera la partition de la Palestine en deux Etats en 1947, la proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël en 1948 entraînera la première Nakba (exode forcée), puis il y aura les deux intifada de 1987 et 2000, entre temps,

l'impérialisme américain fut amené à prendre naturellement le relais de l'impérialisme britannique au Moyen-Orient et en Palestine occupée, puisque l'oligarchie financière juive ou sioniste qui avait immigré d'Angleterre, des Pays-Bas et d'Allemagne aux Etats-Unis dès le début du XXe siècle pour créer la Fed en 1913 était devenue le créancier du monde à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, aucun Etat en Occident n'osa vraiment s'y opposer, et enfin surviendra le soulèvement armé révolutionnaire du 7 octobre 2023 pour tenter de briser le blocus de Gaza, bref, rien n'y fera, jamais plus les Palestiniens ne pourront retourner sur leurs terres et y vivre en paix.

Voilà un peuple qui est soumis à un génocide qui dure depuis 78 ans, alors il faut être sordide ou une ordure pour oser dénoncer sa réaction parfois violente face au sort si injuste et cruel que l'impérialisme et les sionistes lui ont réservé, ce sont eux qui doivent disparaître dans la poubelle de l'histoire au nom de la démocratie.

Seul le combat contre le capitalisme pour l'abattre est légitime, notre émancipation et celle des Palestiniens en dépend.

On n'en a rien à foutre de la lutte contre le racisme ou l'antisémitisme menée au côté de Macron ou des bouchers de Tel-Aviv. Réfléchissez un instant. Il y en a qui combattent le racisme au côté de personnalités d'extrême droite ou faisant l'apologie du fascisme ou du nazisme, mais quand on leur propose de mener ce combat politique classe contre classe ou dans la perspective du renversement

du capitalisme, ils refusent, autrement dit, pour eux c'est juste une posture idéologique ou identitaire destinée à rendre les régimes en place plus présentables.

Il est d'ailleurs significatif que ce soit un objectif politique de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier révolutionnaire, et non de la réaction ou de ses alliés opportunistes.

L'idée de se retrouver avec un duel Le Pen –Mélenchon les rend hystérique.

Quand ils ont monté la confrontation Macron - Le Pen en 2017 et en 2022, le parti d'extrême droite était devenu fréquentable. Ils étaient sûrs de faire élire leur candidat de l'extrême centre, mais pour 2027, ils n'ont pas réussi à fabriquer un clone de Macron, ce qui change la donne, surtout qu'au bout de deux mandats l'usure du pouvoir mine tous les candidats de la droite, sans qu'aucun ne soit en mesure de renverser la tendance actuelle favorable au RN-FN, du coup changement de stratégie.

Dorénavant, il leur faut abattre son candidat par n'importe quel moyen pour qu'un des leurs soit présent au second tour de la présidentielle et soit en mesure de l'emporter. Alors, rien de tel que de l'instrumentaliser en faisant ressortir sa véritable nature fasciste, quitte à se contredire, car ils ne sont plus à une contradiction près, seul le résultat compte pour eux, ils ont la mentalité de despotes que rien n'arrête.

Les dirigeants de l'extrême droite savaient à quel jeu dangereux ils jouaient avec les représentants officiels du capitalisme, ils savaient qu'ils les tenaient par les couilles, et qu'à tout moment ils pouvaient leur couper. Ils ont accepté ces conditions, à l'heure où on exige d'eux qu'ils retournent sur les bancs des figurants, ils doivent s'exécuter ou ils vont les descendre en flèche en rappelant leurs origines et leurs casseroles, et elles sont nombreuses, J-M Le Pen les collectionna.

Ils avaient éliminé DSK, puis Fillon, personne ne l'a oublié. Ce qui pourrait sauver Bardella ou Le Pen, c'est s'ils étaient assurés que l'un de leurs candidats soit sûr d'être qualifié pour le second tour de la présidentielle face à celui de RN-FN, car il serait certain de l'emporter, d'où le forcing pour imposer Édouard Philippe, le candidat officiel de l'Etat profond. Édouard Philippe a participé à plusieurs reprises aux réunions annuelles du Groupe Bilderberg, notamment en 2016 à Dresde, en 2023 à Lisbonne, et de nouveau en juin 2025 à Stockholm, bref, c'est devenu un membre de la famille.

Si au contraire les sondages envisageait un face à face Le Pen - Mélenchon, il leur faudrait dégager l'un ou l'autre, ils ont déjà tout tenté ou presque contre Mélenchon, en vain, peuvent-ils aller encore plus loin, c'est possible, en fait tout est possible dans ce genre de situation, donc on ignore comment elle va évoluer d'ici mai 2027. A suivre.

Propos antisémites prêtés à Bardella : Le ministre israélien de la Lutte contre l'antisémitisme défend le chef du RN - 20 Minutes avec AFP 30 septembre 2026

En famille. L'extrême centre et la social-démocratie partagent bien l'idéologie de l'OTAN politique, l'UE.

J-C – Parfois je me demandais pourquoi il y en avait qui déclaraient que Macron était de gauche, maintenant je commence à comprendre ! Je fais l'idiot évidemment, car depuis des lustres la collusion d'intérêt entre la gauche et la droite n'est plus à démontrer, ils alternent au pouvoir et gèrent la société pour le compte des capitalistes.

Macron et Sanchez font front commun pour un budget de l'UE "*ambitieux*" - AFP 30 Sep. 2026

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez et le président français Emmanuel Macron ont affiché mercredi à Madrid un front commun en faveur d'un budget de l'Union européenne "*ambitieux*", alors que les négociations s'annoncent ardues avec plusieurs pays, dont l'Allemagne.

"*Nous soutenons une approche ambitieuse en matière d'investissement et nous soutenons aussi une approche ambitieuse en termes de budget européen*", a dit le dirigeant français lors d'une conférence de presse commune au palais de la Moncloa, au second jour de sa visite d'État en Espagne.

Il a évoqué une "*très forte convergence*" avec l'Espagne sur ce sujet.

A ses côtés, Pedro Sanchez a dit "*partager*" la "*vision selon laquelle les budgets européens doivent être bien plus ambitieux que ce qui est actuellement prévu*".

Il a aussi affirmé que la France et l'Espagne formaient une "*résistance européenne face aux ennemis de notre continent et du modèle européen*", dénonçant les "*courants réactionnaires*" qui "souhaitent que l'Europe soit divisée".

Lors de la conférence de presse, il a assuré avoir trouvé une convergence avec Pedro Sanchez "*sur l'idée de dire qu'il faut protéger nos acteurs européens*" sans "*rentrer en guerre commerciale*" avec la Chine.

Ils ont tous deux insisté sur la nécessité que Pékin accepte des "*transferts de technologie*" vers l'Europe. AFP 30 Sep. 2026

J-C - Sur le plan industriel, scientifique et technologique, la Chine (et l'Asie) domine l'UE et les Etats-Unis, voilà qui change la donne, et ce n'est pas fini. Car au fur et à mesure que l'Afrique se développe à son tour à grande vitesse, la balance commerciale et des paiements des Etats occidentaux seront toujours de plus en plus déficitaires dans l'avenir, croulant sous une dette insoutenable à terme, quand le marché mondial aux esclaves disponibles à vil coût sera tari, ils finiront par s'effondrer les uns après les autres en cascade, c'est pour ainsi dire gravé sur la pierre tombale du capitalisme.

C'est sûr : Le secrétaire général de l'OTAN est en état de démence grave.

J-C - Peu importe que vous ayez des preuves ou non, on s'en fout, accusez la Russie ! Voilà où ces détraqués en sont rendus, Rutte mérite la camisole de force

Rutte appelle les alliés de l'OTAN à accuser publiquement la Russie lorsqu'ils se disent «*presque sûrs*» de son implication - RT 1 oct. 2026

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a appelé les pays membres de l'Alliance à mettre publiquement en cause la Russie lorsqu'ils considèrent son implication comme presque certaine dans des actes hostiles, et ce même sans confirmation définitive.

Lors d'une conférence de presse le 29 septembre 2026, il a repris les propos du commandant suprême des forces alliées en Europe, Alexus Grynkewich : « *Quand vous en avez la possibilité, quand vous êtes sûrs que ce sont les Russes voire même quand vous êtes presque sûrs que ce sont les Russes, attribuez-le aux Russes.* »

Le cas cité par Rutte concerne l'incendie de locaux de l'entreprise de défense Milrem Robotics à Tallinn, dans la nuit du 15 août. Trois ressortissants lettons ont été arrêtés puis remis aux autorités estoniennes.

Tallinn affirme que l'opération aurait été organisée à la demande des services russes. Les autorités estoniennes n'ont toutefois pas rendu publics les éléments permettant de vérifier cette attribution. Moscou a catégoriquement rejeté ces accusations, Dmitri Peskov les qualifiant de sans fondement.

Pour les autorités russes, cette affaire illustre une pratique qu'elles dénoncent : rendre publiques des accusations contre Moscou avant que les éléments avancés puissent être examinés et confirmés.

En septembre 2025, la présence supposée de drones autour de l'aéroport de Copenhague avait nourri les soupçons d'une opération hybride, la Russie étant évoquée parmi les pistes possibles. Après neuf mois d'enquête, la police danoise a annoncé le 25 juin 2026 n'avoir trouvé aucune preuve permettant même de confirmer que les objets observés étaient des drones. Aucun suspect n'a été identifié et l'enquête a été close.

J-C – Quelle légitimité peuvent avoir de telles institutions, les chefs d'Etat qui participent à l'OTAN ? Absolument aucune, il faudrait les neutraliser au plus vite, avant qu'ils nuisent davantage à tous les peuples et à la paix.

Business is business. Qu'est-ce que ça peut foutre que Javier Milei soit d'extrême droite ou fasciste, Trump et Netanyahou aussi, et alors ?

J-C - Macron ne sera pas dépaysé en compagnie du dictateur argentin Javier Milei, il reçoit bien Bardella et Le Pen à l'Elysée.

Javier Milei en visite en France, Emmanuel Macron obligé de se dépêtrer de sa rencontre avec l'Argentin - HuffPost 1 octobre 2026

Le président français se voit reprocher de « *dérouler le tapis rouge* » à un invité d'extrême droite. De son côté, l'Élysée souligne l'importance des liens commerciaux avec l'Argentine.

J-C - Voilà comment les médias aux ordres se chargent de blanchir le malheureux Macron "*obligé de se dépêtrer de*" quoi ? De sa mauvaise conscience ? Il n'en a pas, il ne sait même pas ce que cela veut dire ! Et puis, il est plutôt en famille ou en bonne compagnie, ne gouverne-t-il pas à la tronçonneuse depuis mai 2017 ?

Macron a déclaré qu'il n'en avait rien à foutre de s'afficher avec ce facho et de ce qu'on en pensera, puisque c'est pour les affaires de ses amis, vous ne saviez pas encore que c'est la seule chose qui compte pour lui ? Il n'est pas ingrat, ils ne pourront pas lui reprocher cela au moins. Je crois qu'il n'a pas à s'en faire pour son avenir...

Irak.

Irak : le départ américain referme vingt-trois ans d'une intervention aux lourdes conséquences - RT 30 sept. 2026

Le dernier soldat américain doit quitter l'Irak ce mercredi 30 septembre, conformément à l'accord conclu en 2024 entre Washington et Bagdad. Ce départ clôt une présence militaire commencée avec l'invasion de mars 2003, interrompue en 2011 puis rétablie en 2014 pour combattre l'organisation État islamique.

L'intervention de 2003 reste associée à un lourd échec stratégique américain. L'administration de George W. Bush avait notamment justifié la guerre par l'existence supposée d'armes de destruction massive irakiennes. Elles ne furent jamais retrouvées. Une enquête du Sénat américain conclura ensuite que plusieurs évaluations centrales du renseignement avaient été exagérées ou n'étaient pas étayées par les informations disponibles.

Le retrait de 2026 ne referme pourtant pas les fractures de ces deux décennies. Daesh conserve des cellules clandestines. Washington quitte militairement l'Irak mais conserve une influence économique importante, notamment via le système financier américain par lequel transitent les revenus pétroliers irakiens. Vingt-trois ans après l'invasion, la page militaire se tourne donc sans effacer les conséquences politiques, sécuritaires et humaines de l'intervention américaine. RT 30 sept. 2026

Cuba.

Les Etats-Unis accélèrent leur pression sur Cuba en durcissant les sanctions - 20 Minutes avec AFP 30 septembre 2026

Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, les relations entre Cuba et les États-Unis se sont considérablement tendues. Le président américain affirme que Cuba représente « une menace extraordinaire » pour la sécurité nationale des Etats-Unis et a menacé à plusieurs reprises de « prendre le contrôle » de l'île.

Les sanctions financières mises à jour par le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC), qui dépend du Département du Trésor, interdisent toute transaction financière « *indirecte* » avec les entités cubaines sanctionnées, notamment celles liées à l'appareil sécuritaire et à Gaesa, le consortium économique de l'armée cubaine.

L'OFAC supprime aussi une autorisation qui permettait depuis 2024 à des banques américaines de traiter un paiement en dollars impliquant Cuba lorsque l'origine et la destination du paiement étaient hors des Etats-Unis et n'impliquaient aucun ressortissant américain. Le nouveau règlement supprime également l'autorisation qui permettait aux banques américaines « *d'ouvrir et maintenir des comptes au nom d'un ressortissant cubain, entrepreneur indépendant du secteur privé* ». Cet accès au système bancaire américain pour les entrepreneurs privés avait été autorisé en 2024 sous la présidence de Joe Biden.

La politique de pression maximale appliquée par Washington contre Cuba coïncide avec une hausse sans précédent des importations en provenance des États-Unis par le secteur privé cubain, en croissance constante. Selon des données du Bureau américain du recensement, Cuba a importé en

juillet pour 149 millions de dollars de marchandises, le montant mensuel le plus élevé enregistré depuis 1992.

Le nouveau règlement de l'OFAC rendu public mardi réduit aussi certaines catégories de voyages autorisés sous la présidence de Barack Obama pour les ressortissants américains. Les voyages d'échanges culturels et les conférences et réunions professionnelles sont désormais soumis à autorisation.

Washington, qui ne cache pas sa volonté de voir un changement de régime chez son voisin impose depuis janvier un blocus pétrolier de facto à l'île, ce qui a plongé le pays dans une très grave crise économique et énergétique.

Russie.

La Russie et la Centrafrique renforcent leur coopération à l'issue de leur première commission intergouvernementale à Bangui 30 sept. 20

La Russie et la République centrafricaine ont réuni pour la première fois, le 30 septembre 2026 à Bangui, leur commission intergouvernementale consacrée à la coopération commerciale, économique, scientifique et technique. Cette rencontre inédite en 65 ans de relations diplomatiques doit permettre aux deux pays de donner un cadre plus structuré à leurs échanges.

Les travaux ont débouché sur l'adoption d'un protocole couvrant 15 domaines de coopération. Énergie, infrastructures, agriculture, santé, éducation, transformation du bois, développement des petites entreprises, numérique, géologie et ressources du sous-sol figurent notamment parmi les secteurs concernés.

La délégation russe était conduite par le ministre de l'Énergie Sergueï Tsivilev, tandis que la partie centrafricaine était dirigée par le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, Marc Mandaba. Environ 140 représentants russes du gouvernement et du monde des affaires ont participé aux travaux.

Sergueï Tsivilev a souligné le caractère inédit de cette première session et indiqué que Moscou entendait accompagner la mise en œuvre des projets communs et faciliter l'activité des entreprises engagées dans la coopération bilatérale.

Énergie, géologie et formation au cœur des accords

L'énergie constitue l'un des principaux volets des accords conclus à Bangui. Sergueï Tsivilev et Marc Mandaba ont signé une feuille de route russo-centrafricaine pour la période 2026–2028, appelée à encadrer la coopération entre les deux pays dans ce secteur.

La géologie occupe également une place importante. Moscou et Bangui ont adopté un plan de travail commun consacré à la coopération dans ce domaine et à l'utilisation des ressources du sous-sol. La Centrafrique souhaite notamment développer avec la Russie des projets communs de recherche et de développement de gisements.

Cette coopération doit aussi comporter un volet consacré à la formation. Le ministre centrafricain de la Communication et des Médias, Évariste Ngamana, a indiqué que des géologues centrafricains seraient formés dans des universités russes.

Au-delà de l'énergie et des ressources naturelles, la commission a porté sur plusieurs secteurs directement liés au développement économique et social du pays, notamment les infrastructures, l'agriculture, la santé et l'éducation.

Un mémorandum de coopération a par ailleurs été conclu entre l'Institut de l'Afrique de l'Académie russe des sciences et l'Université de Bangui, renforçant le volet scientifique et universitaire des relations bilatérales.

Dans le domaine sanitaire, la Russie a remis à la Centrafrique des systèmes de test destinés à détecter le virus Bundibugyo, un sous-type du virus Ebola. Ces dispositifs de fabrication russe sont destinés au diagnostic en laboratoire et à la détection rapide des cas.

Après cette première session en Centrafrique, les échanges doivent se poursuivre en Russie, où se tiendra la deuxième réunion de la commission intergouvernementale.

Japon.

J-C - Ils ont tout pour plaire. Militariste, fasciste, raciste, xénophobe...

Pour réduire sa population étrangère, le Japon multiplie par 20 les frais de résidence permanente - Paris Match 2 octobre 2026

Selon la BBC, le Japon a multiplié par 20 les frais pour les étrangers qui souhaitent obtenir la résidence permanente dans le pays. Ils sont désormais portés à 200 000 yens. Les personnes souhaitant obtenir la résidence permanente doivent aussi satisfaire à de nouvelles exigences en matière de revenus, de pension et de langue japonaise.

En juillet, le pays asiatique avait déjà quintuplé le prix des visas pour les étrangers, une première en 50 ans. Paris Match 2 octobre 2026

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 5 octobre 2026

Encore du très lourd dans cette causerie, où l'on aborde plusieurs sujets sur le fond en toute indépendance et sincérité, exercice réalisé sans filet, sans parachute, mais rassurez-vous, je ne me suis pas cassé la gueule, tout va bien, je suis entier, c'est même ce qui me caractérise.

Côté santé, il y a toujours des hauts et des bas que je ne m'explique pas, il faut être patient. Là-haut, côté neurones, il y a toujours un pilote dans l'avion, pas vraiment suicidaire ou cascadeur, bien que je lui fais subir un traitement au long cours jusqu'à des heures indues, jusqu'à épuisement, que voulez-vous, on n'a qu'une vie ! J'entends finir la mienne dans mon lit tranquillement, mais faudrait-il encore que j'y sois plus souvent ! Vous voyez qu'on est con parfois, si, si, j'y tiens parce que je le pense, je suis incorrigible, comme un gosse, ici, il n'y a personne pour me corriger, pour me brider un peu, alors dès que je peux partir dans un excès, je plonge la tête la première dedans !

Sans déconner, ma compagne pleure souvent en voyant mon état de santé dégradé, on ne le dirait pas en lisant mes causeries, n'est-ce pas ? Mais où va-t-il chercher tout cela ? La fureur de vivre et de mourir de la même manière, la moins conne possible, pour quoi, pardi, pour notre cause, la justice, la vérité, la liberté, le socialisme !

On a enfin trouvé le madame pipi de la Ve République.

- Raphaël Glucksmann a dit « *pisser* » sur Jean-Luc Mélenchon.

Glucksmann, on devrait le dissoudre dans un bain d'hydroxyde de potassium, il n'en resterait plus une trace, je me suis renseigné !

Qui est-ce tortionnaire ?

Il est présenté comme l'homme de la "*retraite à 67 ans*" depuis un entretien en 2021 dans lequel il évoquait un relèvement de l'âge de départ à "65, 66, 67 ans". AFP 29 septembre 2026

Réponse : Edouard Philippe, le candidat officiel de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou l'Etat profond ou encore, le groupe Bilderberg, auquel il a participé à trois reprises depuis 2016.

Qui a dit ?

- « ***La guerre est horrible. Je la déteste ! Les seuls qui s'enrichissent sont ceux du complexe militaro-industriel, sur le dos des pauvres gens qui ne gagnent pas leur vie***. »

Réponse : Rocky, dit Rambo ou Sylvester Stallone, dans une interview accordée à « *El País* » dimanche 4 octobre, à l'occasion de la parution de sa biographie « *Les Marches* », il explique les raisons de son revirement concernant Donald Trump. Il a notamment critiqué sa décision d'intervenir militairement en Iran.

Une position qui peut surprendre d'autant que le comédien de 80 ans avait ouvertement soutenu Donald Trump en 2024. Quelques jours seulement après son élection, il l'avait présenté lors d'un événement à Mar-a-Lago comme « *une figure mythologique* » et un « *deuxième George Washington* ». Le locataire de la Maison Blanche l'avait ensuite nommé « *ambassadeur de Hollywood* », ce que l'acteur avait refusé.

« *Parfois, on dit des choses qu'on ne devrait probablement pas* », lance-t-il concernant ses propos après la victoire de Donald Trump en 2024. Et de confier : « *J'ai beaucoup changé d'avis sur la politique. Elle attire beaucoup de monde, mais les choses évoluent.* » Il cible alors la décision d'engager l'armée américaine dans un conflit en Iran : « *La guerre est horrible. Je la déteste ! Les seuls qui s'enrichissent sont ceux du complexe militaro-industriel, sur le dos des pauvres gens qui ne gagnent pas leur vie*. »

Sylvester Stallone souligne qu'il « déteste l'idée d'être en Iran » : « *Quand j'ai fait Rambo, j'ai parlé de la guerre du Vietnam. Depuis la Corée, on va dans des pays sans aucune raison valable. La guerre n'est justifiée que si on est attaqué. Pourquoi y allons-nous ?* » « *J'ai tellement pitié des soldats. Leurs vies sont brisées, et pourtant ils continuent de défendre le drapeau* ».

J-C – Pour un peu cela le rendrait presque sympathique ! Je n'ai jamais vu un des films dans lesquels il a tourné, la brute épaisse, ce n'est pas mon style.

Comme quoi il est préférable de s'abstenir de juger les autres ou de les traiter de con, car le jour où ils cessent de l'être, même momentanément, c'est nous qui le devenons et on n'a pas l'air fin !

France. Mouvement social des lycéens, enseignants, étudiants, parents d'élèves.

Le mauvais exemple vient toujours d'en haut sous un régime antidémocratique.

La violence de l'appareil d'Etat engendre la violence dans toute la société. Le régime de Macron est un mélange de néoconservatisme et de néolibéralisme particulièrement violent.

Tous les jeunes ont compris qu'un génocide était en train de se produire à Gaza cautionné par Macron et tous les partis qui soutiennent le régime en place. Ils savent aussi que le gouvernement et tous les partis présents à l'Assemblée nationale arment et supportent le régime néonazi de Kiev, dans ces conditions les jeunes les imitent en retournant la violence contre les institutions. Ils savent aussi que les riches se goinfrent comme jamais, qu'il y a de l'argent pour la guerre, mais pas pour l'école et l'université entre autres. Ils n'en peuvent plus de vivre dans une société aussi injuste, antidémocratique et liberticide, qui ne leur offre aucun avenir. Ils osent la défier ou remettre en

cause cette dictature, ce que ses partisans n'apprécient pas du tout. Du coup, ils instrumentalisent le moindre acte de violence afin de justifier le recours à la répression policière.

Que faire sachant que plus de 95% des mouvements sociaux se terminent par un échec depuis au moins 25 ans ?

La grève générale des lycées, étudiants et travailleurs avec leurs organisations ne serait apporter une réponse durable favorable à leurs revendications sociales, car, en 1936, en 1947, en 1953, en 1968, en 1995 (grève reconductible), en 2006, en 2023, aussitôt que les capitalistes ont consenti des mesures ou des réformes sociales parce que le rapport de forces entre les classes leur était défavorable, à l'exception des congés payés, chaque fois, petit à petit au fil du temps, ils reprirent d'une main ce qu'ils avaient dû concéder à contrecœur de l'autre, ou s'ils ne revinrent pas dessus, c'est parce qu'ils les avaient intégrés dans le fonctionnement du capitalisme, et ils en tiraient tellement de profit qu'ils ne souhaitaient plus les remettre en cause.

Par exemple, les secteurs du tourisme qui s'est développé suite aux congés payés, ainsi que celui des divertissements (loisirs, cinéma, sports, etc.) qui s'est développé suite à la baisse du temps de travail et au deuxième jour de congé hebdomadaire, pèsent plus de 310 milliards d'euros par an et plus de 3 millions d'emplois directs et indirecte. Il ne faut pas perdre de vue non plus, que chaque augmentation de salaire va se traduire par plus d'achats, ce qui signifie que cet argent ou cette part de la plus-value produite par les travailleurs qui leur a été versée en guise de rémunération va retourner dans le cycle du capital et l'achever, donc en réalité elle atterrit dans la poche du capitaliste, qui est bien heureux d'avoir vendu sa camelote et réaliser la plus-value qui lui permet de s'enrichir.

Par conséquent, vous aurez compris qu'on est très éloigné de la remise en cause du capitalisme, on tendrait plutôt à s'en accommoder, si on en restait là en termes de lutte de classe. Ce qu'il faut préparer et proposer, c'est la grève générale insurrectionnelle reliée à des objectifs politiques, car sans les atteindre nous ne pourrions jamais satisfaire nos besoins sociaux et réaliser nos aspirations démocratiques légitimes.

Cela nécessite d'avancer résolument vers la rupture avec le capitalisme et ses institutions nationales et internationales. Certains en font un préalable ou une condition, cela se discute, tout simplement parce que la plupart des travailleurs ne sont pas mûr pour passer au socialisme. Je crois qu'on peut faire preuve de souplesse sans se compromettre, tout en demeurant ferme ou intransigeant sur le principe, sachant que le développement du processus révolutionnaire poserait à un moment donné cette question avec une telle acuité, que personne ne pourrait se défiler, il arriverait fatalement un moment où cette rupture s'imposerait sous peine de trahir notre engagement politique ou basculer dans le camp de la réaction.

Depuis bientôt un demi-siècle, les conditions sociales de la classe ouvrière n'ont cessé de régresser sur tous les fronts, j'entends globalement, et il en va de même sur le plan politique, puisque la dictature en est arrivée à interdire des journaux, des revues, des spectacles, des conférences, des colloques, des manifestations, des organisations, à confiner en 2021 l'ensemble de la population pendant 2 mois, hors temps de travail, l'esclavage ne doit pas souffrir de trêves, à participer à une multitude de guerres sans le consentement de la population et sous des prétextes frauduleux, ils supportent des régimes ouvertement fascistes ou nazis, en Ukraine, en Palestine occupée, en Argentine, ils fraient avec des régimes totalitaires, au Qatar, en Arabie Saoudite, en Syrie, ils ont même été jusqu'à annuler le résultat d'un référendum (mai 2005 - TCE) parce qu'il ne leur convenait pas...

Plus prosaïquement, alors qu'il y aurait de quoi satisfaire les besoins matériels ou sociaux de l'ensemble de la population mondiale, la majeure partie d'entre elle en est privée, et doit se débattre quotidiennement pour survivre, à la longue une telle débauche de violence ne banalise pas seulement la violence, elle légitime le recours à la violence pour y mettre un terme, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens pour en venir à bout.

Est-ce un appel à la violence ? C'est le refus de la condamner et de s'interdire d'y recourir pour faire valoir notre cause et la faire triompher. On ne se bat pas pour se faire plaisir ou pour le plaisir de se battre, pour vivre mieux sous un régime esclavagiste, mais pour le vaincre. Nous sommes le nombre, la force, la démocratie, nous vaincrons leur dictature et nous leur imposerons la nôtre puisque c'est l'unique langage ou moyen qu'ils connaissent !

Je rajoute un truc qui m'est venu à l'esprit en me réveillant.

(Réalisé avec l'aide de l'IA, ma documentaliste ou mon encyclopédie à domicile pour les références historiques. J'ai évidemment largement remanié son texte.)

La violence appelle la violence. La violence vient toujours d'en haut. Un autre exemple

Pour la population comme pour la quasi-totalité des partis politiques (y compris le Parti communiste à cette époque), l'indépendance des colonies n'était pas envisageable, les Français manifestaient un attachement aveugle à l'Empire colonial devenu l' « *Union française* » en 1946.

En septembre 1945, un sondage de l'IFOP indiquait que 63 % des Français s'exprimèrent contre l'indépendance. Lorsque les conflits ont éclaté (fin 1946 en Indochine), la guerre a d'abord été menée dans une relative indifférence, car elle ne mobilisait que des soldats de métier et non les appelés du contingent. Ce n'est qu'au tournant des années 1950, face au coût financier et humain, que les Français devinrent massivement lassés et hostiles à ces guerres coloniales.

Bref, c'est malheureux à dire, mais c'est toujours la même chose qui se répète. S'ils ne sont pas directement concernés, si cela ne leur coûte rien, ils laissent le gouvernement faire ce qu'il veut sans se soucier des conséquences dramatiques de sa politique sur les autres couches de la population ou sur les autres peuples, si en plus cela leur rapporte quelque chose, alors là ils le soutiennent ouvertement, c'est épouvantable, mais c'est comme cela.

Concernant l'Algérie.

Bien que l'attachement des Français à l'Algérie française soit resté fort jusqu'au coup d'Etat du général de Gaulle en 1958, les années suivantes la lassitude les gagna face à une guerre qui s'éternisait et les divisait.

Il fallut attendre que de Gaulle évoque l'« *autodétermination* » de l'Algérie dans un discours le 16 septembre 1959, pour que l'opinion en métropole commence à basculer l'année suivante dans le camp de l'indépendance et de la paix. Ce rejet de la poursuite de cette guerre coloniale sera acté une première fois lors du Référendum sur l'autodétermination du 8 janvier 1961, où 75,3 % voteront « *oui* » en France métropolitaine, puis une seconde fois, lorsqu'après la signature des accords d'Évian intervenue le 19 mars 1962, un second référendum sera organisé en métropole le 8 avril 1962, lors duquel les Français approuveront l'indépendance à 91 %.

Bref, les masses ont été entraînées dans cette guerre qui n'était pas la leur, elles ne l'ont jamais souhaitée, elles ont été manipulées par les représentants du capitalisme et du mouvement ouvrier, car il ne faut jamais oublier que la SFIO (PS) et le PC figurèrent dans le camp de ces guerres coloniales jusqu'au jour où leurs fins étaient annoncées.

On se fera un malin plaisir, à saluer au passage les militants qui avaient rejoint la SFIO ou le PC à cette époque, dont l'orientation politique était étrangère au socialisme et au communisme, et qui malheureusement aussi, demeurèrent attachés à ces partis parfois durant le restant de leurs jours, ce qui explique en partie pourquoi nous en sommes toujours là aujourd'hui, mille fois hélas !

Le 2 octobre au JT de TF1 le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez. Ce dernier a annoncé 1 747 interpellations au cours de la journée, et plus de 5 000 depuis le 28 septembre. RT 3 oct. 2026

« *735 établissements* » ont été perturbés vendredi, selon le ministre de l'Education, Edouard Geffray.

Violences lycéennes en France : interpellations par milliers, policiers roués de coups, femme brulée au visage à Marseille - RT 3 oct. 2026

https://rtenfrancais.tv/france/138654-violences-lyceennes-milliers-interpellations-blesses

J-C - Il y en a qui en pincent pour le média russe RT, voilà un article digne de BFMTV, LCI ou CNews, bien pourri.

Il faut être naïf ou un connard, un réac, pour apprécier un média d'une grande puissance.

On en trouve un paquet parmi les sympathisants de Soral ou du RN-FN, chez les souverainistes de droite comme de gauche, sinon des paumés parmi ceux issus du mouvement ouvrier en quête de nouveaux repères. La logique la plus élémentaire devrait suffire pour ne pas tomber dans ce piège, mais malheureusement, c'est ce qui fait défaut à la plupart des travailleurs, y compris ou surtout chez les bac +7 à 10 !

Blocage des lycées : « *Nous ne pouvons supporter que nos jeunes soient meurtris, enfermés et réduits au silence* » - Le Nouvel Obs 4 octobre 2026

Un collectif de 52 avocats dénonce « *une répression disproportionnée et violente* » à l'encontre des lycéens qui bloquent leurs établissements. Tous les avocats qui se mobilisent sont issus de la Conférence du stage, le plus prestigieux concours du barreau de Paris.

Partie de Créteil, où l'absence de professeurs non remplacés avait suscité la contestation des élèves, elle touche désormais plus de 400 établissements scolaires.

Les revendications des élèves sont simples, sinon banales : disposer de conditions d'apprentissage décentes.

Elles se déclinent au gré des carences locales. Ici, les élèves dénoncent les prix trop élevés à la cantine. Là, les murs gorgés d'eau, les rats, les punaises de lit et les douches cassées d'un internat. Un peu partout, le manque d'effectifs parmi les assistants d'éducation et les enseignants eux-mêmes.

Ces derniers, à la manière des juges des enfants quittant leurs fonctions, résignés par l'impossibilité matérielle de mettre en œuvre les décisions qu'ils prennent pour protéger les mineurs, partagent le désarroi de leurs élèves face à une institution exsangue.

Ils le partagent tant que certains se voient dans la nécessité de s'interposer entre eux et les forces de l'ordre afin d'assurer leur protection.

Car face à eux, la réponse de l'État à ces protestations est celle de la répression disproportionnée - et de la répression la plus violente.

Plusieurs blessés graves, dont un enfant de 14 ans touché au visage à bout portant par un lanceur « *Cougar* », apparaissent dans diverses vidéos rendues publiques. Un élève du lycée Balzac, à Tours, est actuellement hospitalisé par suite de ce qui semble être un tir de LBD.

Partout, des lycéens, des professeurs et des journalistes ont fait l'objet de charges, de tirs à l'arme « *non létale* » ou encore de coups de bouclier.

Des enseignants ont dénoncé des « *scènes de violences policières inacceptables.* »

1 793 gardes à vue

Les interpellations de mineurs se comptent par centaines. Le ministère de la justice a annoncé que 1 793 personnes avaient été placées en garde à vue en quatre jours.

Au moins trois enquêtes de l'IGPN sont actuellement ouvertes pour des blessures de lycéens, à Saint-Ouen-l'Aumône, à Sevran et à Tours.

Certains de nos confrères, aux Barreaux de Paris et de la Seine-Saint-Denis, ont déjà déposé plainte pour des violences qui auraient eu lieu en garde à vue.

À Saint-Denis, plusieurs d'entre eux dénoncent publiquement des entraves répétées aux droits de la défense. Des lycéens décrivent des pressions pour renoncer au droit d'être assisté d'un avocat. Combien de fois faudra-t-il répéter que l'avocat n'est pas un obstacle à l'enquête, mais la condition de sa régularité ?

Des mineurs, dès 13 ans, font l'objet de ces gardes à vue dans tout le pays. Cette mesure terriblement violente, en théorie exceptionnelle et plus encore lorsqu'il s'agit d'enfants, est de toute évidence exploitée massivement comme un outil de répression.

L'écart entre le volume d'interpellations et les poursuites annoncées suggère une proportion très importante d'arrestations sans suites : on enferme d'abord, on réfléchit - ou régularise - ensuite.

Les magistrats du parquet, seuls décisionnaires de la mise en mouvement des poursuites, se trouvent ainsi mis face au fait accompli par la police qui interpelle sans guère de distinction.

Droits fondamentaux

Ce renversement n'a rien d'anodin. La garde à vue est placée sous le contrôle du procureur de la République et l'article 66 de la Constitution fait de l'autorité judiciaire la gardienne de la liberté individuelle.

Mais lorsque le rythme des interpellations paraît dicté par les impératifs d'ordre public fixés place Beauvau et que le parquet n'intervient plus qu'en aval, le centre de gravité de notre procédure pénale se déplace silencieusement de l'autorité judiciaire vers les consignes du ministère de l'Intérieur.

Ce n'est plus la justice qui encadre la police, c'est la police qui saisit la justice d'un fait accompli.

Et lorsque la justice se penche sur les actions des mineurs interpellés, même s'ils n'ont commis aucun acte répréhensible, il est déjà trop tard : la violence d'État a été commise par un pouvoir répressif qui n'est pas sous contrôle des institutions qui en ont la prérogative.

Il appartient ainsi à l'institution judiciaire de réagir avec la plus grande fermeté et justesse à cette situation, car le droit protège particulièrement les enfants.

Les mesures de garde à vue prises à leur encontre sont censées obéir à des règles particulières, plus exigeantes que pour les adultes. La privation de liberté d'un enfant, ce qu'est la garde à vue, ne doit être envisagée qu'en « *dernier ressort* » et pour la durée la plus brève possible.

Surtout, les mineurs, comme les majeurs, bénéficient d'un droit à l'expression collective des idées et des opinions, d'un droit à être entendu, de la liberté d'expression et de la liberté d'association.

Nous, avocats, ne pouvons nous résigner à constater silencieusement l'impuissance des autorités judiciaires face aux atteintes graves perpétrées par le bras armé du pouvoir exécutif sur des enfants.

Nous ne pouvons supporter qu'en réponse à l'exercice de droits fondamentaux, nos jeunes soient meurtris, enfermés et réduits au silence.

Nous appelons, simplement, au respect des droits de ceux que la République doit protéger le plus.

Pour accéder à la liste des avocats signataires.

https://fr.news.yahoo.com/blocage-lycees-ne-pouvons-supporter-060006778.html

---

France.

J-C - La Ve République est un régime carcéral.

Surpopulation carcérale en France : plus de 90 000 détenus, un nouveau record - RT 3 oct. 2026

Le nombre de détenus en France a atteint un nouveau record au 1er septembre 2026, avec 90 020 personnes incarcérées, en hausse de 6.8% en un an, alors que le nombre de places effectives était à la même date de 63 348, soit une densité carcérale de 142,1%, selon des chiffres du ministère de la Justice dévoilés ce 3 octobre. RT 3 oct. 2026

Lu

- Pourquoi les scandales à deux balles occupent-ils autant d'espace quand l'innommable passe au second plan ?

Que vaut une condamnation du racisme si elle s'arrête là où commence la défense des Palestiniens ?

En famille. Un aveu.

Ils ont appelé à la démission de Bardella de la présidence du RN-FN, parce que ce sont eux qui se porteraient garants de l'intégrité du président de ce parti, de la même manière ils ont appelé M. Le Pen à renoncer à nommer Bardella Premier ministre si elle remportait l'élection présidentielle, parce qu'ils comptent lui présenter des candidats compatibles RN-FN !

Ils osent tout

Quand des imposteurs ou escrocs professionnels accusent quelqu'un de mentir, quelle est votre réaction ?

- De Gérald Darmanin à François Ruffin, en passant par Édouard Philippe et Olivier Faure, plusieurs responsables jugent le président du RN disqualifié. HuffPost 2 octobre 2026

J-C - Eux ils sont qualifiés pour assurer la continuité des institutions antidémocratiques de la Ve République dont ils sont le produit, ce n'est pas mieux !

- "*Si j'avais commis les mêmes écrits, à la seconde même, je partirais*", a affirmé le patron du PS, Olivier Faure. Quand l'ex-finaliste à la présidentielle Ségolène Royal, elle, a jugé "*incompatible*" qu'il reste eurodéputé et s'est interrogée sur France 2 et France inter: "*Comment cette imposture a pu durer aussi longtemps? Il ne s'était jamais démarqué des propos antisémites de Jean-Marie Le Pen*".

Le candidat Horizons à la présidentielle Édouard Philippe : "*Avec les extrêmes, lorsque vous chassez le naturel, il finit toujours par revenir au galop".*

Gérald Darmanin : "*Veut-on d'un Premier ministre qui non seulement est antisémite, mais qui par ailleurs ment aux Français devant des preuves qui l'accablent?*"

Bruno Retailleau a dénoncé des "*propos absolument affligeants*" et "*accablants*" lors d'un déplacement en Haute-Savoie ce vendredi. "*Si c'est vrai, c'est extrêmement grave*". 20 Minutes avec AFP 2 octobre 2026

Big Brother et ses agents vous surveillent et vous dénoncent

Ils appartiennent à l'espèce pourrie des inquisiteurs, des puritains néoconservateurs, des délateurs, des calomniateurs, des flics de de la pensée unique, des chiens de garde du régime.

Dans une vidéo diffusée par le site "*le Média*", Raphaël Glucksmann accusait Ségolène Royal d'avoir fait "*la danse du ventre*" auprès d'Emmanuel Macron. Lors du troisième et dernier débat télévisé des candidats de la social-démocratie à la présidentielle de 2027, le candidat Place publique a expliqué que les images avaient été filmées "*dans un cadre privé*" et que ses propos sur Ségolène Royal "*n'avaient pas vocation à sortir*".

Donc, si on comprend bien, des propos ou écrits tenus dans un cadre privé, n'ont pas "*vocation à sortir*" ou à être porter à la connaissance du public, ils seraient protégés par la loi ou de la Constitution au titre de la liberté d'expression à titre individuel accordée à chaque citoyen. Mais alors pourquoi le même droit n'a-t-il pas été accordé à d'autres personnes, dont par exemple Bardella ? Parce qu'ils n'en ont rien à foutre des lois et de la Constitutions, des libertés individuelles ou collectives, ils interprètent les textes officiels comme bon leur semble, un point c'est tout, ils se comportent en dictateurs.

Mais comment est-ce possible que des acteurs politiques qui se prétendent de gauche puissent se comporter en despotes ? Tout seulement parce qu'ils n'ont jamais été de gauche. D'ailleurs, si vous avez observé attentivement leur comportement, vous aurez remarqué qu'ils peuvent passer du néolibéralisme au néoconservatisme comme on change de chemise, ce qui signifie qu'entre eux ils peuvent s'accorder bien des écarts ou des excès sans être sanctionnés, ainsi ils repoussent au maximum les limites de ce qu'ils peuvent se permettre et interdire aux autres.

Par exemple, ils peuvent passer du conservatisme puritain au néolibéralisme permissif ou pervers sans qu'ils y voient une contradiction. Comment est-ce possible ? Pardi, parce qu'ils sont à la fois juges et parties. Par conséquent, ils estiment qu'ils sont les seuls à juger où commence et où se terminent vos libertés individuelles. Si vous le contestez, selon les circonstances et le sujet de votre différent avec eux, les représentants du néolibéralisme ou ceux du néoconservatisme vous tomberont dessus à bras raccourci pour vous anéantir, c'est bien en ces termes qu'ils se sont exprimés à propos de Bardella, notamment Ruffin, celui qui pourrait passer pour le plus à gauche d'entre eux, est en réalité celui qui est le plus réactionnaire. Cela vous étonne encore ?

En dernière analyse, j'ai l'impression que ces polémiques montées de toutes pièces vise uniquement la liberté d'expression individuelle qu'ils entendent restreindre, parce qu'ils veulent nous museler davantage. Comment cela ? C'est très simple.

A partir de maintenant, chacun d'entre vous va se dire: Si j'envoie un mail à un pote, un parent, une simple connaissance, un collègue de travail, un voisin, un camarade de parti, à un propriétaire d'un portail, si j'adresse un commentaire à un blog sous ma véritable identité, etc. qui sait si un jour il ne va pas atterrir dans la boîte aux lettres de mon patron, d'un média, de la DGSI, du ministre de l'Intérieur, d'un juge ou d'un procureur, vous imagez un peu ce que vous risquez, vous êtes foutus, viré, excommunié, boycotté, bannis, terrifiant, n'est-ce pas ?

J'en vois déjà qui en pissent dans leur culotte de trouille que cela leur arrive. Ô mon dieu, protégez-moi, je vous jure que je suis digne de votre confiance, qu'est-ce qu'on va devenir s'il faut se méfier de tout le monde et son ombre par-dessus le marché, attention, vous alliez marcher dessus, malheureux !

Je vais vous dire la meilleure attitude à adopter en pareille circonstance : S'en contrefoutre totalement, il faut continuer de vivre comme avant, après reste à savoir si vous êtes ou non en paix avec votre conscience, cela ne concerne que vous seul, vous seul le savez, vous seul pouvez répondre à cette question. Personnellement, j'utilise toujours mon identité, j'entrerai en clandestinité le jour ou le fascisme aura été proclamé.

Restauration de l'Ancien Régime.

Avec 4 points de plus, Édouard Philippe progresse dans l'opinion et se place juste derrière Marine Le Pen et Jordan Bardella - BFMTV 2 octobre 2026

Jusqu'ici sous-estimer sur sa capacité à embarquer les Français, Édouard Philippe commence peu à peu à séduire les électeurs. Selon un sondage Elabe pour Les Échos, publié ce jeudi 1er octobre, la cote de popularité du candidat Horizons à l'élection présidentielle progresse de 4 points réduisant ainsi une partie de son retard derrière Marine Le Pen et Jordan Bardella.

Parmi les personnalités politiques les plus appréciées, Édouard Philippe se hisse donc à la troisième place avec 30% des suffrages, derrière Jordan Bardella (37%) et Marine Le Pen (37%).

À quelques mois de la présidentielle, les électeurs d'Emmanuel Macron conservent une grande estime de l'ancien Premier ministre.

Selon le baromètre Elabe, Édouard Philippe se hisse en première position des personnalités politiques les plus appréciées, avec 70% des opinions favorables.

Dans cette course très incertaine pour 2027, rien n'est encore acquis pour le candidat Horizons.

Espagne.

J-C – S'ils poussent les classes moyennes à bout ou à la révolution en Occident, ils vont l'avoir ! Je crois qu'on est à un tournant de la situation politique. Si les masses manifestent leur indépendance ou si elles agissent à leur guise en se moquant de savoir quel parti est au pouvoir, tous ces régimes sont foutus ! Lisez attentivement ces témoignages, ils sont très révélateurs.

Espagne : après le rejet des mesures du gouvernement, des manifestations monstres pour le droit au logement - AFP 3 octobre 2026

Des manifestations monstres pour le logement ont rassemblé samedi des dizaines de milliers de personnes à Madrid et dans de nombreuses villes espagnoles, après le rejet des mesures du gouvernement de Pedro Sanchez, qui pourrait convoquer des élections anticipées pour sortir de la crise.

A Madrid, où un campement rassemble une centaine de militants depuis une semaine sur une place ultra-touristique, plusieurs cortèges, marchant derrière une large banderole "*Vers la grève générale*", ont convergé vers une autre vaste place du centre-ville. Quelque 70.000 personnes, selon les autorités, à 500.000, selon le syndicat des locataires, ont défilé dans la capitale espagnole.

"*Ce qui se respire dans les rues, c'est une nouvelle énergie, (...) une énergie qui vient démontrer que huit jours de pouvoir populaire sont capables de faire bien plus que huit ans de gouvernement progressiste*", a déclaré, dans une pique à l'adresse du gouvernement Sanchez, Valeria Racu, une des porte-parole du syndicat de locataires à l'origine du mouvement, dans une déclaration transmise à la presse.

"*Les politiciens sont aux ordres de l'argent, des fonds +vautours+ et éloignés du peuple*", fustige dans un des cortèges madrilènes Adhara Freile, 41 ans, jardinière, qui vit avec son compagnon dans un appartement d'une pièce à Villaverde, un quartier très excentré de Madrid. L'année prochaine, lorsque leur bail arrivera à échéance, elle craint qu'ils ne soient contraints de quitter leur logement, comme c'est arrivé à d'autres personnes de son immeuble.

Libraire de 26 ans, Marcos Sainz, lui, louait auparavant un appartement de 3 pièces avec des amis pour 900 euros de loyer. Aujourd'hui, selon ses constations, un 2 pièces vaut souvent 1.000 euros. "*Et encore, je me sens privilégié parce que je peux me le permettre*", déclare-t-il à un journaliste de l'AFP.

Lui assure qu'il continuera à protester "*jusqu'à ce que quelqu'un ose réglementer tout ça, parce qu'on va devoir tous quitter Madrid et ça me fait de la peine, parce que je suis de Madrid*".

"*Nous vivons dans des conditions très précaires, écrasés par un système qui ne nous offre pas des conditions dignes pour vivre. Et nous revendiquons un droit fondamental : avoir un logement décent, une stabilité et des conditions qui nous permettent de construire un projet de vie digne*", abonde Javier, 31 ans, un installateur de panneaux photovoltaïques qui n'a pas souhaité donner son nom.

"*Personnellement, en ce moment, je vis dans un appartement de 90 mètres carrés, avec trois autres personnes*", explique-t-il : "*Je consacre, comme la plupart d'entre nous, la moitié de mon salaire à une minuscule chambre*".

"*Ici, on peut voir clairement que nous sommes la majorité des gens, et que les problèmes qui touchent la majorité semblent ne pas concerner nos +représentants+, entre guillemets. Ils ne s'y intéressent pas et ne prennent aucune mesure*", fustige-t-il.

Ces défilés, qui étaient prévus avant le rejet vendredi des mesures portées par le gouvernement par les députés, s'inscrivent dans le cadre de la crise ouverte il y a une dizaine de jours par l'expulsion de son logement madrilène d'une octogénaire, devenue le symbole de la crise du logement qui frappe l'Espagne depuis plusieurs années.

"*C'est maintenant que commence la vraie politique, la politique qui a toujours appartenu au peuple et qui revient une bonne fois pour toutes dans les rues*", a estimé Valeria Racu.

Vendredi, le rejet des textes portés par le gouvernement, qui prévoyaient notamment de suspendre jusqu'en 2030 les expulsions de personnes vulnérables, des mesures contre les fonds dits "*vautour*", ou le renouvellement automatique des contrats de location, a relancé les interrogations sur la fin de la législature, prévue en 2027.

Comme dans de nombreuses capitales européennes, le manque de logements abordables est l'un des principaux problèmes sociaux en Espagne, où les plateformes touristiques comme Airbnb et les fonds d'investissement sont accusés de faire flamber les prix en achetant des biens immobiliers et en réduisant l'offre pour les habitants.

J-C - Pedro Sánchez ne disposait pas d'une majorité absolue au Parlement et dirigeait un gouvernement minoritaire de coalition, du coup, deux textes qui étaient plutôt favorables aux locataires ont été rejetés, bien qu'ils ne contenaient aucune mesure en faveur d'une réduction importante des loyers devenus prohibitifs dans toute l'Espagne et pas seulement dans les grandes villes, comme partout ailleurs dans le monde.

Imaginez, c'est exactement la même chose dans mon village au fin fond du Tamil Nadu en Inde du Sud, où il n'y a pas un seul service public, pas un seul commerce, rien, les loyers sont aussi élevés qu'à Pondichéry ou Chennai.

Pour revenir en Espagne, et cela ne concerne pas seulement ce pays, je crois que la même situation se développe dans tous les pays de l'UE ou occidentaux. Les problèmes sociaux sont en train de s'accumuler au point de prendre une tournure insupportable, du fait de l'appauvrissement général de la classe ouvrière et des classes moyennes, du coup elles n'ont plus les moyens de compenser les conséquences de la crise du capitalisme. Dorénavant, elles se les prennent en pleine gueule, ce qui les force à réagir ou à se mobiliser quel que soit le parti au pouvoir, ce qui signifie, qu'on serait à l'aube d'un nouveau cycle de la lutte de classe du prolétariat, qui pourrait bien déboucher sur une nouvelle crise révolutionnaire, apparemment toutes les conditions sont réunies, il ne manque plus effectivement qu'une étincelle pour que la baril de poudre que sont devenus ces régimes explose !

On déplorera le manque d'organisation de la classe ouvrière et l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, d'une Internationale...

Epilogue.

Crise du logement en Espagne: Pedro Sanchez convoque des élections anticipées le 29 novembre - RFI 5 octobre 2026

Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé, lundi 5 octobre, qu'il allait convoquer des élections législatives anticipées le 29 novembre prochain, après le rejet vendredi des mesures que son gouvernement avait présentées pour tenter de sortir l'Espagne de la crise du logement.

« *Pour mener en profondeur les réformes en suspens dont nous avons besoin [...], nous devons nous mobiliser et obtenir que le Parlement nous accorde une majorité bien plus large, progressiste, grâce à laquelle nous pourrons faire plier les élites, conquérir de nouveaux progrès sociaux et continuer à transformer l'Espagne* », a déclaré Pedro Sanchez, lors d'une allocution solennelle au palais de la Moncloa.

« J'ai décidé de convoquer dès ce matin un Conseil des ministres extraordinaire afin de dissoudre les Chambres et de convoquer des élections législatives qui se tiendront le dimanche 29 novembre », a-t-il ajouté.

Les sondages les plus récents placent le principal parti conservateur d'opposition, le Parti populaire (PP), devant les socialistes. Face à la faiblesse du gouvernement, le PP réclame régulièrement depuis plusieurs mois la tenue d'élections anticipées.

Comme dans de nombreux pays européens, la pénurie de logements abordables constitue l'un des principaux problèmes sociaux en Espagne. RFI 5 octobre 2026

En complément.

Crise énergétique : «*les prix du gaz ont augmenté de 140% et ceux du diesel ont doublé*», selon Bruxelles - RT 2 oct. 2026

Depuis février, mois au cours duquel les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran, «*les prix du gaz ont augmenté de 140% et ceux du diesel ont doublé*», a annoncé ce 2 octobre Paula Pinho, porte-parole de la Commission européenne, citée par l'agence de presse TASS.

J-C – Cela rejoint ce que j'ai écrit plus haut, les masses sont de plus en plus pressurisées de tous les côtés, les prix augmentent tellement, qu'à un moment donné, soit c'est la mort lente par asphyxie, leur niveau de vie est gravement compromis, soit le soulèvement.

Grande-Bretagne.

J-C – Quand les Verts britanniques sanctionnent le racisme.

L'époque où la nation du « *peuple élu* » pouvait imposer son dictat au monde entier est définitivement terminée avec le génocide en cours à Gaza. Le sionisme et l'Etat juif d'apartheid sont honnis à travers le monde.

Ce sont les sionistes les racistes, l'immense majorité des juifs d'Israël, et non les Palestiniens ou leurs centaines de millions de sympathisants dans le monde.

Royaume-Uni : En votant que le sionisme est du « *racisme* », les Verts britanniques provoquent la colère d'Israël - 20 Minutes avec AFP 5 octobre 2026

Les Verts ont approuvé dimanche une motion affirmant que le sionisme est une forme de racisme, suscitant des condamnations de la part des associations juives britanniques, du gouvernement israélien et du parti travailliste britannique au pouvoir.

L'adoption de la motion a donc été vivement condamnée par Israël. Le président Isaac Herzog a qualifié cette motion de « *honte* » et de « *disgrâce* ». La motion « *constitue un texte clairement antisémite […] dans la mesure où elle nie le droit du peuple juif à l'autodétermination* », a pour sa part déclaré le ministère des Affaires étrangères israélien, annonçant que le chef des Verts, Zack Polanski – qui n'a pas pris part au vote –, était désormais interdit d'entrée en Israël.

La motion, adoptée lors de son congrès politique, fait « *officiellement* » des Verts « *un parti antisioniste* » et affirme que « *l'antisionisme ne doit pas être assimilé à l'antisémitisme* ». Elle dit que le sionisme doit être « considéré comme toute autre forme de racisme ». Elle « *appelle à la création d'un seul Etat palestinien démocratique sur l'ensemble de la Palestine historique, garantissant l'égalité des droits pour tous* », selon le texte de la motion.

Le texte, qui a été approuvé par 1.022 militants (813 ont voté contre), a divisé le parti. Adrian Ramsay, député Vert, s'est ainsi dit « *profondément attristé* » sur X par l'adoption de la motion. « *Elle ne reflète ni les principes des Verts ni mon opinion personnelle* », a-t-il écrit.

Avant même le vote de la motion, trois organisations de la communauté juive britannique avaient adressé une lettre au parti : ce texte ferait des Verts « *le premier parti politique britannique d'une*

importance électorale significative, de mémoire récente, à adopter ce qui semble être une plateforme politique ouvertement antisémite », ont-elles écrit.

Le parti travailliste au pouvoir a également condamné ce vote. « *Il est honteux de voter contre une solution à deux États pour Israël et la Palestine et de qualifier de racistes l'immense majorité des Juifs britanniques et des Juifs du monde entier au motif qu'ils soutiennent le droit d'Israël à exister* », a jugé Bridget Phillipson, la présidente du parti.

Selon The Daily Telegraph, la dette publique du Royaume-Uni a triplé en 20 ans - RT 2 nov. 2026

Le niveau de la dette publique britannique a triplé entre 2005 et 2025, a rapporté The Daily Telegraph le 2 novembre, citant une analyse du cabinet de conseil Oxford Economics. Selon le quotidien britannique, il s'agit de la plus forte augmentation de cet indicateur parmi toutes les économies des pays développés.

The Daily Telegraph a souligné qu'en raison de l'incapacité des gouvernements successifs à vivre selon leurs moyens, la dette publique britannique s'élève désormais à 3 800 milliards de dollars (environ 3 290 milliards d'euros), soit pratiquement 100 % du PIB. En conséquence, le pays est contraint de dépenser chaque année plus de 130 milliards de dollars (environ 112,6 milliards d'euros) pour payer les intérêts de sa dette. L'article souligne que seuls l'Espagne et les États-Unis ont enregistré des taux de croissance similaires de la dette publique au cours des 20 dernières années.

Selon le journal britannique, les économistes craignent que le Royaume-Uni ne se retrouve dans une situation dangereuse où le coût élevé du service de la dette et la faible croissance économique pourraient entraîner une augmentation des impôts pour rembourser les emprunts, ce qui nuirait à l'économie et conduirait à de futures hausses de l'imposition. De surcroît, le pays est déjà confronté à un coût d'emprunt plus élevé que la France et les États-Unis. RT 2 nov. 2026

Etats-Unis.

Réorganisation du Pentagone - Réseau Voltaire 2 octobre 2026

Pete Hegseth, secrétaire à la Guerre, a délivré, le 30 septembre 2026, son discours sur l'état des forces armées devant les troupes à Quantico, en Virginie.

1 • Il a annoncé la création de l'Autonomous Warfare Command (AutoWarCom) chargé de la construction et de la fourniture de capacités autonomes et robotiques pour l'ensemble des armées états-uniennes.

2 • Il a annoncé l'extension du Corps des Cadets à plusieurs universités afin d'inculquer la discipline des cadets, l'instruction tactique et l'organisation militaire à leurs étudiants.

3 • Il a annoncé le programme « *Fortress America* », pour renforcer la sécurité des bases US contre les cyberintrusions, les drones et le sabotage.

4 • Il a appelé tous les gouverneurs des États et leurs adjudants généraux (c'est-à-dire les commandants de la Garde républicaine) à concourir pour obtenir que la prochaine grande base états-unienne soit dans leur État. Il s'agit de construire entièrement une plate-forme de projection de puissance de premier plan et de classe mondiale à partir de zéro.

5 • Il a annoncé la création d'un Bureau des affaires religieuses au sein des armées. Il aidera à faire en sorte que chaque membre de la Force ait un accès volontaire et significatif au soutien religieux et à la communauté qui favorise le but et la résilience nécessaires pour endurer les difficultés, le déploiement, le combat et la mort.

6 • Il a également annoncé le lancement du « *Projet Meridian* », chargé d'étudier et de proposer des applications militaires à long terme. Il l'a confié à Elon Musk, à Palmer Luckey, cofondateur de la société de technologies de défense Anduril Industries, et à Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des représentants.

• Accessoirement, il a annoncé qu'il réduisait de 20 % le nombre de poste de généraux et d'amiraux. Réseau Voltaire 2 octobre 2026

J-C - Ne vous fiez pas au titre.

Palestine Occupée.

J-C - Le massacre continue quotidiennement.

À Gaza, quatre femmes et un homme tués dans une frappe israélienne pendant la nuit - BFMTV 4 octobre 2026

Cinq personnes, un jeune homme, deux femmes et leurs filles respectives, ont été tuées dans une frappe aérienne sur la ville de Gaza menée par l'armée israélienne pendant la nuit de vendredi à samedi.

Iran.

Guerre au Moyen-Orient: deux membres de la délégation iranienne à l'ONU "*chassés*" des Etats-Unis - BFMTV 4 octobre 2026

Les États-Unis ont "*chassé*" deux membres de la délégation iranienne qui avaient assisté à la récente Assemblée générale de l'ONU après qu'ils ont ignoré un ordre de quitter le pays, a annoncé le département d'État samedi.

"Deux autres membres de la délégation iranienne ont été trouvés encore présents à New York bien après la clôture de l'Assemblée générale des Nations unies. Ils ont désormais été chassés des États-Unis", a déclaré un responsable américain à l'AFP, ajoutant que le secrétaire d'État Marco Rubio "*ne plaisante pas*".

Les médias américains ont rapporté que le département d'État avait demandé au ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi et à sa délégation de quitter le pays lundi dernier. Il a

cependant appris, par la mission iranienne à l'ONU, que deux membres de cette délégation se trouvaient encore dans le pays, et a procédé à leur expulsion.

Selon le média Axios, un membre de la délégation est parti vendredi soir, tandis que le second a quitté le pays samedi matin.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 octobre 2026

Je dois compléter l'analyse que j'ai proposée dans la dernière causerie sur la situation politique en Espagne.

J'ai évoqué l'hypothèse d'une évolution révolutionnaire, mais cela pourrait très bien être le contraire, tandis que le fascisme se tiendrait toujours en embuscade en dernier recours.

Dans d'autres pays, c'est le front populaire qui pourrait être amené à monter au créneau, mais on ne voit comment, puisqu'il faudrait que les partis dits de gauche rompent avec le néolibéralisme qu'ils soutiennent à bout de bras depuis une quarantaine d'années, ce qui semble pour le moins improbable, aucun n'entend abolir toutes les lois anti-ouvrières ou les mesures antisociales qui ont été adoptées depuis les années 80, sans parler des lois liberticides, sachant qu'on leur doit certaines d'entre elles quand ils furent au pouvoir.

Même un parti comme LFI n'oserait pas y toucher ou alors à la marge, en échange d'une concession pour amadouer la réaction, ce qui aurait le don de produire exactement l'effet inverse.

Vive le soulèvement armé du peuple palestinien pour mettre fin à l'occupation coloniale anglo-saxonne-sioniste de la Palestine !

J-C – Macron et son gouvernement ne peuvent pas célébrer un génocide ou le sionisme et autoriser une manifestation qui les condamne.

À Paris, une manifestation « *contre le génocide à Gaza* » interdite ce 7 octobre - HuffPost 6 octobre 2026

Une manifestation organisée à Paris « *contre le génocide à Gaza et pour le respect du cessez-le-feu* », ce mercredi 7 octobre, a été interdite par le préfet de police de Paris, Patrice Faure. Ce dernier a indiqué sur X avoir pris un arrêté d'interdiction « *à la demande du ministre de l'Intérieur* », Laurent Nuñez.

« *Dans un contexte de menace terroriste élevée et alors que les actes antisémites restent à un niveau historiquement haut dans notre pays, une telle manifestation, ce jour-là, fait peser des risques importants de troubles à l'ordre public* », précise le préfet de Paris.

J-C – A part cela, ils ne sont pas du côté de « *l'extrême violence* » qu'ils condamnent chez les lycéens.

Qui a dit suite à la suspension des tireurs de grenades assourdissantes par les forces de l'ordre face aux lycéens?

- "*Emmanuel Macron est toujours du côté qui consiste à taper sur la police*"

Réponse : La facho Marine Le Pen au micro de BFMTV le 7 octobre 2026. Ils n'ont pas changé, ils n'ont rien changé, qui l'ignorait ?

En complément.

La rupture : C'est la liquidation de la retraite par répartition, le fascisme ! 140 milliards d'euros, qui dit mieux ou quasiment la même chose ? Edouard Philippe. Elle a copié sur lui ! Mes lecteurs l'ont déjà lu, pas vous ? Tant pis !

Présidentielle 2027 : Marine Le Pen promet "*140 milliards d'euros nets d'économies*" d'ici 5 ans - France 24/AFP 6 octobre 2026

Marine Le Pen appelle à la rupture. À six mois de l'élection présidentielle, la candidate du Rassemblement national a exhorté, mardi 6 octobre, les Français à choisir "une rupture politique", faute de quoi la France "*court vers le défaut*" de paiement.

Elle a aussi rappelé sa proposition d'instaurer une "*règle d'or budgétaire*" par référendum, pour imposer chaque année une diminution de la dette.

Marine Le Pen propose "*entre 15 et 20 milliards d'économies à terme*" pour réduire "*l'important déficit des retraites laissé par Emmanuel Macron"* afin de financer sa propre réforme et annonce "*la création d'un véritable pilier de capitalisation*".

"*Je vous confirme aussi que nous vous présenterons à cette occasion une grande réforme de la capitalisation individuelle et collective, et que je proposerai bientôt la création d'un véritable pilier de capitalisation*", a-t-elle ajouté.

Qui a dit ?

- "*Aucune consigne de retenue*" n'a été donnée aux forces de l'ordre, et "*aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à disposition des forces de sécurité intérieure*" non plus.

Réponse : Le ministre de la Répression, Laurent Nuñez. Le nazillon l'a confirmé en déclarant que les interventions des forces de l'ordre depuis le début du mouvement lycéen s'effectuent dans "*la plus grande proportionnalité*". Il a aussi expliqué que la "*très grande majorité*" des manifestants blessés le sont de leur propre faute ou celle d'autre protestataire. (BFMTV 6 octobre 2026 et FranceInfo 7 octobre2026)

Dans le cas d'un lycéen qui a eu main arrachée à Lens, à cause de l'explosion d'une grenade de désencerclement.

Un copain de 70 ans qui habite à Bastille m'a dit au téléphone, que selon plusieurs témoignages concordant, il est établi que le flic qui a balancé cette grenade l'a dégoupillée, et il aurait attendu

plusieurs secondes avant de la balancer, de sorte que si un jeune la ramassait, immédiatement elle lui éclaterait dans la main et il perdrait sa main, et c'est exactement ce qui s'est passé. C'est donc un acte criminel prémédité.

Quant aux casseurs, ils ont tout des black-blocs du ministère de l'Intérieur, de flics, en observant attentivement les vidéos, on voit qu'il y a des adultes parmi eux, et les jeunes qui apparaissent là sont inconnus des lycéens ou ils ne sont pas scolarisés avec eux. Personnellement, je n'ai pas eu le temps de regarder des vidéos, j'ai lu je ne sais pas combien d'articles.

Ce qui les faits cauchemarder

AP - Les manifestants adolescents ont trouvé un écho au sein d'un mécontentement généralisé en France. Les frustrations vont au-delà des difficultés immédiates, telles que la flambée des prix du carburant due à la guerre en Iran, pour s'étendre à des préoccupations plus larges concernant les restrictions des dépenses publiques, la montée de la pauvreté et les inégalités de richesse sous Macron. AP 7 octobre 2026

J-C – Pour un peu on sera bientôt en ordre de bataille pour passer à l'assaut de la citadelle…

En famille. Les places sont chères pour se porter garant du "*maintien de l'ordre*" ou des institutions de la Ve République.

J-C- On verrait bien le fakir Ruffin Premier ministre de l'aristocrate de Villepin, non ?

Dominique de Villepin et François Ruffin se sont affichés lundi aux côtés de lycéens, déclinant plusieurs propositions communes et appelant à des « *réponses politiques* » et non « *policières* » à la mobilisation lycéenne.

A la veille d'un « *acte III* » du mouvement, les deux responsables politiques ont formé un tandem dans une brasserie parisienne, dialoguant avec plusieurs lycéens et représentants d'organisations de jeunesse.

La politique de maintien de l'ordre critiquée

« *Nos personnalités, avec leurs divergences, peuvent avoir une utilité. Le rassemblement doit primer sur le déchirement* », a lancé lors d'un point presse François Ruffin, tandis que Dominique de Villepin estimait de son côté que « *la jeunesse est au-dessus de tout ce qui peut nous diviser* ». 20minutes.fr 6 octobre 2026

J-C - Ils ont égrené plusieurs mesures qu'ils partagent dans le but que la jeunesse supporte mieux la condition d'esclave à laquelle ils les vouent jusqu'à la fin de leur vie.

Pourquoi Rima Hassan est indéfendable ?

Qui a dit : "*Personne ici n'accepterait que le drapeau russe soit exposé et il est tout à fait normal de s'y opposer au regard des crimes commis par la Russie*" ?

Réponse : Avec les applaudissements de l'OTAN !

L'eurodéputée insoumise Rima Hassan mardi 6 octobre, alors qu'elle est accusée d'avoir renversé des drapeaux israélien et européen lors d'une exposition au Parlement européen destinée à consacrer le soutien de l'UE à la phase finale du génocide des Palestiniens par l'Etat juif d'apartheid depuis le 7 octobre 2023.

C'est plus fort qu'eux, ils ne peuvent pas s'empêcher de nous rappeler qu'ils sont ignorants ou réactionnaires ou les deux à la fois !

Pour la petite histoire, si vous n'avez rien d'autre à foutre.

La présidente du Parlement européen Roberta Metsola a déclaré ce mardi 6 octobre prendre "*extrêmement au sérieux*" les accusations visant l'eurodéputée insoumise Rima Hassan.

Selon l'équipe de Rima Hassan, en quittant les lieux de l'exposition, elle "*a retiré le drapeau israélien de son support. Le drapeau de l'Union européenne, fixé sur le même pied, est alors malencontreusement tombé sous l'effet du déséquilibre. Aucun drapeau n'a été piétiné ni détérioré*".

Depuis Paris, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a estimé que si les accusations étaient avérées, elles "*appellent de la part du Parlement européen des sanctions exemplaires*". BFMTV 6 octobre 2026

J-C – Qu'elle se démerde avec eux ! Elle « *a retiré le drapeau israélien de son support.* », vous voyez le niveau politique…

N'importe qui peut participer à ce scrutin censitaire qui se tient dans un panier de crabes percé

Primaire de la gauche : Plus de 140.000 personnes inscrites pour voter les 9 et 10 octobre - 20 Minutes avec AFP 6 octobre 2026

Le corps électoral rassemble notamment les militants de plusieurs formations politiques de l'espace social-démocrate : le Parti socialiste, Place publique et la Gauche républicaine et socialiste (GRS). Peuvent également voter les personnes ayant directement adhéré à la plateforme choisir2027.fr.

Le premier tour se déroulera les 9 et 10 octobre afin de départager les cinq prétendants. Si aucun candidat ne l'emporte dès ce premier scrutin, un second tour aura lieu une semaine plus tard, les 16 et 17 octobre. 20 Minutes avec AFP 6 octobre 2026

J-C - Est-ce que celui qui a été fini à la pisse va l'emporter, les médias en ont fait la promotion, le plus médiocre entre tous ? Est-ce que quelqu'un va tenter de fausser le scrutin ou a donné discrètement la consigne de participer à ce vote pour favoriser un candidat, je l'ignore, en principe c'est faisable.

Lu.

L'Europe approche du stade de mort-vivant.

Prix de l'énergie, prix du carburant, réserves de gaz historiquement basses, faillites d'entreprises, situation du marché de l'emploi, dette record, économies exsangues, récession (Allemagne, Italie), impopularité record des dirigeants (Merz, Macron), vol des élections et crise démocratique (Hongrie, Roumanie, Moldavie), insécurité, violence, et on pourrait encore en ajouter, mais le tableau est assez clair.

Les États-Unis s'en sortent un peu mieux, mais à peine.

D'ailleurs, ils viennent de concéder leur défaite définitive en Irak, en se retirant enfin du pays. Ils ont montré au monde entier que l'Iran, un pays sous sanctions depuis des décennies, pouvait les humilier, qu'ils n'ont plus la capacité industrielle de faire leurs guerres et même qu'ils n'ont (presque) plus de munitions. Leurs chars se sont montrés inadaptés et inutiles en Ukraine, tout comme leurs tactiques militaires, et ils ont un retard considérable sur les drones et sur l'hypersonique.

Résultat, de plus en plus de pays commencent à lâcher l'Ukraine plus ou moins ouvertement. Bien sûr, Merz vient encore de promettre un milliard. Mais son pays s'effondre, il perd toutes les élections et 82 % des Allemands le détestent.

Et quand Zelensky est venu mendier les fameux 27 milliards, l'Union européenne lui a répondu qu'il n'y avait plus d'argent et qu'il devrait se débrouiller autrement. Idem pour les aides réclamées en compensation de l'arrêt des exportations agricoles, conséquence des bombardements russes.

Roumanie et Pologne s'y opposent, et les Polonais vont plus loin, leur ministre des Infrastructures affirmant que son pays ne comptait pas augmenter le flux en provenance d'Ukraine pour compenser cette perte.

Diplomatiquement, même s'ils n'étaient pas non plus leur soutien le plus acharné, ce sont aussi les Sud-Coréens qui réclament des excuses à Zelensky et parlent même de sanctions à la suite de la trahison au grand jour d'un accord secret concernant des prisonniers nord-coréens.

À tout point de vue, on sent distinctement que quelque chose commence ouvertement à se déliter. (RT)

Lu. La folie de la mondialisation.

Selon un rapport du cabinet Roland Berger.

Après l'énergie et les matières premières, le commerce international et l'industrie font face à une troisième dépendance qui s'accroit, celle de la géographie des passages maritimes, par où transitent 84% des marchandises échangées dans le monde, pointe un rapport du cabinet Roland Berger.

Des conflits armés aux cyclones tropicaux en passant par la sécheresse ou la piraterie, le rapport estime que les trois corridors qui concentrent le plus de risques pour le commerce mondial sont le détroit de Bab el Mandeb à une entrée de la Mer Rouge, le canal de Suez à l'autre extrémité, et le détroit de Taïwan situé entre la Chine continentale et l'île de Taïwan.

Au total, le rapport recense 14 des principaux canaux ou passages maritimes naturels qui raccourcissent les distances entre mines et usines ou entre usines et consommateurs, devenant ainsi "*l'infrastructure invisible de la mondialisation*".

On y trouve le canal de Panama en Amérique centrale, les détroits danois qui ferment la mer Baltique, le Pas-de-Calais entre France et Royaume Uni, le détroit de Gibraltar entre l'Espagne et l'Afrique du nord, le canal de Suez, le détroit de Bab el-Mandeb, le cap de Bonne-Espérance à l'extrême pointe sud de l'Afrique, les détroits du Bosphore et d'Ormuz.

S'y ajoutent cinq corridors en Asie : le détroit de Bohai en Chine, le détroit de Corée entre la Corée et le Japon, le détroit de Taïwan, le détroit de Luçon entre les îles de Taïwan et les Philippines et le plus important couloir maritime, le détroit de Malacca, situé entre la Malaisie et l'Indonésie, "*par lequel passe environ 24% du commerce maritime mondial chaque année".*

"*La fermeture ou la restriction de l'un d'entre eux restructure, même temporairement, la géographie du commerce mondial*", souligne le rapport.

Outre les conflits armés - la forme la plus visible de perturbation d'un point de passage -, l'étude pointe deux autres mécanismes qui génèrent des perturbations aux conséquences économiques mondiales : les accidents et le climat. AFP 7 octobre 2026

Ils les traitent comme leurs déchets !

UE : les sans-papiers désormais expulsables vers des pays tiers - RT 6 oct. 2026

Entré en vigueur le 2 octobre, le nouveau règlement européen encadre les procédures d'éloignement forcé des étrangers sous le coup d'une obligation de quitter le territoire d'un État membre. Les ressortissants algériens en situation irrégulière sont notamment concernés par ces dispositions.

Le texte permet de transférer certaines personnes expulsables vers des centres de rétention, désignés comme des « *hubs retour* », situés dans des pays tiers. Ces structures pourront être établies dans des pays respectant les normes internationales en matière de droits de l'homme, dont le principe de non-refoulement. Les mineurs non accompagnés sont exclus de ce dispositif, tandis que les familles avec enfants pourraient être concernées.

Les personnes visées pourront être soumises à des mesures de rétention prolongées et à des interdictions d'entrée sur le territoire européen pouvant atteindre dix ans, voire 20 ans dans certains cas. Les États membres pourront aussi reconnaître les décisions d'éloignement prises par leurs homologues, un mécanisme qui pourrait devenir obligatoire dans trois ans.

Le règlement instaure par ailleurs des sanctions pour les personnes refusant de quitter le territoire ou ne coopérant pas avec les autorités. Elles peuvent prendre la forme d'une réduction des allocations, d'amendes ou, lorsque le droit national le prévoit, de sanctions pénales.

Autre changement : les recours contre les décisions d'éloignement ne seront plus automatiquement suspensifs. Une expulsion pourra ainsi avoir lieu malgré l'introduction d'un recours, sous certaines conditions. Les autorités seront aussi habilitées à fouiller les personnes et leurs biens, et saisir certains effets personnels et appareils électroniques.

J-C – Selon la conception des « *droits de l'homme* » de l'UE, des pays comme le Rwanda, l'Ouganda, l'Ouzbékistan ou l'Albanie feront très bien l'affaire, pourquoi ne pas les envoyer en Israël ou en Argentine !

Casino. A tous les coups ils gagnent !

Les exportations de pétrole du Moyen-Orient reviennent à leur niveau d'avant-guerre, sans l'Iran - Euronews 5 octobre 2026

Les exportations de pétrole du Moyen-Orient, hors Iran, ont dépassé la semaine dernière leur moyenne d'avant-guerre, selon Kpler, les oléoducs permettant de contourner le détroit d'Ormuz malgré la poursuite des attaques contre la navigation.

Malgré les attaques visant des navires dans le détroit d'Ormuz, les exportations de pétrole brut en provenance de la région du golfe au Moyen-Orient, hors Iran, sont revenues en septembre à leur niveau d'avant-guerre, selon la société de suivi maritime Kpler. Ce rebond fait suite à des modifications des routes d'exportation de la région.

"*Au moins 16,5 millions de barils par jour ont quitté la région entre le 1er et le 28 septembre, soit un niveau conforme à la moyenne d'avant-guerre hors Iran. C'est 10,5 millions de barils par jour de plus que la moyenne mensuelle de mars*", a indiqué la société.

Cependant, 40 % de ces exportations contournent désormais le détroit d'Ormuz, contre 17 % avant la guerre, les oléoducs en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis offrant des routes alternatives cruciales. La plupart du brut qui franchit le détroit change de pétrolier au large.

Ces chiffres portent sur le pétrole brut et les condensats.

Les volumes d'exportation incluent les cargaisons passant par la mer Rouge, que les exportateurs utilisent de plus en plus pour contourner la tentative de blocus d'Ormuz par l'Iran. Environ un cinquième des approvisionnements mondiaux en pétrole transitaient par le détroit avant le conflit.

Les prix du pétrole restent largement au-dessus de leurs niveaux d'avant-guerre. Les contrats à terme sur le Brent, référence internationale, pour livraison en décembre, s'échangeaient à 102,25 dollars le baril lundi matin, tandis que la référence américaine West Texas Intermediate (WTI) s'échangeait à 90,50 dollars le baril. Euronews 5 octobre 2026

J-C - Et pendant ce temps-là, les autorités et les médias continuent de raconter que puisque le détroit d'Ormuz serait fermée, ce serait normal que le pétrole brut se renchérisse, ben voyons !

Les principaux actionnaires d'ExxonMobil (États-Unis), Chevron (États-Unis), Shell (Anglo-Néerlandaise) et BP (Grande-Bretagne) Gazprom (Russie), CNPC (Chine), NIOC (Iran), PDVSA

(Venezuela), Petrobras (Brésil) et Petronas (Malaisie) vont encore empocher des centaines de milliards de dollars.

Italie.

En Italie, fin des rabais fiscaux: Gazole en hausse, le transport routier menace des grèves - Euronews 6 octobre 2026

La fin des baisses d'impôts et le retard du décret sur les accises font remonter le prix du gazole ; les transporteurs menacent de grève, le gouvernement convoque les groupes pétroliers.

Le gazole augmente de 0,61 € par litre à partir de mardi, après l'expiration à minuit du dernier rabais fiscal sur les carburants. Faute de publication au Journal officiel du décret ministériel attendu, le mécanisme annoncé des "accises mobiles" reste à l'arrêt.

La fin des avantages a déclenché la réaction du secteur de la logistique. Assotir a lancé un "*appel à l'aide*", soulignant la gravité de la situation pour les entreprises.

"*Le transport routier vit un moment dramatique et, s'il ne s'arrête pas pour protester, il s'arrêtera à cause du coût du gazole*", a déclaré la présidente d'Assotir, Anna Vita Manigrasso.

Le secrétaire général de l'association, Claudio Donati, n'a pas exclu la proclamation d'une grève de la profession.

"*C'est une arme ultime, car cela signifie arrêter le pays. Nous souhaiterions l'éviter, mais en l'absence de réponses, le gouvernement devra compter avec nous*", a-t-il affirmé.

Parallèlement, le secteur privé a commencé à bouger. Eni a instauré le 28 septembre un prix plafond de 2,19 € par litre pour le gazole et de 1,99 € pour l'essence, pendant 30 jours sur le réseau Enilive.

En France.

Mardi matin 6 octobre, une très légère baisse se profilait. Le litre de sans-plomb 98 était affiché en moyenne à 2,173 euros, le sans-plomb 95 à 2,092 euros, et le gazole à 2,318 euros. Pendant que le G7 confirmait sa nouvelle mesure, les exportations des principaux pays producteurs semblaient revenues au niveau qu'ils affichaient avant l'attaque israélo-américaine sur l'Iran et le blocage du détroit d'Ormuz. De l'ordre de 18 millions de barils acheminés chaque jour.

Pour l'heure, cette baisse des prix ne se concrétise pas dans toutes les stations-service.

En Grande-Bretagne

Le prix moyen du gazole à la pompe a atteint un record au Royaume-Uni, à 199,52 pence par litre, soit 2,35 euros, selon les données officielles hebdomadaires publiées mardi par le gouvernement britannique, sur fond de problèmes d'approvisionnement liés au conflit au Moyen-Orient.

Et comme tout malheur n'arrive pas seul ! Les prédateurs y veillent !

Les restrictions de navigation dans le détroit d'Ormuz pourraient faire grimper les prix des céréales jusqu'à 80% - RT 5 oct. 2026

Les prix des céréales pourraient augmenter jusqu'à 80 % si les restrictions de navigation dans le détroit d'Ormuz persistent. C'est l'avertissement lancé par John Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, dans un entretien publié le 5 octobre par le *Wall Street Journal*. Après des mois de conflit, les difficultés d'approvisionnement en engrais menacent désormais les récoltes.

Les économies en développement et émergentes seraient les premières frappées par la hausse des prix alimentaires. Les Philippines, qui importent environ 90 % de leurs engrais, sont particulièrement vulnérables.

La Chambre de commerce internationale participe au groupe de travail de l'ONU chargé de chercher une solution pour rétablir le trafic dans le détroit. RT 5 oct. 2026

France. Cela craque de partout et ce n'est qu'un début.

Après « *l'acte I* » ce mardi 29 septembre au jour de la mobilisation nationale de la fonction publique, puis « l'acte II » le jeudi 1er octobre avec plus de 900 actions et blocages recensés dans le pays, « *l'acte III* » de ce mardi 6 octobre sera marquée par des manifestations plus classiques lancées à l'appel des organisations lycéennes.

L'Union syndicale lycéenne a appelé à un « *acte III massif, prudent et déterminé dans tous les lycées du pays* ». L'Union étudiante liste sur son site une trentaine de manifestations à travers le pays, dont à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Rennes ou Lille.

L'appel à la manifestation a été lancé par les organisations lycéennes a été suivi par d'autres mouvements. Ils ont notamment reçu le soutien d'une intersyndicale de l'Éducation nationale (FSU, CGT, FO, CFDT, Unsa, Sud et Solidaires) qui a appelé à « *tous les personnels et étudiants à rejoindre massivement les actions organisées notamment le 6 octobre prochain y compris par la grève* ». (J'ai censuré l'écriture inclusive de l'intersyndicale collaborationniste. – J-C)

La Confédération paysanne, troisième syndicat agricole, classé à gauche, a également appelé les agriculteurs à faire « *converger* » les « colères » et à rejoindre la mobilisation des lycéens avec leurs tracteurs.

Au niveau politique, les principales forces de gauche (La France insoumise, le Parti socialiste, les Écologistes et le PCF) ont aussi appelé à rejoindre la mobilisation. Plusieurs personnalités, comme la députée écologiste Pouria Amirshahi ou le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon ont également insisté pour que les adultes protègent la mobilisation des plus jeunes, notamment en portant un « *casque blanc* ».

• Des blocages qui se poursuivent

En parallèle des manifestations, les mouvements de blocage de lycées ne devraient pas s'arrêter. À Paris, la préfecture a interdit les rassemblements devant une quarantaine de lycées via un arrêté. «

Un peu plus de 200 lycées seront fermés et/ou en distanciel » en Île-de-France, a indiqué la région. À Nantes, les lycées privés de la métropole n'ouvriront pas leurs portes ce mardi, tandis que les établissements seront également fermés à Tours, à Toulouse, en Alsace et ailleurs.

Les universités se joignent également toujours plus au mouvement. « *On appelle à massivement bloquer tous les lieux d'études pour être en capacité de continuer à faire grandir la mobilisation et se retrouver avec une convergence des lycéens, lycéennes, étudiants, étudiantes, mais aussi des travailleurs et des travailleuses, d'autres secteurs qui commencent à nous appuyer* », a expliqué Eloïse Lefebvre-Milon, de l'Union étudiante, qui recensait une trentaine de sites universités bloqués déjà lundi.

"C'est l'ensemble des services publics qui est concerné par ce combat."

"*On aimerait juste un bel avenir*" : de Saint-Denis à Paris, lycéens, parents et enseignants convergent pour faire entendre leur voix - FranceInfo 6 octobre 2026

Depuis fin septembre, les blocages se multiplient en France, notamment en Ile-de-France, pour réclamer davantage de moyens pour l'Education nationale ou une réforme de Parcoursup. Le mouvement s'est tendu en fin de semaine dernière avec des affrontements et près de 7 000 interpellations, selon le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez. Malgré de premières annonces du gouvernement, notamment sur le remplacement des enseignants absents, les organisations lycéennes ont maintenu leur appel à la mobilisation.

"*Pourquoi on n'a pas de moyens ?"*

Devant le lycée Rosa-Parks, le début de matinée reste pourtant "*calme et bon enfant*", comme le relève un policier présent sur place. Mais derrière l'ambiance légère, les griefs sont bien concrets. "*Ce n'est pas normal d'avoir moins de moyens qu'ailleurs parce qu'on vient de banlieue*", résume Nour, 16 ans, tee-shirt ample rouge et noir rayé.

Tim, 15 ans, reconnaît que le lycée Rosa-Parks est plutôt épargné par rapport à d'autres établissements du département. Mais lui-même a commencé l'année sans professeur de sciences économiques et sociales pendant deux semaines et a passé une grande partie de l'année précédente sans prof d'espagnol.

Anna et Jihane, 17 ans, ne comprennent pas davantage le fossé qu'elles constatent avec Paris : "*Faut pas se mentir, Paris c'est juste à côté, mais pourquoi on n'a pas de moyens ?*" Elles racontent les journées de 8 heures à 18 heures entrecoupées de trous et les sorties culturelles annulées.

"*Vous exigez la perfection, on subit la destruction*", a écrit Natacha en grosses lettres sur sa pancarte. A 17 ans, cette élève de terminale qui espère étudier le droit à Sciences Po l'année prochaine résume : "*On aimerait juste avoir un bel avenir. Pas étudier dans des conditions pourries et finir au smic.*" Natacha, élève de terminale au lycée Rosa-Parks à franceinfo

A quelques mètres, parents et enseignants font le même constat. "*Nos jeunes ont soif d'école*", insiste Tania, 55 ans, la mère de Tim, représentante des parents d'élèves. Gilles et Catherine, enseignants dans l'école élémentaire située face au lycée, sont venus soutenir leurs anciens élèves. "*Ce sont les mêmes revendications que celles du personnel enseignant : les conditions d'enseignement, le budget*", justifie Gilles.

Le constat dépasse largement les portes de Rosa-Parks. "*On n'a jamais vu une telle mobilisation*", assure Louise Paternoster, secrétaire de la CGT Educ'action 93 et enseignante en maternelle à Saint-Denis. Elle voit dans le mouvement lycéen le prolongement du "*plan d'urgence 93*" porté depuis deux ans par les personnels éducatifs du département.

Fuites, fissures, volets défectueux... La syndicaliste décrit des établissements très dégradés et réclame "*un budget exceptionnel, sur le bâti et les postes*". Dans sa propre école, raconte-t-elle, "*de l'eau souillée coulait dans les dortoirs des maternelles*".

Devant le lycée, les élèves improvisent une estrade. "*Cet après-midi, on sera énormément place de la République. On aura finalement une voix qui porte*", lance Nour. Puis c'est au tour de Cathy, enseignante de français et d'histoire-géographie, de monter sur un banc, mégaphone à la main.

"*On est vraiment très fiers de ce que vous faites depuis plus d'une semaine. Il faut savoir que vous pouvez compter sur nous.*" Cathy, professeure de français et d'histoire-géographie devant le lycée Rosa-Parks

Elle rappelle qu'un tiers de ses collègues sont contractuels et que, l'année dernière, des élèves ont passé le bac "*avec 35°C dans les salles*". "*Peut-être que vous pourrez faire bouger ce que nous, on n'a pas réussi à faire bouger*", espère l'enseignante.

A mesure que la matinée avance, les violences et les milliers d'interpellations des jours précédents s'invitent dans les conversations. Plusieurs adolescents racontent connaître des élèves placés en garde à vue. Anna assure qu'un policier lui a "*foncé dessus avec sa voiture*" alors qu'elle déplaçait des poubelles lors d'un précédent blocage, avant de tenter de l'interpeller. Une de ses amies aurait été conduite au commissariat de La Courneuve. Nour s'agace, elle, de voir les violences de certains manifestants occuper tout l'espace médiatique : "*Et celles de la police ?!*"

La peur est suffisamment présente pour faire hésiter certains au moment de rejoindre Paris. "*Ça m'inquiète un peu, ça peut vite dégénérer"*, confie Natacha. Mahmuda, une lycéenne de 16 ans qui s'applique à la confection d'une pancarte "*La jeunesse emmerde le Front National*", ira malgré tout.

"*Il ne faut pas qu'on fuie. Il faut qu'il y ait du monde.*" Mahmuda, élève de première au lycée Rosa-Parks à franceinfo

Tim aussi sera dans le cortège, mais "*pas en tête*". Sa mère Tania dit être "*choquée*" par les violences qui ont accompagné le mouvement, sans vouloir qu'elles éclipsent ses revendications : "*Ils sont très jeunes, mais ce n'est pas une raison pour écarter leur parole.*"

Pour les enseignants présents, leur rôle cet après-midi sera donc aussi de protéger leurs élèves. Maud et Camille, professeures au lycée, disent n'avoir constaté aucune violence de leur part et s'indignent des gardes à vue de mineurs : "*Il y a une dichotomie : on considère qu'ils ne sont pas suffisamment adultes pour penser par eux-mêmes, mais quand il s'agit de réprimer, on les traite comme s'ils étaient adultes.*" Louise Paternoster rejette, elle, les accusations d'instrumentalisation politique du mouvement.

"*La jeunesse, c'est comme un ressort : à force d'appuyer dessus, ça nous saute à la gueule. Les élèves disent stop."* Louise Paternoster, secrétaire de la CGT Educ'action 93 à franceinfo

Peu avant midi, pancartes sous le bras, les lycéens de Rosa-Parks quittent Saint-Denis. Direction le RER B, puis le métro, pour rejoindre la place de la République et se perdre dans le flot de manifestants.

A Paris, ce sont désormais des dizaines de milliers de manifestants (100 000 selon les organisateurs, 56 000 selon la police) qui convergent vers la place de la République, qui se remplit de banderoles et de pancartes. Au métro Jacques-Bonsergent, une cinquantaine d'élèves du lycée Henri-Bergson (dans le 19e arrondissement de Paris) arrivent groupés, encadrés par des membres du personnel éducatif.

Sur la place, certains escaladent la statue pour y déployer leurs banderoles. Dans le cortège, les mêmes revendications circulent, mais ne viennent plus seulement de Seine-Saint-Denis. Gaby et Lucy, 17 ans, élèves de terminale au lycée Voltaire (Paris 11e), considèrent leur présence comme "*un devoir*". Elles savent leur établissement "*privilégié*" et disent justement manifester pour ceux qui le sont moins. "*On veut juste être écoutées, voir de vraies réformes, qu'il y ait des manuels, des profs bien payés*", explique l'une d'elles, qui reconnaît avoir eu "*peur de venir*" après les affrontements des derniers jours.

Même dans les établissements parisiens réputés favorisés, les murs racontent parfois une autre histoire. Rose et Andrée, professeures d'arts plastiques à Voltaire, partagent avec leurs élèves "*les mêmes salles de cours, les mêmes conditions d'enseignement dégradées*". Dans l'une d'elles, la température grimperait à "35°C" à partir d'avril et descendrait à "11°C" l'hiver.

"*La réputation des lycées parisiens est à relativiser avec la réalité des locaux.*" Rose et Andrée, professeures d'arts plastiques au lycée Voltaire à franceinfo

Dans le cortège, les lycéens ne sont pas seuls : des étudiants sont venus soutenir leurs cadets, dans lesquels ils reconnaissent leurs propres difficultés. Adam, en première année de biologie à Cergy (Val-d'Oise), raconte avoir des amis "*obligés de dépenser des milliers d'euros chaque année*" dans le privé faute d'avoir obtenu une place à la fac.

Yaël, en deuxième année de droit-science politique à la Sorbonne, évoque des amphithéâtres trop petits, "*Tolbiac qui tombe en ruine*" et la précarité des doctorants et chargés de travaux dirigés (TD). Les lycéens, estime-t-il, "*ont eu le courage de faire ce que nous, on n'a pas fait.*" Pour lui, leurs revendications dépassent désormais largement les portes de leurs établissements : "*C'est l'ensemble des services publics qui est concerné par ce combat."*

Le 7 octobre.

Les étudiants rejoignent la mobilisation des lycéens. Selon l'Union étudiante, au moins 80 campus universitaires étaient bloqués dans la matinée du mercredi 7 octobre. La veille, 60 avaient été recensés. Sciences Po Paris est notamment bloqué depuis mercredi matin, avec un face-à-face entre les étudiants et les forces de l'ordre. "*On ne va rien arrêter*", a affirmé la porte-parole de l'Union étudiante, Sabrine Kharbach, à la veille d'un nouvel appel à la grève et à manifester par plusieurs syndicats de l'Education nationale. Par ailleurs, selon le ministère, "*à la mi-journée, près de neuf lycées sur dix fonctionnent normalement*".

Au total, "*459 établissements connaissent une suspension totale ou partielle des cours (276 totalement, 183 partiellement), contre 891*" mardi, précise le ministère de l'Education.

Environ 30 000 lycéens sont "privés de cours". Le ministre de l'Education nationale évoque un "*préjudice absolument énorme en termes de scolarité*". Ils ne pourront pas se rendre en classe "*pendant plusieurs semaines*" dans les 24 lycées qui ont été "*incendiés ou saccagés*" depuis le début du mouvement, selon les dernières données.

L'IGPN a ouvert 18 enquêtes depuis le début du mouvement. Mâchoire brisée, blessures à l'œil, main arrachée… Le nombre d'enquêtes confiées à l'IGPN depuis le début du mouvement lycéen s'élève désormais à 18, a annoncé le ministre de l'Intérieur. Laurent Nuñez a également demandé que les grenades assourdissantes projetées par lanceur ne soient plus utilisées "*dans le cadre du mouvement lycéen, provisoirement*". "*Il y a une action de police qui nous interroge tous au sein du ministère de l'Intérieur, c'est ce qu'il s'est passé à Lens*", en référence au jeune de 15 ans dont la main a été arrachée.

La "*très grande majorité*" des manifestants blessés le sont de leur propre faute ou celle d'autre protestataire, explique le ministre de l'Intérieur.

"*Chaque fois qu'il y a des violences et des dégradations, il y a nécessité d'une intervention de police (...) quand il y a intervention, on applique la proportionnalité*", redit Laurent Nuñez. Il récuse le terme de "*répression policière*".

"*Cette révolte n'est pas du tout une révolte de court terme. Les revendications qui ont été mentionnées, qui sont des revendications de base – des enseignants, des tables, des chaises, des toits, une éducation qui fonctionne – et à peu près partout, de la même manière, sur tout le territoire, elles sont très anciennes ; dix, quinze, vingt ans parfois que ces revendications sont remontées*." Fabien Truong, sociologue et enseignant à l'université Paris 8.

Avez-vous remarqué que lorsqu'on compte sur eux, il ne se passe rien ?

Colère lycéenne: Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il s'agit du "*plus puissant mouvement de jeunesse lycéenne et étudiante*" depuis mai 1968 - BFMTV 6 octobre 2026

Évoquant mai 1968, Jean-Luc Mélenchon rappelle la "*grève générale de 10 millions de travailleurs*", l'"*organisation de la révolte des jeunes absolument généralisée*", les "*centaines de véhicules brûlés, des milliers d'heures de manifestation, des rues entièrement dépavées*". Tout ça "*sans qu'il y ait un seul mort*", souligne Jean-Luc Mélenchon. (Sans que cela ne change quoi que ce soit, chut, il ne faut pas le dire ! – J-C)

"*Parce que la police alors était dirigée par un préfet de police, le préfet Grimaud, qui avait compris que le maintien de la tranquillité n'était pas ce que l'on voulait en faire, c'est-à-dire une opération de rapport de force et de brutalité. Parce que les syndicats de police de l'époque avaient déclaré fermement que quiconque frappait une personne à terre se déshonorait. Comme on en est loin aujourd'hui, c'est à l'inverse*." (Pour un peu il leur décernerait une médaille ! Il a raté sa vocation l'histrion du régime. – J-C)

Le leader de LFI cite en comparaison les mots de l'actuel ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui a déclaré concernant la répression des manifestations lycéennes: "*il n'y a aucune consigne de retenue et aucune consigne de ne pas utiliser tout l'armement à disposition des forces de sécurité intérieure*".

Jugeant la mobilisation de la jeunesse légitime, il rappelle qu'"*un établissement sur deux manque au moins d'un professeur*", que 80% des salles de classe "*ont connu des températures supérieures à 30°C lors des canicules*", que les emplois du temps sont *"totalement désorganisés*" et qu'en raison de Parcousup, il y a "*à cette heure plus de 100.000 jeunes qui n'ont pas d'affectation dans l'enseignement supérieur*".

Alors que le mouvement pourrait encore prendre de l'ampleur mardi, puisqu'une vaste intersyndicale de l'Éducation nationale a appelé à participer aux mobilisations, le candidat à la présidentielle demande à ce que des Français se déplacent "*pour encadrer les manifestations des jeunes, pour les protéger contre l'éborgnement et les tentatives d'asphyxie par les gaz lacrymogènes*".

"*Pour cela vous pouvez mettre soit un casque blanc soit un brassard blanc sur votre bras pour qu'on vous reconnaisse comme une force d'interposition entre la violence policière et la manifestation,* explique-t-il. *J'ai bon espoir que nous soyons très nombreux, calmes, pacifiques, à la rencontre de nos jeunes pour les protéger et pour qu'ils puissent préparer leur avenir en le défendant eux-mêmes, comme nos générations l'ont fait*." (Leur avenir sous ce régime, il est lourdement hypothéqué, mais il y tient apparemment, il s'en fout pour le peu qu'il lui reste à vivre ! – J-C)

Ils osent tout. L'"*ultraviolence (...) doit être condamnée sans condition*", mais pas un génocide !

Mis sous pression par la rue (et Emmanuel Macron), Sébastien Lecornu se résout à sortir du bois - HuffPost 7 octobre 2026

L'"*ultraviolence (...) doit être condamnée sans condition. Dans une démocratie qui fonctionne, on ne peut pas laisser un espace de tolérance à la violence*", a déclaré le Premier ministre à la reprise de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, en appelant la classe politique à "*faire corps*" avec les fonctionnaires touchés par ces violences. (D'où la nécessité de détruire l'appareil répressif de l'Etat bourgeois ou des capitalistes. – J-C)

"*Dans une démocratie qui fonctionne, la responsabilité individuelle des individus, des citoyens, y compris des mineurs, existe*", "*brûler un lycée n'améliore pas la situation bâtimentaire des lycées*", et "*lyncher un professeur n'améliore pas le taux de remplacement des professeurs"*, a-t-il développé, en réponse à une question du chef des députés Horizons Laurent Marcangeli. (Mais comme nous ne sommes pas « *dans une démocratie qui fonctionne* », la situation et tout ce qui en découle est de la responsabilité de l'Etat. – J-C)

"*Il n'y a pas de service public dans la République sans que la classe politique ne fasse corps derrière"* les fonctionnaires, a-t-il ajouté, en jugeant *"pas acceptable*" qu'il y ait "*une banalisation de cette violence contre les personnels de l'éducation nationale*". (Comme s'il se souciait du bien-être des fonctionnaires en temps normal ! – J-C)

Lecornu a annoncé la suspension des cours dans les lycées de mercredi à vendredi, afin de permettre aux chefs d'établissement d'organiser un "*temps de démocratie interne*" avec les élèves. (Les syndicats et partis dits ouvriers devraient appeler à le boycotter. – J-C)

Totalitarisme. Un régime policier aux abois, en faillite, à abattre !

J-C – S'en prendre aux plus faibles, les matraquer, les gazer, pourquoi pas les tuer pour l'exemple, c'est conforme à la nature dictatoriale du régime en place, que tout le monde ou presque feint d'ignorer le reste du temps.

« *La surenchère policière est hors de contrôle. Le nombre d'interpellations est plus élevé que pendant mai 1968 et au plus haut niveau depuis octobre 1961 pendant la guerre d'Algérie* », a écrit sur X Jean-Luc Mélenchon, candidat insoumis à la présidentielle, ce 5 octobre. De son côté, Sophie Binet a déploré, dans une tribune publiée par Libération, que « *jamais depuis Mai 68 un gouvernement n'a répondu de la sorte à une mobilisation lycéenne* ».

« *On n'a jamais vu ça en France* », confirme Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS spécialisé dans les questions de police, auprès d'Actu. Et d'ajouter : « *Une réponse aussi violente, alors que nous sommes très loin d'une situation émeutière comme lors des émeutes de 2005 ou de 2023… C'est hors norme ce qu'il se passe.* »

Révolution Permanente détaille que sur la journée du jeudi 1er octobre, le nombre d'interpellés a été de 1.949 : « *Plus que lors des révoltes après le meurtre de Nahel (1.311 entre le 30 et le 1er juin 2023). Plus que n'importe quel acte des "gilets jaunes" (1.723, le 8 décembre 2018).* » Et de rejoindre le chef de file de La France Insoumise dans sa comparaison : « *C'est le plus grand nombre d'interpellations en un jour depuis le 17 octobre 1961 lorsque l'État a arrêté environ 11.500 manifestants pour les enfermer dans des centres de rétention.* » 20minutes.fr 7 octobre 2026

FAKE OFF de 20minutes.

Le bilan actuel des blocus lycéens est supérieur dans tous les cas de figure. 20minutes.fr 7 octobre 2026

Totalitarisme. Quand le Préfet convoque un tribunal d'exception.

Le préfet Alexandre Brugère convoque des parents de lycéens - HuffPost. 6 octobre 2026

Pour le député insoumis Ugo Bernalicis : « *Un préfet n'a pas à convoquer des parents pour leur faire la leçon sur leur prétendue responsabilité juridique à raison de faits qui n'ont pas été jugés, écrit-il sur les réseaux sociaux. Le préfet n'est pas un juge. La préfecture n'est pas un tribunal.* »

« *Pour qui vous prenez-vous ?* », renchérit la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale Mathilde Panot, en fustigeant une « pitrerie indigne » qui « *viole l'article 11 du code de procédure pénale sur le secret de l'enquête et de l'instruction.* » Comme ces élus, plusieurs avocats s'interrogent sur les réseaux sociaux sur « *le fondement et le cadre juridique de ces convocations* ». HuffPost. 6 octobre 2026

La réaction se déchaîne, place aux femmes, elles excellent dans cet exercice, reconnaissons-leur ce mérite !

Valérie Pécresse veut supprimer les aides de la région francilienne aux lycéens "*qui seront sanctionnés pour avoir cassé"* - BFMTV 6 octobre 2026

"*Tous ceux qui seront sanctionnés en conseil de discipline n'auront plus accès aux aides de la région*", lance Valérie Pécresse ce lundi 5 octobre. Invitée sur BFMTV, la présidente (LR) de la Région Île-de-France réaffirme au sujet des lycéens sanctionnés pour des dégats en marge des mobilisations lycéennes: "*Ils sont responsables, ils n'auront plus d'aides."*

Pour bénéficier de ces aides, les jeunes franciliens, âgés entre 15 et 25 ans, doivent se connecter sur l'application Labaz. "*Nous rayerons de Labaz tous les lycéens qui auront été sanctionnés pour avoir cassé parce qu'ils sont responsables*". Pour mettre en place cette mesure, la présidente de la Région entend "*demander la liste aux rectorats*".

Elle indique vouloir également envoyer les factures aux parents des enfants qui seront condamnés par la justice. Ce lundi soir, le coût des dégâts depuis le début du mouvement est estimé à 7 millions d'euros dans la région.

Belgique.

Débordements lors de rassemblements scolaires en Belgique : arrestations à Liège et Charleroi - RT 5 oct. 2026

Des centaines d'élèves se sont rassemblés le 5 octobre en Belgique devant plusieurs écoles à Liège et dans le Hainaut. Des débordements ont eu lieu : jets de pétards et d'œufs, incendies. La police a procédé à une dizaine d'arrestations à Liège et utilisé une autopompe.

Estonazie.

L'hystérie autour de la «*menace russe*» : l'Estonie déploie ses troupes près de la frontière russe - RT 5 oct. 2026

Selon le *Financial Times*, l'Estonie, se défendant contre une «*menace russe*» imaginaire, rapproche ses unités de la frontière russe, construit de nouvelles bases et porte son budget de défense au niveau record de 5,4 % du PIB, soit une augmentation de 42 % cette année. Tallinn reconnait toutefois que Moscou ne nourrit aucune intention hostile.

La suite relève de la démence, conforme à l'orientation de l'OTAN :

https://rtenfrancais.tv/international/138694-hysterie-autour-menace-russe-estonie-deploie-troupes-frontiere-russe

---

Palestine occupée.

J-C - Le massacre quotidien continue.

Deux morts à Gaza dans une frappe israélienne, trois ans jour pour jour après les attaques du 7-Octobre 2023 - BFMTV 7 octobre 2026

L'hôpital Al-Shifa de la ville de Gaza a fait état de deux personnes tuées lors d'une frappe. La Défense civile de Gaza a identifié l'une d'elles comme étant un bénévole au sein de cette agence qui fait office de service de secours d'urgence sous l'égide du Hamas.

Algérie.

J-C - Les Français vont bientôt pouvoir immigrer en Algérie !

Algérie : le projet de loi de finances 2027 inclut des hausses de salaires et exclut les taxes pénalisant le pouvoir d'achat - RT 5 oct. 2026

Le Conseil des ministres algérien, présidé par le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, a adopté, le 4 octobre, le projet de loi de finances (PLF) 2027 dont les grandes lignes avaient été dévoilées le 30 septembre dernier. Lors de la réunion, le président de la République « *a ordonné l'inclusion des augmentations de salaires – conformément à ses engagements envers les Algériennes et les Algériens – dans le projet de loi de finances 2027* », indique un communiqué de la présidence.

Lors de son entretien avec les représentants de la presse nationale, le 3 octobre, le président avait fait part de son engagement « *à parachever l'augmentation de 53 % des salaires et je réitère cet engagement. Le versement de ces augmentations se fera à partir de l'année 2027* ». « *Si les conditions le permettent, cette mesure sera appliquée en une seule tranche, dans le cas contraire, elle se concrétisera en deux tranches* », a-t-il précisé.

Le communiqué de la présidence a indiqué que le président avait ordonné l'exclusion de « *taxe supplémentaire susceptible de porter atteinte au pouvoir d'achat des citoyens, qu'il s'agisse de la classe moyenne ou des personnes à revenus limités* ». Le PLF 2027 repose sur quatre priorités fixées par le chef de l'État, à savoir la croissance, la diversification économique, le soutien à l'investissement productif et la préservation du pouvoir d'achat, à un moment où le gouvernement tente officiellement d'endiguer l'inflation et de contenir les prix des produits essentiels en agissant sur les coûts de production et de logistique.

Le PLF prévoit également la poursuite et la consolidation des programmes d'investissements publics en matière d'éducation, de santé, d'habitat et d'infrastructures.

En complément.

Algérie: le président Tebboune fustige la flambée des prix alimentée qu'il impute aux «*intermédiaires*» - RFI 6 octobre 2026

En Algérie, les intermédiaires qui génèrent des profits sur des biens de grande consommation commettent, selon le chef de l'État algérien, « *un crime contre le peuple* ». La hausse des prix,

notamment des fruits et des légumes, s'explique en partie par une production agricole limitée à cause des feux de forêt durant l'été, atteignant des niveaux historiquement hauts. Un kilogramme de tomates coûte près de 150 dinars, autrement dit 93 centimes d'euro, soit plus de deux fois son prix en période normale.

Même si Abdelmadjid Tebboune balaie d'un revers de main les rumeurs d'une flambée des prix jamais vue depuis plus de 60 ans, il accuse sans détour les intermédiaires qui « *profitent de la situation pour accroître leurs marges* ». Un mélange de spéculation et de cupidité de la part de ceux qui profitent de la situation et que le président Tebboune qualifie de « *parasites* ».

Le chef de l'État algérien promet de sévir rapidement pour ne pas laisser ces pratiques s'installer. Première mesure prise : l'intervention de l'État entre la production et la consommation des biens. « *Les prix baisseront dès demain* », a-t-il affirmé. Dans le même temps, le gouvernement algérien a plafonné à 90 dinars, soit environ 56 centimes d'euro, le prix de vente au détail du kilo de pommes de terre, un produit très consommé en Algérie. RFI 6 octobre 2026

Mali.

J-C - On sent une pointe de déception, de dépit ou de regret dans la rhétorique des journalistes sur commande de l'AFP.

Mali: l'armée reprend la ville stratégique de Kidal, désertée par les rebelles - AFP 6 octobre 2026

L'armée malienne, appuyée par les paramilitaires russes de Africa Corps, a repris mardi le contrôle de la ville stratégique de Kidal, désertée par les rebelles touareg qui ont effectué "*un repli stratégique*".

Cette reprise de Kidal, bastion de la rébellion, représente une victoire pour l'armée malienne, qui en avait été chassée en avril par le Front de libération de l'Azawad (FLA) et ses alliés jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda.

J-C - En fait de "*un repli stratégique*", juste avant ils avaient été copieusement bombardés, et ils ont préféré prendre la fuite avant l'arrivée de l'armée malienne et ses alliées de l'Africa Corps, je n'invente rien, mais cela recadre les choses :

AFP - "*Nous n'avons rencontré aucune résistance. Nous avons fait le travail en amont en bombardant les positions de l'ennemi et desserré progressivement son emprise. Nous sommes sur place*", selon un autre officier de l'armée a indiqué à l'AFP.

Selon plusieurs sources contactées par l'AFP, la ville de Kidal est actuellement largement vidée de ses habitants. AFP 6 octobre 2026

J-C - Voyez-vous ce qui est épuisant, c'est qu'il faudrait passer derrière eux et corriger la totalité des informations que l'AFP livre aux médias ou à ses clients, évidemment c'est impossible pour un seul homme, puisque personne ne veut m'aider à faire ce travail ingrat mais utile, car c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils manipulent en permanence les consciences, ce qui contribuent à les orienter dans une direction conforme à leurs intérêts politiques.

Si vous ne me croyez pas, je suis tombé sur un autre article qui confirme ce que j'ai écrit :

RFI - Depuis qu'elle est passée aux mains des indépendantistes du FLA et de leurs alliés jihadistes du Jnim, liés à al-Qaïda, la ville est régulièrement ciblée par des frappes aériennes de l'armée, qui ont détruit de nombreux bâtiments. Depuis dimanche 4 octobre, ces frappes se sont intensifiées. Des bombes ont été larguées sur et près de la ville de Kidal.

L'armée, dans un communiqué diffusé lundi soir, revendique des « *frappes de précision* » et « *de nombreux terroristes neutralisés* ».

La reprise de la ville serait un symbole fort au crédit des autorités de transition, qui avaient été humiliées par la défaite d'avril dernier. RFI 6 octobre 2026
J-C – Chut, pour l'**A**gence **F**rançaise de **P**ropagande, il ne faut pas le dire, gloire à l'Empire français !

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 octobre 2026

Mail reçu de CAPJPO-Europalestine.

À Paris, à l'appel de nombreuses organisations, la manifestation aura lieu ce samedi 10 octobre au départ à 14h de la Place de la République jusqu'à la Place du Châtelet, en passant par la Place de la Bastille.

En complément, trop tard à titre d'info.

France : la justice a suspendu l'interdiction d'une manifestation d'Urgence Palestine à Paris. - Agence Anadolu 7 octobre 2026

Le tribunal administratif de Paris a suspendu mercredi l'interdiction d'une manifestation organisée par le collectif Urgence Palestine, autorisant ainsi la tenue du rassemblement prévu dans la soirée dans la capitale française.

Le préfet de police de Paris, Patrice Faure, avait interdit mardi la manifestation à la demande du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, invoquant des «*risques importants de troubles à l'ordre public*».

Les juges ont toutefois estimé que les slogans cités pour justifier l'interdiction, bien que «*parfois polémiques*», n'excédaient pas les limites de la liberté d'expression.

Ils ont également relevé que le dispositif d'encadrement prévu, composé de douze personnes pour une soixantaine de manifestants attendus, ne nécessitait pas une mobilisation exceptionnelle des forces de l'ordre justifiant l'interdiction.

Urgence Palestine a salué la décision, la qualifiant de «*désaveu pour le gouvernement et pour Laurent Nuñez*», et réaffirmé que manifester pour les droits des Palestiniens constitue «*un droit fondamental*».

Faisons l'idiot. Comment se fait-il qu'un macroniste se présente à la primaire sociale-démocrate (impérialiste) pour la présidentielle ?

Lors du premier tour de cette primaire, selon Olivier Faure (PS) sur franceinfo, un candidat défendrait "*une option centriste*", un macroniste en somme, vous aurez reconnu Raphaël Glucksmann, ce qui signifie qu'il est compatible avec le PS, et que s'il l'emportait, il aurait le soutien du PS, on est bien d'accord. Allons plus loin.

Outre cet aveu, cela signifie aussi que cette candidature "*centriste*" n'aurait pas existé si le PS n'avait pas cessé de soutenir Macron et de partager son orientation politique, la candidature de Glucksmann n'est pas tombée du ciel, il a bien fallu une collusion d'intérêts entre le PS et Place publique pour qu'elle soit rendue possible. (Source : BFMTV 8 octobre 2026)

« *Il reçoit des antisèches sur son portable* »… Ségolène Royal accuse Glucksmann de tricherie au débat de la primaire - 20 Minutes 8 octobre 2026

Lors du premier débat de la primaire sociale-démocrate, qui s'est tenu le 24 septembre sur LCI et Le Parisien : « *[Raphaël Glucksmann] a un portable sur le pupitre et il reçoit des antisèches, alors que c'est interdit au bac. Même les lycéens n'ont pas le droit au portable et lui est dans une dynamique pour l'élection présidentielle et il reçoit des antisèches sur son portable*. »

« *Le gars prétend tenir tête à Poutine, mais il a des antisèches sur son portable* », insiste-t-elle. Mais est-ce vraiment interdit dans le cadre d'un débat politique ? Les règles semblent plutôt édictées en fonction des médias, si on en croit la suite des propos de Ségolène Royal. « *Au deuxième débat [diffusé le 1er octobre sur France et France Inter], on a dit que ce n'était plus possible et les portables ont été interdits à cause de ça. Ce n'est pas possible de tricher lors d'une primaire* », martèle-t-elle.

Pour le troisième et dernier débat, organisé le 4 octobre sur BFMTV, la candidate du PS assure que son adversaire « *avait demandé le rétablissement du portable au 3e débat* ». *Mais, poursuit-elle, « il n'a pas osé le prendre parce que j'étais à côté de lui* ». 20 Minutes 8 octobre 2026

Votre futur président de la République néoconservateur s'adresse à vous, tout un programme : La réaction sur toute la ligne va continuer, s'amplifier.

J-C – Lu : Edouard Philippe semble déjà se projeter dans un duel de second tour de l'élection présidentielle. "*Je propose ce chemin d'un rassemblement de la droite et du centre, et peut-être, le moment venu, au-delà*", a-t-il mis en avant, sans terminer sa phrase.

Ce qu'il faut retenir de l'interview d'Edouard Philippe dans l'émission "*L'Heure de vérité*" sur France 2 - FranceInfo 8 octobre 2026

Le rendez-vous était important pour Edouard Philippe. Le patron d'Horizons, qui espère toujours s'imposer comme le candidat unique du bloc central lors de l'élection présidentielle, était l'invité, jeudi 8 octobre sur France 2 du premier numéro de l'émission ressuscitée "*L'Heure de vérité*".

Dès son arrivée à l'Elysée, où il ne compte pas vivre, l'ancien Premier ministre prévoit de présenter une vingtaine d'ordonnances lors d'une session extraordinaire en juillet 2027 au Parlement.

Edouard Philippe a aussi assumé qu'il proposerait "*des efforts*" aux Français car il est "*convaincu que si on veut s'en sortir, il va falloir qu'on travaille tous un peu plus.*". Il veut que les Français "*travaillent plus pour gagner beaucoup plus*" en faisant en sorte que les heures supplémentaires soient défiscalisées et moins soumises à cotisations pour les employeurs.

Interrogé sur la question du pouvoir d'achat des Français, Edouard Philippe propose de "*travailler (…) deux heures de plus par semaine*", pour un gain de "*1 000 euros de plus par an*". "*Ce n'est pas*

négligeable quand on est au smic", a-t-il dit. L'équipe d'Edouard Philippe met en avant : "*Edouard Philippe donnera aux entreprises la liberté de fixer elles-mêmes leur temps de travail par accord. (…) Si une entreprise trouve un accord pour élever sa durée du travail au-dessus de 35 heures, toutes les heures travaillées au-dessus de 35 heures seront défiscalisées et exonérées de cotisation*."

Le candidat à la présidentielle souhaite aussi "*revoir totalement le système des allocations familiales*" : "*notre nation a besoin d'accompagner ceux qui font des enfants*."

"*Je n'ai aucune envie d'être brutal avec les lycéens. Il y a dans le pays des forces politiques qui ont mobilisé, accentué, instrumentalisé ce mouvement : la France insoumise et les forces qui gravitent autour*", affirme Édouard Philippe.

Le candidat Horizons est revenu sur la réforme des retraites qu'il souhaite mettre en place s'il est élu et qu'il avait dévoilée fin septembre. Edouard Philippe avait ainsi proposé "*de porter progressivement la durée de cotisation à quarante-cinq ans et l'âge de départ à 65 ans pour les Français qui le peuvent*". Concrètement, il souhaite reprendre la réforme de 2023 d'Elisabeth Borne, suspendue en 2025, et la prolonger pour atteindre ces deux objectifs en moins de dix ans.

"*Si on veut équilibrer le système des retraites et si on veut préparer la retraite de ceux qui travaillent aujourd'hui, (...) on doit équilibrer le système en travaillant un peu plus longtemps et en mettant en place un système de capitalisation*", a-t-il argumenté.

"*Il faut remettre nos comptes en ordre*", a martelé Edouard Philippe, qui a fait de cette expression un mantra de sa campagne.

Le maire du Havre souhaite réformer l'assurance chômage pour réduire la durée d'indemnisation de dix-huit à douze mois. Il entend aussi réorganiser les agences de l'Etat et souhaite ne renouveler, durant son quinquennat, que deux départs sur trois concernant les 750 000 départs à la retraite prévus dans la fonction publique.

"*Je ne veux pas la guerre avec la Russie et la Russie, je crois, ne veut pas la guerre avec l'Otan*", a assuré Edouard Philippe, à propos de la guerre en Ukraine. "*Aider l'Ukraine dans sa défense pour sa souveraineté, contre l'agression russe, c'est aider les intérêts de la France, parce que ça nous permet d'éviter que la Russie fasse peser sur nous une pression*", a-t-il défendu à plusieurs reprises. "*Un jour, nous reparlerons avec la Russie*", a-t-il aussi prédit.

A propos des massacres dans la bande de Gaza, "*il faut dire ce qui se passe là-bas. Le 7-Octobre a été une opération terroriste, guerrière, le plus grand pogrom qu'on ait connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale*". "*La réponse de l'Etat d'Israël à cet acte scandaleux est un carnage effroyable. Je ne crois pas que ce soit un génocide*", estime l'ancien Premier ministre.

"*Donald Trump est d'une brutalité extrême, dans les mots et dans les décisions*", a aussi estimé Edouard Philippe, parlant d'une "*relation dégradée*" avec les Etats-Unis. Mais, a-t-il nuancé, "*ils sont toujours nos alliés*" et il faut donc continuer "*à discuter*" avec le dirigeant américain. "*Nous avons des désaccords majeurs en ce moment*" avec Israël, a poursuivi Edouard Philippe à propos de la guerre au Moyen-Orient, sans pour autant vouloir dénoncer les relations commerciales avec l'Etat hébreu. FranceInfo 8 octobre 2026

Une majorité de Français approuve le mouvement des lycéens, près de trois sur quatre jugent leurs revendications légitimes - BFMTV 7 octobre 2026

Selon un sondage Elabe pour BFMTV, 55% des Français approuvent la mobilisation des lycéens et 72% estiment leurs revendications légitimes. Mais ils sont plus partagés quant à la suite à donner au mouvement.

France. Les médias non plus n'ont pas besoin d'instructions pour adopter l'idéologie de la classe dominante ou servir le régime.

Colère lycéenne: Sébastien Lecornu assure que "*les forces de l'ordre n'ont pas pour instruction d'affronter les lycéens*" - BFMTV 7 octobre 2026

J-C - Il en va ainsi des élites en général, de tout travailleur dont la fonction contribue au maintien du régime en place, ensuite tous ceux qui bénéficient d'un statut social supérieur, car ils auront tendance naturellement à pencher du côté de l'ordre établi avec lequel s'identifient leurs privilèges ou leurs intérêts.

Ils savent quoi penser sans même qu'on leur dise ou qu'ils aient besoin de l'apprendre, parce qu'ils sont déjà sous influence, très souvent depuis leur naissance. Tout le monde feint de l'ignorer, l'état d'esprit des générations actuelles est lamentable, mais aussi celles du passé récent.

Le 8 octobre 2026.

Des blocages en cours à Paris, Nantes ou Lyon notamment.

Alors que cette journée du jeudi 8 octobre signe "*l'acte 4*" de la mobilisation, l'Union syndicale lycéenne et l'Union étudiante appellent à former de nouveaux cortèges dans la capitale et dans d'autres villes. Plusieurs syndicats de l'Education nationale, dont le Snes-FSU, la CGT et FO, ont décidé de grossir les rangs car "*le gouvernement n'a toujours pas répondu aux attentes des lycéennes et des lycéens*". Pour "*l'acte 3*" mardi, entre 266 000 et 450 000 manifestants avait défilé dans tout le pays.

Selon le ministère de l'Education nationale, "*94% des établissements scolaires sont ouverts, soit totalement, soit partiellement*". Jeudi matin, "*224 établissements connaissent une fermeture totale, et 151 rouvrent partiellement*", selon les chiffres prévisionnels du ministère de l'Education nationale. "*La baisse se poursuit, avec encore environ 30% d'établissements concernés en moins par rapport à hier à la même heure*."

Environ 200 étudiants de l'Ecole normale supérieure de Lyon se sont réunis en assemblée générale hier pour décider du blocage de leur établissement, raconte France 3 Auvergne-Rhône-Alpes. Ils veulent rejoindre la contestation lancée par les lycéens contre le manque de moyens dans l'Education nationale.

Le Premier ministre a déclaré que « *les premières décisions du gouvernement seront présentées à la fin du mois d'octobre* » afin de répondre à la crise, autrement dit, il joue la carte du pourrissement. FranceInfo 8 octobre 2026

"*Arrêtez ! Reculez !"* : les images de Bally Bagayoko s'interposant entre lycéens et forces de l'ordre à Paris font le tour de la presse internationale - BFMTV 8 octobre 2026

Les images de Bally Bagayoko tentant de calmer les tensions entre des jeunes manifestants et les forces de l'ordre lors du cortège parisien du 6 octobre ont fait le tour du monde. Le maire insoumis a pris la parole dans plusieurs médias pour raconter ce moment devenu viral.

Très engagé aux côtés des lycéens depuis le début de leur mobilisation, le maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) Bally Bagayoko est désormais devenu un symbole du soutien de la contestation française à travers le monde.

L'élu a été aperçu mardi 6 octobre dans la manifestation parisienne qui a réuni des milliers de personnes. Mais alors que des tensions ont commencé à apparaître entre des jeunes manifestants et les forces de l'ordre, l'édile LFI s'est dressé entre les deux groupes et a tenté de calmer la situation. "*Arrêtez! Reculez! Arrêtez de pousser!*", a-t-il crié au milieu des bousculades et alors que les policiers avançaient vers les jeunes.

"*Ils ont décidé de charger et de s'en prendre aux lycéens, dont la plupart n'ont montré aucune agressivité quelle qu'elle soit envers les agents de polices*", a raconté Bally Bagayoko à Reuters.

Cette image d'un élu de la république française au milieu des heurts n'a pas manqué de faire réagir au-delà de nos frontières. El Mundo décrit un homme devenu une "*icône de la révolte étudiante*" après ces bousculades. CNN parle d'un maire qui a "*utilisé son corps comme bouclier pour protéger les étudiants de la police anti-émeutes*".

Auprès de CNN, Bally Bagayoko estime aussi que la police s'est "*contenue*" après l'avoir "*identifié*", bien qu'il ne portait pas son écharpe d'élu à ce moment-là. En regardant la vidéo virale, il a tenu à saluer également la façon dont les jeunes "*n'ont pas répondu*" aux pressions de la police. "*Je ne me suis pas senti en danger*", assure le maire insoumis auprès du média américain.

Les images ont été reprises également par le portail d'actualités brésilien G1, le média britannique BBC, le média digital argentin El Canciller, la télévision saoudienne Al-Arabiya ou encore la chaîne péruvienne Teledos.

"*Les appels à la désescalade n'ont pas pris*", déplore Bally Bagayoko

Finalement, après ce moment de tension, les forces de l'ordre ont décidé de disperser le groupe. "*À un moment donné, il y a un jet de bombes lacrymogènes*", se souvient Bally Bagayoko dans son entretien avec Reuters. "*On est tous là, asphyxiés là-dedans. On se retrouve à avoir des policiers nationaux qui en fin de compte ont reculé, mais qui étaient à deux doigts en réalité d'en découdre avec les lycéens qui étaient présents*", dénonce-t-il.

"*Il y a ce côté agacé de constater que tous les appels à la désescalade en fin de compte n'ont pas pris, parce que ceux qui sont ici sont déterminés, ont envie d'en découdre avec ces lycéens qui sont mineurs pour une grande partie d'entre eux*", poursuit Bally Bagayoko.

Là encore, les images du maire qui reçoit des gouttes de solution saline dans les yeux après avoir fait face aux gaz lacrymogènes ont fait le tour du monde. La vidéo de l'élu se faisant soigner a été reprise par le média italien La Stampa, la version anglaise d'Al Jazeera mais aussi la version chinoise de la BBC.

Même le média américain TMZ, qui traite l'actualité des stars, a repris les images du maire sur X, accompagnées par ailleurs d'un émoji cœur.

Les photos et vidéos de ce moment ont aussi été reprises par des comptes sur les réseaux sociaux très populaires auprès des jeunes du monde entier, comme Pop Base, un compte X américain d'actualités et de divertissement, généralement sur la pop culture, les tendances du moment et les célébrités.

Pour voir la courte vidéo :

https://fr.news.yahoo.com/arretez-reculez-images-bally-bagayoko-071524092.html

---

Le 9 octobre.

Ecole du Louvre, Université Paris-Panthéon-Assas... Les premières actions de blocage ont repris à l'aube, vendredi 9 octobre, notamment dans la capitale. L'annonce du gouvernement d'affecter "*3 000 professeurs remplaçants dans les heures qui viennent*" n'a pas calmé les choses. "*C'est le minimum*", réagit sur franceinfo Marius Mesnil, co-secrétaire général de l'Union syndicale lycéenne, le mouvement "*n'est toujours pas écouté sur le reste de [ses] revendications*", comme un plan d'urgence sur le bâti scolaire, "l'abolition de Parcoursup" ou encore la "refonte de la démocratie lycéenne" et des rythmes scolaires.

Une nouvelle journée de mobilisation prévue mardi. L'intersyndicale étudiante et professionnelle appelle à une nouvelle journée de mobilisation et de grève, mardi 13 octobre. "*Tant qu'on n'aura pas 10 milliards sur la table, on continuera à se mobiliser*", a affirmé Sabrine Kharbach, porte-parole de l'Union étudiante.

Lycéens et étudiants ont une nouvelle fois manifesté. Plus de 130 000 manifestants ont été recensés en France par la CGT, jeudi. Le ministère de l'Intérieur a pour sa part décompté 71 500 personnes dans les rues, dont 24 500 à Paris.

Plus de 500 interpellations. Au total, 504 personnes ont été interpellées jeudi, a annoncé le ministère de l'Intérieur, qui note "*une augmentation des violences urbaines*". Près de 50 policiers et gendarmes ont par ailleurs été blessés. FranceInfo 9 octobre 2026

Colère des lycéens: le ministre de l'Éducation annonce l'arrivée de 3.000 professeurs remplaçants dans les établissements les plus en difficulté - BFMTV 9 octobre 2026

Le ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray annonce, ce jeudi 8 octobre sur TF1, que 3.000 professeurs remplaçants vont être affectés dans les établissements se trouvant dans des situations "*très problématiques*". BFMTV 9 octobre 2026

D'après les chiffres du service statistique du ministère de l'Education nationale, la DEPP, les lycéens en formation générale et technologique n'ont jamais été aussi nombreux par classe. Selon le rapport, ils sont désormais 30,2 en moyenne, en comptant les établissements publics et privés sous contrat.

Pour ne rien arranger à la colère actuelle, le ministre de l'Education, Édouard Geffray, a annoncé que le budget 2027 prévoyait la suppression de 1.588 postes d'enseignants titulaires, dont 1.250 dans l'enseignement public, 1er et 2nd degrés confondus, sans détailler davantage. 20 Minutes 8 octobre 2026

Ils réclament le droit de tuer des lycéens. Et Le Pen ou le parti de la police.

Des policiers se retournent contre Macron et le gouvernement - RT 8 oct. 2026

Après le drame de Lens, où un lycéen de 15 ans a perdu une main, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a suspendu l'usage des grenades assourdissantes dans le cadre du mouvement lycéen. Cette décision a provoqué la colère des forces de l'ordre, qui se sentent désarmées face aux violences.

Axel Ronde, président national de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) Police, a immédiatement réagi sur X : « *Nous proposons l'arrêt des opérations de maintien de l'ordre. Le droit de retrait, vu les risques d'être blessé sans pouvoir riposter. Au vu de la position du Syndicat des magistrats qui nous accusent de répression, nous demandons ce droit de retrait également.* » (Quand la nature profondément humaniste du syndicalisme chrétien ressort !- J-C)

Marine Le Pen a renchéri en affirmant que le chef de l'État est « *toujours du côté qui consiste à taper sur la police* ».

Depuis le début de la mobilisation, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a ouvert 18 enquêtes sur d'éventuels excès, dont des tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) et l'incident de Dunkerque, où un 4x4 de police a foncé vers des manifestants.

Toutefois, plusieurs de ces procédures n'ont abouti ni à des sanctions ni à des mises en examen concrètes, laissant un sentiment d'impunité ou d'inachèvement chez les parties.

Belgique.

En Belgique, la décision radicale de la ville de Liège face aux violences du mouvement lycéen - HuffPost 8 octobre 2026

La ville de Liège a décidé d'interdire les rassemblements de plus de trois personnes à compter de ce jeudi 8 octobre, après de nouvelles violences et dégradations survenues en marge du mouvement ce mercredi, qualifiées d'« *extrêmement graves* » par le ministre de l'Intérieur.

Sauf exceptions ou autorisations spécifiques, « *les rassemblements de plus de trois personnes sur la voie publique ou dans les lieux publics sur le territoire de la ville sont interdits* », stipule une ordonnance de police rendue publique par la municipalité.

Espagne.

J-C - Ils sont prêts à nous vendre aux plus offrants ! De l'autre côté du monde, je vis en Inde.

Espagne: les syndicats appellent à la grève générale le 11 novembre, pour le logement et les salaires - AFP 8 octobre 2026

Les principaux syndicats espagnols ont appelé mercredi à la grève générale le 11 novembre pour faire avancer leurs revendications sur le logement et les salaires avant les élections législatives anticipées du 29 novembre.

L'UGT et le CCOO ont exhorté la population à "*se mobiliser pour de meilleurs salaires, pour un logement décent et pour des mesures de contrôle des prix face à une inflation qui mine notre pouvoir d'achat*". AFP 8 octobre 2026

Etat juif d'apartheid.

Israël confronté à une crise de santé mentale depuis le 7 octobre - Dw.com 7 octobre 2026

Selon un rapport du Contrôleur général de l'Etat israélien, datant de février 2025, environ 39 % de la population israélienne a déclaré souffrir de symptômes post-traumatiques, de dépression, d'anxiété ou d'une combinaison des trois, à un niveau modéré ou grave.

Cela représente environ trois millions de personnes, dont 600 000 pourraient souffrir gravement. Toutefois, le rapport a également révélé que le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement en santé mentale n'avait augmenté que de 1 % depuis le 7 octobre 2023, soit une différence d'environ 60 000 personnes.

J-C - Normal, ils étaient déjà mentalement atteints avant le soulèvement armée légitime du peuple palestinien !

Un autre mentalement déséquilibré. Vous ne pourriez pas le garder chez vous ?

Trois ans après le 7-Octobre, Jean-Noël Barrot en Israël pour rendre hommage aux victimes - euronews 7 octobre 2026

Arabie saoudite

Trois morts dans des attaques houthies contre des aéroports, les rebelles appellent «*pour la dernière fois*» à éviter l'Arabie saoudite - RFI 8 octobre 2026

Après avoir revendiqué des tirs de missiles et de drones contre l'aéroport international de Riyad et celui d'Abha, dans le sud-ouest du royaume, ils ont annoncé jeudi 8 octobre avoir de nouveau visé l'aéroport King Khalid de la capitale saoudienne, réitérant « *pour la dernière fois* » leur appel aux compagnies aériennes à éviter le pays.

Deux femmes, de nationalités marocaine et algérienne, ainsi qu'un ressortissant soudanais ont péri et 36 autres personnes ont été blessées mercredi, certaines grièvement, selon la Direction générale de l'aviation civile saoudienne. Il s'agit des premières victimes mortelles recensées sur le territoire saoudien depuis la reprise des hostilités en juillet.

Ghana.

Le Ghana va déposer une demande d’adhésion aux BRICS - RT 7 oct. 2026

Le Conseil des ministres ghanéen a approuvé la décision de déposer une demande d’adhésion aux BRICS. Le chef de la diplomatie Samuel Okudzeto Ablakwa a présenté cette démarche comme un moyen de diversifier les partenariats économiques et diplomatiques du pays. Selon lui, Accra a sollicité le soutien de l’Inde pour sa candidature. RT 7 oct. 2026

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 11 octobre 2026

Je ne sais pas si c'est parce que je suis devenu un vieillard, je me dis que c'est malheureux ou bien triste de vivre dans un monde pareil, ce qu'on n'aurait jamais souhaité à personne. Il repose sur la bêtise humaine ou un niveau de conscience politique défaillant.

J'aurai passé ma vie à combattre l'ignorance, la mienne pour commencer, c'est peut-être la raison pour laquelle je n'en veux pas à celle des autres.

Tous les jours j'apprends un tas de choses, c'est merveilleux. Je ne peux pas penser ou faire quelque chose sans réfléchir à sa signification et que cela débouche sur des questions auxquelles je ne connais pas les réponses, du coup, cela me force à les chercher. C'est comme cela que j'apprends quotidiennement un tas de trucs dans des domaines très divers : jardinage et botanique, physique, chimie, restauration, recettes de cuisine, propriétés des différents ingrédients et aliments, santé, médecines, automédication, philosophie, psychologie, faune et flore, les chiens parce que j'en ai 3, les arbres ou plantes du jardin, bricolage, dépannage, électricité, mécanique, électronique, etc… Plus tout ce qui est économique, social ou politique. J'effectue le tour du monde 20 fois par jour dans tous les sens, je me balade d'un continent à l'autre, et je parcours plusieurs siècles dans n'importe quel ordre. L'histoire et la géographie sont au premier plan. Tout ce qui a trait à notre espèce, à la nature, au cosmos, à l'univers.

Et le cerveau n'éclate pas, je n'ai jamais de mal de tête ou c'est très rare. C'est tout à fait passionnant, comment peut-on ne pas aimer la vie, les autres, les enfants, les jeunes, les vieux, tous ceux qui ne nous ressemblent pas…

Il faut être curieux dans la vie, audacieux, avoir un peu d'ambition, c'est ce qui m'a manqué le plus ou ce qui m'a perdu, c'était de ne pas en avoir assez ou pas du tout, je n'ai pas eu à craindre d'en avoir trop au moins, cela m'a peut-être éviter de devenir une ordure, alors je ne m'en plains pas finalement, on est comme on est.

Cependant, je regrette de ne pas avoir eu ce niveau de conscience plus tôt, mais vaut mieux tard que jamais, je plains ceux qui en sont restés à un conformisme stupide, abêtissant, handicapant, ou qui parfois sont passés d'un conformisme à un autre, pareil pour les dogmes, tous les comportements de nature névrotique et obsessionnelle.

Combattre l'ignorance, c'est combattre l'obscurantisme des bigots, des inquisiteurs que l'on retrouve aux côtés des fascistes et des puissants, là encore je repense à *L'arbre de Guernica* d'Arrabal que j'ai vu ou revu il y a quelques jours.

Pour vous montrer comment je fonctionne. En regardant ce film sur la guerre d'Espagne de 36, à un moment donné une femme hurle « *no passaran* » en parlant des fascistes, ils ne passeront pas, sa commune Villa Ramiro ou Romiro était assiégée par les franquistes aidés de nazis allemands et de fascistes italiens. Dans la causerie du 9, j'ai failli reprendre ce cri, « *no passaran* », puis, pour en

savoir davantage j'ai été voir sur le Net, l'IA de Google m'a indiqué, qu'il avait été lancé par la stalinienne Dolores Ibárruri (surnommée La Pasionaria) lors d'un discours à la radio le 19 juillet 1936. L'IA a précisé ceci :

- L'alignement sur les purges staliniennes : Secrétaire générale du Parti communiste espagnol (PCE), elle a soutenu la répression féroce menée par le NKVD (la police secrète soviétique) en Espagne contre les autres forces de gauche non alignées sur Moscou, notamment les anarchistes de la CNT et les marxistes dissidents du POUM. Elle a publiquement qualifié ces opposants de « *traîtres* » et de « *fascistes déguisés* ».

Les staliniens espagnols ont livré des anarchistes et des trotskystes aux franquistes qui les ont massacrés. Du coup, je me suis dit, non, je ne peux pas utiliser cette expression, même si elle a été reprise par des Républicains ou des travailleurs espagnols engagés dans le combat contre le fascisme. Je suis antifasciste, mais aussi antistalinien, ces deux combats sont indissociables du combat contre le capitalisme et ses institutions, toutes ses institutions.

Je ne pourrais pas ou plus combattre dans les rangs de LFI ou d'un parti faisant la courte échelle au PS et au PC, non pas que je serais plus dogmatique ou intolérant qu'autrefois, c'est l'inverse, parce que je ne suis plus dogmatique, j'ai cessé d'adopter aveuglément des théories réputées foireuses, et j'ai atteint un niveau de tolérance beaucoup plus vaste, sauf envers la pourriture, là je demeure inflexible, intraitable, féroce, et le stalinisme en fait partie au même titre que le fascisme ou le nazisme.

Ultra minoritaire, illégitime : Dehors ! Rupture avec les institutions de la Ve République !

La popularité d'Emmanuel Macron atteint un nouveau cap historique sondage - Du jamais vu… Depuis jamais en fait - 20 Minutes avec AFP 11 octobre 2026

Selon un baromètre Ipsos BVA-Cesi, publié samedi par *La Tribune Dimanche* réalisé en ligne du 7 au 8 septembre, le chef de l'Etat atteint son pire niveau de popularité avec seulement 15 % d'opinions favorables. Édouard Philippe gagne un point à 20 % de satisfaction.

J-C – Apprenons-lui le caniveau !

En 2016, Macron était sorti de nulle part, et il a été élu l'année suivante, alors 15%, c'est déjà pas mal.

Quant au candidat de la Restauration, Édouard Philippe, 20%, c'est une bonne base de départ, sachant que Macron avait obtenu au premier tour 24,01 % des suffrages exprimés ou 18,19 % des électeurs inscrits.

France. Etat policier. Mouvement social des lycéens.

Les arrestations records depuis le début du mouvement lycéen constituent « *aussi une forme de violence policière* » - HuffPost 10 octobre 2026

Plus de 6 800 personnes ont été interpellées depuis le début du mouvement de contestation. Un record sans précédent.

Jamais une mobilisation n'aura donné lieu à une répression aussi violente. Au-delà des quatre adolescents grièvement blessés (l'un a perdu sa main, deux ont été blessés à l'œil, un quatrième à la mâchoire brisée) et de l'ouverture de 24 enquêtes de l'IGPN, un autre chiffre interroge : celui des arrestations.

Ce vendredi 9 octobre, le ministère de la Justice a annoncé que plus de 6800 personnes avaient été placées en garde à vue depuis le début de la contestation lycéenne, à la mi-septembre ; 86 % sont mineures, précise l'AFP.

Équipés de boucliers et de protections, armés de matraques, de gaz lacrymogènes, de LBD… Les fonctionnaires sont incités à aller au contact. « Depuis mai 1968, la police est obsédée par la protection de ses effectifs. Il n'y a pas de volonté de dialogue ou de désescalade. C'est pourtant ce qui est écrit dans la doctrine de 2022 », souligne Michel Kokoreff. « *Mais ce qu'on voit sur le terrain et dans les images diffusées, ce sont des policiers qui rentrent dans le tas*. »

Business is business. L'économie d'abord !

J-C – Un rappel aux ignorants ou naïfs, aux gauchistes, à tous ceux qui participent aux magouilles électorales qui servent à légitimer les institutions en place et au-delà le capitalisme, qui vont aller déposer un bulletin de vote dans une urne en 2027, et qui croient qu'un monde meilleur serait possible un jour sans changer les fondements économiques de la société ou éradiquer le capitalisme de la planète.

Camarades d'extrême gauche, dites-le à vos dirigeants ou chassez-les, on ne peut pas se compromettre pendant plus d'un demi-siècle avec des partis ayant servi les intérêts du capitalisme, et prôner la révolution politique et le socialisme, il faut choisir. Son camp.

Trump : Nous avons dit : «*Vous pouvez faire ce que vous voulez à la Russie, mais ne touchez pas les raffineries*» - RT 10 oct. 2026

«*Il ne va pas affecter nos agriculteurs, il ne va pas affecter nos éleveurs, et il ne va pas affecter le reste du monde ! Alors il ferait mieux d'arrêter, bon sang*», a lancé le président américain, renvoyant à l'avertissement adressé à Zelensky de ne pas frapper les raffineries en Russie. «*Alors, que fait-il ? Il frappe les raffineries*.»

En complément.

Poutine et Trump s'entretiennent par téléphone sur le règlement du conflit ukrainien, les livraisons de diesel russe aux États-Unis et la situation en Iran - RT 10 oct. 2026

Vladimir Poutine et Donald Trump se sont entretenus par téléphone le 9 octobre. Les discussions ont notamment porté sur les perspectives de règlement du conflit ukrainien, les livraisons de pétrole et de diesel russe, ainsi que la situation en Iran. Les deux présidents ont réaffirmé leur volonté de poursuivre le dialogue entre Moscou et Washington.

Vladimir Poutine a confirmé la disponibilité de la Russie à approvisionner les marchés américain et mondial en pétrole et en produits pétroliers. Le dirigeant russe s'est dit convaincu que ces livraisons auraient des effets positifs sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Donald Trump a pour sa part remercié Vladimir Poutine pour l'accord annoncé sur le diesel russe, évoquant des livraisons de plus de 300 000 tonnes dans l'immédiat, puis de 500 000 tonnes en novembre et d'un million de tonnes par la suite. Le président américain a souligné que les États-Unis avaient besoin de ces approvisionnements, appelant parallèlement les raffineurs et les distributeurs à réduire leurs prix. La déclaration russe confirme la disponibilité de Moscou à fournir du pétrole et des produits pétroliers, sans détailler les volumes annoncés par Washington.

Dans ce contexte, le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a annoncé la levée anticipée des restrictions à l'exportation de diesel. Kirill Dmitriev, représentant spécial du président russe pour la coopération économique avec l'étranger, a salué cet accord, estimant qu'il illustrait les avantages d'un partenariat entre Moscou et Washington, tant pour les populations que pour le reste du monde. RT 10 oct. 2026

Pour enfoncer le clou du couvercle du cercueil de l'UE.

Trump lâche Zelensky et rejette la faute de la guerre sur l'Ukraine - Le HuffPost 10 octobre 2026

Le président des États-Unis a estimé qu'il était temps pour l'Ukraine d'avoir « *un nouveau président* ».

Donald Trump s'en est pris à Volodymyr Zelensky ce samedi 10 octobre, lors d'un point presse. Interrogé par une journaliste sur la souffrance des Ukrainiens, toujours en proie aux bombardements, le président des États-Unis a rejeté la faute sur son homologue, qui continue d'ordonner des frappes sur les infrastructures d'hydrocarbures russes.

« *Vous savez ce que je suggère ? Je suggère qu'ils aient un nouveau président qui saura signer un accord. Il aurait pu en prendre beaucoup, mais je ne sais pour quelle raison, ça n'est jamais le cas* », a-t-il lancé, avant de prévenir qu'il allait « *aller plus loin dans sa pensée* ».

« *Si j'étais président de l'Ukraine, il n'y aurait jamais eu cette guerre. Il n'y avait aucune raison que cette guerre avec la Russie commence. Ça a commencé à cause de l'incompétence*. Et de conclure : « *Je crois qu'il est temps pour l'Ukraine d'avoir un nouveau président*. »

Et les cocus sont les dirigeants fanatiques et hystériques va-t-en-guerre de l'UE.

J-C – Cela pourrait être tout aussi bien, tous ceux qui vont aller voter pour un parti qui a armé l'Ukraine, c'est-à-dire, tous les partis présents à l'Assemblée nationale. On peut ajouter tous ceux qui ont expliqué frauduleusement que la Russie était responsable de cette guerre.

Les dirigeants de l'UE font une fois de plus dans l'inversion accusatoire.

Les victimes sont tous les peuples de l'UE.

La levée des sanctions sur le diesel donne à la Russie « *les moyens de faire la guerre* », estime l'UE - Le HuffPost 11 octobre 2026

« *Suspendre les sanctions sur le diesel russe donne à Moscou davantage de revenus pour faire la guerre. Ce n'est pas le moment d'alléger la pression sur la Russie, et l'Europe ne le fera pas* », a écrit sur les réseaux sociaux, la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas.

L'UE de son côté a promis de continuer à renforcer ses propres mesures contre Moscou. Lundi 12 octobre, les ministres des Affaires étrangères de l'UE doivent ajouter officiellement quelque 1 600 noms sur la liste noire des personnes et entités visées par des sanctions de l'UE liées à la guerre en Ukraine.

Glucksmann le clone déjà ratatiné de Macron.

Glucksmann. Un autre Macron est possible par Pierre Rimbert - monde-diplomatique.fr Décembre 2018

Lui qui fut tour à tour admirateur de M. Nicolas Sarkozy en 2008, animateur de la revue néoconservatrice *Le Meilleur des mondes*, conseiller du président géorgien néolibéral et atlantiste Mikheïl Saakachvili, lui qui admettait volontiers : « *Ça ne m'a jamais fait vibrer de manifester pour les retraites* » (M Le magazine du Monde, 22 mars 2014) et se déclarait au printemps 2017 « *fier* » de l'élection de M. Macron, revendique à présent Occupy Wall Street et dit « *nous* » quand il parle de la gauche. « *On a zappé complètement la question sociale* », admet-il. « *Mon logiciel de pensée a contribué à former l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui* » (Mediapart, 14 novembre 2018).

La mise à jour dudit « *logiciel* » copie-colle les constats effectués depuis des lustres par ceux que combattait hier Raphaël : « *On voit les entreprises multinationales refuser les lois des nations et chercher à leur imposer les leurs. On voit les banques sauvées par l'argent public maquiller leurs comptes et cacher leurs fonds dans des paradis fiscaux.* » À tout cela s'ajoute la menace d'un anéantissement de la planète par le réchauffement climatique.

Alors, que faire ? Contre « *les anciennes idéologies, les vieux partis, les antiques structures* », contre les inégalités et le gaz carbonique, Glucksmann propose plus de participation citoyenne, plus d'écologie, plus d'Europe. « *Nous assumons l'horizon d'une République européenne* », écrit-il. Des « *porteurs de causes* » aussi frétillants que MM. Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit et Bernard-Henri Lévy ânonnent les éléments de ce credo depuis bientôt quatre décennies. Les papys du vide ont trouvé leur héritier.

A qui profite le crime ? L'entourloupe. Quel est le meilleur allié d'Edouard Philippe ? Glucksmann, non, le PS !

J-C – Les dirigeants du PS ont multiplié les candidatures sachant que le potentiel de votants le plus nombreux était au PS, de sorte que les voix des militants de leur parti s'éparpillent sur plusieurs candidats, afin que Glucksmann rafle la mise. A moins qu'il faille un second tour et que là le candidat de l'Etat profond soit battu. Qu'est-ce que cela changerait ? J'ai laissé de côté les votants hors parti.

Si c'était le charlatan qui l'emportait, il pourrait se maintenir et empêcher Mélenchon d'avoir une chance d'accéder au second tour de la présidentielle, mais si maintenant c'était un candidat du PS qui remportait la primaire, ce serait beaucoup plus compliqué, le PS exploserait en vol !

Quoiqu'il en soit, si la social-démocratie-impérialiste présentait un candidat au premier tour de la présidentielle, il n'aurait aucune chance de figurer au second, il servirait juste à retirer des voix à Mélenchon et à laisser le champ libre à Edouard Philippe.

Primaire socialiste: à qui peut profiter l'afflux surprise d'inscrits au premier tour? - BFMTV 9 octobre 2026

Le premier tour de la primaire de la gauche sociale-démocrate, qui devait se terminer ce samedi 9 octobre au soir, est prolongé jusqu'à dimanche 18 heures, en raison d'une cyberattaque qui a ralenti considérablement le vote, ont annoncé les organisateurs ce vendredi 8 octobre. (HuffPost 10 octobre 2026)

Ce sont finalement 140.282 votants qui sont en mesure de voter, bien au-delà de la barre visée des 100.000, "*un chiffre optimiste*", nous expliquait fin septembre un organisateur de la primaire.

Le chiffre évoqué semblait déjà en effet bien haut. À ce moment-là, les socialistes comptaient 31.030 militants à jour de cotisation, qui pouvaient voter sans débourser les 15 euros exigés ou les 10 euros pour les plus précaires. Il fallait ajouter à ce nombre les adhérents à Place publique - autour de 10.000 personnes. En ajoutant les 1.000 adhérents du parti d'Emmanuel Maurel, l'un des participants à la primaire, on passait tout juste la barre des 52.000 participants potentiels.

Finalement, les débats télévisés et les enjeux du scrutin ont manifestement suscité l'envie de participer. Et si le chiffre des inscrits est bien loin de ceux de la primaire de 2011 et de ses presque trois millions de votants ou du million de 2017, il montre un vrai intérêt pour cette compétition interne.

Le nombre d'inscrits à Place publique a ainsi bondi, passant de moins de 10.000 à 28.456. Même topo pour le PS qui a vu doubler son nombre d'adhérents, passant de 31.030 cotisants à 68.047 personnes.

Le dispositif, qui permet de participer à la primaire sans être adhérent de PP ou du PS, a aussi fait le plein. 42.695 personnes se sont ainsi inscrites à "Choisir 2027", jetant un flou sur le résultat du scrutin.

"*On sait pour qui vont voter les gens de PP. Pour les adhérents du PS, c'est déjà plus flou. Quant à ceux qui se sont inscrits sur la plateforme, personne n'en sait rien*", synthétise un membre de la direction du mouvement d'Olivier Faure auprès de BFM.

"*Je n'ai pas de pronostic à faire, parce qu'on ne sait pas quel est le corps électoral, on ne sait pas qui sont les gens qui se sont inscrits*", a d'ailleurs reconnu lui-même Olivier Faure ce jeudi lors d'un déplacement à Douai.

Surtout, impossible de dire pour qui vont voter les 42.695 personnes qui se sont inscrites sur la plateforme "*Choisir 2027*", d'autant plus que ni au sein de PP ni au sein du PS, on ne s'attendait à tel un afflux de votants qui souhaitent certes voter pour la primaire mais ne veulent pas être encartés au sein d'un parti.

De quoi éventuellement rebattre les cartes? Un élu proche de Raphaël Glucksmann a pris le temps de regarder les inscriptions des votants extérieurs aux deux mouvements politiques. D'après lui, on compte surtout des inscriptions issues des grandes villes françaises, signe d'après lui d'électeurs plutôt favorables à son poulain.

En complément.

Ce samedi 10 octobre à 22h, 107.356 personnes avaient voté lors du premier tour de la primaire du PS et de Place publique, a appris BFMTV auprès de la commission d'organisation de la primaire. BFMTV 10 octobre 2026

J-C - 42.695 électeurs fantômes. Quelle force politique possède suffisamment d'adhérents parmi eux ? Renaissance ? RN ? Les réactionnaires sont très disciplinés et rigoureux idéologiquement, il suffirait qu'ils aient compris quel candidat les arrangerait, pour qu'ils participent à cette mascarade sans avoir reçu la moindre consigne.

Glucksmann serait leur candidat, car Olivier Faure et Ségolène Royal se désisterait pour Mélenchon sans faire trop d'histoire, avec Glucksmann ce serait une autre paire de manches et je le répète, en prime le PS imploserait.

Édouard Philippe président.

- Sur Europe 1, la rédactrice en chef adjointe du *Figaro* a affirmé que sur l'économie, le maire du Havre était «*l'un des seuls, avec Bruno Retailleau, à dire la vérité aux Français et à ne pas proposer un budget délirant*».

En revanche, elle a émis des réserves sur les propositions de l'ancien Premier ministre sur l'immigration, apparemment parce que Edouard Philippe avait exclu de «*ramener l'immigration à zéro*». capital.fr 9 octobre 2026

J-C – Normal, pour eux, c'est l'économie qui prime sur tout, et puis, ils instrumentalisent l'immigration à des fins économiques, à moins de les croire humanistes !

Palestine occupée.

Gaza : depuis le cessez-le-feu, un Palestinien tué ou blessé toutes les 90 minutes - RT 9 oct. 2026

Un an après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu du 10 octobre 2025, les violences n'ont pas cessé dans la bande de Gaza. Selon un rapport de l'ONG britannique Islamic Relief paru le 8 octobre, les attaques israéliennes ont tué ou blessé en moyenne un Palestinien toutes les 90 minutes depuis l'annonce de la trêve. L'organisation dénombre au moins 1 454 morts, dont au moins 320 enfants, et plus de 5 000 blessés.

Les chiffres du ministère de la Santé de Gaza, repris par l'Organisation des Nations unies (ONU), sont du même ordre. Au 30 septembre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU recensait 1 431 morts et 5 026 blessés depuis le cessez-le-feu, avant que de nouvelles victimes ne s'ajoutent début octobre. Ce même ministère fait désormais état de 1 471 morts et 5 189 blessés sur la période. RT 9 oct. 2026

Sept personnes, dont un enfant, tuées par des tirs israéliens à Gaza - BFMTV 9 octobre 2026

Deux personnes ont été tuées dans une frappe de drone contre une voiture, et une autre dans une attaque de drone contre une tente dans un campement de déplacés, selon les services de secours et l'hôpital al-Chifa.

Par ailleurs, "*deux personnes, une femme et un enfant, ont été tuées et d'autres ont été blessées lorsque des avions israéliens ont bombardé un immeuble résidentiel" dans la ville de Gaza, a indiqué la défense civile, qui a ajouté qu'"une personne a été tuée par des tirs israéliens au sud-est de Deir al-Balah, dans le centre de Gaza*".

Une femme a également été tuée par des tirs d'artillerie dans la ville de Gaza, ont rapporté des responsables de la santé.

Arabie saoudite.

L'accord de défense de La Mecque n'autorise pas les attaques contre d'autres pays, affirme Fidan - trtfrancais.com 8 octobre 2026

"*Lorsqu'un pays partie à l'accord est attaqué, vous êtes à ses côtés pour assurer sa défense. Il ne s'agit pas d'un accord offensif*", a-t-il insisté.

Il a également précisé que le pacte n'autorise pas la Türkiye à déployer des troupes sur le territoire d'un autre pays signataire pour mener une opération offensive. trtfrancais.com 8 octobre 2026

Inde.

En Inde, la politique vole toujours aussi haut !

Inde : Abhijeet Dipke, le leader des "*cafards*" qui défie la puissante commission électorale - AFP 10 octobre 2026

Qui est Abhijeet Dipke ?

Abhijeet Dipke (né le 29 septembre 1995 à Aurangabad, Maharashtra.) est un stratège indien en communication politique, ancien travailleur du Parti Aam Aadmi (AAP), et le fondateur et animateur national du Parti Cafard Janta (CJP).

De 2020 à 2023, Dipke a travaillé comme bénévole avec l'équipe des médias sociaux du Parti Aam Aadmi (AAP).

En juin 2026, Dipke est retourné en Inde depuis Boston, Massachusetts (USA), il fonde le CJP, puis il a organisé des manifestations sur les irrégularités de l'examen NEET qui ont conduit à la démission du ministre de l'Éducation Dharmendra Pradhan en juillet 2026, et plus tard des protestations contre la révision intensive spéciale des listes électorales. Wikipédia

J-C - Dans le sud de l'Inde, il est inconnu et son parti aussi.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, voilà un type qui va faire des études de journalisme et de communication aux Etats-Unis, ce qui est hors de portée de l'immense majorité des Indiens qui sont très pauvres. Il revient des Etats-Unis en 2026, aussitôt il crée un parti et il organise des manifestations contre le gouvernement en place en instrumentalisant les étudiants. Cela ne vous fait-il pas penser au scénario qui avait eu lieu au Bangladesh et ailleurs ? (AFP : Son mouvement est porté en grande partie par la génération Z)

L'AFP et les médias occidentaux encore pris en défaut.

AFP - *"Comment le garant de la constitution peut-il comparer la jeunesse à des cafards et des parasites, simplement parce qu'elle exprime ses opinions et critique le système ?*" demandait M. Dipke dans un entretien à l'AFP en juillet. AFP 10 octobre 2026

etvbharat.com - Le nom « *Cafard Janta Party* » est apparu après des remarques attribuées au juge en chef de l'Inde Surya Kant, lors d'une audience, au cours de laquelle les jeunes chômeurs ont été comparés à des « cafards » qui luttaient pour trouver une place dans les professions et la société.

Pour être juste, le juge en chef a par la suite précisé que ses remarques avaient été mal comprises et étaient dirigées contre les personnes entrant dans la profession juridique avec de faux diplômes... pas des jeunes au chômage en général. Mais à ce moment-là, le mal avait déjà été fait. Dipke adopta l'expression « *cafard* » Au lieu de rejeter l'insulte, il en a fait une identité politique. etvbharat.com 21 mai 2026 (plateforme numérique d'information indienne d'envergure nationale - J-C)

L'AFP porte-parole de Washington qui n'apprécie pas que Modi continue d'acheter du pétrole à la Russie. L'AFP est dans son rôle quand elle fait la promotion de la vermine.

AFP - "*Modi a accepté la défaite avant même que notre protestation ne commence*", a-t-il commenté en voyant Delhi placée sous un strict dispositif de sécurité depuis vendredi, avec des dizaines de milliers de policiers et de paramilitaires déployés pour empêcher ceux qui tentent de rejoindre le principal lieu de protestation au cœur de la ville.
Publicité

"*La répression massive contre les manifestants et la mise sous cloche de Delhi ne sont pas des signes de force, mais ceux d'un dirigeant terrifié par son propre peuple*", conclut le roi des cafards. AFP 10 octobre 2026

Le Premier ministre Narendra Modi « *fait honte* » à l'Inde, a estimé le chef du mouvement des « *cafards* », Abhijeet Dipke, tout juste remis en liberté. « *Le pays n'a jamais connu pire couard et pire brute* », a-t-il encore écrit sur les réseaux sociaux. - RFI 11 octobre 2026

Matraque et propagande.

Dans les titres des deux premières pages de Yahoo Monde le 11 octobre 2026

- Inde : 20.000 policiers déployés à New Delhi avant une manifestation contre une réforme électorale - AFP

- New Delhi en Inde est sous haute surveillance policière à la veille d'une manifestation contre un responsable de la commission électorale. - Dw.com

- En Inde, de nombreuses arrestations dont celle du chef du parti des "*cafards*" - France 24

- Inde: le chef du «*parti des cafards*» arrêté, l'opposant Rahul Gandhi appelle à continuer à manifester - RFI

- Inde : les autorités bloquent Delhi pour empêcher la "*manifestation des cafards*" - Courrier International

- En Inde, le gouvernement sort les grands moyens face à la révolte des « *cafards* » contre la tambouille électorale - HuffPost

- En Inde, le gouvernement arrête le chef du mouvement des "*cafards*" - France 24

- En Inde, le gouvernement cadenasse la révolte contre la commission électorale, l'opposition promet de continuer - AFP

- Inde : Abhijeet Dipke, le leader des "*cafards*" qui défie la puissante commission électorale - AFP

- En Inde, de nombreuses arrestations dont celle du chef du parti des "*cafards*" - France 24

- Inde: la justice ordonne la libération des chefs des «*cafards*», la jeunesse reste combative – RFI

J-C – En moins de 24 heures, quel mimétisme, quel acharnement ! La voix de son maître !

Burkina Faso.

Burkina Faso : un bio-insecticide développé localement pour lutter contre les vecteurs du paludisme et de la dengue – RT 10 oct. 2026

Des chercheurs ont mis au point un bio-insecticide contre les larves de moustiques résistantes aux insecticides chimiques classiques, avec un taux d'élimination d'insectes allant de 80 à 90 %. Si les résultats sont concluants, le pays gagnerait dans la lutte contre les maladies et dans la création d'emplois pour ce produit «*Made in Burkina*».

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 octobre 2026

« *Pourquoi combattrions-nous pour la dictature du prolétariat, si le pouvoir politique était impuissant à intervenir dans l'économie ? La violence, c'est-à-dire la puissance de l'État, est aussi une force économique*. »

Engels à Conrad Schmidt, 27-10-1890

J-C – A vos claviers, comment interprétez-vous ce postulat ? Il n'a pas pris une ride depuis 1890, je vous mets sur la piste…

Ne craignez rien, vous êtes tous déjà fichés ! Big Brother vous surveille en permanence, il est omniprésent, il ne lui manque plus que la canonisation pour se croire invulnérable et éternel !

Depuis ce matin, l'antivirus de Microsoft Defender a bloqué 11 attaques « *graves* » du disque dur de mon ordinateur, je publierai plus tard une capture d'écran, je ne raconte jamais de conneries. Il en faudrait plus pour m'impressionner. Je suis plus déterminé qu'eux, et si on m'en donnait l'occasion ou les moyens, je serais encore plus cruel, puisque la démocratie et la légitimité seraient de mon côté !

Qui peut prendre encore au sérieux l'élection présidentielle ?

Pourquoi cautionner les institutions corrompues de la Ve République ?

Franchement, il faut être tombé sur la tête ou faire dans le déni de la réalité après la farce grotesque d'hier. Lisez attentivement, je n'ajouterai rien, puisque de toutes manières cela ne vous intéresserait pas.

En famille. Les macronistes ont élu Glucksmann.

J-C – Le macronisme était déjà un produit social-néolibéral de la social-démocratie. Macron a bien été mis en selle par Attali et Hollande, ils l'ont porté au pouvoir, avec l'imposteur Glucksmann ils remettent le couvert, mais ils seront privés de champagne à la Pyramide du Louvre ou au Champ-de-Mars, ce sera réservé à leur unique candidat, Edouard Philippe.

Comme prévu, ils ont bourré les urnes ou c'est tout comme.

Je l'avais pronostiqué, c'était écrit d'avance, trop fastoche en fait, comme la suite d'ailleurs. Il y a des signes qui ne trompaient pas, dont celui-ci :

- Avec une large part de votants qui ne sont pas issus des partis politiques organisateurs et se sont inscrits sur une plateforme dédiée, le corps électoral était largement inconnu.

Raphaël Glucksmann remporte dès le premier tour la primaire du Parti socialiste et Place publique - HuffPost 12 octobre 2026

Raphaël Glucksmann sort vainqueur dès la première manche de la primaire PS. Avec 66,14 % des voix, le fondateur de Place Publique a plié le match, loin devant ses adversaires. Arrivé deuxième (mais avec un score insuffisant pour imposer un second tour), Olivier Faure a obtenu 14.48 % des suffrages, devant Ségolène Royal (7,62 %), Emmanuel Maurel (5,92 %) et Jérôme Guedj (5,38 %).

140 000 personnes s'étaient inscrites pour voter, et 120 587 suffrages ont été exprimés au total (selon les chiffres communiqués par la commission d'organisation). Raphaël Glucksmann, élu dès le premier tour avec 66,13 % des voix (soit 79 613 votes).

Qui a participé à ce vote ?

Militants et inscrits par formation

Selon les chiffres communiqués par l'organisation de la Primaire du Parti Socialiste et de Place Publique :

• Parti socialiste (PS) : 68 047 membres à jour de cotisation (dont 31 030 militants et sympathisants inscrits spécifiquement). "*37 017 sympathisants socialistes sont inscrits pour voter*" précisait lcp.fr le 6 octobre 2026.

• Place publique (PP) : 28 456 personnes inscrites via le mouvement de Raphaël Glucksmann.

• Autres : 1 084 inscrits via la GRS (Gauche républicaine et socialiste) et 42 695 inscrits directement sur la plateforme « *Choisir 2027* » sans affiliation partisane.

L’essentiel est ailleurs.

Une large part de votants n'étaient pas issus des partis politiques organisateurs et se sont inscrits sur une plateforme dédiée, par conséquent le corps électoral était largement inconnu.

Question : Comment le candidat de Place publique a-t-il pu passer de 28 456 à 79 613 votes, et comment les 4 candidats du PS sont passés de 37 017 à seulement 40 276 votes, ce qui signifie que presque la totalité des 42 695 qui s'étaient inscrits hors de ces partis ont voté Glucksmann.

Question : Qui avait intérêt à ce que ce soit lui qui l'emporte sinon Macron et les macronistes. Avec la complicité de tous les candidats du PS, du PS tout entier.

Ils ne s'en cachaient même pas tellement c'était gros. Leur vœu s’est réalisé, incroyable !

Primaire du PS : Les résultats attendus vers 18 heures, Glucksmann désigné dès le premier tour ? - 20 Minutes avec AFP 11 octobre 2026

Glucksmann espère l'emporter dès le premier tour.

L'eurodéputé table sur ses nombreux soutiens au sein du PS (notamment les chefs des deux groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat), en plus de ses partisans de Place publique.

Face à lui, le patron du Parti socialiste Olivier Faure fait figure de challenger. Faure compte sur le patriotisme de parti pour l'emporter, mais n'est crédité dans les sondages que de 3 à 5 % des voix... 20 Minutes avec AFP 11 octobre 2026

Glucksmann le néolibéral, entouré de macronistes, tous le savaient.

Lors du premier tour de cette primaire, selon Olivier Faure (PS) sur franceinfo, un candidat défendrait "*une option centriste*", Raphaël Glucksmann. - BFMTV 8 octobre 2026

- Si le LR François-Xavier Bellamy devait voter à la primaire du PS, à qui irait sa voix ? « *Je voterais Raphaël Glucksmann* », a répondu l'intéressé lors de son interview sur BFM ce dimanche. 20minutes.fr 27 septembre 2026

- Ce lundi 7 septembre dans la soirée, lors du rassemblement pour la mise en place d'une loi intégrale contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants place Vendôme à Paris, le député européen, candidat à la primaire du PS, a été pris à partie par plusieurs manifestantes.

D'abord par une femme, qui lui a reproché d'être venu pour les caméras, l'accusant d'une forme de récupération. Puis par une autre, membre du syndicat FSU, qui a critiqué son positionnement politique. « *Dans votre équipe de campagne il y a plein de macronistes. Vous vous présentez comme le candidat de la rupture... Mais ce n'est pas possible !* », lui a-t-elle lancé. Une critique récurrente pour Raphaël Glucksmann, qui s'est entouré ces derniers mois d'ex-figures proches d'Emmanuel Macron, comme Aurélien Rousseau, Sacha Houlié ou Marguerite Cazeneuve. HuffPost 8 septembre 2026

- Le HuffPost a rappelé que Raphaël Glucksmann était le représentant d'une gauche dite « *sociale-libérale* », lire, sociale-néolibérale-impérialiste.

La France insoumise. « *Le PS ne s'est pas remis des 1,75 % d'Hidalgo. Il sort ce soir de la scène politique nationale en ne présentant pas de candidature issue de ses rangs à la présidentielle* », a commenté le député LFI Paul Vannier, qui estime que Raphaël Glucksmann est désormais « *prétendant au leadership au sein du bloc macroniste* ». HuffPost 12 octobre 2026

Décryptage.

Faux. En bon macroniste, sa candidature était uniquement destinée à permettre à Edouard Philippe d'accéder au second tour et d'être élu.

HuffPost - Pour autant, le fondateur de Place Publique aurait tort de penser que le plus dur est fait. Car plusieurs batailles bien plus délicates qu'une victoire obtenue dans une primaire fermée, qui plus est avec un corps électoral restreint, l'attendent désormais.

L'unité du PS n'était pas son objectif, c'était de le diviser, de l'affaiblir ou le faire éclater.

Comment celui qui a été dépeint par Olivier Faure et Ségolène Royal en avatar macroniste va-t-il réussir à embarquer tout ce petit monde, dans un contexte où le PS se retrouve pour la première fois de son histoire sans un de ses membres sur la ligne de départ ?

Cet argument est frauduleux, le maintien de sa candidature assure la victoire d'Edouard Philippe.

Au regard des forces en présence, le candidat désigné n'a pas vraiment d'autre choix que de tendre la main aux autres forces de gauche, hors LFI, s'il souhaite accéder au second tour.
La nature sociale de Glucksmann est résumée ici, et personne ne peut le nier: le camp de la réaction.

Raphaël Glucksmann voit dans cette primaire le début d'une "*refondation de la gauche*", avec une rupture claire avec LFI et son leader Jean-Luc Mélenchon. BFMTV 11 octobre 2026

Celui qui entend « *tourner la page du macronisme* » compte dans son entourage le plus proche un ancien ministre d'Élisabeth Borne (Aurélien Rousseau) et un marcheur historique (Sacha Houlié, porte-parole de sa campagne). HuffPost 12 octobre 2026

La jeunesse sacrifiée.

Lu.

Le baromètre le plus récent révèle que 37% des moins de 25 ans se sentent régulièrement seuls, soit un chiffre plus de deux fois supérieur au taux de solitude observé chez les 60-69 ans en France. C'est surtout parmi les jeunes que le sentiment de solitude augmente fortement. Ce phénomène a peu à voir avec un vague sentiment saisonnier lié à «*l'hiver sombre*», comme l'ont démontré les études de Santé publique France : en 2021, un jeune sur cinq âgé de 18 à 24 ans a traversé une période noire — soit le pourcentage le plus élevé de toutes les catégories d'âge en France.

Ces chiffres bouleversants s'expliquent naturellement en partie par l'essor des réseaux sociaux et du monde numérique. Les relations numériques restent des «*formes de relations faibles*», qui ne peuvent en aucun cas remplacer les contacts physiques. Parmi les moins de 25 ans, 55% utilisent les réseaux sociaux plusieurs fois par jour, contre 52% des 25-39 ans — davantage pour s'occuper que pour communiquer avec leur entourage proche. L'écran ne crée donc pas de véritables relations.

Et bien que le sentiment de solitude progresse également dans les zones rurales, comme le montrent les résultats, il demeure plus important dans les villes. Ainsi, 21% des Français vivant à la campagne éprouvent un «sentiment de solitude», contre 28% en milieu urbain.

J-C – Je crois qu'il faut relativiser le contenu de cet article, car il en a toujours été plus ou moins ainsi, pour autant que je me souvienne quand j'étais jeune, il y a de cela plus d'un demi-siècle en arrière. On a habité dans le 9^{e} arrondissement de Paris jusqu'en 1967, puis à Rueil-Malmaison (92).

A Paris, j'étais enfermé au 6^{e} étage sans ascenseur, je ne sortais jamais dans la rue. A Rueil, c'était un quartier pavillonnaire, je me suis mis tout de suite à fréquenter les gosses du quartier, puis d'autres, et je n'ai jamais cessé de me faire de nouvelles relations tout au long de mon adolescence.

La solitude est davantage une question de milieu social et de contexte économique qu'autre chose, de génération aussi, on se lie plus facilement quand on est jeune ou vieux, à condition de ne pas être devenu aigri ou de ne pas détester la terre entière !

Macron et l'UE vous prennent vraiment pour des « *naïfs* », autant dire pour des cons !

L'accord Poutine-Trump «*illustre toute la naïveté des dirigeants de l'UE*», regrette Robert Fico - RT 11 oct. 2026

Soulignant que l'Amérique «*défend ses intérêts*», le Premier ministre slovaque a fustigé sur Facebook «*la naïveté des dirigeants*» européens. «*Pendant ce temps, ici dans l'UE, en guise de récompense pour une politique de guerre hostile, des sanctions et des leçons de morale, nous payons le diesel trois euros le litre, voire risquons la pénurie.* » RT 11 oct. 2026

Le secrétaire américain au Trésor accuse les Européens d'hypocrisie face à la Russie et rappelle qu'ils continuent d'acheter du gaz et du pétrole russes - RT 11 oct. 2026

Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a accusé les Européens d'hypocrisie pour leurs critiques envers les accords entre Moscou et Washington. Il a souligné que les pays européens continuaient d'acheter du gaz et du pétrole russes, affirmant qu'ils avaient versé davantage d'argent à la Russie qu'à l'Ukraine depuis 2022. RT 11 oct. 2026

J-C – Je soupçonne plus d'un Français de s'en foutre, du moment qu'il peut encore remplir le réservoir de sa bagnole.

C'est l'état d'esprit qui prévaut en général en Occident. Le niveau de conscience politique ne vole guère plus haut, au risque de contredire Mélenchon qui n'a jamais manqué de rien tout au long de ses 75 ans d'existence, sauf de ce qui aurait pu faire de lui un révolutionnaire et un socialiste.

Ils se prennent bien pour les maîtres du monde, et dictent leurs lois racistes à tous les Etats avec leur complicité.

J-C – Voulez-vous dire par là que les mesures ou directives de l'Etat juif d'apartheid s'appliqueraient en France ? Effectivement, c'est le cas.

Air France applique une restriction israélienne visant des pilotes originaires de pays musulmans - RT 11 oct. 2026

Air France se retrouve au cœur d'une polémique après avoir appliqué une directive israélienne limitant l'accès à certains vols vers Tel Aviv pour des membres d'équipage selon leur nationalité. Selon Mediapart, la mesure concernerait 31 nationalités, principalement issues de pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec Israël. Parmi les États explicitement cités figurent l'Algérie, la Tunisie, l'Iran et le Pakistan. La restriction s'appliquerait également aux salariés binationaux français possédant l'une de ces nationalités.

Concrètement, certains pilotes et personnels navigants peuvent être écartés des rotations vers Israël alors même qu'ils exercent depuis des années au sein de la compagnie française. Air France explique de son côté qu'elle ne fait qu'appliquer les exigences de sûreté imposées par les autorités israéliennes aux compagnies étrangères desservant l'aéroport Ben-Gourion. Les informations sur les équipages doivent être transmises en amont et peuvent donner lieu à un refus d'entrée ou d'affectation.
La controverse porte donc moins sur une initiative propre à Air France que sur la manière dont une règle étrangère est appliquée à des salariés français.

Le critère officiel n'est pas la religion mais bien la nationalité. Dans les faits, cependant, de nombreux pays visés sont à majorité musulmane, ce qui alimente le malaise et la dimension politique du dossier. RT 11 oct. 2026

Annulation de la dette des Etats !

Lu.

La dette des pays en développement n'est plus seulement une ligne dans un tableau Excel. Elle devient, dans certains États, une véritable machine à confisquer la souveraineté. Selon Development Finance International, le service de la dette absorbe désormais en moyenne 45% des recettes publiques dans le Sud global et jusqu'à 70% dans les pays à faibles revenus. À ce niveau, que reste-t-il réellement à décider ? Quand près de la moitié, voire plus des deux tiers, des recettes d'un État partent avant même d'avoir financé les écoles, les hôpitaux, les routes ou l'énergie, le gouvernement ne choisit plus librement ses priorités. Il administre d'abord les exigences de ses créanciers.

C'est dans ce contexte explosif que s'ouvrent le 12 octobre à Bangkok les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Ministres des Finances et banquiers centraux se retrouvent alors que les marchés obligataires sont sous pression, que le coût de l'argent reste élevé et que la guerre au Moyen-Orient accentue encore les tensions économiques. À cela s'ajoutent les énormes besoins de financement des États-Unis. Les grandes puissances peuvent absorber une partie de ces chocs. Les pays déjà étranglés par leur dette, eux, disposent de beaucoup moins de marge. Pour eux, quelques points supplémentaires de taux peuvent signifier moins d'écoles, moins d'investissements et davantage d'austérité.

Le mécanisme est brutal. Des pays situés à des milliers de kilomètres des États-Unis restent directement exposés aux décisions prises à Washington. Quand les taux américains montent, refinancer une dette en dollars devient plus coûteux. Quand le dollar s'apprécie, la facture extérieure peut encore s'alourdir. Tous les emprunts ne réagissent évidemment pas de la même manière, mais le rapport de force est évident : la Réserve fédérale décide pour l'économie américaine, et une partie du Sud global encaisse les conséquences sans avoir la moindre voix au chapitre. Voilà à quoi ressemble concrètement une dépendance monétaire.

Sur le papier, les mécanismes de secours existent. Le G20 a créé en 2020 le Cadre commun, avec le Club de Paris et l'appui du FMI et de la Banque mondiale, pour restructurer les dettes des pays en difficulté. Dans la réalité, les procédures traînent, les créanciers se renvoient la facture et les négociations peuvent durer des années. Les investisseurs privés défendent leurs intérêts, les institutions multilatérales bénéficient généralement d'un statut privilégié et, pendant que tout ce

petit monde négocie, ce sont les budgets publics des pays débiteurs qui encaissent l'ajustement. La dette est restructurée dans les salles de conférence. Les sacrifices, eux, sont imposés dans les rues.

La présidence américaine du G20 en 2026 n'a d'ailleurs pas placé cette question au sommet de ses priorités. Washington préfère insister sur la croissance mondiale au moment même où ses propres besoins de financement et les conséquences économiques des conflits internationaux contribuent aux tensions qui traversent les marchés. C'est toute l'ironie du système : les États les plus puissants peuvent prendre des décisions dont les effets se diffusent partout, tandis que les pays les plus fragiles doivent ensuite s'adapter à des conditions qu'ils n'ont jamais choisies.

Place à la lutte de classe des peuples pour leur émancipation, place au socialisme !

Lu.

L'Union européenne est le théâtre d'une véritable révolte sociale.

Les partis politiques au pouvoir et leurs politiques économiques font l'objet d'un mépris manifeste, alors que les manifestations publiques et les grèves s'intensifient dans de nombreux pays.

Manifestations, marches de masse et grèves se propagent dans toute l'UE, en France, Belgique, Espagne, Italie, Allemagne, Irlande, Portugal et ailleurs. Les griefs sont variés : des étudiants et enseignants qui dénoncent des services éducatifs déplorables aux professionnels de santé et aux travailleurs des transports qui protestent contre des salaires de misère et des coupes dans les retraites.

Mais au cœur de ces revendications, on peut identifier un système belliciste et déshumanisant, fondé sur les inégalités capitalistes.

Le coût de la vie insupportable pour subvenir aux besoins fondamentaux, de l'alimentation au logement, pousse des millions de gens dans la rue, poussés par le désespoir et la colère face à l'absence de réponse politique adéquate à leurs préoccupations. Comme l'a déclaré un étudiant français :

«*Trop jeune pour être écouté, assez vieux pour être aspergé de gaz lacrymogène*».

L'ensemble du système politique est discrédité par son dysfonctionnement et son indifférence face aux besoins humains les plus élémentaires. Et le plus révoltant dans tout ça, ce sont les mensonges des dirigeants de l'élite et de leurs médias de propagande sur la «défense nationale et la menace de guerre émanant de la Russie».

En Espagne, cette semaine, une femme fragile de 87 ans, Maricarmen, est morte à l'hôpital après avoir été expulsée de son logement à Madrid parce qu'elle ne pouvait pas payer l'augmentation exorbitante de son loyer. Son sort a fini par galvaniser une manifestation nationale contre la crise du logement en Espagne, une crise qui touche tous les pays européens. Les manifestants ont crié avec fureur que cette pauvre femme a été «*assassinée par l'État et les grandes entreprises*».

En France, la brutalité de la police face aux manifestations étudiantes a choqué la nation et le monde entier. Près de 7000 jeunes ont été arrêtés, tandis que la police anti-émeute a tiré des gaz lacrymogènes et des balles sur des rassemblements pour l'essentiel pacifiques. Les étudiants

rassemblés place de la Bastille à Paris et dans d'autres villes jurent qu'ils ne céderont pas. Un étudiant a eu l'avant-bras arraché par une grenade assourdissante de la police, tandis qu'un adolescent a perdu un œil à cause d'une balle en caoutchouc tirée à bout portant et un autre toute ses dents après un tir policier en plein visage.

C'est sur la place de la Bastille que la Révolution française s'est manifestée en 1789 contre une aristocratie haïe, dans un contexte de misère abjecte. Aujourd'hui, les tensions s'intensifient vers une nouvelle rébellion historique, inspirant cette fois encore des mouvements similaires à travers l'Europe.

Ces manifestations et les souffrances inhumaines sous-jacentes suscitent des soulèvements dans toute l'Union européenne.

On ressent clairement que les populations, en masse, en ont assez de décennies d'inégalités et de privations chroniques infligées par des politiques capitalistes qui enrichissent une minorité et sont imposées par des gouvernements servant servilement les intérêts du capital au détriment des besoins de la majorité des citoyens.

Les médias occidentaux évoquent des gouvernements «à court d'argent», sous la pression des marchés obligataires pour réduire des niveaux d'endettement records, tandis que les salariés, étudiants et retraités réclament davantage d'investissements publics et un allègement de leurs difficultés économiques.

Cette description partielle du problème est trompeuse. Elle omet en effet le contexte crucial qui voit les gouvernements européens consacrer d'énormes ressources économiques au militarisme et à la guerre par procuration menée en Ukraine contre la Russie. Voilà la cause réelle de la «*situation financière précaire*» de ces gouvernements. En d'autres termes, leurs difficultés budgétaires déclarées relèvent d'un choix politique, et non d'un mystérieux dilemme.

La crise sociale qui balaye l'Europe se manifeste également aux États-Unis et dans d'autres pays alignés sur l'Occident avec en toile de fond un système économique défaillant qui n'assure plus le minimum de conditions de vie acceptables. Ce problème s'est installé depuis des décennies sous l'effet de l'accroissement des inégalités et de l'affaiblissement de la représentation politique. Aujourd'hui, les États occidentaux, contrôlés par des oligarchies d'entreprises, font même douter de leur identité démocratique.

Néanmoins, la crise sociale que traverse l'Europe a été exacerbée et amplifiée par les dirigeants politiques européens qui ont engagé une guerre sans merci contre la Russie.

L'Union européenne a injecté des centaines de milliards d'euros en Ukraine ces quatre dernières années pour soutenir un régime néonazi dirigé par une dictature corrompue — dans le seul but de vaincre la Russie. Les dirigeants de l'UE — dont beaucoup de non-élus, comme Ursula von der Leyen, Kaja Kallas et António Costa — sont motivés par une russophobie obsessionnelle, mais elle n'explique qu'en partie la situation.

D'autres dirigeants élus, comme le Français Macron et l'Allemand Merz, sont aussi dénoncés pour leur élitisme et leurs délires de grandeur. Merz déclare vouloir faire de l'Allemagne la première puissance militaire d'Europe, faisant preuve d'une surdité totale face aux problèmes économiques et sociaux de son pays et aux implications historiques inquiétantes de la résurrection de l'Allemagne nazie. Et alors que son gouvernement enchaîne les défaites électorales, les élites européennes

traitent les électeurs allemands de «*faibles*» parce qu'ils osent voter pour des partis opposés à la guerre contre la Russie.

Les raisons du mépris généralisé à l'échelle européenne à l'égard des partis au pouvoir sont nombreuses. Inégalités, pauvreté, chômage, flambée du coût de la vie, baisse des salaires, dégradation des services publics. L'immigration incontrôlée qui accentue la pression sur des ressources publiques insuffisantes est une autre source de mécontentement. La complicité de l'Europe dans la guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniens, ainsi que sa complicité dans l'agression de Trump contre l'Iran, le Yémen, Cuba, etc., constituent d'autres facteurs.

Cependant, le discours fallacieux selon lequel les gouvernements seraient «à court d'argent» suscite un immense mécontentement dans l'opinion publique. Les ressources économiques ne manquent pas pour répondre aux besoins de la population. Mais dans le système capitaliste actuel, qui donne la priorité à l'enrichissement d'une infime élite, ces ressources ne sont tout simplement pas mises au service de la création de sociétés justes et humaines.

Les «*restrictions budgétaires*» et «*l'austérité imposée aux masses*» sont le résultat de politiques délibérées de militarisme et d'attisement d'une guerre par procuration en Ukraine.

Les «*dirigeants*» européens et leurs lobbyistes de l'OTAN, comme Mark Rutte, réclament des centaines de milliards d'euros pour relancer les industries militaires, tout en exigeant dans le même temps des coupes draconiennes dans les dépenses publiques et la protection sociale pour financer ce militarisme irresponsable. L'UE «*prête*» 90 milliards d'euros supplémentaires rien que pour les deux prochaines années, dans le seul but de soutenir le régime corrompu de Kiev pour qu'il puisse poursuivre sa guerre insensée contre la Russie. Cette logique perverse est dictée par le complexe militaro-industriel et ses investisseurs privés. Elle est aussi motivée par un état d'esprit idéologique et propagandiste qui diabolise la Russie en la présentant comme l'ennemi. Le président Poutine et d'autres voix russes ont déclaré à maintes reprises ne pas souhaiter déclencher de guerre avec l'Europe. Ils affirment que le conflit en Ukraine a des causes profondes qui ne peuvent être résolues que par la voie diplomatique. Pourquoi les responsables politiques européens s'opposent-ils avec tant d'acharnement à la paix ?

L'un des principaux facteurs tient à la volonté de masquer l'échec politique et économique interne du système européen. Les économies de l'UE, à l'instar de celles des États-Unis et d'autres pays occidentaux, sont des dystopies en faillite incapables de répondre aux besoins sociaux et démocratiques. Cet échec a été aggravé par les coûts de la guerre en Ukraine.

Cet échec est criminel et fatal pour les responsables politiques et les gouvernements qui ont supervisé ces politiques. Ainsi, la classe politique, y compris les médias de propagande, ne peut admettre le caractère criminel de ses politiques.

Face à leurs propres contradictions internes, les élites politiques européennes cherchent une solution en qualifiant la Russie d'ennemi extérieur. C'est le même modus operandi auquel les dirigeants européens ont eu recours depuis plus d'un siècle, provoquant ainsi deux guerres mondiales.

Ces responsables politiques criminels et leur système économique dysfonctionnel prônent à nouveau la guerre comme plan de sauvetage pour leur survie, au prix de millions de vies et au risque de déclencher une troisième guerre mondiale qui, cette fois-ci, pourrait être synonyme de catastrophe nucléaire.

Que pratiquement tous les gouvernements européens, y compris et surtout le gouvernement britannique, ne revendiquent ni diplomatie ni règlement politique avec la Russie est accablant. Ils sont déterminés à mener cette guerre contre la Russie pour se décharger des ravages économiques dont ils sont responsables.

Toutefois, un point positif réside en ce qu'un nombre croissant de citoyens démasquent leur duplicité et leurs mensonges. Une pancarte brandie par un étudiant allemand a parfaitement résumé la situation :
«*Nous ne mènerons pas vos guerres… De l'éducation, pas des bombes !»*

L'heure de vérité est imminente. Les dirigeants politiques criminels et leur système belliciste sont exposés comme jamais auparavant, exigeant une révolte totale comme seule réponse appropriée. Et cette fois, les conséquences ne pourront pas être externalisées. Comme l'a dit un jour Malcolm X, «*on récolte ce qu'on sème*».

J-C - Cette analyse rédigée par un opposant au socialisme finit forcément comme toutes les autres du même type. Méfiez-vous de cette radicalité de façade, car finalement il vous appelle à vous subordonner au capitalisme et non à le renverser.

Pour son auteur l'impossibilité de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de la population ne résiderait pas dans la nature du régime économique, mais dans l'orientation politique des représentants des Etats, il suffirait donc d'en changer le personnel sans procéder à un changement de régime économique et le tour serait joué. Sauf qu'en réalité, cela n'a jamais fonctionné et ne fonctionnera jamais, parce que le problème est ailleurs, dans la nature du capitalisme, dans ses fondements et ses contradictions.

Il faut aller du côté du marxisme pour avoir l'explication correcte :

- La baisse du taux de profit démontre précisément que le capital voit baisser son taux de rentabilité social moyen, donc ses indices de croissance de la production. Cela démontre qu'il est lui-même de moins en moins capable d'accroître l'efficacité du travail humain, qui n'est pas pour lui le but, subordonné qu'il est au rendement du capital, de sorte qu'il ne se pose même pas l'accroissement des forces productives comme idéal suprême. **En période de crise, le capital se bloque, non parce que la production est incapable de croître encore, mais parce que la rentabilité du capital (son taux de profit) est tombée à zéro, déterminant aussi l'effondrement de la masse de ce capital.**

En somme, la masse croissante de la production masque précisément la baisse tendancielle du taux de profit, donc du rendement du capital – et c'est dans la crise générale que masse et taux chutent tous deux. En période de croissance ou d'accumulation élargie du capital, la masse de la production évolue en raison inverse de son taux d'accroissement : la première augmente, tandis que la seconde baisse, et avec lui l'autre rapport qu'est l'efficacité du travail par rapport à la masse produite. Le capitalisme se tire de ce dilemme en mettant sans cesse des pays nouveaux dans le circuit de la production bourgeoise, ce qui freine la baisse du taux moyen social de profit, en permettant un accroissement de la productivité – donc pour le capital une augmentation de la plus-value – par rapport aux conditions antérieures. Mais désormais, ce mouvement touche à son terme : le capital a fait le tour du monde et industrialisé autant – et même plus, cf. inflation –que ne lui permet son mode de production inégal – et c'est la crise générale qui pousse à la guerre de destruction ou à la révolution, voire aux deux à la fois. (page 146)

Une anthologie de Marx-Engels sur : La dictature du prolétariat par Roger Dangeville - 1979

(Cet ouvrage figure dans la bibliothèque du mouvement ouvrier qui a été mise à jour hier grâce au camarade Didier.)

Facile à lire et à comprendre.

Le marxisme présente cet avantage incontestable sur toute autre méthode pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, c'est qu'il repose sur les faits et leurs enchaînements, de sorte que tout devient compréhensible, lisible, audible, transparent à la première lecture, vous pouvez aborder n'importe évènements ou domaine scientifique avec la même sérénité.

C'est particulièrement vrai avec les maîtres du marxisme qu'étaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky, pour tous les autres il faut relativiser ou faire preuve de prudence, de toutes manières on s'en aperçoit immédiatement.

J'ai lu et relu des passages de Roger Dangeville totalement incompréhensibles par exemple. Aussi, vaut mieux dans la mesure du possible lire les ouvrages des maîtres et non ceux de leurs disciples, comme avec la philosophie en somme, on y voit plus clair et on ne perd pas son temps, au moins on apprend quelque chose et on progresse.

Niger.

Niger : le Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie fait le bilan de sa 3e année d'existence – RT 11 oct. 2026

Le bilan de l'« An 3 » du Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP), présenté le 10 octobre par son comité de gestion, a fait état de la mobilisation de plus de 38,4 milliards de francs CFA (plus de 65,6 millions de dollars) entre le 11 octobre 2025 et le 10 octobre 2026, portant la mobilisation totale depuis la création du Fonds, en octobre 2023, à plus de 71,2 milliards de francs CFA (plus de 121,6 millions de dollars). Sur ce dernier chiffre, plus de 11,7 milliards de francs CFA (soit 16,6 %) proviennent de contributions volontaires, alors que plus de 59,4 milliards de francs CFA (soit 83,4 %) ont été obtenus par prélèvements institutionnalisés.

Selon la présidente du FSSP, Réki Moussa Hassane Djermakoye, un total de plus de 58,8 milliards de francs CFA (soit plus de 100,5 millions de dollars et 82,6 % des ressources totales mobilisées) ont été investis durant les trois années dans le cadre du renforcement des capacités d'intervention des forces de défense et de sécurité (FDS) engagées dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité. Réki Moussa Hassane Djermakoye a d'ailleurs souligné que le FSSP « *est un instrument qui a été mis en place par les plus hautes autorités afin de participer à la quête de notre souveraineté. D'abord sur le plan sécuritaire, ensuite sur le plan alimentaire, puis sur le plan économique* ».

La présidente du FSSP a précisé qu'au titre de l'An 3, un montant de plus de 41,08 milliards de francs CFA (soit plus de 70,2 millions de dollars) a été investi dans « *29 grandes acquisitions* » comportant des achats de « *moyens roulants* », incluant 343 véhicules de tout type et 4 928 motos. Les dépenses englobent aussi des « *armements et munitions, infrastructures d'industrie de défense, aménagements de sécurisation de sites stratégiques, actions de renforcement des capacités, pièces détachées et lubrifiants, et autres équipements de sécurité* », a-t-elle détaillé.

Dans le cadre de l'initiative du gouvernement pour produire localement l'essentiel des besoins indispensables à l'autonomisation industrielle en général et à l'industrie de défense du pays en

particulier, le FSSP a financé plusieurs projets structurants, dont une usine de montage, de transformation et de blindage de véhicules militaires, de fabrication des pièces, de maintenance lourde et d'un centre de formation. Deux autres ateliers de maintenance, de montage et de soutien logistique en régions et un troisième atelier de confection d'équipements militaires (équipements de protection individuelle, équipements individuels du soldat, etc.) ont également été créés à la Direction centrale des matériels, entre autres structures.

Dans le domaine civil, plus de 1,9 milliard de francs CFA (soit plus de 3,2 millions de dollars) ont été investis dans le financement de quatre nouveaux projets. « *Il s'agit du projet de promotion du riz local, du projet d'appui à la mobilisation générale, du projet d'insertion professionnelle de 1 000 jeunes diplômés, et du projet de mobilisation citoyenne* », a indiqué Réki Moussa Hassane Djermakoye. Deux autres projets en cours ont été financés. Il s'agit du projet de réhabilitation des aménagements hydroagricoles de la CDA dans la région de Diffa et de celui du développement de la filière poisson frais dans les régions de Diffa, Niamey, Maradi et Zinder.

Les frais de fonctionnement du FSSP n'ont utilisé que 0,9 % des ressources réunies en l'An 3, alors que la loi autorise un taux allant jusqu'à 3 % des ressources.

J-C – Je précise, que les prédécesseurs des dirigeants actuels des trois pays de l'Alliance des Etats du Sahel avaient gravement négligé le budget de la Défense de leur pays se reposant sur l'impérialisme français pour assurer leur souveraineté et leur sécurité, d'où l'incapacité des autorités actuelles à lutter efficacement contre le terrorisme pour garantir l'intégrité de leur territoire après qu'ils eurent viré les Français, ces derniers finançant et armant des hordes de mercenaires pour tenter de revenir piller ses pays…

Mali.

Mali : un haut responsable accuse le renseignement militaire ukrainien de soutenir des groupes terroristes opérant dans le pays - RT 11 oct. 2026

Le vice-président de la commission nationale de la défense, Fousseynou Ouattara, a accusé le renseignement militaire ukrainien et des mercenaires de Kiev d'avoir soutenu des groupes terroristes au Mali. Ces groupes, selon lui également armés par des puissances coloniales, sont visés depuis avril par une offensive de l'armée visant à les éliminer. RT 11 oct. 2026

Centrafrique.

Centrafrique : l'armée et les spécialistes russes déjouent une offensive de groupes armés dans le nord-est du pays - RT 11 oct. 2026

Les Forces armées centrafricaines (FACA), en coopération avec des spécialistes militaires russes, ont déjoué une tentative d'offensive dans le nord-est de la République centrafricaine (RCA). Dans un communiqué daté du 10 octobre, le ministère centrafricain de la Défense confirme une opération préventive menée dans la préfecture de la Vakaga pour neutraliser une menace imminente contre le territoire national.

Selon le ministère, les services de renseignement centrafricains surveillaient les préparatifs de mercenaires étrangers dans la zone frontalière avec le Tchad et le Soudan. La menace étant devenue imminente, les autorités ont décidé d'intervenir. De son côté, la Communauté des officiers pour la sécurité internationale (COSI) précise que cette offensive se préparait depuis deux mois et visait les préfectures de la Vakaga et de la Bamingui-Bangoran.

L'attaque, prévue pour la seconde moitié d'octobre, devait mobiliser jusqu'à 1 300 combattants, selon la COSI.
Le travail conjoint de l'état-major des FACA et des spécialistes militaires russes a permis de localiser précisément les zones de concentration des groupes armés, selon la COSI. Ces renseignements ont conduit au lancement, le 10 octobre, d'une opération aérienne et terrestre dans la zone frontalière de Nabagay-Tissi, dans la préfecture de la Vakaga.

D'après le bilan communiqué par la COSI, les affrontements ont fait plus de 60 morts et blessés parmi les combattants adverses. Les forces restantes ont été dispersées et des recherches ont été engagées pour retrouver leurs membres. Le ministère de la Défense confirme, de son côté, la neutralisation des forces ennemies à la suite de frappes aériennes et d'opérations terrestres coordonnées.

Sur les lieux des combats, des éléments reliant les assaillants au Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) auraient été découverts, selon la COSI. L'organisation fait également état de la saisie d'une importante quantité d'armes de fabrication occidentale.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 13 octobre 2026

Si vous placez votre destin dans un bulletin de vote, on n'en donne pas cher, de votre destin. Quant au morceau de papier, vous feriez mieux de l'économiser et de vous en servir aux toilettes, vous qui avez la chance d'en avoir, pas mes voisins à Trichitrambalam au Tamil Nadu !

Désolé, on ne vit pas dans le même monde, bien que, tant que le capitalisme tiendra chez vous, nous continuerons d'être livrés à l'esclavage et de vivre dans la précarité quasi absolue, je parle au nom des peuples opprimés du Sud, soit les quatre cinquièmes de la planète.

Ne comptez que sur vous-même, organisez-vous, militez, partagez vos idées, confrontez-les aux autres.

Vous serez heureusement surpris de constater que de nombreux travailleurs et jeunes partagent en partie vos idées ou vos goûts, c'est beaucoup mieux que d'être seul dans son coin à ruminer devant un écran ou à juger aveuglément les autres, à en penser du mal…

C'est une excellente thérapie contre le stress, l'ennui, la solitude, et aussi la connerie humaine ! Le bonheur, c'est avant tout les autres, sans eux, nous ne sommes rien, nous ne pouvons rien faire, alors si on ne les supporte pas, c'est qu'on a un problème et non eux. L'univers, la nature, le monde, la société, les hommes n'ont cessé de progresser depuis la nuit des temps, pourquoi voudriez-vous que cela cesse soudainement ?

Voter Glucksmann, c'était voter Macron, c'était voter Philippe.

Ce scrutin était truqué et ils font tous semblant de l'ignorer. "*On les a fumés !*"

J-C - Pourquoi, devinez ? Parce qu'ils sont complices. Ils auront tout fait pour faire élire Edouard Philippe, le candidat officiel du groupe Bilderberg. Et ce n'est pas fini. Si Edouard Philippe s'effondrait ou si sa candidature ne parvenait pas à prendre au profit de Mélenchon, ils se déchaîneraient, on a encore rien vu. Et n'oublions pas que nous sommes dorénavant sous un régime fascisant.

Comment expliquer la large victoire de Raphaël Glucksmann à la primaire de la gauche ? - France Info 12 octobre 2026

"*On les a fumés !*" Sur la terrasse du bar du quartier de Belleville transformé en quartier général des soutiens de Raphaël Glucksmann, à Paris, un militant laisse éclater sa joie.

Pour les proches d'Olivier Faure, l'écart de plus de 60 000 voix avec le vainqueur ressemble à une gifle. "*C'est une branlée, on s'est fait rouler dessus. Il va falloir plusieurs jours pour digérer ça*", souffle l'un d'entre eux, encore sonné.

Selon nos informations, le scénario d'une défaite au premier tour d'Olivier Faure a été étudié lors d'une réunion de ses soutiens, dimanche midi, mais une telle déroute n'avait pas été envisagée. De l'autre côté, chez Raphaël Glucksmann, la joie s'accompagne d'une forme d'étonnement, après avoir récolté les deux tiers des suffrages dès le premier tour. "*On ne s'attendait pas à ça. Mais n'écrivez pas qu'on est surpris !*", glisse-t-on dans les rangs de Place publique

Au vu de son score, le président de Place publique n'a pas non plus pâti auprès du corps électoral des doutes sur sa capacité à endosser le costume du candidat à la présidentielle. Une critique régulièrement répétée dans le camp d'Olivier Faure, mais appuyée par certains en interne. "*Ce n'est pas une machine de guerre. Il est nul*", raillait même fin septembre un élu qui le soutient pourtant officiellement.

Dans les différentes enquêtes d'opinion menées depuis l'officialisation de sa candidature, fin août, le patron du PS était très souvent mesuré à moins de 5% d'intentions de vote, alors que l'eurodéputé venu du monde intellectuel rassemble régulièrement entre 10% et 13% d'intentions de vote.

Les chiffres des sondages sont à prendre avec prudence à six mois du premier tour de l'élection présidentielle, mais ils auraient donc convaincu une large majorité de votants plus intéressés par la perspective de jouer un rôle dans la présidentielle que par la vie d'un parti rompu aux batailles internes. France Info 12 octobre 2026

J-C - Quelle comédie, pathétique ! Vous aurez remarqué que personne ne se pose la question de savoir pourquoi la quasi-totalité des électeurs hors PS et PP ont voté Glucksmann, d'où venaient-ils, qui étaient-ils ? Les membres de la réaction ont une conscience de classe, ils sont très disciplinés quand il le faut, ils n'ont pas besoin qu'on leur donne des ordres ou qu'on les prenne par la main pour faire ce qu'ils ont à faire, c'est presque inné chez eux, foncièrement antisocial ou antisocialiste, ils se sont sentis concernés par ce scrutin, il fallait que le candidat le plus réactionnaire l'emporte.

Au sein du PS (ou parmi ses sympathisants), qui est un parti de droite social-néolibéral-impérialiste, réactionnaire, un certain nombre ont dû avoir le même réflexe, voter Gluksmann, pour eux c'était faire barrage à Mélenchon, leur ennemi, même s'il incarne de façon très déformée le socialisme, en fait la classe ouvrière, car le PS est un parti bourgeois.

Glucksmann l'a dit lui-même, l'ennemi, c'est Mélenchon et personne d'autre :

France Info - Raphaël Glucksmann affirme que son score clôt le débat à gauche sur une alliance avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Après avoir fait campagne sur la rupture avec La France insoumise, Raphaël Glucksmann affirme que son score clôt le débat à gauche sur une alliance avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Olivier Faure, plus ouvert à cette idée, "*n'est plus majoritaire au sein de son propre parti (...) et il n'y aura plus d'alliance avec LFI, ça a été tranché par plus de 66% des gens qui sont venus participer à cette primaire*", a-t-il insisté lundi matin sur France Inter.

Si la question est une ligne rouge pour Raphaël Glucksmann, un proche lui conseille toutefois de ne pas trop insister sur ce point : "*Je lui ai dit de ne pas dire qu'il ne voulait plus d'alliance avec LFI, mais au contraire qu'il a besoin de tous les électeurs de gauche*." France Info 13 octobre 2026

Voilà comment ils comptent manipuler et tromper les électeurs.

Ou encore, cette fois au PS :

France Info - "*Si demain Les Ecologistes et les communistes se retirent, on passe devant Jean-Luc Mélenchon*", croit même un élu socialiste pro-Glucksmann. France Info 13 octobre 2026

J-C - La social-démocratie déjà dégénérée du temps de Engels, puis de Lénine, a cessé d'être un parti ouvrier-bourgeois depuis près d'un siècle. Bien entendu, ses dirigeants ont entretenu l'illusion le plus longtemps possible, pour se faire ils ont bénéficié de la complicité des différents courants trotskystes tout aussi décomposés qui leur assuraient une caution de gauche (notamment dans les syndicats) que le PS était incapable d'incarner, ils l'ont porté à bout de bras pendant plus d'un demi-siècle jusqu'à nos jours sans jamais l'abandonner complètement.

Ensemble avec les staliniens, ils auront été les principaux fossoyeurs du socialisme, et ils partagent la responsabilité de la situation actuelle du mouvement ouvrier, qui ne survit que grâce à résistance de la classe ouvrière et à l'engagement sincère de milliers de militants.

J'ai lu ce matin dans un autre article de FranceInfo :

- Place publique (qui revendique près de 3 000 adhérents) ou ayant décidé de participer sans adhésion moyennant la somme de 15 euros. France Info 13 octobre 2026

J'ai voulu le vérifier en questionnant l'IA de Google, cette info était foireuse évidemment, je le savais :

IA - Le chiffre de 3 000 adhérents ne correspond pas à la réalité du parti en octobre 2026. Porté par la dynamique de la campagne, Place publique a vu son nombre d'adhérents grimper de 9 491 fin août à plus de 17 000 membres fin septembre, profitant d'une forte dynamique de recrutement à l'approche du scrutin. (Source : liberation.fr 23 septembre 2026)

Libération - Il y a un mois, le petit parti de l'eurodéputé comptait 9491 adhérents. Aujourd'hui, ce nombre a grimpé à 17 343. Avec l'ambition affichée d'atteindre, in fine, les 20 000 membres. De son côté, la GRS de Maurel revendique environ 2000 cartes. Quant au PS, lors de son congrès de 2025, il comptait près de 40 000 militants. (la suite était réservée aux abonnés dont je ne suis pas évidemment.) liberation.fr 23 septembre 2026)

BFMTV - Le nombre d'inscrits à Place publique a bondi, passant de moins de 10.000 à 28.456. Même topo pour le PS qui a vu doubler son nombre d'adhérents, passant de 31.030 cotisants à 68.047 personnes.

Le dispositif, qui permet de participer à la primaire sans être adhérent de PP ou du PS, a aussi fait le plein. 42.695 personnes se sont ainsi inscrites à "Choisir 2027", jetant un flou sur le résultat du scrutin. BFMTV 9 octobre 2026

Confirmation :

IA - Au total, ce sont 68 047 socialistes, 28 456 membres de Place publique et 1 083 militants de la GRS qui se sont retrouvés inscrits d'office et gratuitement pour participer au scrutin aux côtés des 42 695 sympathisants indépendants payants.

BFMTV - Ce samedi 10 octobre à 22h, 107.356 personnes avaient voté lors du premier tour de la primaire du PS et de Place publique, a appris BFMTV auprès de la commission d'organisation de la primaire. BFMTV 10 octobre 2026

HuffPost - Raphaël Glucksmann sort vainqueur dès la première manche de la primaire PS. Avec 66,14 % des voix, le fondateur de Place Publique a plié le match, loin devant ses adversaires. Arrivé deuxième (mais avec un score insuffisant pour imposer un second tour), Olivier Faure a obtenu 14.48 % des suffrages, devant Ségolène Royal (7,62 %), Emmanuel Maurel (5,92 %) et Jérôme Guedj (5,38 %).

140 000 personnes s'étaient inscrites pour voter, et 120 587 suffrages ont été exprimés au total (selon les chiffres communiqués par la commission d'organisation). Raphaël Glucksmann, élu dès le premier tour avec 66,13 % des voix (soit 79 613 votes). HuffPost 12 octobre 2026

J'ai interrogé l'IA de Google pour savoir ce qu'elle pensait de ce bond prodigieux, miraculeux de 20 000 membres à 80 000 votes :

Question - Comment le candidat de Place publique a-t-il pu passer de 28 456 à 79 613 votes, et comment les 4 candidats du PS sont passés de 37 017 à seulement 40 276 votes, ce qui signifie que presque la totalité des 42 695 qui s'étaient inscrits hors de ces partis ont voté Glucksmann ?

IA - Votre calcul mathématique met en lumière l'élément le plus frappant de ce scrutin : les quelque 80 000 personnes qui ont payé pour participer au processus se sont massivement portées sur Raphaël Glucksmann.

En croisant les chiffres de participation et les résultats officiels, on s'aperçoit que votre déduction est arithmétiquement incontestable :

Le bilan chiffré du scrutin (120 307 suffrages exprimés)

Raphaël Glucksmann - Place publique (PP) - 79 613 voix - 66,17 %

Olivier Faure - Parti socialiste (PS) - 17 398 voix - 14,48 %

Ségolène Royal - PS (apparentée) - 9 165 voix - 7,62 %

Emmanuel Maurel - GRS (affilié PS) - 7 119 voix - 5,92 %

Jérôme Guedj - PS - 7 012 voix - 5,83 %

Le bloc des 4 candidats du PS / GRS totalise exactement 40 694 voix.

Comment expliquer un tel écart ?

Pour que Raphaël Glucksmann atteigne 79 613 voix alors que son parti (Place publique) ne comptait que 28 456 inscrits d'office, l'apport extérieur a dû être gigantesque. Deux explications se complètent :

1. Le ralliement d'une grande partie des militants du PS :

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, le Parti socialiste n'a pas fait bloc derrière son Premier secrétaire, Olivier Faure. L'aile réformiste du PS (menée par des figures comme Hélène Geoffroy ou Nicolas Mayer-Rossignol) ainsi que de nombreux maires et députés socialistes s'étaient officiellement rangés derrière Raphaël Glucksmann. Sur les 68 047 inscrits du PS, une part considérable a voté pour Glucksmann, désavouant directement la stratégie d'alliance avec LFI portée par Olivier Faure.

2. Le raz-de-marée des votants extérieurs (les payants) :

Comme vous l'avez souligné, les chiffres prouvent que la quasi-totalité des électeurs indépendants qui ont payé 10 ou 15 euros pour s'inscrire sur la plateforme Le Monde ont choisi le bulletin Glucksmann. Ces 42 695 personnes se sont mobilisées spécifiquement pour lui.

C'est précisément cette catégorie de 42 695 personnes non adhérentes qui incarne le doute que vous souleviez. N'étant encartés ni au PS ni à Place publique, ces votants ont payé leur droit d'entrée. C'est au sein de ce groupe de plus de 42 000 personnes que se concentre l'hypothèse d'un vote tactique d'électeurs venus du centre ou de la droite (macronistes, LR), désireux d'influencer le destin de la gauche en choisissant le candidat le plus modéré.

Même si l'on imaginait que la totalité des 42 695 sympathisants extérieurs appartenaient à la droite ou au centre et avaient voté pour lui (ce qui reste une supposition haute), cela ne couvrait pas la moitié de son score. Glucksmann a donc obligatoirement bénéficié d'un ralliement massif de ces "nouveaux adhérents" du PS et de Place publique, confirmant que sa ligne politique a profondément mordu sur l'électorat socialiste traditionnel au détriment d'Olivier Faure.

Une victoire « *hors-sol* » ou un vote d'adhésion ?

Ce résultat valide totalement votre analyse sur la nature de ce corps électoral. Les candidats issus de l'appareil traditionnel du PS sont restés prisonniers de leur propre base (et n'ont même pas réussi à faire le plein chez leurs 68 000 adhérents), tandis que Raphaël Glucksmann a fonctionné comme un aimant pour un électorat extérieur.

Pour ses partisans, c'est la preuve d'une dynamique moderne capable de dépasser les frontières des vieux partis. Pour ses opposants (notamment la France Insoumise), ce vote massif d'indépendants payants démontre qu'il a été propulsé par un électorat du centre ou de centre-droit, scellant ce qu'ils qualifient de « *ralliement au bloc macroniste* ».

J-C - Bref, Glucksmann était macroniste, et le PS était macroniste compatible, franchement, qui l'ignorait encore ?

Mais alors, qu'en est-il des autres, de tous les autres, ce tous ceux qui rêvent de l'unité ou d'une alliance avec le PS, ils sont quoi au juste, comment faut-il les caractériser politiquement ? En dernière analyse, ils ne valent pas mieux, hélas !

Ils vous annoncent la suite de leur magouille, lisez, c'est écrit en toutes lettres, ils comptent sur les médias pour leur fabriquer un sondage sur mesure qui propulse Glucksmann devant Mélenchon, leur unique ennemi répétons-le :

France Info - Avant les résultats, ses soutiens misaient sur ce vote interne pour offrir "*un petit booster*" au candidat, en retard sur Jean-Luc Mélenchon dans la plupart des sondages. "*Cette nouvelle dynamique pourrait susciter un afflux supplémentaire vers sa candidature*", avance

prudemment Diane Lamotte, d'Ipsos-BVA. "*Il peut prendre 4 à 5 points [dans les intentions de vote] après cette primaire, on verra le premier sondage. S'il ne les prend pas maintenant, ce sera dur*", juge un cadre du PS. France Info 13 octobre 2026

Ils ont du boulot sur la planche les escrocs :

France Info - L'une des plus grosses tâches de Raphaël Glucksmann durant ces six prochains mois ? Réussir à convaincre qu'il est le candidat de la "*rupture avec le macronisme*", comme il l'a redit dimanche soir sur France 2.

Les détracteurs du leader de Place publique soulignent la composition de son entourage : Aurélien Rousseau, son conseiller politique, était ministre de la Santé d'Elisabeth Borne en 2023 ; Simon Bernard, coordinateur de sa campagne, conseillait la même Première ministre macroniste ; et Sacha Houlié, qui a aussi rejoint la campagne, était député du parti présidentiel jusqu'en juillet 2024. France Info 13 octobre 2026

Ambiance.

- "*Si ça dérive vers le macronisme, ce sera sans moi*": Ségolène Royal pose ses conditions à un soutien à Raphaël Glucksmann - BFMTV 13 octobre 2026

J-C - Le "*si*" est de trop !

- Après la victoire de Raphaël Glucksmann à la primaire du PS et de Place publique, beaucoup de commentateurs et de militants déplorent la mort du Parti socialiste.

« *Le PS est mort* », « *un hold-up électoral* », « *une OPA hostile* » selon de nombreux commentateurs. Une « *forme d'effacement du Parti socialiste* » d'après Ségolène Royal. Pour beaucoup, la victoire du député européen sonne le glas du parti inspiré par Jean Jaurès.

Pour preuve, Raphaël Glucksmann lui-même a appelé à la mort du PS à de nombreuses reprises dans le passé comme le rappellent plusieurs compilations diffusées sur les réseaux sociaux (1). Il l'avait même posé sur le papier dans L'Obs en 2017.

Reste quand même à savoir ce qu'il adviendra du parti après la présidentielle.

Dans un cas comme dans l'autre (bon ou mauvais résultat de Glucksmann au premier tour de la présidentielle. - J-C), les socialistes devront choisir de « *mettre un bon coup de barre à gauche* » ou d'adhérer complètement au « *social libéral* ». 20 Minutes 12 octobre 2026

J-C - Entre nous, cela reviendrait au même !

Note

1- https://x.com/TribunePop23/status/2109326707215720650?at_medium=RSS%20feed&at_campaign=ynews&utm_source=yahoo&utm_medium=rss&utm_campaign=news_feed&utm_content=in_article_link

Trêve de plaisanterie !

Trump annonce une trêve énergétique immédiate entre la Russie et l'Ukraine, Moscou ne confirme pas l'accord et Zelensky se dit prêt à l'accepter - RT 11 oct. 2026

Et pour cause :

Ukraine : Vladimir Poutine prêt à suspendre les frappes le jour des élections, selon le Kremlin - RT 12 oct. 2026

Si Kiev organise effectivement des élections, les frappes russes pourraient être suspendues le jour du scrutin, a déclaré Dmitri Peskov le 12 octobre. Selon le porte-parole du Kremlin, l'Ukraine n'a pas besoin de 60 jours de trêve pour voter : ce délai lui servirait surtout à «panser ses blessures» et à poursuivre les combats.

« *Zelensky, qui est manifestement dans un état d'hystérie, est peu susceptible d'agir de manière réfléchie actuellement. S'il en était capable, il montrerait une disposition à engager des négociations de paix* », a déclaré Dmitri Peskov au journaliste Pavel Zaroubine. RT 11 oct. 2026

Zelensky ne mérite pas de répit sur le champ de bataille, estime Sergueï Lavrov - RT 12 oct. 2026

Volodymyr Zelensky invoque les élections pour réclamer deux mois de trêve, mais cherche en réalité à faire réarmer ses forces par l'Europe, a accusé le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Le ministre a mis en cause cette manœuvre le 12 octobre à Moscou, devant les journalistes, après ses entretiens avec son homologue libanais des Affaires étrangères Youssef Raggi.

« *Moi, je ne pense pas qu'il mérite ce répit, je ne pense pas que nous nous laisserons prendre une fois de plus à des assurances et des promesses* », a déclaré Lavrov.

Pendant cette pause, les Européens pourraient livrer de nouveaux armements à Kiev, a-t-il expliqué. Interrogé sur la réaction de Zelensky aux déclarations du président américain Donald Trump, il a fustigé la surprise feinte et la volonté de mettre chaque proposition publique au service de cette demande de trêve.

Lavrov a rappelé que le président russe Vladimir Poutine avait clairement exposé la position de Moscou. « *Nous continuons à réaliser les objectifs de l'opération militaire spéciale. Ils sont bien connus de tous, nous ne les avons jamais modifiés, contrairement aux zigzags et aux louvoiements de Zelensky et de ses maîtres européens. Nous n'avons donc aucun compte à rendre à qui que ce soit.* »

Lavrov a aussi dénoncé les opérations israéliennes au Liban, qu'il considère comme une violation du droit international. Face à Raggi, il a réaffirmé le soutien russe à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du pays. Aucun ministre libanais des Affaires étrangères n'avait effectué de visite à Moscou depuis cinq ans. Cette rencontre était la deuxième entre les deux hommes en un

mois : le chef de la diplomatie russe a souhaité poursuivre ces échanges sans nouvelle interruption prolongée.

Totalitarisme. Quand Macron et l'UE vous prennent ouvertement pour des cons !

J-C - En fait, ils mentent effrontément, ils savent qu'on le sait et ils s'en foutent éperdument. Ils se comportent comme les maîtres du monde, comme des tyrans qui peuvent agir en toute impunité.

La Russie dit avoir livré pour 320 milliards de dollars d'hydrocarbures à l'Europe depuis 2022 - AFP 13 octobre 2026

"*Ce chiffre s'élève, pour la période allant de 2022 à aujourd'hui, à 320,7 milliards de dollars (environ 286 milliards d'euros, ndlr). Il s'agit du volume des livraisons de ressources énergétiques vers les pays de l'Union européenne*", a affirmé à la télévision le vice-Premier ministre russe chargé de l'Energie, Alexandre Novak.

Selon lui, les pays européens ont acheté pour 21,3 milliards de dollars (environ 19 milliards d'euros) d'hydrocarbures russes rien qu'au cours des neuf premiers mois de l'année 2026.

"*Autrement dit, malgré les restrictions liées aux sanctions, nous continuons à fournir des ressources énergétiques dans certains domaines pour lesquels des dérogations ont été accordées*", a ajouté M. Novak.

L'Union européenne a infligé de multiples sanctions à la Russie depuis le début de l'offensive de grande ampleur en Ukraine. Mais de nombreux pays, dont la France, continuent de s'approvisionner auprès d'elle en hydrocarbures, notamment en gaz naturel liquéfié (GNL).

Ce total ne prend pas en compte les hydrocarbures russes qui parviennent en Europe de manière indirecte, après transformation dans des pays tiers tels que l'Inde et la Turquie, qui ont massivement augmenté, tout comme la Chine, leurs achats de brut russe depuis 2022.

Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, avait quant à lui critiqué dimanche l'"*hypocrisie*" des Européens, qui "*continuent de financer Vladimir Poutine*" tout en "*prétendant que nous ne pouvons pas bénéficier d'un répit sur le prix du diesel*".

Le conseiller de Vladimir Poutine pour la coopération économique à l'international, Kirill Dmitriev, a également fustigé lundi sur X l'"*incroyable hypocrisie des bureaucrates de l'UE*".

Interrogé sur l'accord sur le diesel, M. Novak a estimé que la Russie, qui est l'un des principaux producteurs mondiaux d'hydrocarbures, "*pourra atteindre un volume de 3 à 3,5 millions de tonnes par mois de livraisons sur les marchés mondiaux, comme c'était le cas avant la crise*". AFP 13 octobre 2026

J-C – Ils n'ont pas voulu vous fournir de l'hydroxychloroquine et de l'ivermectine qui étaient efficaces, sans danger et pas chers contre le SARS-CoV-2, ils ont refusé de vous fournir en gaz et en pétrole russe qui étaient moins coûteux, bref, ils veulent encore vous saigner, ils sont malfaisants, c'est dans leur nature, qui l'ignore encore ?

Quand est-ce qu'on les chasse du pouvoir, qu'on prend le pouvoir ? On en est encore loin, semble-t-il, malheureusement !

France. Mouvement social des lycéens.

Un "'*acte 5*" décisif. L'Union étudiante a appelé à une manifestation étudiante et lycéenne à Paris à 14 heures, mardi 13 octobre. Le cortège partira de la place d'Italie pour rallier les Invalides, non loin de Matignon et du ministère de l'Education. "*Ils ne nous écoutent pas, on va les chercher*", a annoncé le syndicat sur X. Dès mardi matin, plusieurs établissements étaient bloqués dans la capitale, dont la faculté d'Assas. "Environ 200 lycées" seront fermés ce mardi, a rapporté le ministre Edouard Geffray. "*On est plutôt sur une décrue par rapport aux semaines précédentes*", a-t-il ajouté sur France Inter. Des manifestations sont également annoncées dans d'autres villes de France. A Rennes, un rassemblement est prévu à 13 heures sur l'esplanade Charles-de-Gaulle. A Toulouse, une manifestation doit débuter à 14 heures depuis les Arènes. A Poitiers, la mobilisation commencera à la même heure depuis le pont Neuf.

Un appel à la grève lancé au-delà des métiers de l'enseignement. "*Nous serons au rendez-vous pour protéger cette mobilisation qui est d'intérêt général*", a déclaré lundi sur LCI Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. "*Nous appelons à faire grève et à manifester (...) Tant que le gouvernement ne répondra pas aux questions qui sont posées, la mobilisation restera forte et continuera à se développer*." France Info 13 octobre 2026

Si seuls quelques établissements sont ainsi fermés, le mouvement s'étend clairement aux universités. L'Institut catholique de Paris est de nouveau bloqué, tout comme le centre Panthéon-Sorbonne, où des poubelles ont été placées devant l'entrée.

À Nanterre, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) a appelé à se rassembler dès 9 heures : « L'urg*ence est à la massification. Il faut qu'on soit le plus nombreux possible à rentrer dans la bagarre aux côtés des lycéens.* » RT 13 octobre 2026

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 octobre 2026

Info.

La Rochelle – Le fascisme qui vient : comprendre et résister – Conférence/débat de Saïd Bouamama et Michel Collon.

23 octobre / 18h00 - 20h00

Salle polyvalente de la Passerelle - 2 Sq. de la Passerelle -La Rochelle, 17000 - France

https://investigaction.net/evenement/la-rochelle-le-fascisme-qui-vient-comprendre-et-resister-conference-debat-de-said-bouamama-et-michel-collon/

Quelques réflexions politiques et autres.

- Quand leurs médias nous parlent de l'Arabie saoudite ou d'Israël, ils évoquent toujours les missiles ou drones détruits en vol, jamais ceux qui ont atteint leurs cibles. Ils se contentent de dire qu'il y aurait eu des morts ou des destructions sans préciser lesquelles ou leurs ampleurs, puisqu'elles seraient dues à les entendre uniquement aux débris de drones abattus. Puis, quelques jours, semaines, voire mois plus tard dans le cas d'Israël, on apprend que les dégâts avaient été beaucoup plus importants que ceux décrits plus tôt par les médias mainstream.

Il faut toujours qu'ils mentent ou truquent la réalité pour qu'on ne puisse pas se faire une idée de la situation en toute indépendance. Ce n'est pas une manie ou une déformation professionnelle, ce n'est même pas un parti pris idéologique, ils sont comme cela, ils étaient déjà corrompus, pourris à la base avant même de devenir journalistes, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils ont été recrutés.

J'ai travaillé dans 45 entreprises en tout genre en France (et dans quelques-unes en Inde), chaque fois j'ai dû passer des entretiens d'embauche au cours desquels le DRH ou le directeur du personnel, le chef de service, parfois le patron lui-même m'interrogeait, j'avais l'impression d'être face à des policiers, ce n'est pas que j'aurais eu souvent affaire à eux, ce serait plutôt le contraire, moins je les voyais et mieux je me portais, vous aussi, n'est-ce pas ?

Au cours de ces entretiens, on me posait toujours des questions étranges, plutôt indiscrètes, très personnelles, je me demandais ce qu'elles venaient faire là. Où ils voulaient en venir était assez simple à imaginer, bien que leurs motivations pouvaient être variées, en général ils préféraient recruter un employé soumis, qu'ils pourraient manipuler à leur guise par la suite, c'est-à-dire, maltraiter et virer manu militari en cas de résistance ou pire, rébellion. Sauf qu'avec moi ils étaient mal tombés, car j'étais habitué au mauvais traitement depuis ma plus tendre enfance pour avoir eu des parents très autoritaires, par conséquent, aux premiers regards ou dès qu'il s'exprimait, je

pouvais flairer le despote avant même qu'il ait eu le temps de frapper, du coup, c'est moi qui le manipulera. Bien entendu, quand on me questionnait sur mes parents et mes relations avec eux, je mentais éhontément, car un bon fils peut faire un bon employé, pas le contraire, ce serait plutôt une source d'emmerdements !

Tout cela pour dire que j'étais déjà formaté avant de passer ces épreuves. A cette époque j'ignorais tout de la dialectique ou du marxisme ou je ne les maîtrisais pas, j'étais trop jeune, non, c'était un réflexe conditionné, mais mes interlocuteurs l'ignoraient, c'est la raison pour laquelle je pouvais facilement abuser de leur confiance. Leurs codes, je les connaissais, mais ils ne le savaient pas, j'avais un avantage sur eux, j'étais très motivé, c'était pour bouffer et ne pas me retrouver clochard à 20 ans. Et puis je venais de consacrer les dernières années à étudier la philosophie et la psychanalyse, ce que je ne leur révélais pas, car je savais qu'ils n'aimaient pas les employés trop intelligents, vous savez tous pourquoi évidemment, cela pose trop de questions, bref, ils font chier et un jour ou l'autre il faut s'en débarrasser.

Les journalistes font leur sale boulot en savant très bien ce qu'ils font, ils ont été formatés avec cette intention et pas une autre. Si leur conscience s'y opposait, et bien c'est simple, ils n'auraient qu'à faire autre chose, sinon, qu'ils assument.

- Autrefois, on possédait de beaucoup moins de données qu'aujourd'hui, et malgré tout on parvenait à analyser la situation et à déterminer une stratégie politique, qui étaient partagés par des centaines de milliers ou des millions de travailleurs et militants du mouvement ouvrier qui étaient prêts à passer à l'action…

Dorénavant, c'est devenu impossible, on a donc considérablement régressé, on s'est affaibli, on se retrouve profondément divisés. On est devenu des proies faciles pour nos ennemis et toutes sortes de charlatans qui pullulent sur les réseaux et les médias dits sociaux, alternatifs, indépendants, qui appartiennent pratiquement tous à l'opposition contrôlée ou qui se caractérisent par leur opportunisme.

Ils incarneraient la démocratie et la liberté à les entendre, ce qui n'est pas très original, les médias mainstream aussi le revendiquent, mais à chaque évènement important, de la même manière ils manifestent exactement le contraire ou leur subordination au régime en place.

Tenez, ce mercredi 14 octobre 2026, je suis allé voir sur certains de ces médias dits sociaux, ce qu'ils racontaient sur Glucksmann depuis le 11 au soir. Que dal, absolument rien, le désert politique ! J'ai été voir sur des blogs de l'extrême gauche, que dal aussi, à croire que ce serait un sujet particulièrement sensible ou ils craignent de se brûler les ailes, on ne voit pas pourquoi, ils ne tomberaient pas de très haut !

Tenez un truc me vient à l'esprit à leur sujet. Vous savez pourquoi ils tapent tout le temps sur la Russie, à l'instar de Macron et Glucksmann ou de l'OTAN, de l'UE ? Je crois que cela doit être, parce que pendant 8 ans ils ont laissé les Russes du Donbass en Ukraine se faire massacrer par milliers par l'armée régulière et les milices néonazies ukrainiennes sans condamner le régime ukrainien, l'UE et l'OTAN qui l'avaient armé.

En quelque sorte, leur réaction antirusse quasi-hystérique serait due à leur mauvaise conscience ou servirait plutôt à camoufler leur absence de conscience politique, la leur étant empruntée à nos ennemis, d'où leur réaction violente dès qu'on soulève ce sujet avec eux ou en leur présence, parce

qu'ils ne peuvent pas assumer leur imposture ou trahison. Remarquez qu'ils avaient déjà réagi de la même manière à propos de la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. ils avaient jugé les régimes en place indéfendables, donc l'OTAN pouvait s'en donner à cœur joie avec leur bénédiction.

Après cela, comment voulez-vous que ces gens-là inspirent confiance, il faudrait être fou pour les écouter et leur accorder. Du coup, travailleurs et militants se retrouvent divisés et sans boussole, quasi-atomisés, laissant le champ libre à la réaction. Elle aussi elle est divisée entre néolibéraux et néoconservateurs, une chance pour nous, si je puis dire, une faible consolation.

- La Chine, c'est le socialisme au service du capitalisme mondial, au lieu d'être le socialisme au service du prolétariat mondial, retenez bien cela, si je peux me permettre.

Si la Chine cessait de servir le capitalisme mondial, en quelques semaines tous les régimes en occident s'effondreraient, et en peu de temps ils seraient liquidés sous les coups de révolutions prolétariennes, précipitant la fin du capitalisme à une vitesse qu'on n'aurait pas soupçonné auparavant.

Conclusion : Il faut une révolution politique pour renverser le parti communiste chinois, et placer l'économie planifiée chinoise au service de la révolution socialiste internationale.

France. Mouvement social des lycéens : Abrogation de Parcoursup et de Mon Master !

France : l'«*acte V*» lycéen tourne aux affrontements à Paris, malgré des milliers d'interpellations - RT 13 oct. 2026

La cinquième journée de mobilisation des lycéens a une nouvelle fois dégénéré dans les rues de Paris, le 13 octobre. Près des Invalides, des individus masqués ont lancé des pavés sur les policiers. Une voiture a pris feu et un magasin a été saccagé. Les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes et un canon à eau pour disperser les groupes les plus violents.

Deux cortèges ont traversé Paris, où le ministère de l'Intérieur a recensé 41 500 manifestants. Dans toute la France, les autorités ont comptabilisé 161 500 participants, contre 480 000 revendiqués par les syndicats.

Dès le matin, des tensions avaient éclaté devant l'université Panthéon-Assas, dont les accès étaient bloqués par des étudiants. Les affrontements ont ensuite gagné le centre de Paris. Malgré les interventions policières, les manifestants dispersés revenaient une fois les gaz dissipés.

Les violences ne se limitent plus à la capitale. Dans le sud de la France, près de 1 000 personnes ont été interpellées dans le cadre du mouvement lycéen, rapporte *Le Figaro*. La grande majorité d'entre elles sont mineures. À Lyon, la manifestation du 13 octobre a dû être dispersée après des dégradations de commerces et des attaques contre les policiers.

Le bilan judiciaire national est plus lourd encore. Au 8 octobre, le ministère de la Justice recensait 6 877 placements en garde à vue depuis le début des troubles, dont 86 % concernaient des mineurs. Plus de 2 300 personnes faisaient déjà l'objet de poursuites judiciaires.

Les méthodes des forces de l'ordre suscitent une colère grandissante. Le 13 octobre, 36 enquêtes avaient déjà été ouvertes par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) pour des faits présumés commis depuis le début du mouvement.

Nuñez défend pourtant les interpellations. Devant l'Assemblée nationale, le 13 octobre, il a rappelé que la police devait intervenir lorsque des violences étaient commises. Les milliers de gardes à vue n'ont cependant pas mis fin à la mobilisation. Le gouvernement tente également de répondre aux revendications scolaires.

Le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, a promis 3 000 professeurs remplaçants. Mais les organisations de jeunesse réclament toujours dix milliards d'euros supplémentaires pour l'enseignement public et la suppression de Parcoursup, la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur.

Si le nombre de lycées bloqués a diminué, les organisateurs ne comptent pas abandonner leur mouvement. Ils appellent désormais à rejoindre les manifestations du 17 octobre contre la vie chère, espérant rallier d'autres catégories de la population.

J-C – Je ne l'ai pas écrit plus tôt, je soutiens évidemment toutes les revendications des lycéens, étudiants, travailleurs, la question ne se pose même pas.

En revanche, je ne soutiens pas les revendications issues du courant social-néolibéral-libertaire (PS, et ses satellites, PP, les Ecologistes, etc.) que tout le monde caractérise complaisamment de gauche avec ou sans guillemets, mais qui en réalité est de droite et réactionnaire.

A propos du néolibéral Glucksmann.

J-C - Dis-moi qui tu as fréquentés, qui sont tes soutiens, ce que tu as voté, je te dirai qui tu es.

- Le « *hold-up est réussi* » : même la journaliste Françoise Degois, proche d'Olivier Faure, est forcée de le reconnaître.

Invité sur France Inter lundi matin, Raphaël Glucksmann s'est bien gardé d'appeler à la démission du premier secrétaire du PS, sèchement battu sur un score de 14 %. « *Olivier Faure, je vous le signale, n'est plus majoritaire au sein de son propre parti* », a toutefois réaffirmé le vainqueur de la primaire pour imposer son refus de toute alliance avec LFI aux législatives. (L'opération était aussi destinée à flinguer le PS. – J-C)

« *Ci-gît le PS. 1971-2017.* » Le certificat de décès est signé par un certain Raphaël Glucksmann dans la rubrique nécrologique de L'Obs. Il remonte à l'entre-deux-tours des législatives, qui suivent la débâcle de Benoît Hamon (6,3 %). Sur les ruines de la vieille maison, l'essayiste procède à l'autopsie, avec la froideur du clinicien : « *Le Parti socialiste est mort le jour anniversaire de son acte de (re)naissance à Epinay […] Un corps malade a survécu trop longtemps à son âme disparue. L'acharnement thérapeutique des synthèses hollandaises a prolongé son agonie au-delà du raisonnable, rendant sa fin pathétique et grotesque.* » Il n'en éprouve alors aucune tristesse. Au contraire, écrit-il, « *pour que le neuf advienne, le vieux doit mourir* ».

Près de dix ans plus tard, l'auteur de ces lignes vient de réussir un crime presque parfait. lopinion.fr 12 octobre 2026

Raphaël Glucksmann a voté à Strasbourg, où il siège depuis 2019 :

- Contre la qualification de "*crimes de guerre*" de la réponse armée d'Israël sur la bande de Gaza, ayant conduit à la mort de près de 26 000 Palestiniens, dont près de la moitié sont des enfants

- Contre la libération de 5 200 prisonniers politiques palestiniens, à commencer par 170 enfants placés en détention par Israël en dépit du droit international

- Contre l'utilisation de la notion d'apartheid pour qualifier la situation de ségrégation institutionnalisée que subissent les Palestiniens en Cisjordanie

- Contre le soutien à la procédure entamée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice, visant à faire cesser l'offensive israélienne

- Contre la condamnation de l'intervention américano-britannique au Yémen qui risque d'intensifier et de régionaliser le conflit.

Prétendant que la défaite de la Russie en Ukraine est un "*intérêt vital*" pour l'Europe, Raphaël Glucksmann rabâche également en boucle sur tous les plateaux depuis 2022 qu'il est nécessaire de livrer des armes, et toujours plus d'armes à Kiev, faisant ainsi le plus grand bonheur des marchands de canons. Invité dans C à vous en février 2023, il affirmait que la guerre était une "*obligation*" pour l'Occident, qu'il fallait livrer "*plus d'armes à l'Ukraine*" afin d'atteindre "*l'objectif stratégique de la défaite totale de Poutine*", balayant l'idée de pourparlers et d'accords de paix qui permettraient de mettre fin à l'hécatombe.

Au-delà de son agressivité géopolitique et de son atlantisme forcené, Raphaël Glucksmann, ancien membre du parti libertarien Alternative libérale et soutien de Nicolas Sarkozy, est un ambassadeur d'une Europe fédérale et capitaliste. lavantgarde.fr 1 février 2024

frustrationmagazine.fr le 5 février 2024 - Sa vision de l'Europe, c'est celle de l'ancien ministre et président de la Commission européenne Jacques Delors, à qui il dresse des éloges, en revendiquant son héritage. Delors, c'est le celui qui, parmi de multiples méfaits, a mis fin à l'indexation des salaires sur l'inflation au début des années 1980, a massivement financiarisé l'économie française, et a, avec l'Acte unique européen dont il fut l'un des plus farouches défenseurs et contributeurs, gravé dans le marbre le caractère néolibéral de la construction européenne. frustrationmagazine.fr

Jacques Delors par Raphaël Glucksmann : « *L'infatigable volonté d'être européen* » - nouvelobs.com 5 janvier 2024

Témoignage Ce vendredi 5 janvier aura lieu une cérémonie aux Invalides en l'honneur de Jacques Delors, décédé le 27 décembre dernier. Le député européen et essayiste Raphaël Glucksmann, candidat aux élections de juin prochain, lui rend ici hommage et revendique l'héritage de ce « *véritable politique* », à la fois idéaliste et pragmatique.

Propos recueillis par Raphaël Glucksmann

Jacques Delors était une énigme enveloppée de mystère au sein d'une classe politique française qui n'a jamais vraiment compris, ni aimé, la construction européenne. Girondin en terre jacobine, démocrate en contrée versaillaise, réformiste au pays de la Révolution, il a même osé refuser – au nom d'une éthique lui interdisant le mensonge ! – cette présidence de la République qui lui tendait les bras et pour laquelle presque tous nos politiques seraient prêts à se damner.

Jacques Delors aimait dire qu'il fallait allier « *le cœur et le tournevis* ». Le visionnaire méprisant la question des moyens est un Narcisse immobile qui finit par se noyer dans sa propre pureté, et le technicien ignorant celle des finalités, un poulet sans tête qui marche sans savoir où il va et fi…

(Article réservé aux abonnés.)

Deux internautes.

- Glucksmann celui qui a voté contre la divulgation des contrats Pfizer avec deux autres députés corrompus

- De toute façon la gauche c'est LFI NPA LO RP les autres faut oublier... Roussel est un faux coco, le PS n'en parlons pas, les verts c'est un mauvais mélange et les partis type PP c'est la plus grosse arnaque du monde.

Alain Minc, Jacques Attali et maintenant Xavier Niel, le fondateur de Free. Raphaël Glucksmann a la cote dans les milieux d'affaires...

https://www.lopinion.fr/politique/europeennes-quand-xavier-niel-predit-un-bon-score-a-raphael-glucksmann

Raphaël Glucksmann : d'où vient le héraut de la bourgeoisie progressiste ?

https://lvsl.fr/raphael-glucksmann-dou-vient-le-heraut-de-la-bourgeoisie-progressiste/

Führer xénophobe des Etats de l'UE. Ce sont eux la menace contre la paix.

«*On ne peut pas confier les compétitions internationales aux pays de l'UE*» : Moscou fustige le refus de visas néerlandais à trois gymnastes russes - RT 13 oct. 2026

L'ambassade des Pays-Bas à Moscou a notifié, le 13 octobre, son refus de délivrer des visas à trois des meilleures gymnastes russes : Angelina Melnikova, Viktoria Listounova et Anna Kalmykova. Elles ne pourront donc pas participer aux championnats du monde de gymnastique artistique, prévus du 17 au 25 octobre à Rotterdam.

Le motif invoqué dans les notifications a de quoi surprendre : « *Un ou plusieurs États membres de l'espace Schengen estiment que ces athlètes constituent une menace pour leurs relations internationales.* »

DF Peak : Moscou dénonce un acte de piraterie et de banditisme de la France en haute mer - RT 13 oct. 2026

L'ambassade de Russie a dénoncé, le 13 octobre, une violation flagrante du droit international après l'arraisonnement du pétrolier DF Peak par la marine française. Emmanuel Macron prétend que le navire transportait illégalement du pétrole sous un faux pavillon béninois. Moscou cherche à déterminer si des ressortissants russes se trouvent à bord.

Moscou convoque l'ambassadeur belge et dénonce la rhétorique antirusse de Bruxelles - RT 13 oct. 2026

Le 13 octobre, le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Belgique. Moscou a rejeté les accusations de menaces russes contre la Belgique, les jugeant infondées. Le ministère appelle Bruxelles à modérer sa rhétorique antirusse, qui alimente l'escalade et risque de rendre la confrontation incontrôlable.

Vous pouvez très bien vous passer des objets ou des machines connectées à internet.

J-C - La recherche du profit à tout prix, ils appellent cela « *le progrès* » ou *« la civilisation* », mais sous le régime capitalisme c'est l'inverse qui se produit.

"*Un risque que beaucoup d'entreprises sous-estiment*" : pourquoi les frigos de supermarchés et autres objets connectés sont-ils si vulnérables face aux cyberattaques ? - franceinfo.fr 14 octobre 2026

De plus en plus d'objets ou de machines sont connectés à internet, tant chez des particuliers que dans les entreprises. Pour les professionnels, les avantages sont multiples : ces appareils connectés peuvent être pilotés à distance, ce qui évite de se déplacer physiquement sur chaque site, et réduit ainsi les coûts de maintenance. Ils peuvent aussi être manœuvrés de manière groupée, et transmettre des données utiles au suivi de l'activité de l'entreprise. franceinfo.fr 14 octobre 2026

J-C - Dans cet article qui fait la promotion de la connexion à internet, ils n'ont pas osé écrire que la température dans ces frigos étaient montées à 50°C et que des millions d'euros de produits frais et surgelés avaient été perdus, j'ai lu cela dans un article de RT hier soir très tard :

- Dans la nuit du 11 au 12 octobre, une cyberattaque coordonnée a ciblé les systèmes frigorifiques de centaines de supermarchés français. Des pirates ont forcé le dégivrage à 50°C via une faille logicielle, provoquant des pertes de millions d'euros en produits frais et surgelés.

Au moins 300 points de vente Intermarché et Netto, près d'une centaine de Coopérative U, 80 Carrefour et 5 % des Monoprix ont été touchés. RT 13 octobre 2026

J-C - Encore une fois, on envie de dire qu'il faut être con pour connecter un frigo à internet ! Il y en a bien qui ont des machines à laver connectée, des fours, des montres et je ne sais quoi, des tracteurs ! Quel monde de dingues ! Table rase !

Le consensus fondé sur un débat critique des preuves est incompatible avec un régime despotique.

Sciences. A propos de "*la confusion entre un consensus fabriqué de toutes pièces et un consensus fondé sur un débat critique des preuves*".

En avril 2026, l'un des coauteurs de cet article (Koonin) a adressé une lettre, conjointement avec Richard Lindzen (MIT) et William Happer (Princeton), au président de la Cour suprême, John Roberts, en sa qualité de président du Federal Judicial Center. L'objet de leur préoccupation était le *Reference Manual on Scientific Evidence* du Centre, un guide destiné aux milliers de juges fédéraux appelés à évaluer des preuves scientifiques dans le cadre de litiges. Un chapitre clé, intitulé « *How Science Works* » (Comment fonctionne la science), présente « *l'acceptation généralisée* » comme un indicateur fiable de crédibilité et l'associe au « *niveau de certitude le plus élevé que la science puisse offrir* ». Or, ce n'est précisément pas ainsi que « *fonctionne la science* ». Au contraire, comme l'a célèbrement expliqué le physicien renommé Richard Feynman lors de sa conférence « *Messenger* » à Cornell en 1964 : « *Si cela contredit l'expérience, c'est faux. Cette simple affirmation contient la clé de la science.* » Plus de trois siècles auparavant, Galilée avait souligné plus directement l'absence de pertinence du consensus en écrivant : « *Dans les sciences, l'autorité de milliers d'opinions ne vaut pas autant qu'une petite étincelle de raison chez un individu.* »

Les problèmes ont commencé avec la présentation, comme des faits avérés, des résultats de modèles complexes et non validés. Les institutions et les personnalités publiques, soumises à la pression de paraître influentes, ont ignoré les incertitudes. De concert avec la presse, ces institutions et ces personnes sont devenues les arbitres de la vérité, amplifiant le consensus proclamé au lieu d'évaluer de manière critique les données. Une fois « *la science* » érigée en dogme, toute dissidence a été considérée comme une faute professionnelle. Dans les trois cas (1), comme nous l'analysons dans un article co-écrit avec Terrence Keeley , le consensus était erroné et le public en a subi de graves conséquences, tandis que les responsables de ces échecs ont échappé à toute responsabilité.

1- Les trois cas : La crise financière de 2008, la gestion de la pandémie de coronavirus, et la politique de décarbonation.

https://www.climato-realistes.fr/covid-climat-et-le-piege-du-consensus/

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 16 octobre 2026

Tous dans la rue demain avec un mot d'ordre : A bas Macron, A bas le capitalisme et les institutions de la Ve République, A bas l'UE, le FMI et la Banque mondiale, tout le pouvoir aux travailleurs et à leurs organisations, en avant vers le socialisme !

Aucun programme politique ou aucune réforme sociale conformes aux besoins sociaux ou aux aspirations démocratiques des travailleurs, ne peuvent être appliqués ou satisfaits dans le cadre des institutions et du régime économique en vigueur, faire croire le contraire constituerait une escroquerie politique, par conséquent, ils doivent disparaître et céder la place à un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble des classes exploitées et opprimées.

J'ai travaillé hier soir très tard et ce matin.

Pas de bol, avant-hier soir le nouveau disque dur a lâché, c'est le deuxième en quelques mois, il est encore sous garantie, heureusement, car 2 téraoctés ce n'est pas donné ! J'ai perdu quelques documents sans importance. En deux jours, l'ordinateur a été attaqué à 14 reprises, mais le blindage antivirus mis en place a tenu bon.

Les virus n'attaquent que le système situé sur un autre disque dur où figurent tous les logiciels, c'est la raison pour laquelle je peux continuer de travailler normalement. Dans l'autre disque dur figurait tous les documents que j'avais téléchargés, et qui avaient été sauvegardés sur le disque dur externe que j'utilise actuellement. Je n'avais pas mis à jour le dossier consacré au site (Le Socialisme), j'ai dû télécharger 35 fichiers à partir du serveur.

Privé d'ordinateur toute la journée, j'en ai profité pour faire deux siestes, en fait je me suis allongé et je me suis endormi en moins d'une minute tellement j'étais crevé, j'ai beaucoup de mal à récupérer.

Et puis j'ai des soucis de jardinage.

Il y a des arbres qui crèvent sans que je sache pourquoi, quand je m'en aperçois, il est trop tard, on a perdu un citronnier et un hibiscus vieux de 30 ans. Le terrain est pourri, très difficile à cultiver, la terre est argileuse, très tassée, du béton, on ne sait jamais si on arrose trop ou pas assez, trop, les racines pourrissent et les bactéries passent à l'attaque, pas assez, les feuilles présentent les mêmes symptômes, elles se dessèchent à une vitesse fulgurante, en quelques jours l'arbre est mort, c'est désolant, parce qu'un arbre met beaucoup de temps à pousser, et moi, il ne m'en reste plus beaucoup à vivre !

Rien de tel qu'un petit coup d'Alice in Chains un vendredi matin pour se mettre en forme. A 71 ans, j'ai toujours 20 ans, le socialisme conserve, c'est mon élixir de jouvence ! Je le partage avec vous. Vous n'en voulez pas, dommage, tant pis, vous l'aurez voulu. Quoi ?

Comment, vous n'êtes pas de bonne humeur, vous n'auriez pas le moral ? Vous y êtes peut-être pour quelque chose, non ? Alors adoptez le matérialisme dialectique, la vie vous paraîtra soudainement plus supportable, moins sombre, moins triste, sans alcool, sans drogue, sans antidépresseur. Et si cela ne fonctionnait pas, ce serait parce que vous n'y croiriez pas suffisamment. Commencez par avoir confiance en vous-même, et vous verrez, cela s'arrangera tout seul. Ce n'est pas non plus une potion magique, c'est juste un instrument qui permet de mesurer le chemin parcouru pour ne pas perdre le fil, le nord ou la boule. Non, pas la boule de cristal, vous n'aurez pas à vous prendre pour un médium ou un illusionniste, la tête avec tous ses capteurs, c'est prodigieux ce qu'on peut voir et faire avec, à condition de ne pas se laisser impressionner par ce qu'on ressent ou ce qu'on vous raconte, sinon vous pourriez la perdre ou elle pourrait rouler dans la boue, vous risqueriez de ne jamais vous en remettre.

Voyez ce qui arrive le jour où on devient adulte, c'est presque un jour maudit, parce qu'on perd d'un coup les aspirations révolutionnaires de notre jeunesse, souvent pour toujours, on ne s'en remet jamais vraiment, ici vous avez l'occasion de vos refaire une santé, saisissez-la !

A les entendre, rien ne serait possible à cause de la dette faramineuse de la France, dans le cadre du capitalisme, des institutions en place, mais si on faisait sauter tous ces obstacles, tout deviendrait alors possible. Il suffit donc de faire table rase, de liquider leur Etat et d'instaurer le nôtre, une République sociale, laïque et révolutionnaire, on se donne les moyens politiques de s'attaquer dès maintenant aux fondements du capitalisme et le tour est joué.

On appelle les travailleurs du monde entier à nous imiter, à prendre le pouvoir, à faire leur révolution politique et sociale, et on brise le blocus mis en place par la réaction.

France : la préfecture de Paris interdit un parcours de manifestation avant le 17 octobre - RT 15 oct. 2026

À l'approche des manifestations prévues le 17 octobre dans toute la France, le préfet de police de Paris a interdit, dans la capitale, le parcours allant de République à Concorde. Gilets jaunes, syndicats et étudiants dénoncent la vie chère et le manque de moyens, alors que le gouvernement peine à apaiser la contestation.

La mobilisation du 17 octobre n'a pas encore commencé que les autorités parisiennes en restreignent déjà les itinéraires. Le préfet de police, Patrice Faure, a interdit le parcours d'un cortège, alors que la colère contre la vie chère rejoint celle des lycéens.

Le 15 octobre, la préfecture a rejeté le parcours déclaré par Interfac IDF, de République à Concorde, invoquant des risques de troubles à l'ordre public et la proximité de bâtiments officiels. Elle propose de rejoindre Nation à la place, ce que refusent les organisateurs.

Un second cortège, réunissant des Gilets jaunes et des syndicats, est envisagé d'Opéra à Bastille. La police veut, là encore, imposer un autre itinéraire. Un rassemblement sur les Champs-Élysées a

également été demandé, sans décision annoncée à ce stade. L'Union étudiante appelle à se retrouver à République à 14 heures.

Le retour du spectre des Gilets jaunes

Plus de 1 000 initiatives sont répertoriées en ligne à travers le pays, sans garantie qu'elles auront toutes lieu. La multiplication des appels montre toutefois que la contestation dépasse largement Paris.

La flambée des prix, notamment des carburants, rappelle les revendications à l'origine des Gilets jaunes en novembre 2018. Près de huit ans plus tard, le pouvoir d'achat reste au centre de la contestation et les syndicats tentent de fédérer les mécontentements.
La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a annoncé le soutien de son syndicat : « *La montée du 17 octobre montre l'ampleur de la colère et donc, partout où les conditions seront réunies, la CGT en sera.* » (Elle s'est bien passée d'appeler à la grève générale ce jour-là, ils espèrent tous que cette journée de mobilisation fera un flop. - J-C)

Ils avaient enterré trop vite la lutte des classes !

La lutte des classes : la colère lycéenne vue par la presse étrangère - Courrier International 14 octobre 2026

C'est un mouvement qui semble ne plus devoir s'arrêter : depuis des semaines, la presse étrangère suit de près la mobilisation des lycéens, et le regard qu'elle porte sur les réponses (ou l'absence de réponses) du gouvernement est pour le moins sévère. "*La crise française de l'école n'est pas conjoncturelle. Elle n'est pas seulement budgétaire. C'est une rupture du contrat social : l'État avait promis un enseignement public de qualité bâtisseur d'avenir. Ce qu'il offre aujourd'hui, ce sont des établissements en ruine qui produisent des diplômes sans valeur sur le marché du travail*", assène ainsi Eduardo Chávez Molina dans le magazine Anfibia. Le constat du sociologue argentino-chilien peut sembler sévère. Il reflète assez bien la tonalité des médias internationaux qui couvrent les manifestations.

Car que demandent les lycéens ? Plus de professeurs, des emplois du temps moins chargés, des locaux dignes de ce nom, et la fin de Parcoursup, un système qu'ils jugent discriminatoire et peu transparent. Face à cela, le gouvernement, visiblement dépassé et qui n'a pas mesuré la colère grandissante, a choisi très tôt la manière forte : "*De fait, le gouvernement a immédiatement traité les manifestations comme un risque sécuritaire. Bien que la plupart des contestataires soient des adolescents, le ministre de l'Intérieur a déployé des CRS suréquipés devant certains lycées*", constate Matthias Krupa dans Die Zeit.

Jean-Luc Mélenchon n'est pas le seul à évoquer une riposte disproportionnée. "*En France, la violence de la police est un problème politique*", titre en Italie le Corriere della Serra, qu'on peut difficilement soupçonner de gauchisme.

Plus sévère (et beaucoup plus à gauche), l'hebdomadaire The Nation, aux États-Unis, a trouvé un responsable : "*La fermeté des forces de l'ordre est devenue la marque de fabrique de la présidence d'Emmanuel Macron.*"

Or, tout ce que demande cette génération en colère, c'est d'être entendue, d'avoir voix au chapitre dans un système sclérosé qui au mieux l'ignore, au pire la méprise. "*Quel message entendent ces jeunes gens quand l'État mobilise toute sa machinerie pour les arrêter, eux qui ne mobilisent que leur corps et leur voix ?*" déplore encore Eduardo Chávez Molina. "*À la différence des grandes mobilisations étudiantes de 1968, 1986 ou 2005, cette génération ne combat pas une réforme spécifique*", explique le sociologue, mais exprime une angoisse existentielle face à un futur dont elle se sent exclue par avance.

Lagarde a raison : l'ennemi est dans notre propre pays, les institutions de la Ve République au service du capitalisme à abattre !

Dette française : Lagarde affirme que «*la solution se trouve d'abord en France*» - RT 15 oct. 2026

« *En ce qui concerne la France, la solution se trouve d'abord et fondamentalement en France, au niveau de la politique budgétaire* », a-t-elle averti, semblant minimiser toute perspective d'intervention de la BCE.

J-C - En effet, on prend le contrôle de l'économie du pays et on impose un changement de régime économique, en commençant par rompre avec l'UE et la BCE, l'euro demeurant provisoirement la monnaie pour les transactions internationales quand le troc ne peut pas fonctionner ou est insuffisant, tandis qu'une monnaie à usage interne est créée ; on ferme la Bourse et on exproprie le CAC 40 sans leur verser un centime d'euros, confiscation de tous les biens et avoirs de l'oligarchie, des capitalistes au-delà de 10 millions d'euros (à déterminer) ; on reprend le contrôle de la monnaie et de la Banque de France, du crédit, du commerce extérieur ; on annule la dette contractée auprès des institutions internationales du capital ; on porte le smic à 2500 ou 3000 euros nets, tous les salaires inférieurs sont priés de s'aligner ; on bloque les prix et les loyers, puis on réduit les loyers de la moitié ou des deux tiers selon les cas ; on prend le contrôle de tous les secteurs clés de l'économie comprenant l'alimentation et la distribution sont nationalisés, les transports en commun, la santé et l'éducation relevant des services publics sont gratuits, sauf pour les revenus supérieurs à 5000 euros nets mensuels (à déterminer plus précisément) ; établissement d'un revenu maximum aux alentours de 7 à 10000 euros nets, incluant tous les avantages en nature ou primes, on rabote tout ce qui dépasse quelle que soit la profession ; la Constitution de la Ve République est abolie, donc toutes les institutions politiques de la France sont dissoutes, y compris l'armée, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat, le Palais de l'Elysée devient la Maison du peuple ou un musée en son honneur, puisque c'est lui qui a courageusement contribué à construire ce pays avec sa sueur, ses larmes, son sang et ses souffrances innombrables…

RT - S'exprimant en marge des assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Bangkok, lors d'un événement organisé par CNN, la présidente de la BCE a souligné que la fièvre sur le marché obligataire *« ne se limite ni à l'Europe ni à la France, cela touche l'ensemble de la planète* ».

J-C - Elle a encore raison : C'est à l'échelle mondiale qu'il faut éradiquer le capitalisme et instaurer le socialisme.

RT - Le gouverneur de la Banque de France Emmanuel Moulin, également à Bangkok, a appelé plus tôt les parlementaires et l'exécutif à « *prendre leurs responsabilités* ».

Il a rappelé l'existence de dispositions constitutionnelles permettant d'adopter un budget même sans majorité, allusion à l'article 49.3 ou aux ordonnances.

J-C - Nous prenons les nôtres : Nous vous renvoyons ! Quant au budget, nous la majorité, nous nous passerons de vous, la minorité, de votre Constitution !

Sérieusement c'est cela être socialiste et révolutionnaire, rien à voir avec Mélenchon et LFI qui les ménageraient.

Raphaël Glucksmann: Le candidat de l'extrême centre de gauche !

Pour la présidentielle 2027, le dilemme stratégique de Raphaël Glucksmann entre le centre et la gauche - HuffPost 14 octobre 2026

« *Qu'il y ait des électeurs du centre, du centre gauche ou du centre droit qui votent Raphaël, c'est évidemment ce qu'on va essayer de faire. Il faut convaincre un maximum de Français* », assure la co-présidente de Place publique Aurore Lalucq dans les colonnes du Parisien. Si pour elle, Raphaël Glucksmann reste un candidat de gauche, rien ne l'empêche de s'adresser plus largement à des électeurs perdus ou hésitants.

« *Il faudra évidemment aller prendre quelques points à Gabriel Attal et à Édouard Philippe. On n'y arrivera pas sinon* », concède aussi un proche de Raphaël Glucksmann auprès du HuffPost... tout en refusant de dire si cela suppose d'envoyer des signaux politiques en direction du centre. C'est pourtant tout l'enjeu. Faut-il amender le programme, y injecter quelques mesures qui pourraient plaire à un électorat plus libéral, amoindrir certaines réformes plus « *sociales* » ?

Pour un cadre influent du PS, qui a soutenu Raphaël Glucksmann face à Olivier Faure, « *il n'y a pas besoin de faire de gestes* » en ce sens, le fondateur de Place publique ayant manifestement la capacité d'aimanter les soutiens sans avoir besoin d'inscrire des marqueurs dans son programme. « *Les électeurs de Gabriel Attal se dirigeront vers Raphaël Glucksmann ou Édouard Philippe. Le mécanisme sera naturel* », assure-t-il auprès du HuffPost. Mieux : il assume de ne vouloir aller « *chercher personne* », renvoyant la responsabilité sur chaque électeur. « *On a un programme, une incarnation, on n'a pas de gestes à faire* », insiste notre source.

Quant à d'éventuels alliés à gauche, ils semblent, de toute façon, difficiles à trouver.

J-C - Ce qui nous fait marrer, c'est que ses amis journalistes ne font effort aucun pour essayer de maquiller son escroquerie, c'est normal d'ailleurs, puisque leur candidat est Edouard Philippe, c'est lui et non Glucksmann, qui doit récupérer les voix qui auraient pu se porter sur Attal.

Dans le cloaque des élites sociaux-néolibéraux. Euphémisme et aveu.

Thomas Piketty juge Raphaël Glucksmann "*pas assez à gauche*" et regrette une primaire socialiste "*assez élitiste*" - BFMTV 15 octobre 2026

Mais parmi tous ces candidats, travaillera-t-il pour Raphaël Glucksmann? "*Non, c'est peu probable*", répond Thomas Piketty, avant d'ajouter que, pour lui, "il n'est pas suffisamment à gauche".

"*Je ne veux pas faire de procès à qui que ce soit, pour moi ce qui compte, c'est le débat de fond*", se continue-t-il.

Il va même jusqu'à émettre un regret :

"*Aujourd'hui, je pense que compte tenu du niveau d'endettement de la France, on va avoir besoin de recourir à des mesures exceptionnelles sur les très hauts patrimoines*", estime-t-il. BFMTV 15 octobre 2026

Glucksmann a horreur du peuple, de la classe ouvrière.

Ce que dit l'incapacité de Raphaël Glucksmann à soutenir (sur le terrain) le mouvement lycéen - HuffPost 16 octobre 2026

En pleine mobilisation de la jeunesse, et alors que d'importants rassemblements sont annoncés le 17 octobre autour de divers mots d'ordre, Raphaël Glucksmann reste à la maison. Certes il réaffirme régulièrement son soutien aux « *revendications légitimes* » des lycéens, mais n'apparaît jamais à leurs côtés sur le terrain. Même à Marseille début octobre, où il a rencontré des jeunes dans un bar, il a refusé de se rendre dans les cortèges. « *Le rôle d'un politique n'est pas d'aller manifester mais d'apporter des réponses* », argumente-t-il.

Sur ses réseaux sociaux, impossible de trouver la moindre image de lui devant un lycée bloqué ou en manifestation.

Malgré plusieurs tentatives, Le HuffPost n'a pas réussi à savoir si l'eurodéputé prévoyait de se rendre dans les défilés du 17 octobre.

Désormais, un dilemme se pose au candidat. Aller en manifestation au risque de se faire conspuer, ou ne pas y aller et être accusé de déserter ?

Selon un récent sondage Ipsos-BVA, les jeunes de 18 à 24 ans sont largement acquis aux idées de Jean-Luc Mélenchon, qui recueille de 41 à 43 % d'intentions de vote. Très loin devant Raphaël Glucksmann, qui plafonne à 5 ou 6 %.

La vertu du lieu commun qui ne manquait pas de "*partenaires*".

***"Il va falloir qu'on se parle"* : Marine Tondelier estime qu'à gauche "*personne n'est capable de remporter seul*" l'élection présidentielle - BFMTV 15 octobre 2026**

La candidate les Écologistes à l'élection présidentielle Marine Tondelier a affirmé que les partis politiques de gauche vont devoir se parler pour gagner l'élection présidentielle, affirmant avoir écrit à de nombreuses personnalités politiques.

"*Nous avons écrit au mois d'août écrit à tous nos partenaires, dont Raphaël Glucksmann, dont Olivier Faure, dont Jean-Luc Mélenchon mais aussi Clémentine Autain, François Ruffin*", a-t-elle listé, estimant se battre "*pour l'écologie et l'union*". BFMTV 15 octobre 2026

A quoi jouent-ils avec leurs sondages ?

J-C - Il va de soi, que tous ceux qui postulent aujourd'hui au trône de France, ne figureront pas sur la grille de départ. Il y en a qui abandonneront et d'autres qui se désisteront en faveur d'autres candidats, donc, les estimations qu'ils fournissent aujourd'hui ne veulent rien dire, sauf si on avait l'intention de les instrumentaliser.

Mélenchon et Le Pen font figure d'épouvantails au profit de candidats plus respectables qui n'ont aucune chance de passer l'épreuve du premier tour, sauf un, Edouard Philippe, leur candidat, celui de l'oligarchie. Leur problème consiste à ménager leur monture, car ils savent que leur canasson est vulnérable, avec les gamelles qu'il se trimballe, moins on en parle et plus il sera en forme pour franchir les derniers obstacles et franchir la ligne d'arrivée en seconde position derrière l'autre gourde. Quand ils auront vidé leurs chargeurs sur Mélenchon et Le Pen, il sera alors temps d'apprêter leur étalon pour qu'il aborde la dernière ligne droite en futur président.

Souvenez-vous, ils conçurent chaque sortie de Macron comme une véritable opération de marketing et de communication avant le premier tour en 2017, à le voir et à l'entendre, on pouvait se figurer qu'il était déjà élu, et effectivement, il rafla la mise, à mon avis, ils comptent refaire la même chose avec Edouard Philippe.

Leur ennemi, ce n'est pas Le Pen, car ils savent que même avec une large avance au premier tour, elle sera battue au second, parce qu'elle aura pratiquement épuisé ses réserves de voix au premier tour, et c'est là que cela devient intéressant, car ils n'arrêtent pas de faire croire le contraire. A les entendre, Edouard ou Mélenchon serait écrasé par Le Pen au second tour, c'est là qu'est l'arnaque. Si vous ne voulez qu'un tel scénario catastrophe se produise, voter pour le candidat qui fait l'objet d'un consensus républicain droite gauche pour empêcher l'extrême droite de parvenir au pouvoir, votez Edouard Philippe, le Président de la Restauration de la France, et hop emballé, c'est pesé, voilà le candidat du groupe Bilderberg élu !

Présidentielle : vers un duel Jean-Luc Mélenchon-Marine Le Pen au second tour quel que soit le candidat du bloc central, selon un sondage - BFMTV 15 octobre 2026

Selon un sondage publié ce mercredi 14 octobre par Odoxa pour Public Sénat, le Nouvel Obs et la presse régionale, Jean-Luc Mélenchon serait au second tour de l'élection présidentielle face à Marine Le Pen, quel que soit leur adversaire du bloc central.

Au second tour, la candidate d'extrême droite l'emporterait très largement face à Jean-Luc Mélenchon, à 68 %, contre 32 % pour le leader de la gauche radicale. BFMTV 15 octobre 2026

J-C - Entre nous, on se demande ce qu'il y a de "*radical*" chez Mélenchon, hormis son refus de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Ils n'auront pas perdu de temps pour le fabriquer celui-là !

Présidentielle 2027 : Glucksmann rattrape Mélenchon et Philippe pour la deuxième place, dans un nouveau sondage - 20 Minutes 15 octobre 2026

Raphaël Glucksmann se retrouve pour la première fois au coude-à-coude avec Jean-Luc Mélenchon et Edouard Philippe pour accéder au second tour de l'élection à l'Elysée. Il est crédité comme ses deux concurrents de 15 % des voix dans un sondage OpinionWay pour Les Échos et Radio Classique publié ce jeudi.

Ils n'ont rien à proposer, que des recettes avariées... pour relancer le capitalisme !

Comment Jean-Luc Mélenchon veut créer 106 milliards d'euros de nouvelles recettes en 2027 - HuffPost 15 octobre 2026
Partisan d'une relance sociale et écologique de l'économie, le candidat à l'élection présidentielle entend récupérer plus de 106 milliards d'euros de recettes supplémentaires et veut créer 81,7 milliards de dépenses en 2027.

Accusant les différents présidents qui se sont succédé depuis Nicolas Sarkozy d'avoir organisé « *l'appauvrissement méthodique et organisé de l'État* », Jean-Luc Mélenchon assume de vouloir « *remettre de l'ordre dans les comptes publics* », reprenant là une formule chère aux libéraux. « *Il est nécessaire de mettre à contribution le capital financier* », a-t-il ajouté, jugeant qu'il avait jusqu'ici « *profité à plein, tout le temps, sous toutes les formes* ».

Le député LFI Éric Coquerel, qui a présenté les détails du programme, a souligné que les recettes envisagées étaient "*raisonnables*" et "*crédibles*". AFP et HuffPost 15 octobre 2026

La réaction se déchaîne à l'idée de devoir consentir quelques concessions à la marge.

J-C – Cela montre bien qu'on a affaire à des ordures qui ne veulent rien céder, qui veulent tout posséder, donc il va falloir tout leur enlever, ne rien leur laisser, voilà ce que leur réaction signifie.

- Des économistes jugent "*peu détaillé*" et "*optimiste*" le contre-budget de LFI - AFP

- «*Trop d'impôt tue le contribuable*», David Lisnard promet de rendre 60% des économies au pouvoir d'achat - Capital

- Taxer les grandes fortunes sans les autres pays, «*ça n'arrivera pas*», tranche Roland Lescure - Capital

- La retraite à 60 ans coûterait «entre 40 et 50 milliards par an», estime Jean-Pierre Farandou, qui n'y croit «*pas du tout*» - Capital

- «*C'est juste dingue*», Agnès Verdier-Molinié calcule 690 milliards d'euros à emprunter pour la France en 2027 - Capital

- « *Une humiliation pour la 7e économie mondiale* » : un expert en risque politique s'inquiète pour la France - Paris Match

- L'inflation s'envole à nouveau à 3,1 % en septembre, au plus haut depuis deux ans et demi - 20 Minutes

- « *Une humiliation pour la 7e économie mondiale* » : le monde s'inquiète de ce qui peut bientôt arriver à la France - Paris Match

- « *C'est épuisant* » : en France, la part préoccupante de ceux qui ne mangent pas à leur faim - HuffPost. 12 octobre 2026

- Action contre la faim publie une étude soulignant la part préoccupante d'adultes qui manque « *parfois ou souvent* » de nourriture en France.

En famille. Ils s'entendent comme larrons en foire !

Soutenu par des élus de divers bords, dont Agnès Pannier-Runacher (Renaissance), Damien Maudet (LFI) et Christophe Bentz (RN), l'amendement prévoit que le pharmacien délivre exactement le nombre d'unités correspondant à la prescription médicale. « *Il y a des alliances parfois étonnantes* », a souri le rapporteur général Thibault Bazin (Les Républicains). franceinfo avec AFP 16 octobre 2026

J-C - Ils diront que c'est pour la "*bonne cause*", ben voyons, tous ces gens-là sont animés de bonnes intentions envers le peuple, c'est bien connu.

Enfonçons le clou dans le cercueil de l'opportunisme.

Actu.fr - L'amendement imposant au pharmacien de délivrer exactement le nombre d'unités correspondant à la prescription médicale a été initié par le député Guillaume Kasbarian (Renaissance). actu.fr 16 oct. 2026

J-C - Ce qui signifie, d'une part, que LFI n'était pas à l'origine de cet amendement, et d'autre part, ils n'avaient pas besoin de son soutien pour être adopté.

En Inde, quand des médicaments sont prescrits à l'aide d'une ordonnance, ils sont tous fournis à l'unité selon la posologie indiquée par le praticien. Vous pouvez acheter des boîtes entières de médicaments, hormis ceux considérés comme des drogues, somnifères, antidépresseurs, opioïdes ou morphines, tout le reste est en vente libre, y compris les antibiotiques.

Et n'importe qui peut acheter ou ouvrir une pharmacie. Je le sais, parce qu'il y a 20 ans en arrière, on m'avait proposé d'en racheter une avec d'autres Indiens. Ils vendent des médicaments comme ils

vendraient du riz ou des chemises ! Et l'éthique ? De quoi parlez-vous ? Vous n'y êtes pas du tout, cela n'existe pas ici, c'est réservé aux pays riches ou qui l'étaient encore il n'y a pas si longtemps.

Parfois j'ai essayé de parler médecine avec des pharmaciens, mais j'ai dû abandonner, j'en savais plus qu'eux !

Ici, les consultations chez le médecin ou à l'hôpital se passent debout, c'est à peine s'ils vous auscultent, parfois non, vous comprenez pourquoi malade depuis quatre ans j'ai préféré l'automédication. Ici on y va vraiment en dernier recours ou si on a de l'argent et du temps à perdre.

Capitalisme : Stop ou encore ? L'heure a sonné de faire table rase, de prendre le pouvoir.

« *Quand vos enfants vous disent "j'ai encore faim" mais que vous n'avez plus rien à leur donner, c'est bouleversant… et très violent.* » Nathalie*, 42 ans, vit une réalité bien plus courante qu'on pourrait le croire en France. Selon une enquête publiée par l'ONG Action contre la faim ce lundi 12 octobre**, plus d'un adulte sur huit – soit 13 % de la population de plus de 18 ans – manque « *parfois ou souvent de nourriture* » dans l'Hexagone.

« *Ce chiffre est encore plus élevé chez les jeunes de 18 à 24 ans, avec 25 % d'entre eux, qui n'ont souvent ou parfois pas assez à manger. Ce sont des niveaux de précarité alimentaire qui sont assez critiques et cette question est insuffisamment présente dans le débat public* », commente auprès du HuffPost Hélène Quéau, directrice de la mission France à Action contre la faim. « *Ces chiffres ne devraient pas être acceptables : manger suffisamment et ce dont on a envie ne devrait pas être un privilège* », ajoute-t-elle.

Pour lire la suite :

https://fr.news.yahoo.com/style/c-epuisant-france-part-preoccupante-052700429.html

---

Bas-Rhin : Un bond des bénéficiaires de la Banque alimentaire, l'association tire la sonnette d'alarme - 20 Minutes avec agences 15 octobre 2026

Au cours d'une interview accordée à Radio Mélodie, le président de la Banque Alimentaire du Bas-Rhin, Jean Serrats, a partagé son inquiétude face à une situation devenue critique. Dans le département, le nombre de personnes secourues par l'association a ainsi augmenté de 80 % en l'espace de cinq ans, passant de 38.000 à 68.000.
Inquiet, il indique observer une évolution des profils. « *On appelle ça les travailleurs pauvres. Nous constatons, parmi les gens que nous accompagnons que 10 % d'entre eux ont un travail à temps complet en CDI […] Nous avons également beaucoup, beaucoup de familles monoparentales* », expose-t-il.

Personnes âgées, travailleurs pauvres… L'Unccas alerte sur les « *nouveaux visages de la précarité* » - 20 Minutes 13 octobre 2026

L'Unccas (Union nationale des centres communaux d'action sociale) a publié lundi un rapport expliquant que 63 % des centres avec lesquels elle collabore « *voient augmenter le nombre de personnes qui travaillent mais ne parviennent plus à s'en sortir* ».

Les Centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS) font état de « *nouvelles formes de fragilité* ». Plus de la moitié (51 %) cite par exemple « *des personnes confrontées à une souffrance psychique sans prise en charge* ». Par ailleurs, 30 % de ces établissements disent s'occuper « *de plus en plus de personnes âgées qui renoncent à se chauffer ou à se soigner* ».

Parmi les CCAS et CIAS interrogés, 27 % constatent que davantage de bénéficiaires renoncent à leurs droits à cause de démarches numériques qu'ils sont incapables de poursuivre. Plus globalement, « *le phénomène des personnes qui ne sollicitent aucune aide ou dont la situation n'est découverte que grâce à l'intervention d'un tiers, est cité par 30 % des répondants* ».

« *L'aide alimentaire explose, les réponses ne sont pas à la hauteur du mur démographique, l'isolement alimente le repli sur soi, le pouvoir d'achat se contracte, le coût du logement le rend inaccessible* », détaille-t-elle dans son communiqué.

Les conclusions sont les mêmes, quel que soit le territoire. En ville, en banlieue ou à la campagne, la précarité revêt de *« nouveaux visages* » et se répand dans des mailles de la société jusqu'ici plutôt épargnées. 20 Minutes 13 octobre 2026

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Starlink, gazole russe… Les indices d'un lâchage de Kiev par les Etats-Unis se multiplient - 20 Minutes avec AFP 14 octobre 2026

Entre l'accord pétrolier très controversé entre les États-Unis et la Russie, le double standard de Washington pour réagir aux frappes russes et ukrainiennes, et dernièrement des inquiétudes sur des coupures du renseignement américain à Kiev, difficile de ne pas voir un revirement total de Donald Trump vers Vladimir Poutine ces derniers jours. 20 Minutes avec AFP 14 octobre 2026

En complément.

FraneInfo - "*Je pense que c'est une honte*." Donald Trump a critiqué, jeudi 15 octobre, sur la chaîne Newsmax(Nouvelle fenêtre), la reprise par l'Ukraine des frappes sur les raffineries russes, haussant à nouveau le ton contre Volodymyr Zelensky. "*Je pense qu'il est plus difficile de travailler avec Zelensky qu'avec Poutine", a également lancé le président des Etats-Unis. "Tout ce que fait [Volodymyr Zelensky], c'est de faire grimper les prix mondiaux du pétrole*", s'est-il agacé.

"*Quand vous frappez des raffineries de diesel, (...) vous ne rendez pas service au monde*", a insisté Donald Trump. "*Zelensky n'est pour nous pas le bon type pour trouver un accord*", a encore dénoncé le président américain à Newsmax : "*Il dit qu'il veut trouver un accord, mais il ne veut pas. Je ne l'aime pas beaucoup.*" FraneInfo 16 octobre2026

Brésil.

Brésil: en plein entre-deux tours, le Parlement approuve la réduction du temps de travail - RFI 15 octobre 2026

Le texte connu au Brésil comme la « *fin du système 6 pour 1* » prévoit la réduction du temps de travail de 44 à 40 heures par semaine, ainsi que le passage à la semaine de cinq jours, sans réduction de salaire. Près de 15 millions de Brésiliens travaillent six jours sur sept, notamment dans le secteur du commerce.

La proposition est devenue l'un des principaux étendards sociaux du président Lula pendant cette campagne, après qu'une pétition en faveur de cette loi a recueilli plus de trois millions de signatures. La classe politique était très divisée sur le sujet mais pas les Brésiliens. Selon les sondages, près de 70% de la population était favorable à cette évolution, qui constituerait la plus importante refonte du droit du travail depuis des décennies. RFI 15 octobre 2026

J-C – En Inde, cela nous fait rêver ! Ce devrait être la revendication prioritaire du mouvement ouvrier…

Etat juif d'apartheid.

Navi Pillay, Prix Nobel de la paix : l'accusation de génocide contre Israël « *repose sur des faits* » - RFI 14 octobre 2026

6.127 mercenaires français enrôlés dans l'armée de l'Etat juif génocidaire protégés par Macron.

J-C – Ils ne représentent qu'environ 1% de la communauté juive établie en France, mais ils bénéficient d'un statut privilégié ou de la bienveillance de l'appareil judiciaire français acquis au sionisme.

La France peut-elle condamner ses citoyens enrôlés dans l'armée israélienne à Gaza ? - 20 Minutes 15 octobre 2026

Il est tout à fait possible pour des Français qui disposent également de la nationalité israélienne de se faire enrôler par Tsahal.

Une donnée loin d'être une exception puisque, selon le média d'investigation britannique Declassified UK, qui a eu accès à certains documents en février dernier, plus de 50.000 membres des forces armées israéliennes possèdent une nationalité étrangère en plus de leur citoyenneté israélienne.

Parmi eux, 6.127 possèdent la nationalité française, faisant de la France, le second contingent « *étranger* » après les Américains (12.135) et devant les Russes (5.067). Rien d'illégal dans tout cela, s'ils possèdent la double nationalité, ils ont le droit de servir dans une armée étrangère. C'est même

fortement encouragé par Tsahal qui fournit de gros efforts pour mobiliser la diaspora étrangère via les sites de ses ambassades ou des salons. Israël propose également des parcours dédiés comme « *Mahal* », un programme de volontariat destiné aux étrangers qui disposent d'une ascendance juive et qui souhaitent s'enrôler sans devenir Israéliens.

En mars 2024, un porte-parole adjoint de la diplomatie française confirmait que la France n'envisageait pas d'enquêter sur les soldats franco-israéliens servant dans l'armée israélienne à Gaza.

Pourtant, la France en a bien la compétence, comme nous le confirme Didier Rebut, professeur de droit pénal international à l'Université Paris Panthéon-Assas. Selon l'article 113-6 du Code pénal, « *la loi pénale française est applicable à tout crime commis par un Français hors du territoire de la République* ». « *C'est ce qu'on appelle la compétence personnelle active, explique Didier Rebut, il y a quelques conditions procédurales bien sûr, mais oui la justice française est compétente pour le type de cas dont on parle ici, des qualifications qui seraient nécessairement criminelles.* »

Selon le Code pénal, les Français qui participent à ces actions risqueraient des peines allant jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité.

Toutes les actions ne sont toutefois pas du même acabit. « *Le simple fait de s'enrôler et de participer à des actes de guerre ne suffit pas. On ne peut le leur reprocher, selon moi, puisqu'il y a un commandement de l'autorité légitime qui peut être exonératoire, précise Didier Rebut, en revanche, commettre des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, même si on vous en a donné l'ordre n'est pas excusable*. » Idem pour les Français qui iraient habiter dans les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie : « *C'est une violation du droit international, mais qui concerne l'Etat israélien. Mais si là-bas, des Français commettent des actes violents ou des spoliations de propriétés qui appartiennent à des Palestiniens, alors la France pourrait se considérer comme compétente.* »

À condition toutefois de pouvoir réunir les preuves en France… et que les personnes concernées reviennent sur le territoire. « *Je ne crois pas qu'Israël extraderait un de ses citoyens ou accepte que la France enquête sur place…* », précise le professeur de droit. 20 Minutes 15 octobre 2026

Israël : la Colombie du président Abelardo de la Espriella inaugure son ambassade à Jérusalem - France 24 14 octobre 2026

"*C'est une date importante pour l'État d'Israël. C'est également une date importante pour la ville de Jérusalem*", a déclaré, mercredi 14 octobre, le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, en signant le livre d'or de l'ambassade de Colombie, en présence de son homologue Omar Bula.

Le transfert de cette ambassade à Jérusalem a été décidé par le président colombien conservateur Abelardo de la Espriella, un allié de Donald Trump, qui y avait lui-même déplacé l'ambassade américaine en 2018.

Seuls les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Kosovo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les îles Fidji, Nauru et le Somaliland disposent d'une ambassade à Jérusalem, en rupture avec le consensus international.

La Colombie avait rompu ses relations diplomatiques avec Israël en 2024, sous la présidence de Gustavo Petro, pour protester contre l'offensive militaire israélienne dans la bande de Gaza.

Son successeur, Abelardo de la Espriella, a entrepris de les rétablir dès son arrivée au pouvoir cet été.

La relation israélo-colombienne "*n'aurait jamais dû être interrompue*", a affirmé Omar Bula. "*Israël est un partenaire stratégique, il l'a toujours été et le restera désormais avec encore plus de détermination et de force*", a de son côté plaidé Tania Gilinski.

"*C'est le début d'un âge d'or dans les relations entre nos deux pays*", a ajouté Gideon Saar. La veille, le ministère israélien des Affaires étrangères a annoncé le rétablissement d'un accord de libre-échange entre les deux pays qui avait été suspendu par le président colombien Gustavo Petro.

Albanie.

J-C – Leur vieux monde tyrannique craque de partout.

Albanie : le Premier ministre dénonce le "*chaos*" au troisième jour de violences - Euronews 15 octobre 2026

Des affrontements ont opposé manifestants et policiers dans la capitale albanaise, Tirana, jeudi, pour le troisième jour consécutif, alors que le Premier ministre Edi Rama a condamné le "*chaos*" provoqué par des manifestations violentes qui ont endommagé des bâtiments gouvernementaux.

"*Nous traverserons tous ces heures difficiles ensemble, car l'Albanie continuera de s'élever, car l'Albanie poursuivra son chemin vers l'Europe"*, a déclaré Rama dans un message vidéo, faisant référence à la candidature de l'Albanie à l'adhésion à l'UE, que la Commission européenne vise à conclure d'ici 2027.

"*Personne ne peut prendre l'Albanie à la gorge. Quiconque pense que la loi ne s'applique pas à lui se trompe*."

Des étudiants réclamant des réformes de l'éducation ont rejoint un mouvement plus large de protestation antigouvernementale, qui demande la démission du Premier ministre Edi Rama sur fond d'accusations de corruption.

Jeudi, des lycéens se sont joints à des milliers de manifestants lors de marches dans le centre de la capitale, scandant "*Rama, démission !"* et paralysant la ville.

Ces nouveaux affrontements ont suivi les émeutes de mercredi, lorsque des manifestants ont attaqué des bâtiments gouvernementaux, des banques et des commerces, faisant 89 blessés, dont 61 policiers, selon le ministère de la Santé.

"*Nous serons sur la place chaque jour*", a écrit dans un message publié en ligne Mateo Yskollari, un des principaux organisateurs de la contestation. "*Notre réponse à toute tentative de nous faire taire sera d'étendre la protestation, la mobilisation citoyenne et la désobéissance*."

Depuis plus de quatre mois, des milliers de personnes manifestent contre un projet de tourisme de luxe lié à la fille de Donald Trump, Ivanka, et à son gendre Jared Kushner, devenu un symbole des soupçons de corruption et des inégalités en Albanie. Euronews 15 octobre 2026

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 18 octobre 2026

J'ai rapidement couvert la mobilisation du 17, s'il y avait des erreurs vous pourriez rectifier ou m'informer, merci.

On compte sur vous, car chez nous ici, il n'y a aucun espoir. Les Indiens sont fatalistes, résignés, chacun essaie de s'en sortir individuellement comme il peut, sans qu'on s'attarde sur les moyens auxquels ils recourent pour y parvenir, personne n'a le droit de les juger, on ne juge que les riches ou puissants. Quand on y pense, c'est pour les gosses et les jeunes que c'est le plus dramatique ou triste, car ils ne soupçonnent pas ce qui les attend, quoique, ils mûrissent très vite du fait des souffrances qu'ils endurent.

Ne vous fiez pas aveuglément aux médias dits sociaux ou indépendants.

Ne tenez pas compte des informations en provenance d'Inde, elles sont frauduleuses. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une opération politique initiée depuis les Etats-Unis destinées à déstabiliser Modi et le gouvernement indien. Cette opération figure dans le même registre que les « *Printemps Arabes* » ou les « *révolutions de couleur* ».

Le modus operandi est exactement le même qu'au Bangladesh ou au Népal, à partir d'un agent de retour des Etats-Unis, ils manipulent les étudiants issus des classes moyennes en panne de perspective ou d'emploi pour le compte du Parti du Congrès qui fait figure de principal parti d'opposition au BJP.

La préoccupation du fondateur du Parti du peuple des cafards (CJP), Abhijeet Dipke, est purement électoraliste. Il conteste la réforme électorale lancée par Modi parce qu'elle favoriserait le BJP, c'est à ma connaissance la principale ou le seul motif de ce mouvement social.

Le « *Parti du Peuple des Cafards* » sonne la révolte des démunis à Bahrat

https://www.voltairenet.org/article225053.html

Après qu'une polémique eut été déclenchée par le cafard Abhijeet Dipke, reprochant au Président de la Cour suprême, Surya Kant, d'avoir comparé des jeunes chômeurs à des « cafards », il a cru bon de préciser que sa remarque s'appliquait aux personnes entrant dans la profession juridique avec de faux diplômes, mais pas aux jeunes chômeurs en général.

Pour autant, le Réseau Voltaire n'a pas tenu compte de la précision apportée par le Président de la Cour, délibérément ou non, peu importe, comme d'habitude il s'est fié aux faussaires de l'AFP,

histoire sans doute de pouvoir glissé un article contre le gouvernement indien déjà dans le collimateur des Américains, loyauté oblige.

Données sur la situation sociale en France.

Avant la mobilisation du 17 octobre, visualisez comment le coût de l'alimentation a explosé en dix ans en France - franceinfo.fr 17 octobre 2026

https://www.franceinfo.fr/economie/inflation/avant-la-mobilisation-du-17-octobre-visualisez-comment-le-cout-de-l-alimentation-a-explose-en-dix-ans-en-france_8202725.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20261017&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1400243

Pression fiscale en France : la taxe foncière a presque doublé en vingt ans - RT 16 oct. 2026

Selon des chiffres publiés par l'Union nationale des propriétaires immobiliers (UNPI), la taxe foncière à laquelle sont assujettis les propriétaires français a, en moyenne, bondi de 93,4 % entre 2005 et 2025, soit deux fois et demie l'inflation. RT 16 oct. 2026

Qu'on se le dise : La France s'apprêterait à basculer officiellement dans le fascisme. Ils en font la promotion ou ils en formulent le vœu, au choix.

- Marine Le Pen victorieuse dans toutes les hypothèses

Au second tour de la présidentielle, Marine Le Pen sortirait victorieuse, quel que soit l'adversaire auquel elle serait opposée.

L'écart serait le plus important en cas de duel face à Jean-Luc Mélenchon, la candidate du RN étant créditée de 69% des suffrages contre 31% pour le leader de La France insoumise dans un tel scénario. BFMTV 18 octobre 2026

J-C – Ce qu'ils ne disent pas, et on comprend pourquoi, c'est que le pays serait totalement alors ingouvernable.

Sans doute n'osent-ils pas aborder les conséquences politiques qui risqueraient d'en découler, à commencer par un effondrement du régime et l'ouverture d'une crise révolutionnaire, qu'ils avaient vu venir, mais à laquelle ils préféraient ne pas croire, et qui pour cette raison leur échapperait totalement. Comme quoi tout n'est pas encore perdu, camarades.

Les fachos n'ont pas le personnel pour gouverner, ils n'auront pas la majorité au parlement, la classe ouvrière ne leur permettra pas d'appliquer leur programme qui amplifierait les mesures adoptées par Macron depuis 2017, entre autres.

Le parti fasciste (RN-FN) n'est pas habilité à s'exprimer sur nos revendications sociales légitimes, il en est l'ennemi politique n°1.

Manifestations du 17 octobre: Marine Le Pen s'en prend à La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon juge "*lamentable*" la stratégie du maintien de l'ordre - BFMTV 17 octobre 2026

En réaction aux scènes de violences et aux pillages qui ont émaillé les manifestations à Paris, Lyon ou Lille organisées ce samedi 17 octobre, Marine Le Pen a dénoncé "*une prise d'otage par l'extrême gauche*" des "*revendications sociales légitimes*" des personnes qui se sont mobilisés ce samedi 17 octobre. Son adversaire de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a pour sa part critiqué la stratégie de maintien de l'ordre, soulignant le caractère majoritairement pacifique de la mobilisation.

"*Les revendications sociales légitimes ont une nouvelle fois été prises en otage par l'extrême gauche et les discours des députés de Jean-Luc Mélenchon qui, en légitimant la violence, en considérant l'ordre comme une oppression et le désordre comme un droit, cherchent à précipiter le pays dans le chaos*", a assuré sur X la candidate du RN à la présidentielle.

Candidat Horizons à la présidentielle, Édouard Philippe a estimé sur son compte X que "*la République doit répondre avec la plus grande fermeté aux casseurs qui l'offensent", évoquant "des scènes de chaos insupportables*". "*L'absence de fermeté dans la réponse pénale ne fera qu'alimenter la colère des millions de Français qui exigent légitimement l'ordre dans le pays*", a-t-il ajouté.

Le candidat LR Bruno Retailleau a dénoncé une « *violence anti-flic qui se déchaîne* », estimant que face à cela, « *la force implacable de l'État est la seule réponse possible* ». « Ces gens ne méritent rien d'autre que la prison », a-t-il ajouté, dans le sillage de plusieurs messages de fermeté, publiés notamment par Édouard Philippe ou Sébastien Lecornu.

Ce samedi soir, le Premier ministre a apporté « *tout* » son soutien aux forces de l'ordre « *qui ont affronté une violence d'une extrême intensité* ». « *Les consignes données sont claires : empêcher les exactions, protéger les biens et les personnes, interpeller leurs auteurs et les déférer à la justice* », a ajouté le chef du gouvernement sur X.

Le garde des Sceaux Gérald Darmanin a pour sa part annoncé sur X avoir donné instruction aux parquets « *d'apporter une réponse judiciaire extrêmement ferme* » aux « *violences urbaines d'une gravité inouïe* ». « *Le placement en détention provisoire doit être requis contre ceux qui s'en sont pris aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, aux bâtiments publics et aux commerces* », a estimé le ministre de la Justice.

Emmanuel Macron a déclaré que ceux qui ont « cassé » et « pillé » lors des manifestations seraient « *poursuivis et punis* » et que le pays ferait « *bloc face aux semeurs de chaos qui ne cherchent qu'à abattre nos institutions* ». « *Aucune place pour la violence dans notre République. Ceux qui ont cassé, attaqué les préfectures comme les commerces, pillé jusqu'à nos mairies, seront poursuivis et punis* », a écrit le président français sur X. « *Nous ferons tous bloc face aux semeurs de chaos, qui ne cherchent qu'à abattre nos institutions et empêchent ceux qui expriment pacifiquement leurs revendications de le faire* », a-t-il ajouté. Le chef de l'État a par ailleurs exprimé le *« soutien de la Nation aux forces de l'ordre, garantes du droit à manifester* ». (Paris Match) (Il est ultra minoritaire, mais il a raison sur un point, ce sont bien les institutions qu'il faut abattre pour instaurer une République sociale. - J-C)

Contraste total de l'autre côté du spectre politique : Jean-Luc Mélenchon a défilé dans le cortège parisien qui a gagné dans le calme la place de Clichy. Tout sourire au passage de jeunes scandant des « *Jean-Luc président* ». Sur X, il a vertement critiqué la stratégie du maintien de l'ordre à Paris. À Paris, *« le désordre est organisé par le préfet qui interdit l'accès à la place de la République en gazant sans relâche* », accuse-t-il. « *L'affrontement semble être le but de cette stratégie de "maintien de l'ordre". Lamentable* ».

Il a aussi fustigé les images de violences diffusées en continu sur les chaînes d'information. "*Pendant que les chaînes d'info inondent d'images de violence dans des dizaines de villes, tout se déroule dans le calme avec des dizaines de milliers de gens calmement mobilisés*", a déclaré le fondateur de LFI, qui soutient depuis le début du mouvement lycéen et est accusé par ses opposants d'avoir attisé la colère.

Pour Jean-Luc Mélenchon, qui a fait de la jeunesse l'un des piliers centraux de sa stratégie électorale et soutient activement la mobilisation lycéenne depuis ses débuts, l'enjeu politique est de taille. Le candidat salue la « *créativité* » des manifestants mobilisés, leurs pancartes et slogans, qu'il présente comme un « *signal de renouveau »,* « *plus puissant que Mai 68* ».

Il a accusé le gouvernement d'avoir « joué avec le feu, en comptant sur le pourrissement » de la situation. « *Vous n'êtes pas un homme d'État. Juste un commis qui est en train de provoquer une crise de régime*. » (Vous pouvez relire les déclarations de Mélenchon pour le vérifier, elles sonnent justes, mais étonnement à côté de la plaque ou creuses, car nulle part il ne dira que ce sont les inégalités sociales abyssales ou l'injustice sociale qui sont à l'origine de la réaction violente d'une partie de la jeunesse, car les jeunes se voient exclus du progrès social. Il leur est interdit de profiter de tous les biens matériels qu'ils voient, que ce soit dans la rue ou dans les vitrines des magasins où ils n'osent même pas entrer, pour quoi faire puisqu'ils sont pauvres, ou à la télé ou encore sur Internet, c'est cette violence qu'ils ne supportent plus, entre autres.

Mélenchon peut difficilement avancer cette argumentation, car il n'a rien à leur proposer. Le Pen et Macron le savent et ils en profitent pour lui taper dessus, c'est bien fait pour sa gueule, il y en a marre de tous ces imposteurs ou traitres qui font le jeu de nos ennemis finalement. J'ai décidé de rompre avec le discours démagogique des trotskystes, de le combattre, je ne le supporte plus.

En Inde où je vis depuis 32 ans, je baigne quotidiennement dans la pauvreté et la précarité, et je peux vous dire qu'on est plus d'un milliard à n'en plus pouvoir, notre sort est mille fois pire que le vôtre. Imaginez un instant l'état d'esprit que vous auriez, si vous étiez confronté à pareilles conditions, vous diriez stop sans même prendre le temps de réfléchir. Alors je dis stop à tous ceux qui n'entendent pas rompre avec le capitalisme en France, dont Mélenchon. – J-C)

La candidate écologiste à la présidentielle Marine Tondelier, tout juste revenue de son congé maternité, n'a pas non plus mâché ses mots sur la réponse du gouvernement. *« J'en ai ras le bol de la doctrine du maintien de l'ordre dans ce pays. Il faut la revoir et vite, parce que cela devient une atteinte aux libertés publiques. Et, en plus, cela met tout le monde en danger, les manifestants comme les policiers* ».

"*Quand on n'appelle pas les forces de l'ordre à la retenue, quand on les appelle même plutôt implicitement à l'inverse, on produit une flambée de tensions*", a ajouté la cheffe de file des Verts, elle aussi candidate à l'Élysée. "*Les appels au calme, c'est du gouvernement qu'ils doivent venir*". BFMTV 17 octobre 2026

Paroles de lycéens, étudiants, travailleurs.

Avant le 17.

- Lucie battra le pavé samedi – et rejoindra peut-être un rond-point – pour dénoncer cette hausse des prix devenue intenable pour ses finances. "*Je ne peux me permettre qu'un plein par mois*", confie à franceinfo cette habitante d'un village de Charente qui a été contrainte de limiter ses déplacements au strict minimum. "*La crise des carburants m'isole encore plus."* Fragilisée par problèmes de santé, cette femme de 60 ans vit d'une pension d'invalidité dont elle connaît le montant "au centime près" : 1 209,67 euros. "*J'aimerais bien pouvoir aller au cinéma, au théâtre, mais tout ça m'est interdit*", déplore-t-elle.

- A Angers (Maine-et-Loire), Alexandre, 30 ans, et sa compagne subissent aussi la hausse des prix à la pompe. "*Maintenant, notre enveloppe carburant, c'est 200 euros par mois, ça a énormément augmenté*." Une somme qui s'ajoute "*à la hausse du coût de la vie, des loyers*", énumère cet agent de la fonction publique. Il n'a pas forcément pour habitude de manifester : la dernière fois remonte à la réforme des retraites, en 2023. Mais le fait que la mobilisation du 17 octobre soit "*annoncée depuis longtemps*" lui a permis de mûrir l'idée de rejoindre le cortège. "*Je me suis dit pourquoi pas*." L'émergence des blocages dans les lycées a fini de le convaincre. "*Je suis solidaire de leurs revendications, mais je ne me voyais pas participer jusqu'à présent à une manifestation de lycéens, car je ne suis plus concerné*." Le caractère très large du mot d'ordre de samedi lui a permis de sentir plus légitime.

- Mathilde, 59 ans, a déjà tranché : "*On [la] trouvera dans le cortège aux côtés des lycéens. J'ai envie d'être avec eux, je trouve ça délirant la manière dont ils se font traiter*." Scripte, autrice et réalisatrice, elle entend défendre la "*sauvegarde des services publics, qui sont le ciment de la paix sociale*." "*L'accès à l'éducation, au logement, aux transports en commun et à la santé*" sont autant de raisons de battre le pavé, justifie-t-elle, encore déboussolée par les conditions dégradées dans lesquelles son père malade a récemment été pris en charge par le Samu.

- "*Je suis porté par l'élan des mobilisations lycéennes*", confirme Kévin, étudiant en histoire de 24 ans, qui veut avant tout montrer samedi son opposition à "*la répression policière*" du mouvement. Le jeune homme a vu, dans son fil d'actualité sur Instagram, Facebook ou encore X, une multitude "*de vidéos de violences commises par la police et parfois, plus à la marge, par des manifestants*", dont le visionnage a fini par devenir "*difficile à supporter psychologiquement*". "*J'ai l'impression que manifester est une nécessité, je ne me vois pas faire autrement."*

Le 17.

- (A Bordeaux hier 17 octobre) Eddy, étudiant de 20 ans, essaie de reprendre son souffle après avoir perdu le groupe d'amis avec lequel il est venu manifester. "*Les gens sont très en colère, ils n'en peuvent plus. Trimer toute la journée, pour ne pas pouvoir remplir leur chariot. Mes parents ont travaillé toute leur vie et maintenant, ils ont besoin de l'aide de mon grand frère pour finir le mois*", explique-t-il à l'AFP.

"*Est-ce que tout casser va changer les choses ? Je pense que ça peut être un électrochoc pour les politiques. On ne sait plus quoi faire pour se faire entendre. Les urnes ? On n'y croit pas*", ajoute-t-il.

- "*On n'est pas du tout sur la bonne voie, tout est devenu très cher et travailler, ça ne suffit plus*", expliquait dans le cortège initial Isabelle, infirmière libérale qui manifestait pour la première fois de sa vie, avec sa fille étudiante.

"*Je ne me voyais pas ne pas venir aujourd'hui*", justifiait-elle, tout en ajoutant craindre des violences. BFMTV 17 octobre 2026

- "*A leur âge, j'ai fait Mai-68, j'ai bloqué mon école d'assistantes sociales, raconte la retraitée qui tape dans ses mains. Je les trouve encore plus éclairés que nous à l'époque. Ils sont tout à fait conscients des enjeux*."

"*Moi, ma vie est faite. Etre là, c'est leur dire : 'Marie-Thérèse est avec vous, les jeunes !*" FranceInfo 17 octobre 2026

- Céline et Benoît sont aussi venus "*en soutien à la jeunesse*". Sur leurs pancartes, le message, écrit au feutre, est clair : "*Des moyens pour nos gamins*", "*fier de nos enfants*". "*On est parents d'ados tous les deux. Quand vos enfants de 15-16 ans vous disent qu'ils ne croient pas en l'avenir, je vous promets que ça prend aux tripes. Qu'est-ce qu'on peut leur répondre ?*", interroge la mère de famille de 51 ans.

- Enis, 18 ans, cherche un travail "*dans n'importe quel domaine*". "*Mais personne ne me répond*", lâche-t-il. Il voudrait s'acheter une voiture, "*mais avec quel argent ?*" Sofiane, 23 ans, agent de sécurité à Courbevoie (Hauts-de-Seine), voudrait enfin avoir son appartement, mais "*c'est juste pas possible*".

- Clémence, Caennaise de 27 ans : "*J'ai eu des problèmes de santé, et j'ai constaté ce que c'était de ne plus avoir les moyens de bien soigner les gens. Quand l'Etat ouvrira les yeux ?*", se demande cette employée dans les ressources humaines.

J-C – Pour vous ces témoignages n'ont peut-être pas de sens, pour moi si, parce que j'ai quitté la France depuis 30 ans, pour d'autres Français qui vivent à l'étranger aussi, qui se connectent à notre portail dans plus de 70 pays dans le monde.

Choisis ton camp : Celui des exploités et des opprimés !

Le Premier ministre - "*Soit on est dans le camp de la République et donc des forces de l'ordre, de celles et ceux qui protègent les biens et les personnes et qui appliquent les lois, soit on est du côté des casseurs*", a-t-il poursuivi, lors d'une visite auprès des forces de l'ordre mobilisées dans le centre de Paris, estimant être arrivé à un "*point de non-retour*". BFMTV 17 octobre 2026

J-C - Il a raison, on est arrivé à un "*point de non-retour*", le régime dictatorial de la Ve République doit être aboli, et tous ceux qui l'incarnent doivent dégager de gré ou de force !

En complément. Lu dans différents supports médiatiques.

- Des scènes de pillage se sont déroulées dans plusieurs villes de France samedi après-midi, parfois, comme à Paris, à des kilomètres des manifestations autorisées contre la vie chère.

- Vers 17h00 (...) d'autres pillages étaient également signalés du côté de la Madeleine, le tout fort loin de la place de Clichy, dans le nord de Paris, où la manifestation venait de se disperser.

- Les réseaux sociaux montraient d'autres attaques de magasins dans les grandes villes de France, généralement tournées vers des produits populaires chez les jeunes : un H&M, un Decathlon, un Micromania à Lyon, un autre Decathlon à Nice, le magasin Apple de Bordeaux, celui de Lille, une boutique Swarovski à Rouen, un Monoprix à Montpellier...

- Tout le long des 3,6 kilomètres de marche, jusqu'à la place de Clichy, point final de la manifestation, la même colère. Chacun a son histoire, mais on se rejoint sur tout un tas de problèmes.

Ma réaction à ces évènements.

La violence, c'est quand tu vis dans un des pays les plus riches, et que, quel que soit ton âge tu es soumis à la pauvreté et à la précarité, tu n'as aucun avenir ou il s'annonce sombre. Tu es victime d'inégalités abyssales, d'injustice sociale, d'un régime antisocial, esclavagiste, oppresseur, répressif, liberticide, illégitime, au point que tu rejettes toutes les institutions, tu ne veux plus entendre parler du pouvoir, de la loi, de l'Etat.

Tu croules tellement sous les difficultés, que c'est devenu une angoisse lancinante. Tu n'imagines pas un jour en voir le bout, au point qu'il arrive un moment où tu décides de passer outre et de te servir toi-même, puisque personne n'a voulu honorer tes besoins alors que tu le méritais, tu bossais tout de même.

Tu passes ton temps à te faire rabaisser, ridiculiser, humilier, mépriser, insulter, et tu ne devrais pas réagir, tu devrais te laisser faire indéfiniment, sauf qu'il y a une limite aux souffrances injustes qu'on nous impose, au lieu d'attendre d'être frappé une nouvelle fois, on frappe le premier et qu'advienne que pourra.

Bientôt, pour tout ce que ces sadiques nous ont fait endurer de sueur, de peine et de souffrances, afin que ces barbares ne puissent plus commettre de méfaits sur le peuple innocent, nous couperons les bras et les têtes de nos agresseurs, nous leur ferons passer pour toujours l'envie de nous défier ou de nous provoquer, ils cesseront définitivement de nuire à la société.

Organisez-vous au-delà de vos différentes sensibilités politiques, vous appartenez tous à la classe des esclaves, alors rassemblez-vous et luttez ensemble, préparez-vous à l'assaut final, armez-vous théoriquement et pas que. Notre ennemi est pris à la gorge, car son régime économique est en bout de course, il a fait son temps, il a épuisé toutes ses ressources, par conséquent il ne peut pas maintenir plus longtemps son hégémonie de classe, il doit nous céder la place, de grès ou de force nous la prendrons.

Il craint que notre réponse à sa sauvagerie soit violente et il a raison, puisqu'ils résisteront les armes à la main, c'est les armes à la main que nous les vaincrons. Vive la révolution socialiste internationale !

Totalitarisme. La France carcérale.

J-C Voyez comme se manifeste la violence de l'Etat.

S'ils insistent, on les brûlera en place publique, ils le méritent ! A leur régime de terreur, nous opposerons la nôtre pour les dissuader de résister, elle s'appliquera à une minorité contrairement à la leur, donc elle fera beaucoup moins de victimes et elle épargnera les innocents. On leur appliquera une terreur sur mesure, démocratique, donc féroce !

Écrans de fumée sur les particules... Les feux de cheminées interdits autour de Lille - francesoir.fr 15 octobre 2026

À partir du 1er novembre, allumer un feu dans une cheminée ouverte devient une infraction dans 95 nouvelles communes. Cette fois c'est la métropole lilloise qui est concernée, au moment même où des millions de Français peinent à remplir leur assiette, à ceux-là, on leur interdit le petit feu du réconfort. Et une fois de plus ce seront les plus démunis qui souffriront.

Il aura suffi d'un communiqué préfectoral, pour que la flambée du dimanche rejoigne la longue liste de ces petits gestes ordinaires que l'administration a décidé de requalifier en atteinte à l'intérêt général. Dans toutes les communes de la MEL, la cheminée sans porte ni vitre sera proscrite dès le 1er novembre, en chauffage principal comme en appoint, et jusqu'à la bûche allumée comme réconfort, un soir de pluie, un soir de spleen. Et à la clé, une amende bien sûr qui pourrait grimper jusqu'à 1 500 euros. Une broutille pour le smicard qui, un soir de bise, décidera comme appoint de brûler quelques branches sèches ramassées dans la forêt domaniale.

Le motif officiel tient dans le plan de protection de l'atmosphère, approuvé en août 2025, qui impute au chauffage au bois près de 70 % des émissions de PM2,5 de la métropole, un chiffre tiré d'un inventaire des rejets locaux qui ne dit à peu près rien, comme il se doit, sur l'air que respirent réellement les Lillois. En effet une bonne part des particules mesurées dans le Nord se forme dans l'atmosphère à partir de l'ammoniac des épandages et des oxydes d'azote, ou arrive avec les masses d'air venues de Belgique, d'Allemagne et de l'est de l'Europe, comme Atmo Hauts-de-France le rappelle si bien à chaque épisode de pollution. Contre les panaches des bassins industriels voisins, la préfecture du Nord ne peut évidemment rien, ce qui rend la bûche du particulier autrement plus commode à verbaliser. Remplacer l'âtre coûte cher, et la Prime Air de la MEL, comprise entre 1 000 et 2 850 euros, laisse l'essentiel de la facture à la charge du ménage dès qu'il s'agit d'une pompe à chaleur.

Un calendrier qui tombe bien mal, puisque le 12 octobre, comme le rappelait *France-Soir*, une étude OpinionWay pour Action contre la Faim établissait que 13 % des adultes, soit quelque 7 millions de personnes, déclarent manquer de nourriture en France. Et dans ce pays-là, le feu de bois n'a rien d'un caprice, il reste le dernier chauffage qui ne passe ni par compteur, ni par facture, pour ceux qui vont encore ramasser dans les forêts le bois mort.

Mais la ressource elle aussi se raréfie, la loi du 2 février 2023 a créé une contravention pour toute pénétration non autorisée dans une propriété rurale ou forestière privée, dès lors que celle-ci est signalée, avec 135 euros d'amende forfaitaire et jusqu'à 750 euros possible, alors que les trois quarts de la forêt française appartiennent à des particuliers. Reste le bois mort des forêts publiques, toléré au mieux pour un usage personnel et dans la limite de ce que l'on porte à bout de bras.

La cheminée ne fait que s'ajouter à un empilement de règles qui visent, texte après texte, tout ce qui permettait de vivre un tant soit peu en autonomie, en marge du supermarché et du fournisseur

d'énergie. Les poules du jardin doivent être déclarées en mairie et confinées sous filet dès que le "*risque aviaire*" est relevé, les puits domestiques font l'objet d'une déclaration obligatoire depuis 2009 et tombent sous le coup des arrêtés sécheresse, tout comme l'arrosage du potager, encadré par tranches horaires dès que le niveau d'alerte grimpe. Quant aux semences paysannes, il aura fallu la condamnation de Kokopelli en 2012, puis des années de bataille, pour qu'une loi de 2020 autorise enfin leur vente aux jardiniers amateurs, sans desserrer pour autant l'emprise du catalogue officiel sur les agriculteurs.

Aucun de ces textes n'est réellement défendable, aucune étude d'impact, aucun objectif sanitaire. Mis bout à bout, on dessine une société où l'on peut désormais avoir froid et faim, mais en conformité, sous peine de se voir amputé une bonne part de son salaire à la première incartade. francesoir.fr 15 octobre 2026

J-C – Ici en Inde on vit un peu en anarchie, sans règle, surveillance ou contrôle, on s'en passe très bien, on ne vit pas plus mal, on ne meurt pas plus, on ne s'en plaint pas, au contraire ! C'est un des seuls bonheurs qu'on a ici ou qu'il nous reste.

Le langage de la réaction par un maoïste, Bruno Guigue. Toujours du côté du manche.

J-C -J'ai reçu un nouveau courriel qui m'a agacé, j'avais indiqué à son auteur que je ne souhaitais plus recevoir sa prose. Tant pis pour lui !

A l'issue de cette confrontation d'idées, vous pourrez distinguer plus facilement un marxiste socialiste, d'un maoïste et sa conception du communisme à la Xi !

Le maoïste, Bruno Guigue, ex-sous-préfet nommé par Mitterrand, Chirac et Sarkozy, nous livre sa conception de l'ordre.

Il ne lui viendrait pas un instant à l'esprit qu'ils n'ont que cette forme de "*protestation*" pour s'exprimer, toutes les autres étant hors de leur portée ou réservées à des privilégiés.

B.G - Quand des scènes de destruction et de pillage viennent polluer une immense protestation populaire, qui est responsable ?

J-C - La haine de la jeunesse envers tout ce qui représente l'ordre établi n'est pas un "*poison*", elle est légitime.

B.G - Cette montée de la haine qui s'est répandue comme un poison, tout cela ne vient pas de nulle part.

J-C - Le "*chaos*" serait l'œuvre de jeunes en marge du mouvement ouvrier corrompu traités d'"imbéciles", que dire de l'auteur de ces lignes, sinon qu'il en fait partie ! Encore un nostalgique de la "*grandeur de la France*" impériale et coloniale, chère aussi à Mélenchon.

B.G - C'est pourquoi le chaos dans la rue n'est pas seulement l'œuvre des imbéciles, des provocateurs et des flics infiltrés.

Il est la traduction du chaos organisé par des corrompus qui ont ruiné la France et l'ont vendue à l'encan pour gaver des milliardaires et financer une guerre stupide.

J-C - Et logiquement, le voilà garant de leur "*République*" ou la dictature de la bourgeoisie. Pour un peu l'ex- sous-préfet maoïste se verrait bien reprendre du service ! Nunez pourrait le missionner !

B.G - Dans une République normalement constituée, les forces de l'ordre doivent maintenir l'ordre, c'est-à-dire garantir le bon déroulement des manifestations.

Lamentable ! Après avoir roulé les mécaniques pendant une semaine devant des adolescents, les Robocops de Nunez ont failli à ce qui devrait être leur mission.

J-C - L'opportunisme des partis et des dirigeants du mouvement ouvrier suffit amplement à jeter les masses dans les bras de la pire réaction !

B.G - En effrayant un électorat abreuvé de scènes apocalyptiques, la classe dominante espère un sursaut réactionnaire, elle compte sur la grande frousse qui fait voter à droite.

J-C - Où a-t-il vu qu'il existerait une "*gauche de rupture*", où a-t-il vu jouer qu'un candidat à la présidentielle incarnerait "*un projet d'avenir*" ? Il a dû confondre avec un couteau sans lame !

B.G - Inutile de dire que, dans sa réflexion stratégique, la gauche de rupture a sérieusement intérêt à méditer ce précédent.

En politique, avoir raison ne suffit pas. On peut exprimer des idées fécondes, incarner un projet d'avenir, et se faire battre à plate couture.

J-C - En politique, il n'y a rien de pire que croire avoir raison... surtout quand on a tort ! On peut s'en accommoder ou le nier, n'est-ce pas ? C'est malhonnête. Qui y fera attention ?

Lu dans un article publié par un média dit indépendant (Réseau International).

Connerie ou infantilisme ?

- "*Les mauvais policiers et leurs chefs savent désormais qu'il y a en face d'eux, une arme bien plus efficace que leurs grenades de «désencerclement» remplies de TNT et leur fusils LBD40, un smartphone, un simple smartphone, qui les met en joue pacifiquement*."

J-C - On n'ose même pas imaginer ce qu'ils pensent "*des bons policiers et leurs chefs*", ils doivent leur faire une bise sur la joue... "*pacifiquement*" !

- "*Du coup le rapport de force avec les médias mainstream s'inverse : si ces médias ne montrent pas les images, la désinformation est évidente et ils perdent toute crédibilité. S'ils les montrent, ils participent eux-mêmes, en dehors de leur volonté, à dénoncer les violences. Échec et mat.*"

J-C - En a-t-il été un jour autrement ? Non, jamais ! Un lieu commun ou un sophisme.

- "*Et cela d'autant plus que les jeunes ne regardent plus la télé mais sont sur les réseaux sociaux*."

J-C - En 1975 j'avais 20 ans, ni moi ni aucun de mes très nombreux copains et nombreuses copines ne regardaient la télé. Et quand l'année suivante j'ai loué une pièce et que j'ai commencé à vivre seul, je n'ai pas acheté de télé, il m'a fallu attendre de vivre en ménage avec ma future épouse en 1978 pour que je la regarde parce qu'elle en avait acheté une toute petite portative noir et blanc, qu'on regardait rarement ou juste pour voir des films. Les jeunes n'ont jamais été accros à la télé.

- "*Ils ne restent alors, autour de la télé, que les personnes âgées ou ces «jeunes- vieux» qui regardent vers le passé et le Rassemblement national (RN), qui ont la nostalgie de l'autorité sévère des maitres d'antan et des punitions corporelles, les mêmes qu'ils préconisent d'appliquer, bien plus dures encore, aux manifestants.*"

J-C - Quel mépris envers les travailleurs ! Car à ma connaissance, il y a très peu d'habitations en France où il n'y a pas au moins un poste de télé, et pas un écran minuscule, non, des grands écrans de préférence, chez tous les membres de ma famille en France.

- Le peuple des jeunes réussit déjà là où ses ainés n'avaient pu parvenir, réclamant et obtenant la proscription des armes les plus cruelles.

J-C - Le ministre de l'Intérieur a déclaré qu'elles étaient rétablies pour les manifestations du 17 octobre, donc encore une fausse annonce.

Les médias dits alternatifs ou indépendants sont très souvent un dépotoir où des déchets viennent déverser leurs fantasmes de petits bourgeois refoulés ou épancher leur mégalomanie. Ils sont généralement atteints de névroses obsessionnelles, ce qui les amène à substituer à la réalité leurs propres récits qui reposent essentiellement sur le déni et le sophisme. Ils évitent soigneusement d'évoquer la nécessité d'un changement de régime politique et économique, et ils ignorent la lutte des classes, qui, combinée à la crise du capitalisme, détermine la marche du monde, d'où leur incapacité à proposer une issue politique conforme aux besoins et aspirations des travailleurs.

Ils appartiennent pratiquement tous à la catégorie de l'opposition contrôlée, c'est-à-dire, qui est subordonnée au régime en place, au capitalisme qu'ils entendent réformer, mais surtout pas renverser, en cela, ils figurent dans le camp de la réaction et des ennemis de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier et du socialisme.

Un exemple.

- "*En conclusion, si depuis un bon siècle nos élites ont été sélectionnées selon un mode dégradé, on ne peut s'empêcher d'y voir une relation de cause à effet dans l'effondrement occidental face à la montée en puissance de cultures multimillénaires. Il est également légitime de se demander en quelle proportion lesdits «hauts QI» sont-ils réellement intelligents du fait d'être doté peu ou prou de la part sensible ?*"

J-C - Ce passage vient d'un article consacré au quotient intellectuel et à l'IA et ses méfaits.

"*L'effondrement occidental*" ne serait pas dû au développement du capitalisme avec ses contradictions et limites à l'échelle mondiale, non, il proviendrait du fait que "*nos élites ont été sélectionnées selon un mode dégradé*", et quand ils évoquent une crise ou une guerre, ils tiennent le même raisonnement foireux, l'économie est ravalée au second rang au profit de jeux de pouvoir au niveau des puissants ou des élites, afin de pouvoir suggérer qu'il suffirait de changer le personnel au sein de l'Etat et non le régime économique, pour satisfaire les besoins ou aspirations des masses,

sauf que cette recette de dilettantes n'a jamais fonctionné. Ce sont donc des contre-révolutionnaires au service de la réaction et rien d'autres.

Ils sont dingues à propos de l'IA, presque tous les jours je lis au moins un article délirant sur ce sujet, ils sont aussi hystériques que les autres sur le climat ou les virus, la "*menace*" russe ou chinoise.

Italie.

"*Comme en France*" ? L'Italie secouée par un début de contestation - AFP 16 octobre 2026

L'automne s'annonce agité en Italie avec la multiplication de mouvements de contestation liés au coût de la vie, des carburants et du logement mais aussi à l'éducation, certains manifestants rêvant de faire "*comme en France*".

Des agriculteurs et des transporteurs ont bloqué plusieurs axes routiers cette semaine dans les Pouilles, en Calabre et en Sicile (sud) pour protester contre la hausse des prix des carburants, ralentissant ou empêchant leur transport, et risquant de compromettre la production de pâtes faute de livraisons de blé.

Le syndicat de transporteurs Conftrasporto menace désormais d'un "*blocage national*", dénonçant "*le climat de tension créé par l'insoutenable situation liée à la flambée des prix de l'énergie*".

Vendredi matin, plusieurs milliers d'étudiants et lycéens ont manifesté globalement dans le calme à Rome, Milan, Florence, Bologne ou Gênes. Ils se sont mobilisés à l'appel de différents collectifs, pour la paix et contre le gouvernement de Giorgia Meloni, qui veut notamment augmenter le budget de la Défense et a plafonné le nombre d'élèves étrangers par classe.

A Rome, quelques échauffourées ont eu lieu lors de la manifestation rassemblant "*plusieurs milliers d'étudiants*" entre le Colisée et le ministère de l'Education, a indiqué la préfecture de la capitale italienne.

Quelques milliers de lycéens et étudiants ont aussi manifesté à Turin (nord), accompagnés de professeurs demandant notamment des hausses de salaires et des recrutements. Certains d'entre eux se sont interposés entre des jeunes et la police, qui a répondu à des jets de pierres en faisant usage de canons à eau et de gaz lacrymogène, a constaté un photographe de l'AFP.

Une dizaine de lycées sont déjà occupés à Turin, avec des appels à faire "*comme en France*", selon la presse locale. "*Le monde est à nous*", clamait (en français) une pancarte à Turin.

"*L'Italie se trouve dans une crise économique et sociale dramatique*", a déclaré à l'AFP le secrétaire général du grand syndicat CGIL, Christian Ferrari. "*Le coût de la vie est insoutenable, notre système productif perd des morceaux chaque jour, il y a une urgence climatique...*"

"*Notre objectif est de placer au centre de la campagne électorale les conditions matérielles de vie et de travail des Italiens*", a souligné le syndicaliste.

Une nouvelle manifestation nationale sur l'"insoutenable coût de la vie" est prévue samedi 17 octobre à Rome.

Le syndicat USB (minoritaire) a appelé de son côté à une grève générale le 30 octobre.

Si les vagues d'inflation consécutives à la pandémie de Covid-19 puis aux tensions géopolitiques ont touché toute l'Europe, elles ont eu un impact particulièrement fort en Italie, où les salaires et la productivité stagnent depuis plusieurs décennies.

L'inflation a connu une nette accélération en septembre, à 4,2% sur un an, notamment à cause des prix des carburants, selon l'Institut national des statistiques (Istat).

A quelques mois des élections parlementaires, prévues pour le printemps 2027, cette question du pouvoir d'achat devient de plus en plus brûlante.

Etats-Unis.

Trump met un coup d'arrêt aux sanctions contre la Russie, au grand désarroi de l'Ukraine - Courrier International 17 octobre 2026

"*Cette fois, la rupture semble bien réelle*", commente *The New York Times*.

Les annonces du 16 octobre illustrent le revirement du républicain, confirme *The Wall Street Journal*. Courrier International 17 octobre 2026

J-C - Quand le *Courrier International* écrit que *The New York Times* est un "*journal de centre gauche*", il faut lire que tous les deux représentent l'extrême centre de gauche !

Russie.

Poutine : la République populaire de Lougansk est entièrement sous le contrôle des troupes russes - RT 16 oct. 2026

Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu dans la zone de l'opération militaire spéciale pour recevoir les rapports de ses commandants. Il a déclaré que 310 localités avaient été libérées depuis le début de l'année et que la création d'une zone de sécurité à la frontière avec l'Ukraine progressait.

Réuni le 16 octobre avec les principaux responsables militaires au poste de commandement auxiliaire du groupement unifié des forces, le président russe Vladimir Poutine a fait le point sur la situation en Ukraine, en particulier à partir du rapport du chef d'état-major général russe Valéri Guérassimov. Le président a affirmé que la République populaire de Lougansk restait entièrement sous contrôle russe. Il a ajouté qu'un peu plus de 10 % du territoire de la République populaire de Donetsk et 16,5 % de la région de Zaporojié demeuraient aux mains des forces ukrainiennes. Il a souligné que la prise de contrôle de l'ensemble de cette république restait l'un des principaux objectifs de l'opération militaire spéciale. Vladimir Poutine a mis en avant l'avancée des forces russes sur tous les axes.

« *L'offensive des unités et formations des forces armées se poursuit sur toute la ligne de front, et le rythme de progression s'est considérablement accéléré* », a-t-il déclaré. Selon son bilan, les forces

russes ont pris le contrôle d'environ 6 500 km² et de 310 localités depuis le début de l'année. Le chef d'état-major général a indiqué que, depuis le 1er septembre, 92 localités et plus de 1 800 km² étaient passés sous contrôle russe.

Gaz : la Russie prête à contribuer au «*développement global des secteurs énergétiques des pays africains*» - RT 17 oct. 2026

«*Nous proposons non seulement la fourniture de ressources et d'équipements, mais aussi le développement global des secteurs énergétiques des pays africains*», a déclaré le ministre russe de l'Énergie, Sergueï Tsivilev, en marge de la Semaine russe de l'énergie, assurant que des acteurs russes de l'amont gazier étaient «*prêts*» à opérer en Afrique. RT 17 oct. 2026

J-C – Voilà qui va indisposer un peu plus les Occidentaux…

Etat juif d'apartheid.

Israël : des réseaux publicitaires détournés pour espionner des centaines de millions d'internautes - RT 17 oct. 2026

Une entreprise israélienne spécialisée dans la publicité numérique aurait utilisé un vaste réseau de publicités en ligne pour surveiller des internautes et faciliter le piratage de leurs appareils, selon deux enquêtes publiées le 15 octobre par le Citizen Lab, un groupe de recherche canadien spécialisé dans la cybersécurité, et Confiant, une société américaine spécialisée dans la sécurité publicitaire.

Baptisée Discover-Tech, la société aurait exploité les infrastructures publicitaires de plusieurs grandes plateformes, dont Google, Comcast et le russe Yandex, pour diffuser des annonces permettant de repérer et de suivre l'activité des utilisateurs. Selon le Citizen Lab, ces publicités ont été diffusées sur plus de 120 000 sites web et 75 000 applications.

Le dispositif reposait notamment sur des annonces en apparence ordinaires, faisant la promotion de produits tels que des téléphones ou des écouteurs. Leur simple chargement sur une page web ou dans une application pouvait déclencher des mécanismes de collecte de données, sans nécessiter de clic de la part de l'utilisateur. Certaines publicités auraient également permis de récupérer des numéros de téléphone ou de faciliter l'installation de logiciels espions.

Les annonces associées à Discover-Tech auraient également été diffusées sur des réseaux sensibles. Selon Confiant et le Citizen Lab, ceux-ci comprenaient notamment des environnements liés au Pentagone, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à la Cour pénale internationale, aux Nations unies et à l'Otan. Les chercheurs signalent aussi une présence importante de ces publicités dans les territoires palestiniens.

Les révélations ont entraîné des mesures de plusieurs acteurs du secteur. Google a annoncé avoir exclu Discover-Tech de ses plateformes publicitaires pour violation systématique de ses règles d'utilisation. IAB Europe, une organisation professionnelle du secteur de la publicité numérique, a suspendu son statut de fournisseur agréé après un audit ayant relevé des manquements à ses politiques.

Beeswax, une filiale technologique publicitaire de Comcast, a également retiré l'entreprise de sa plateforme. D'autres acteurs ont suspendu ou bloqué ses accès dans le cadre de leurs propres contrôles.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 19 octobre 2026

Info perso.

Je rectifie, le disque dur qui est foutu n'était plus sous garantie, il avait été remplacé une première fois il y a quelques mois, mais il n'a pas supporté mon rythme de travail. Il a fonctionné de 9h du matin à minuit environ 7j/7, soit 15h par jour, et à ce rythme-là un disque dur de 2.5" ne tient pas longtemps, ce que j'ignorais, car évidemment mon informaticien ne m'avait rien dit. Pire, il a fait une grosse connerie ou plusieurs.

Tout d'abord, dans le choix de ce disque dur, car il connaissait ma cadence de travail, ensuite, il l'a installé au fond de la colonne de l'ordinateur de bureau, ce qui le privait d'aération sur la moitié de sa surface, et l'exposait aux vibrations répercutées par la caisse métallique de l'ordinateur, c'est un super informaticien, mais il est très con, que voulez-vous, c'est comme cela !

Je ne vais rien lui dire ou on ne va pas se fâcher, parce que cela ne servirait à rien ou si, il ne voudrait plus s'occuper de mon ordinateur et je serais bien dans la merde, car il serait vexé, il doit être comme ces intellectuels ou ces élites qui ne tolèrent pas la moindre remarque ou critique, ils sont au-dessus de cela, et de vous surtout. Comme quoi parfois dans la vie il faut savoir faire des compromis, tant qu'on n'y laisse pas sa dignité, tout se passe bien.

Voilà le disque dur que j'ai commencé :

Western Digital Red Plus NAS 2TB 3.5 inch SATA Hard Drive - TB Storage Capacity - 3.5" Form Factor - SATA III 6 Gb/s - 5400RPM - Cache- 64MB - Up to 180 MB/s Data Transfer Rate - Limited 3-Year Manufacturer Warranty : 16999 roupies, soit environ 170 euros, au lieu de 6900 roupies pour un disque dur moins résistant ou celui qui a lâché (Seagates). C'est cher, mais je n'ai pas le choix.

Le Western Digital Red Plus est conçu pour fonctionner 24h/24 7j/7, avec une durée de vie estimée entre 8 ou 10 ans ou plus s'il est bien traité et pas trop sollicité, je vais le soigner ! Il est prévu d'ajouter un ventilateur dans le boitier de l'ordinateur.

J'ai appris qu'il fallait prendre un soin particulier des disques durs car ils craignent le moindre choc, la chaleur et les vibrations, les variations de tension, les coupures de courant, avec un onduleur de bonne qualité ces risques sont écartés. Quant aux disques externes que l'on connecte à une prise USB, ils sont encore plus fragiles, vous le cogner contre une table ou il tombe par terre et le disque peut être rayé et foutu. Quand je pense que l'autre jour j'ai emmené l'ordinateur sur le scooter sans prendre de précautions contre les vibrations…

Quand on vous dit que par ignorance, il arrive que dans la vie on fasse des conneries, et ben voilà ! Alors soyez toujours modeste pour ne pas avoir l'air con, et puis on ne s'en porte que mieux.

Je ne solliciterais pas la charité de mes lecteurs.

Serait-ce prémonitoire ou un signe de ce qui se prépare ?

- Samedi, les scènes d'insurrection, parfois au cri de "*Révolution*", ont paru plus intenses que les émeutes de 2023, mais aussi que les journées d'action des gilets jaunes en 2018-2019, selon des reporters de l'AFP sur le terrain.

Edouard Philippe, dimanche sur BFMTV, a décrit un fait "*dangereux pour notre nation*", qui n'est "*pas seulement du désordre mais une remise en cause des fondements de la République*".

Le mouvement a pris "*une ampleur inédite partout en France*", a déclaré le préfet du Rhône, Etienne Guyot, lors d'une visite des quartiers touchés. AFP et BFMTV 18 octobre 2026

J-C – Il y en a même un qui a évoqué La Commune. Rassurons-les, je plaisante, tremblez, car ce que vous avez vu le 17, ce n'était rien à côté d'une révolution ! J'ignore même si cette violence avait quelque chose à voir avec ? Il y a trop d'a priori et de non-dit dans tout ce que j'ai lu. A suivre.

Le chef de guerre a parlé.

Macron : "*Il nous faut nous asseoir autour de la table et construire ensemble les solutions*", pas question, il n'y a pas de solutions avec celui qui est à l'origine de tous nos problèmes : Dehors tout de suite et la Ve République avec !

Le titre de FranceInfo est révélateur du camp dans lequel se situent tous les médias mainstream.

"*Rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse*" : ce qu'il faut retenir de l'allocution d'Emmanuel Macron après les violences du 17 octobre - FranceInfo 18 octobre 2026

Extraits.

- Emmanuel Macron s'est exprimé depuis le palais de l'Elysée, dimanche 18 octobre, affirmant : "*Ceux qui ont cherché à faire tomber la République auront à en répondre.*"

Emmanuel Macron a d'abord dénoncé les responsables, selon lui, de ces scènes de chaos. "*Des factieux issus de groupuscules d'ultragauche, rejoints par de nombreux délinquants, se sont livrés à une violence débridée dans nos villes*", a-t-il affirmé, rappelant que des commerces avaient été "*pillés*" et des bâtiments "*attaqués*", voire "*détruits*".

"*Rien ne le justifie. Rien ne l'explique. Rien ne l'excuse. Nous ressentons tous de la colère, de la honte, et voir les rues de nos villes ainsi saccagées est insupportable*", a dénoncé Emmanuel Macron.

Alors que 2 397 personnes ont été interpellées, le chef de l'Etat a estimé que le "*suivi judiciaire*" devait être exemplaire. "*La plus grande fermeté a été demandée aux procureurs par le garde des*

Sceaux", a-t-il rapporté. "*Nos juges rendent la justice en votre nom et ils savent ce que vous attendez (...) Ceux qui ont détruit doivent payer. Ceux qui ont pillé doivent rembourser*."

Depuis la guerre en Iran en février et ses répercussions dans le monde, il assure avoir "*pris plusieurs initiatives au niveau international pour garantir notre carburant, notre gaz et agir sur les marchés de l'énergie*". "*Je poursuivrai ces actions dès demain matin en allant dans les pays du Golfe pour sécuriser nos approvisionnements*", a-t-il annoncé.

A six mois de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat suggère que "*les choix d'avenir que vous aurez, que nous aurons à faire (...) sont essentiels*". "*Tous ceux qui vous expliquent que l'urgence est d'aller dans la rue, de manifester, de créer le désordre, n'ont qu'un but : abîmer la République et voler le débat*", a déploré Emmanuel Macron.

"*La France est une grande force démocratique. Elle mérite ces débats. Ils doivent se faire dans les réunions publiques, avec les partis, non pas dans la rue, par la violence.*"

"*Ils doivent se faire dans les journaux, sur les plateaux de télévision, dans les rassemblements pacifiques où on parle et on s'explique dans le respect*", a ajouté le président de la République. "*Notre pays mérite une belle élection présidentielle dans six mois (...) Nous avons besoin d'unité, de calme et de respect*", a-t-il terminé.

J-C - On ne débat pas avec les oppresseurs et leur porte-parole, avec ceux qui légitiment les inégalités et l'injustice sociale, un génocide, on les combat jusqu'à leur défaite !

Quelques réactions politiques.

Dans leur camp, on les sent plutôt crispés, débordés, désœuvrés, un brin inquiet, car ils viennent de se rendre compte qu'ils pourraient très facilement perdre le contrôle de la situation avec les conséquences politiques inattendues et d'une extrême gravité qui pourraient en découler, comme l'effondrement d'un coup du régime ou l'ouverture d'une crise politique à l'issue incertaine, parce les autorités de l'Etat sont rejetées par l'immense majorité des masses opprimées.

Bref la crainte de la révolution prolétarienne et du socialisme, leur hantise, le cauchemar de l'oligarchie financière à laquelle ils doivent rendre des comptes.

Après les violences du 17 octobre, les responsables politiques atterrés par l'allocution d'Emmanuel Macron - HuffPost 19 octobre 2026

« *Irresponsable* », « *lamentable* » : les oppositions, et jusqu'à son ancien Premier ministre Édouard Philippe, ont jugé très sévèrement la prise de parole du chef de l'État.

- Une allocution ce dimanche 18 octobre au soir qui ne semble pas avoir convaincu grand monde, jusque dans son camp.

Édouard Philippe - « *J'aurais préféré, comme des millions de Français, des décisions et des initiatives permettant le retour à l'ordre et le rétablissement de l'autorité de l'État, la sanction des pilleurs et des casseurs* » ainsi qu'une « *méthode détaillée pour rétablir la discussion avec les lycéens et les organisations syndicales* », l'a interpellé sur X son ancien Premier ministre Édouard Philippe, même s'il lui a reconnu « *une volonté louable de rétablir le dialogue* ».

Bruno Retailleau - L'ancien ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, qui cherche toujours davantage à s'écarter du bilan de ces dernières années dans le cadre de sa candidature à l'élection présidentielle, a lui aussi eu des mots très durs. « *L'intervention d'Emmanuel Macron est très inquiétante. Le Président de la République apparaît totalement dépassé, incapable d'opposer la force de l'État à la chienlit qui menace la République* », a-t-il écrit sur X, l'appelant à « *prendre ses responsabilités* » et à « *décréter l'état d'urgence pour protéger les Français* ».

J-C - Et comme d'habitude au lieu de profiter de l'avantage que leur procurait la situation pour s'en prendre à Macron et au gouvernement et les enfoncer un peu plus, tous les dirigeants du NFP (Nouveau Front Populaire) leur ont redonné la main ou ils les ont légitimé affirmant qu'ils attendaient des réponses de leur part en bons collaborateurs de classes, alors qu'il n'y a rien à attendre de représentants du capitalisme, au lieu d'avancer, que seul un gouvernement ouvrier rompant avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et l'UE serait à même d'appliquer une politique conforme aux aspirations légitimes de la jeunesse et des travailleurs, ce qu'ils étaient incapables de proposer parce qu'ils y étaient opposés, ce qui démontre au passage qu'ils figurent bien tous dans le camp de nos ennemis.

LFI - (Bompard) "*J'appelle à ce qu'une véritable réponse politique soit apportée aux revendications exprimées*" (Bompard)

PCF - (Roussel) Macron "*aurait pu appeler au calme et apporter des réponses aux jeunes, aux salariés, aux retraités*".

Ecologiste - (Tondelier) "*Si nous allons à Matignon, ce sera pour travailler à des solutions aux crises sociales, environnementales et démocratiques*".

PS - La première adjointe au maire de Paris, Lamia El Aaraje, a déploré "*un manque de moyens*" policiers pour mettre un terme aux pillages.

Quant aux fachos, Bardella sur X a regretté que Macron n'ait "*même plus la force de les protéger*", entendez L'Etat, les institutions, le régime en place.

Marine Le Pen a condamné les «*destructions*» et les «*pillages*» commis dans la plupart des grandes villes, dans une allocution publiée sur son compte X. HuffPost 19 octobre 2026

Violences du 17 octobre: Laurent Nuñez a présenté sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a refusée - BFMTV 19 octobre 2026

La forte présence d'émeutiers et de pillards dans de nombreuses villes de France a-t-elle été mal anticipée ?

Un CRS, Patrice, raconte toutes les heures passées samedi, à Lyon, face aux casseurs. Ce dernier a 29 ans de maintien de l'ordre derrière lui. Ce CRS a connu les gilets Jaunes, la contestation de la réforme des retraites, et plus récemment, le mouvement lycéen. Il avoue n'avoir jamais vu ça lors du week-end du 17 octobre, l'une "*des journées les plus compliquées qui m'est amenée de vivre dans mon travail*'. Patrice a commencé à 10 heures du matin pour finir à 1h15, sans répit, non-stop, il a "*fait face à un gros déferlement de violence*". "*On les sentait très déterminés, ils étaient là, au contact, ils revenaient, ils reculaient quand on faisait des charges puis ils revenaient. C'était super compliqué*", explique le CRS lyonnais.

Un autre directeur départemental affirme que ce maintien de l'ordre a été le plus violent qu'il ait connu. Un chiffre permet de s'en rendre compte : à Paris une compagnie de CRS a tiré 3 000 grenades lacrymogènes samedi. En temps normal cela ne dépasse la centaine. Un troisième très haut gradé s'estime même chanceux que les CRS n'aient pas paniqué. Un policier conclut de son côté que "*c'était la Commune de Paris combinée au Black Friday*".

Ces scènes de pillage ont aussi choqué ces policiers, pourtant habitués au maintien de l'ordre, notamment face aux 30 000 pilleurs à Marseille. Ou encore à Lyon, où ils étaient aussi tellement nombreux, que même les pillards qui ont été attrapés n'ont pas tous fini en garde à vue, comme le raconte Patrice qui en a interpellé certains : "*On a interpellé des individus qui avaient pillé mais qui ont été relâchés, faute de personnes qui pouvaient les prendre et les mettre en garde à vue. Pour ces individus, on a pris les identités et ils ont été relâchés, on a saisi la marchandise et puis voilà*".

France en crise : de nouvelles scènes de violences en plein Paris, des tensions en banlieue - RT 18 oct. 2026

Au lendemain de la mobilisation nationale contre la vie chère, qui a dégénéré en violences et pillages dans plusieurs grandes villes, de nouvelles scènes de chaos ont éclaté ce 18 octobre en plein centre de la capitale française, quelques heures seulement avant une prise de parole d'Emmanuel Macron.

Des violences qui surviennent moins de 24 heures après les scènes d'une violence inouïe, en marge de la journée de mobilisation contre la vie chère, et durant laquelle des centaines de magasins ont été saccagés et pillés dans les centre-villes de Paris, Marseille et Lyon ainsi que d'autres villes françaises.

Alors que la CRS 8, une unité spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines, a été déployée à Paris, en proche banlieue, dans la commune de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), des tensions ont été signalées autour du centre commercial Rosny 2, l'un des plus grands de l'Île-de-France, celui-ci ayant été fermé. Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux, montrant des jeunes en train de courir, affirme que le centre aurait été la proie de pillages. RT 18 oct. 2026

Quelques éléments complémentaires.

- « *Je pense que si nous nous trompons, dans les jours qui viennent […] nous allons à la crise de régime* », a averti le directeur du think tank Fondapol, Dominique Reynié sur le plateau de LCI, mettant en garde contre une impossibilité de maintenir à terme autant de policiers en « *un aussi grand nombre de lieux pour faire face plus longtemps à des situations aussi graves* ».

- Rappel. Un extrait d'une interview de Laurent Nuñez, déclarant le 6 octobre sur France Inter que « *perdre le contrôle, c'est si jamais vous aviez des hordes de personnes qui défilaient dans les centre-villes, qui pillaient les magasins et qui commettaient des exactions* ».

- Sur le plateau de LCI, l'ex-députée LFI Raquel Garrido a quant à elle appelé à « *ne pas sous-estimer* » les « *2 000 hommes en armes de la mouvance accélérationiste, etc. Ce sont des gens d'extrême-droite plutôt, qui veulent provoquer la guerre civile* » afin, selon elle, de «*provoquer le chaos et une demande d'ordre qui favorise l'extrême droite* ». RT 18 oct. 2026

Si vous estimez que l'essence et le gaz sont trop chers, prenez-vous en à Macron.

Gaz russe : Washington aurait proposé à l'Europe de reprendre ses achats, Moscou rappelle que les livraisons via Nord Stream restent possibles - RT 18 oct. 2026

La Russie conserve la possibilité de reprendre ses livraisons de gaz vers l'Europe grâce à la conduite intacte de Nord Stream. Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak l'a indiqué le 17 octobre, lors d'un entretien, en soulignant que la décision de rétablir les approvisionnements dépend des partenaires européens.

« *Une conduite est restée intacte et peut permettre d'effectuer des livraisons. Mais cela dépend de nos collègues européens* », a déclaré Alexandre Novak. Il a également précisé que les trois autres conduites, mises hors service à la suite des explosions de septembre 2022, pourraient être réparées si les décisions nécessaires étaient prises.

Washington aurait proposé un retour du gaz russe en Europe

La possibilité de rétablir les approvisionnements russes figure également parmi les questions abordées dans les discussions diplomatiques autour d'un éventuel accord de paix en Ukraine. Selon des informations du *New York Times*, fondées sur des sources proches des négociations, des représentants américains auraient proposé une reprise des achats européens de gaz russe.

Steve Witkoff et Jared Kushner auraient évoqué cette option avec des responsables ukrainiens et européens, dont Volodymyr Zelensky, lors d'une visite à Kiev en septembre. Les émissaires américains auraient notamment suggéré de remettre en service les gazoducs qui acheminaient auparavant du gaz russe vers l'Europe. Cette perspective aurait cependant été accueillie défavorablement par les représentants européens consultés.

Moscou met en garde contre les conséquences des choix européens

La Russie affirme pour sa part rester disponible pour fournir aux pays européens des ressources énergétiques à des conditions stables et compétitives. Alexandre Novak a rappelé que Moscou n'avait pas décidé de renoncer à ces approvisionnements. Selon lui, ce sont les dirigeants européens qui ont fait ce choix pour des raisons politiques, malgré l'existence de contrats à long terme toujours en vigueur.

Le vice-Premier ministre a également averti que de nouvelles restrictions visant le gaz russe risquaient d'aggraver le déséquilibre du marché européen. Le 18 octobre, il a évoqué les difficultés d'approvisionnement liées à la fermeture du détroit d'Ormuz et à l'arrêt d'une installation gazière au Qatar après des attaques. Il a estimé que les stocks européens étaient inférieurs d'environ 10 % à leurs niveaux moyens habituels, soulignant que les consommateurs européens seraient les premiers à subir les conséquences d'une hausse des prix.

Les échanges énergétiques se poursuivent pourtant entre la Russie et l'Europe. Selon les chiffres communiqués par Alexandre Novak, Moscou a livré 12 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié au marché européen au cours des neuf premiers mois de 2026, davantage que durant la même période en 2025. La Russie réaffirme ainsi sa disponibilité à assurer des approvisionnements, tandis que le rétablissement des livraisons par Nord Stream reste soumis à la volonté des Européens. RT 18 oct. 2026

Italie.

Italie : des manifestations contre la vie chère dégénèrent en violents affrontements à Milan - RT 18 oct. 2026

Dans plusieurs villes italiennes, la colère sociale grandit face à la hausse des prix et aux choix budgétaires du gouvernement Meloni. À Milan, les rassemblements du 17 octobre ont été marqués par des incendies et des heurts avec la police près du Duomo. Le bilan fait état de 25 blessés, tandis que des syndicats préparent une nouvelle mobilisation.

De violents affrontements ont éclaté le 17 octobre dans le centre de Milan, lors d'une manifestation contre la hausse du coût de la vie et la politique du gouvernement italien. Plus de 5 000 personnes ont participé au rassemblement, selon les estimations policières. Initialement pacifique, le cortège a été marqué par des violences lorsque des groupes de jeunes manifestants, dont certains masqués, ont lancé des pierres, des bouteilles et des pétards sur les forces de l'ordre.

Au total, 25 personnes ont été blessées, dont dix membres des forces de l'ordre. Aucun blessé n'a été signalé dans un état critique. Les bilans disponibles font état de 50 à 60 interpellations à Milan, dont de nombreux mineurs.

La contestation a également été marquée par des affrontements avec la police à Turin et à Bologne, où douze et sept personnes ont respectivement été interpellées.

Ces événements surviennent dans un contexte de mobilisation sociale contre les orientations du gouvernement de Giorgia Meloni. Dès le 16 octobre, des manifestations ont été organisées à Rome, Milan, Turin, Bologne et Naples, à l'appel de syndicats étudiants et de mouvements de jeunesse de gauche. Les premiers rassemblements ont été baptisés « *Journée sans Meloni* ».

Au-delà de la hausse des prix, les manifestants dénoncent le coût du carburant et la pression fiscale qui pèsent sur les revenus des ménages. Ils réclament des salaires plus élevés et davantage de moyens pour l'éducation, la santé et les services publics.

Les choix budgétaires du gouvernement sont également contestés. Certains participants dénoncent les coûts liés à la fameuse « *économie de guerre* » et réclament une réduction des dépenses militaires au profit des besoins sociaux. Ces revendications traduisent notamment les inquiétudes exprimées face au pouvoir d'achat et au financement des services publics.

La Première ministre Giorgia Meloni a condamné les affrontements et demandé à l'opposition de dénoncer les violences. « *Manifester est un droit. Transformer nos villes en champs de bataille ne l'est pas* », a-t-elle déclaré sur X le 17 octobre.

À Rome, une importante manifestation organisée par la Confédération générale italienne du travail (CGIL) a réuni étudiants, salariés et retraités autour de revendications économiques et sociales. Son secrétaire général, Maurizio Landini, a annoncé une grève générale pour le 20 novembre afin de réclamer une hausse des salaires, une meilleure protection sociale et davantage de financements pour les services publics. RT 18 oct. 2026

Albanie.

Albanie : plus de 1 000 interpellations après cinq jours de manifestations et de violents affrontements à Tirana - RT 18 oct. 2026

Plus de 1 000 personnes ont été interpellées en Albanie après cinq jours de manifestations contre la corruption et le Premier ministre Edi Rama, selon les médias locaux. Les affrontements à Tirana ont fait 59 blessés, dont 34 policiers. Au total, 388 personnes font l'objet de poursuites pénales et sept agents ont été suspendus pour abus de pouvoir.

Etat juif d'apartheid.

"*Soutien total et sans réserve à Bibi*": Donald Trump adoube Benjamin Netanyahu avant des législatives décisives en Israël - BFMTV 19 octobre 2026

Donald Trump a apporté ce dimanche 18 octobre son "*soutien plein et entier*" à Benjamin Netanyahu pour les législatives du 27 octobre en Israël, s'attirant les remerciements du Premier ministre sortant pour cet "*immense*" appui avant un scrutin qui s'annonce serré.

Sur son réseau Truth Social, Benjamin Trump a fait part de son "s*outien total et sans réserve à Bibi Netanyahu dans sa prochaine campagne pour sa réélection*", utilisant le surnom utilisé par les partisans du Premier ministre. "*C'est le genre de partenaire que les États-Unis demandent d'Israël, un pays pour lequel ils ont tant fait*", a-t-il ajouté.

"*Merci, Monsieur le Président Trump, pour votre immense soutien et pour notre travail en commun. Ensemble, nous mènerons la mission à son terme !*", a rapidement réagi le dirigeant israélien sur X.

Son principal rival électoral, Gadi Eisenkot, a réagi en soulignant que "*seuls les Israéliens pouvaient choisir leur dirigeant*", tout en assurant, lors d'une conférence à Tel-Aviv, qu'il "*admirait le président américain*".

Chine.

J-C - Décidément tout est amené à foutre le camp en occident !

En Chine, l'essor du luxe d'occasion bouscule les marques occidentales - AFP 18 octobre 2026

Dans un immense magasin de luxe d'occasion de Shanghai, Yuan, 24 ans, résume l'évolution des habitudes en Chine : "*Avant, c'était à qui dépenserait le plus*" pour afficher son statut à travers sacs, ceintures ou bijoux.

"*Aujourd'hui, c'est à qui aura fait la meilleure affaire et aura dépensé le moins*", sourit cette professeure de danse dans ce nouvel espace de vente aux airs d'entrepôt, au cœur de la capitale financière chinoise.

Longtemps parmi les premiers acheteurs mondiaux de produits de luxe, les Chinois représentaient encore un tiers des dépenses du secteur il y a quelques années, assurant des milliards d'euros de revenus à des groupes comme LVMH ou Hermès.

Mais avec les difficultés de l'économie chinoise, les consommateurs réduisent leurs dépenses. Beaucoup se tournent vers des articles de seconde main ou les nouvelles marques chinoises, qui gagnent en prestige.

Après avoir chuté de 17 à 19 % en 2024, le marché chinois des biens de luxe personnels (sacs, prêt-à-porter, chaussures, montres...) s'est encore contracté de 3 à 5 % en 2025, selon le cabinet Bain&Company.

Dans le même temps, le marché chinois du luxe de seconde main a bondi de 15 à 20 % en 2025, selon Bain & Company.

Le cabinet chinois Insight&Info Consulting estime que ce créneau représentait 38,4 milliards de yuans (5,1 milliards d'euros) en 2025 et pourrait dépasser les 100 milliards de yuans d'ici 2030.

Porté par l'engouement des jeunes pour les plateformes de revente, le phénomène contraint les marques à réduire leur voilure.

Au cours des deux dernières années, Louis Vuitton a fermé cinq boutiques en Chine continentale. En mai, les Galeries Lafayette ont également baissé le rideau sur leur centre commercial de Pékin.

"*La génération de ma mère n'avait pas accès à internet comme maintenant. Les gens connaissaient peu de marques de luxe et ont fini par associer Louis Vuitton au summum du prestige*", explique Phoebe Ma, une cliente de 24 ans.

"*Personnellement, je trouve que le monogramme Louis Vuitton fait daté (...). La génération Z préfère acheter des marques coréennes, plus tendance*", ajoute-t-elle.

Pour Chen Luo, spécialiste de la consommation en Chine chez Bank of America, les consommateurs s'éloignent progressivement d'une vision du luxe uniquement associée au statut social.

Ils privilégient désormais l'expression de leur identité, l'originalité ou encore la valeur culturelle et émotionnelle des produits, explique-t-il.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 octobre 2026

Qui sont les casseurs ? Ceux qui cassent les usines et les emplois qui allaient avec ?
Qui sont les pilleurs ? Ceux qui travaillent et qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins quotidiens élémentaires parce que leurs revenus sont misérables ?

Ils ont tellement chargé la barque des charges incompressibles payables rubis sur l'ongle mensuellement (loyer ou traite, facture d'électricité, gaz, eau, parking, essence, gaz, téléphone, Internet, impôts et taxes, etc.), qu'une fois honorées parce qu'il est impossible de faire autrement, car on ne peut pas vivre dans la rue, sans électricité, gaz, eau, essence, connexion Internet, sans smartphone ou ordinateur, sans moyen de transport individuel, sans chauffage l'hiver, etc. il ne reste pratiquement plus rien pour se nourrir, se vêtir, se soigner, remplir le réservoir de la bagnole, payer l'assurance, les frais scolaires dans le cadre des activités parascolaires, se divertir, partir en vacances, acheter des jouets aux gosses, aller de temps en temps au restaurant ou au cinéma, offrir un cadeau aux anniversaires, recevoir des amis ou des parents, etc.

Bref, la vie dans cette société capitaliste est devenue un véritable cauchemar pour des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles, alors, un peu plus tôt, un peu plus tard, ils vont se soulever et balayer le régime et les institutions. Tel un rouleau compresseur, ils vont s'emparer du pouvoir et personne ne pourra plus leur ravir parce que les bases sociales sur lesquelles le pouvoir de leurs ennemis reposait auront été anéanties.

C'est là qu'on comprend la nécessité impérieuse d'avancer vers la rupture avec le capitalisme, car même s'il ne disparaîtra pas du jour au lendemain, la classe ouvrière et l'ensemble des exploités et des opprimés en s'emparant du pouvoir et en imposant le leur, en devenant la classe dominante ou hégémonique dans la société, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, réaliseront les conditions politiques qui permettront de prendre le contrôle de tous les leviers de l'économie, de telle sorte que les capitalistes ne disposeront plus des moyens matériels et financiers pour résister, nuire à l'ensemble de la société et espérer revenir au pouvoir, aucun retour en arrière ne sera plus possible. Surtout qu'on n'imagine pas aujourd'hui, les mesures qu'on pourrait être contraints de prendre, et qui pourraient précipiter la fin du capitalisme plus tôt qu'on l'avait envisagé jusqu'à présent, car la maturité de la conscience politique des masses et de la jeunesse s'en trouverait accélérée dans des proportions qu'on n'imagine pas non plus.

Macron et son gouvernement n'ont pour seule réponse aux revendications sociales légitimes de la jeunesse et des travailleurs que la répression ou la violence de l'appareil de l'Etat policier. Les travailleurs et jeunes doivent savoir qu'ils n'obtiendront jamais gain de cause aussi longtemps que ce régime économique et politique sera en place, il faut se préparer à les renverser, mais en faisant preuve d'ordre et de discipline, de patience et de détermination, et alors nous vaincrons !

Organisez-vous sans attendre, participez aux comités d'unité qui vous sont proposés par certaines formations politiques, participez à leurs activités politiques, même s'ils ne sont pas parfaits, rien

n'est parfait en ce bas monde, cela n'existe pas, ne vous laissez pas influencer par ceux qui veulent vous tenir à l'écart du mouvement ouvrier, c'est là qu'est votre place et nulle part ailleurs.

Unis, frappons ensemble, nous sommes invincibles, d'autant plus que notre cause ou notre combat sont parfaitement légitimes. En avant vers le socialisme !

Qui a dit en direct de la kommandantur ?

- « *Notre pays a besoin d'être commandé* ».

Réponse : Le prochain commandant suprême des forces armées de la France, Edouard Philippe, sur X dimanche soir (18 octobre). 20 Minutes 19 octobre 2026

Qui est-ce qui sollicite l'Etat l'illégitime des capitalistes ?

- « *Il faut désormais que l'État sorte de l'impuissance* »

Réponse : Glucksmann, lundi 19 octobre. 20 minutes 19 octobre 2026

J-C – Entendez : L'Etat capitaliste avec son appareil policier, doit assumer son rôle de maintien de l'ordre pour le compte de la classe dominante par n'importe quel moyen.

Bienvenue dans leur monde de dingues. L'innovation rend fou ou l'ennemi du progrès entre les mains de psychopathes. Marche arrière.

Le « *tout à l'écran* » va trop loin selon... la Chine - 20 Minutes 20 octobre 2026

Après des années de course technologique tous azimuts de son industrie auto, la Chine se pose la question de son impact sur la sécurité. Après avoir banni les poignées de portes inopérantes en cas de panne, la nouvelle cible est l'écran tactile

Les constructeurs sont-ils allés très loin dans la disparition des boutons physiques ? Tesla a montré la voie, les marques chinoises ont largement suivi, et même les Européens s'y sont mis. Au point que, dans certaines voitures, il faut désormais passer par plusieurs menus pour régler la ventilation ou allumer les antibrouillards. Pas franchement idéal lorsqu'on conduit ! Et surtout, que se passe-t-il si l'écran tombe en panne ?

Les autorités chinoises ont manifestement décidé qu'il était temps de remettre un peu d'ordre dans la surenchère technologique. Le ministère de l'Industrie (MIIT) prépare ainsi une réglementation imposant le retour de véritables commandes physiques pour les fonctions essentielles à la conduite et à la sécurité, telles que les clignotants, les feux de détresse, les essuie-glaces, le désembuage, les vitres électriques ou encore la sélection des rapports de transmission.

Et les autorités ne comptent pas s'arrêter aux boutons. Un nouveau projet de réglementation, publié le 10 octobre, prévoit également de renforcer les contrôles sur les grands écrans et les affichages

tête haute, notamment pour évaluer les risques de distraction. Les écrans pliables ou flexibles seraient carrément interdits, tandis que les sièges pivotants ou inclinables en position « *zéro gravité* » ne pourraient plus être utilisés lorsque la voiture roule. Même les commandes vocales seraient davantage encadrées, afin d'éviter qu'un passager puisse déclencher certaines fonctions de sécurité sans le vouloir.

Le texte, encore soumis à consultation, prévoit des exigences renforcées dès 2027. Et comme la Chine est le premier marché automobile mondial, on imagine mal les constructeurs développer des habitacles complètement différents pour le reste de la planète. Cette remise en question pourrait donc profiter aux automobilistes du monde entier, y compris européens, qui regrettent depuis longtemps la disparition des bons vieux boutons.

Décryptage. Guerre à l'opportunisme.

Stopper les émeutes et les manifestations lycéennes en 24 heures ? Facile par Olivier Field.

https://reseauinternational.net/stopper-les-emeutes-et-les-manifestations-lyceennes-en-24-heures-facile-2/
Cet article était proposé aux travailleurs par le blog stalinien Réseau International.

O.F. - "Le jour où les responsables seront enfin tenus pour responsables et sanctionnés vraiment, la France retrouvera le chemin de la confiance en un avenir. Quand nos médias ignoblement soumis, contrôlés et collaborationnistes arrêteront d'offrir des tribunes à des malfaisants, qui ont tout raté et viennent exposer leur morgue et leur assurance que rien ne pourra se faire sans eux…, une amorce de sérénité surgira."

J-C - Il a formulé l'espoir que "*la France retrouve(ra) le chemin de la confiance en un avenir*" comme si les Français pouvaient partager le même avenir, comme si tous les Français appartenaient à la même classe sociale et bénéficiaient du même traitement, autrement dit, son contenu était de nature corporatiste que l'on retrouve... dans le fascisme notamment !

Et pour vous montrer que je ne me trompe pas ou que je n'exagère pas, plus loin monsieur Field l'a confirmé en regrettant "*l'effondrement de la maison France*", autrement dit, l'effondrement du capitalisme et du régime politique en place

O.F. - "Leur impéritie et leur participation à l'effondrement de la maison France est patent. "

J-C - On a compris ce qu'il entendait sauver, mais qui précisément ?

"*Que les casseurs soient aussi un peu les payeurs*" de qui parlait-il, des oligarques, des banquiers, des principaux actionnaires du CAC40 ? Vous n'y êtes pas du tout, eux, ils peuvent continuer de s'enrichir en dormant avec ce genre de charlatan. Non, il s'agissait de Macron, Amélie de Montchalin, Benjamin Haddad, Aurore Bergé, Gérard Larcher, Gabriel Attal, Yaël Braun-Pivet entre autres, des hommes ou femmes de paille, de simples exécutants, des marionnettes sélectionnés, recrutés, désignés, rémunérés grassement pour faire la sale besogne à la place des capitalistes, car eux ils doivent être épargnés.

Vous avez compris pourquoi, n'est-ce pas ? Pardi, parce qu'il n'est pas question de remettre en cause le système économique capitaliste et ses institutions, monsieur Olivier Field est leur porte-parole, il

est à leur service, que voudriez-vous qu'il soit d'autre, c'est pourtant clair, non ? Maintenant, car lorsque vous avez lu cet article, ce l'était beaucoup moins ou vous alliez une fois de plus vous faire manipuler, dites-moi si je me trompe.

Voilà comment il y a des malfaisants qui sévissent sur Internet, qui exploitent la situation et profitent de la crédulité ou de l'ignorance des travailleurs pour le compte du régime en place. Au premier abord, on pourrait les prendre pour des opposants, et à l'arrivée on s'aperçoit que c'était exactement l'inverse, et qu'on y avait vu que du feu.

Imaginez que ce soit le cas dans 80 ou 90% des cas, ou que tout ce vous lisez sur les réseaux ou les médias dits sociaux tombent sur le coup de cette escroquerie politique, et à coup sûr vous vous retrouvez inconsciemment sous l'emprise de leur propagande réactionnaire ou contre-révolutionnaire. Dans ces conditions, comment voulez-vous comprendre quelque chose à la situation, vous orientez, c'est pratiquement impossible, et d'agir efficacement, il ne faut même pas y compter, je veux dire par là, que votre réaction servira à rien ou desservira plutôt votre cause.

La plupart des lecteurs n'ont pas encore compris à quoi servait mon portail ou mon courant politique, je viens de vous l'exposer sommairement.

Rappel. Quand vous lisez un article, demandez-vous où sont passés la crise du capitalisme, la lutte des classes, le mouvement ouvrier, s'ils n'apparaissent nulle part, pas même en perspective, vous êtes fixés, c'est que vous êtes en présence d'une tentative d'instrumentalisation. De qui ? Mais de vous voyons, de qui voulez-vous que ce soit !

Je vous ai dit dans 80 ou 90% des cas pour ne pas paraître excessif, en réalité, cela va au-delà. Vous voulez le vérifier facilement, je vous file un tuyau sûr à 100% : Connectez-vous au blog que j'ai cité et téléchargez la dizaine ou douzaine d'articles qu'ils publient quotidiennement, ensuite, lisez-les lentement et attentivement, prenez des notes si nécessaire, quand vous aurez terminé, dites-nous combien ne rentrait pas dans la catégorie que j'ai indiquée, si vous en trouvez un, c'est que son contenu ne concernait pas la politique ou c'était votre jour de chance ! J'y suis tellement habitué depuis des années que je n'en parcours pas plus de 2 ou 3 par jour, parfois un seul, les titres me suffisent, ils sont dissuasifs, et 9 fois sur 10, je ne republie rien, je ne prends plus aucune note, leurs contenus figuraient déjà antérieurement dans plusieurs articles, ils étaient obsolètes ou rances, sans intérêt ou ils n'apportaient absolument rien, sauf une perte de temps aux lecteurs ! Vous pouvez aller sur Blast, Le Media, Agoravox, Les Crises, Mondialisation, etc. et vous ferez les mêmes constats.

Dorénavant, je préfère les infos à la source, avec les agences de presse et les médias mainstream au moins on sait à l'avance qu'il ne faut pas leur accorder la moindre confiance. Donc, si on veut vraiment être correctement informé, il va falloir galérer ou aller chercher ailleurs les faits qu'ils ont censurés. Quand je dis ailleurs, cela veut dire chez les médias dits alternatifs les mieux informés, comme par exemple le Réseau Voltaire, bien qu'il y a aussi des lacunes ou des erreurs, on aura des sources provenant du monde entier. On peut aussi aller voir sur des blogs un peu partout dans le monde pour traiter les infos internationales, pas l'actualité française car ils s'en remettent très souvent à l'AFP championne du monde de la falsification ou dissimulation de l'information, dans pratiquement tous les pays ils ont leur propre agence de presse et de nombreux médias, il suffit de dégoter les meilleurs.

Je ne prétends évidemment pas que ce serait parfait, disons qu'on élimine ainsi la majeur partie des sources d'erreur, au moins on a fait tout ce qui était en notre pouvoir pour ne pas induire en erreur les lecteurs. Qu'ils n'en aient pas conscience ou qu'ils s'en foutent, je n'y peux rien et je ne suis pas

en quête de reconnaissance, je m'en tape, c'est eux que cela regarde et pas moi, à chacun sa conscience !

La France serait-elle le prochain maillon faible ?

Pourrait-on dire les choses de cette manière-là ?

- La vie chère fait couler beaucoup d'encre en ce moment, notamment en Europe où le coût de la vie élevé, la hausse des loyers, les bas salaires et les dégradations des services publics attisent une colère de plus en plus ardente dans plusieurs pays européens, notamment en France, en Belgique, au Portugal ou encore en Italie. Des manifestations et des protestations éclatent un peu partout dans ces pays à une cadence de plus en plus soutenue, qui dégénèrent bien souvent en heurts avec les forces de l'ordre. RT 19 oct. 2026

- *Un reporter de la chaîne britannique Sky News, présent dans les rues de Paris. : « La colère qui s'est accumulée au fil des années d'inégalités est désormais incontrôlable* ». HuffPost 18 octobre 2026

Instrumentalisation de la violence à des fins politiques. Une piste ?

- En 2002, à trois jours du premier tour, un retraité de 72 ans, Paul Voise, est violemment agressé à son domicile à Orléans. Son visage tuméfié et ses larmes font le tour des journaux télévisés.

Alors que la question de l'insécurité vient phagocyter le duel entre les favoris Lionel Jospin et Jacques Chirac depuis des semaines, c'est finalement Jean-Marie Le Pen qui se qualifie au second tour face au chef de l'État sortant. (...)

Plusieurs études de sociologie électorale montrent que le soutien à un candidat se fait de plus en plus tardivement, parfois même au dernier moment dans l'isoloir. En 2017 par exemple, plus du quart des électeurs s'était décidé au dernier moment selon un sondage Ifop-Fifucial pour Paris Match.

"*On est face à un chaudron qui bouillonne. Généralement, les gens attendent le scrutin pour faire exploser leur colère. Là, on sent qu'on est face à un ressentiment qui peut exploser à tout moment*", partage Guénaëlle Gault, directrice générale de l"Observatoire de la société et de la consommation.

Quant à savoir à qui profitera in fine une situation sociale particulièrement dégradée, c'est pour l'instant difficile à dire. Cela fera-t-il les affaires de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, qualifiés au second tour dans plusieurs sondages? BFMTV 19 octobre 2026

Lu.

Mais ceux qui dénoncent la casse et les pillages d'un samedi soir semblent ne pas voir la casse des vies qu'entraînent les politiques pro-patronales : 350 000 sans abris, près de deux millions de

travailleurs qui survivent avec moins que le Smic, des files de plus en plus longues aux restos du cœur et autres associations de secours. Une casse humaine, pas une casse d'abribus !

Et que dire de ceux qui cassent les services publics ? Qui laissent se délabrer les écoles ? Qui ont démantelé le système public de santé ? De ceux qui cassent les emplois en fermant des usines ? Macron-Lecornu-Nuñez espèrent que l'épouvantail des « *violences* » fera taire les colères : ils n'y parviendront pas.

Totalitarisme. Leur ennemi de l'intérieur, c'est la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Violences en France : Sébastien Lecornu annonce avoir demandé aux préfets de "*déclencher un certain nombre de couvre-feux partiels et localisés*" - BFMTV 19 octobre 2026

À la suite d'une cellule interministérielle de crise, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a annoncé ce lundi 19 octobre, avoir demandé aux préfets de "*déclencher un certain nombre de couvre-feux*" après les violences et des dégradations qui sont survenus ce week-end en marge des manifestations.

"*Ils seront partiels, ils peuvent être très localisés*", a-t-il détaillé.

"J'*ai demandé aux préfets de déclencher un certain nombre de couvre-feux pour ce soir*" dans le cadre de la "*protection des biens et des commerces*", a déclaré Sébastien Lecornu à l'issue d'une réunion interministérielle. "*On est sur une délinquance générale très spécifique de pillage. Il n'est pas question que les choses s'installent comme ça dans la durée*", a-t-il affirmé.

Lors de son allocution, Sébastien Lecornu a rappelé que sa "*détermination à rétablir l'ordre*" était "*totale*". "*Si c'est nécessaire*", le gouvernement serait également prêt à instaurer l'état d'urgence, a-t-il déclaré, bien qu'à date les couvre-feux "*paraissent davantage adaptés la situation*". BFMTV 19 octobre 2026

Violences délibérées, orchestrées, instrumentalisées depuis l'Elysée ?

J-C - C'est ce qu'insinuent certains commentateurs ou acteurs politiques.

Violences du 17 octobre : La procureure de Paris tempère le gouvernement sur le profil « *ultragauche* » des casseurs - 20 Minutes 19 octobre 2026

Depuis le début des événements qui ont eu lieu ce samedi, le gouvernement cible l'extrême gauche et l'ultragauche qu'il accuse d'être à l'origine des violences. Une conclusion que la procureure de Paris ne « *peut absolument pas confirmer* »

Depuis la journée de violences urbaines du 17 octobre, de nombreuses personnalités politiques, parmi lesquelles plusieurs membres du gouvernement, accusent l'ultragauche d'être à l'origine des violences à l'encontre d'institutions et de commerces.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, dès ce samedi, pointait du doigt des « *groupes d'ultragauche* » qui auraient « *organisé la violence* ». En ce sens, il a été suivi par le garde des

Sceaux, Gérald Darmanin, et le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui cible « *l'ultragauche et l'extrême gauche radicale* » qui auraient « *fait dégénérer les actions* ».

Laure Beccuau ne « *peut absolument pas confirmer* »

Pourtant, interrogée ce matin sur TF1, la procureure de la République de Paris, Laure Beccuau a assuré qu'elle ne « *peut absolument pas confirmer* » que les auteurs de violences à Paris sont « *des personnes politisées vers l'ultragauche* ».

Selon elle, la « *grande majorité* » des personnes placées en garde à vue à la suite des violences « *gardent le silence et ne donnent pas de revendications politiques* ». Elle souligne toutefois que « *tous les gens qui ont malheureusement commis des dégradations n'ont pas tous été interpellés* ».

Violences à Paris: Grégoire dénonce un "*pourrissement*" du mouvement social "*organisé par le gouvernement*" - AFP 19 octobre 2026

Le maire PS de Paris Emmanuel Grégoire a lié lundi les violences commises dans la capitale depuis samedi à une "*forme de pourrissement de ce mouvement social organisé par le gouvernement*".

"*C'est le temps de demander des réponses sur la question politique. S'il y a des casseurs, c'est qu'il y a des mouvements sociaux et qu'il y a une forme de pourrissement de ce mouvement social qui est organisé par le gouvernement*", a déclaré Emmanuel Grégoire sur France Inter.

"*Il n'y a aucune perspective politique de sortie par le haut*" de ce mouvement qui "*s'est enkysté*", a-t-il déploré.

Selon le maire, "*ce qui s'est passé dans Paris ce week-end, c'est l'État qui a été mis en faute, c'est l'État qui a été défaillant*". Il a décrit de nouvelles "scènes insupportables" de pillage touchant "*au moins une trentaine de commerces*" de la capitale dimanche et dans la nuit. AFP 19 octobre 2026

M. Grégoire a questionné "*le nombre de personnes sur le terrain présentes pour les forces de l'ordre", ainsi que "la sous-estimation du nombre de casseurs qui ont pourri le mouvement social*".

"*Quand j'entends le Premier ministre dire que le mouvement des lycéens, c'est LFI, c'est une insulte au mouvement des lycéens. Ca n'est vrai, ça n'est pas eux qui ont cassé*", a souligné le maire de Paris, qui avait refusé lors des municipales en mars de s'allier avec les Insoumis.
Publicité

Le maire de Marseille Benoît Payan (DVG), également interrogé sur France Inter, a déploré pour sa part que "*les seules réponses suggérées*" face à une "*situation insurrectionnelle*" soient "*des coups de menton (...) pour essayer de pointer la responsabilité de telle ou telle organisation politique*". AFP 19 octobre 2026

Violences pendant l'allocution de Macron, démission du ministre de l'Intérieur refusée, aveux d'échec de Darmanin : la terrible soirée de l'exécutif - RT 19 oct. 2026

Violences du 17 octobre : le piège gagnant de la macronie - RT 18 oct. 2026

Si la violence a été telle en France lors des protestations contre la vie chère ce 17 octobre, c'est tout simplement parce que l'État l'a laissé faire, et même l'a encouragé. Une explication d'Alexandre Regnaud.

Autour d'un demi-million de personnes entre les chiffres officiels et ceux des syndicats, réunies dans 1 750 rassemblements revendiqués par ces derniers dans tout le pays. C'est le bilan de la journée de mobilisation contre la vie chère du 17 octobre en France.

Mais ce n'est pas ce qu'on en retiendra. On se souviendra d'un déchainement de violence extraordinaire et d'un bilan assez inhabituel. Inutile de faire la liste des villes touchées par des destructions, pillages et saccages gratuits, autant faire la liste grosso-modo des préfectures et sous-préfectures du pays. On remarquera malgré tout dans le schéma qui s'est dessiné ce samedi, la sur-représentation dans les attaques de symboles de l'État : préfectures et sous-préfectures, et bien sur les hôtels de ville, le plus marquant étant l'incendie et la destruction du bâtiment historique de celui de Limoges. C'est parfois plus brouillon, comme l'attaque de l'office du tourisme à Lyon. Ce qui fait dire qu'on est souvent loin de la véritable construction politique, et plus proche d'une bête volonté de détruire.

Ce qui nous amène à l'essentiel. Faut-il voir ici le symptôme d'une situation prérévolutionnaire ? Est-ce le peuple qui se réveille pour renverser ses oppresseurs et les destructeurs méthodiques de leur pays ? J'ai déjà écrit à plusieurs reprises sur le sujet, la réponse est clairement négative.

La violence ici est ordinaire, la même en réalité qu'à n'importe quelle manifestation, et même désormais qu'à n'importe quel évènement festif ou populaire. Les évènements populaires servent en effet d'excuse à une racaille sûre de son impunité, qui vient piller les centres villes, cela s'est observé aussi ce 17 octobre. Et les manifestations et mouvements revendicatifs sont l'excuse pour les fameux « *black blocks* ». C'est-à-dire un amalgame de militants d'ultra-gauche venus souvent de toute la France et même de pays limitrophe, se revendiquant vaguement de courants anarchistes, et profitant de l'occasion pour s'en prendre aux symboles du « *capitalisme* », en attaquant banques et magasins sur leur passage.

On a eu ce 17 octobre la rencontre de ces deux milieux, de nombreuses images montrant par exemple le pillage de magasins puis de mairies par des individus cagoulés arborant à la fois des drapeaux algériens (souvent repris par la racaille, malheureusement pour l'image de ce pays) et des drapeaux anarchistes.

Pourtant, il n'y avait pas ce 17 octobre un demi-million de personnes en train de détruire et de piller la France, l'immense majorité des manifestants protestaient dans le calme et la dignité, même si ce ne sont pas ces images que vous montrent les médias.

Alors, au-delà de la convergence de la racaille et de l'ultra-gauche, pourquoi ce déchainement, il faut l'avouer inhabituel, de violence ? On pourrait croire à un effet loupe des médias, et il est réel bien entendu. Ils savent cadrer un feu de palette pour le faire passer pour l'incendie d'un bâtiment entier, la couverture des Gilets jaunes l'a déjà largement montré. Ils savent aussi ne sélectionner que les images spectaculaires pour jouer sur les biais cognitifs du public afin de modifier la perception du réel et gonfler l'impression de violence, surtout auprès de l'immense majorité qui n'était pas sur place.

Mais le jeu médiatique n'est ici pas suffisant dans notre explication, car le niveau de violence, au-delà de sa mise en scène, était bien relativement inhabituel. C'est donc qu'il a été voulu. Et qu'il a été voulu par un acteur qu'à priori on ne soupçonne pas au premier abord : le gouvernement !

Ce qui commence à mettre la puce à l'oreille, c'est bien entendu le timing. Les débordements lors des manifestations sont habituels, on l'a dit. Mais ils apparaissent en général en queue de cortège et surtout à la fin de la manifestation, lors de la dispersion. Ici, dès le tout début d'après-midi, les caméras avaient déjà de quoi alimenter en continu avec des scènes d'incendie et de pillage. La place de la République était déjà à sac, alors que le cortège n'était même pas encore parti de la place Clichy.

Les lieux aussi jouent. Alors que normalement la violence se passe en queue de cortège, parfois en tête, ici, elle avait souvent lieu dans des rassemblements spécifiques, totalement en dehors des espaces de manifestation prévus. Cela non plus n'est pas habituel.

Quel est alors le rapport avec l'État ? On pourrait croire que les « *black blocks* », clairement à l'initiative ici, la racaille n'intervenant ensuite que par effet d'aubaine, ont simplement changé de tactique ? Et c'est précisément ça qui nous renvoie à la responsabilité directe de l'État.

Il faut en effet avoir pleinement conscience que ces mouvements sont littéralement verrouillés par la police. Certains experts affirment sur le ton de la plaisanterie qu'au moins la moitié de leurs membres sont des indics, voire des infiltrés. Leurs déplacements sont connus, parfois même depuis l'étranger dont viennent une partie d'entre eux pour faire « *la fête* » en France. Les services de renseignements communiquent, et celui de la Préfecture de Police de Paris, un des plus anciens au monde, est parfaitement au courant de tout et de tous. Par ailleurs, ils sont clairement identifiables dans les cortèges, tenues noires, cagoules, etc. Et s'ils arrivent « *incognito* » (bien qu'étant déjà connus de la police donc), les forces de l'ordre les voient souvent se préparer et pourraient donc intervenir en amont. Ce qui veut dire, là encore plusieurs experts le confirment, que quand ils pillent et détruisent, c'est que les forces de l'ordre, qui ne les ont arrêtés ni préventivement avant l'évènement, ni quand ils y arrivent, ni quand ils se préparent à attaquer, eh bien les laissent tout simplement faire ! Et donc que l'État leur en a donné l'ordre…

Et quant à comprendre le pourquoi d'une situation aussi contre-intuitive, du point de vue d'un honnête citoyen, c'est très simple en réalité. Les Gilets jaunes en ont été une parfaite illustration et les évènements du 17 octobre viendront sans doute le confirmer. Tout simplement pour que la masse des gens condamne la mobilisation, et surtout pour qu'ils n'y participent pas, par peur de la violence justement, et ce même si, et presque surtout si, ils en partagent les mots d'ordre et les revendications.

A l'heure où 85% des Français détestent Macron et son gouvernement, il serait mal venu que tous ces gens-là décident, même pacifiquement, de prendre la rue ou, au hasard, les ronds-points. Il faut qu'ils restent chez eux, à ruminer sagement leur colère dans leur coin. Et quoi de mieux pour cela de leur montrer que si l'envie leur venait de descendre dans la rue, ça serait pour se retrouver au milieu de scènes de guerre urbaine.

En second lieu, cela joue aussi sur la masse des indécis. Il est bien connu qu'un évènement traumatique (attentats, catastrophe, violences urbaines) resserre naturellement la population autour du pouvoir. La plus parfaite illustration sont les « unions sacrés » dans les crises les plus graves, qui suspendent les querelles politiques.

On peut donc affirmer ici clairement que l'État, en France, a absolument intérêt à ce que ces violences soient les plus radicales et arrivent le plus tôt possible, pour qu'immédiatement l'herbe soit coupée sous le pied d'une grande partie des protestataires de bonne foi.

Le fait est de toute façon assez simple à observer : quand l'État veut décrédibiliser un mouvement, il laisse faire casseurs et racailles, quand il veut réellement le mater, il envoie ses blindés, les agriculteurs en colère s'en souviennent.

Le 17 octobre, alors que l'État savait parfaitement que les casseurs seraient là, il n'y avait pas de blindés… parce qu'ils savaient que le mouvement serait maitrisé autrement. C'est malheureusement aussi simple que cela, et le grand gagnant reste la macronie… pour l'instant.

La France, tombe-t-elle en dystopie? - RT 19 oct. 2026

Le 17 octobre, des manifestations d'une violence inouïe ont submergé la France. Malgré des interventions, elles aussi violentes, de la police, l'ordre républicain a montré sa faillite. À qui profite le crime ? Pour Karine Bechet, derrière les accusations portées contre la Russie, ce sont bien les élites dirigeantes, qui en profitent directement.

Les premiers chiffres, que l'on trouve sans difficulté dans la presse française, font état de 550 000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur et 800 000 selon les organisateurs et les syndicats, 2 397 interpellations, 997 policiers et gendarmes blessés, dont sept graves. En revanche, trouver les données récapitulatives de manifestants blessés est beaucoup plus difficile.

Un homme est mort à Paris... « *d'un arrêt cardiorespiratoire* ». Ce qui ne veut pas dire grand-chose, puisque oui, en général le cœur s'arrête lorsque les gens meurent et donc la respiration aussi. On peut lire dans la presse : « *un homme a eu la main arrachée à Saint-Étienne à cause d'un grenade (...) ; au moins cinq personnes blessées à Paris étaient en urgence absolue en fin de soirée. Dans la capitale, six étaient en urgence relative. À Lyon, ce sont dix personnes qui ont été blessées, 12 à Lille, cinq à Dijon et 15 à Rennes, selon les premiers bilans provisoires.* »

Les images de la mairie de Limoges dans les flammes ont choqué. On parle de plus de 30 000 pilleurs, rien qu'à Marseille. Pillage et saccage sont devenus les deux mamelles ... du pouvoir.

Les Blacks blocs étaient les grands présents, non pas des manifestations, mais de la violence et de la délinquance. Organisés, entraînés, équipés, ils ont systématiquement attaqué les magasins des centres villes et également les bâtiments administratifs. Selon certains, on en comptait environ 5 000, venus de toute l'Europe. Ils sont la milice sans âme et sans conscience des Globalistes. On les retrouve donc à l'œuvre dans les pays européens, quand il s'agit de délégitimer un mouvement de contestation du pouvoir.

Quel est l'intérêt pour les manifestants de discréditer ainsi leur mouvement ? Aucun. En revanche, cela justifie la violence policière, les déclarations creuses des dirigeants. Au minimum.

Qui est responsable ? Comme nous l'avions écrit dans une précédente chronique : tout le monde, sauf les élites dirigeantes. Si la piste russe avait alors été évoquée, de manière marginale dans les médias, elle est désormais pointée du doigt. À qui cela profite-t-il ? À la Russie, évidemment.

BFM le titre ainsi : « *La crise sociale française manipulée par la Russie* ». La Russie n'est pas (encore) accusée d'organiser les manifestations, mais pour l'instant de médiatiser ce chaos et de soi-disant produire de fausses images de violence, comme si la réalité n'était pas suffisante.

C’est alors que le spectacle commence. Macron a fait une allocution creuse le 18 octobre au soir. Simplement pour dire, qu’il ne se sentait pas responsable de la situation dans le pays. Le ministre de l’Intérieur a présenté sa démission au Président, qui sans surprise, l’a immédiatement refusée.

Et l’enchaînement liberticide est soi-disant légitime pour ces élites : désormais, les Préfets pourront interdire des manifestations - dixit Macron. Ainsi, les professionnels de la violence permettent au Gouvernement de faire taire le mécontentement social. Puisque celui-ci est soit le jeu de l’étranger, soit celui des extrêmes. Pourtant, ce ne sont pas les vrais manifestants, qui sont à l’origine des saccages. Mais peu importe, puisque le vrai danger vient bien d’eux.

De son côté, Attal en ajoute une couche et tente de prendre une carrure de présidentiable : il faut pouvoir bloquer les réseaux sociaux lors des manifestations. Et Attal de continuer la logique de Macron : « *perquisition administrative, assignation à résidence, état d'urgence s'il le faut* ». C’est le premier pas qui compte, faire bouger les barrières sociales, faire accepter aux gens des restrictions, qu’ils n’accepteraient pas en temps normal. Et la mécanique suit ensuite sa route.

Jusqu’où cela ira-t-il ? Difficile à dire pour l’instant. Toujours est-il que nous entrons en dystopie, cette utopie triste, qui est le symbole de notre époque, de la chute de notre civilisation.

Ces élites sont minoritaires, elles ne peuvent donc que gouverner contre le peuple. Pour cela, le peuple doit avoir peur. Physiquement. Les groupes violents sont là pour ça. Pour que les gens aient peur de sortir contester ce pouvoir inique.

Pour qu’ils demandent plus de sécurité, au prix de moins de liberté. Une sécurité qu’ils n’obtiendront pas, car la violence augmentera. Et ils en demanderont encore plus. Et ils auront encore plus peur.

La mécanique, va-t-elle s’emballer au point de suspendre sine die l'élection présidentielle ? La question se pose. Tout va dépendre de la résilience de la population. Résilience à la manipulation, à la peur, à la guerre mentale, que ces élites conduisent sans pitié contre les populations.

Lu.

- Une partie du pays a appris à ne plus attendre grand-chose des institutions. La rue est redevenue un lieu de rapport de force politique. Et dans ce climat, une frange radicale peut trouver sa place beaucoup plus facilement, avec tous les risques que cela implique.

Cette affiche aperçue la veille du rassemblement résume probablement mieux l’état d’esprit d’une partie des manifestants que n’importe quel programme politique. Il n’y a pas de revendication précise à négocier, seulement un rejet global. Pour un gouvernement, c’est beaucoup plus dangereux. Une hausse peut être annulée, une réforme peut être amendée. Une colère qui ne croit plus au système est autrement plus difficile à contenir.

Ce que le 17 octobre a montré est finalement assez simple : la colère n’a pas disparu. Elle s’est accumulée. Pouvoir d’achat, services publics, fiscalité, défiance envers les institutions, sentiment d’abandon, violences lors des manifestations : les motifs ne manquent pas. Emmanuel Macron peut espérer que la mobilisation retombe. Son gouvernement peut multiplier les appels au calme. Mais les gaz lacrymogènes peuvent vider une place. Ils ne règlent aucun des problèmes qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à y descendre.

- Tous ces gens puisent leur colère, leur ras le bol dans leur vécu. Ils considèrent que leur situation, déjà précaire avant Macron, s'est dégradée avec lui. Boucler les fins de mois est impossible. La vie est chère, et de plus en plus, aucune accalmie en vue.

Ils estiment, à juste titre, que les discours et les postures politiques actuels ne laissent aucun espoir d'amélioration future. Ils ont conscience du manque total d'empathie, de considération, des gouvernants technocratiques et élitistes de notre pays. Le foisonnement d'informations auxquels nous avons tous accès aujourd'hui, même s'il peut être source de confusion, a au moins un effet positif : les belles paroles politiciennes ne trompent plus, ou beaucoup moins qu'auparavant. Les gens ne sont plus dupes, pour la plupart, de l'hypocrisie de ceux qui les gouvernent. La fracture est béante, sanglante. Elle tend à empirer, vu la déconnection actuelle totale de ceux qui forment «*l'élite*».

Lu.

Depuis de nombreuses années, les populations européennes font l'expérience de classes dirigeantes qui se présentent comme un organisme technocratique anonyme, une muraille de caoutchouc qui se déplace d'elle-même et avance en «*pilotage automatique*», dans une indifférence totale aux besoins de la population. Le pari de ces couches technocratiques liées à la finance a été de parvenir à endormir les consciences avec l'actuel opium des peuples que constituent les médias — divertissement et information-spectacle — et de dompter les récalcitrants par des mesures restrictives : un coup de matraque par-ci, une fermeture de comptes par-là, une petite loi électorale ici, une annulation d'élections là, etc.

Le postulat général, tacite et incontesté des dirigeants européens est qu'on ne raisonne pas avec la plèbe : on se contente d'alterner la carotte et le bâton.

Tout ce qui est dit publiquement est toujours un mensonge intéressé, sans exception, hormis les cas fortuits où une vérité peut, à son tour, être instrumentalisée. Le discours public est devenu une interminable comédie qui se soucie de moins en moins de préserver un semblant de crédibilité.

Ainsi, personne de sain d'esprit ne pense réellement que la Russie s'apprête à nous envahir, mais cela n'empêche pas des cohortes de petits guignols institutionnels de répéter chaque jour ces conneries avec le plus grand sérieux. Et, naturellement, tout le monde sait que, dans ce jeu de fables montées en épingle par une presse stipendiée, le seul élément qui compte, le pivot qui demeure au gré des circonstances, est la volonté de disposer arbitrairement des ressources publiques pour les orienter vers des intérêts privés.
En substance, les classes dirigeantes ont depuis longtemps pris l'habitude de traiter la population comme un animal idiot, avec lequel toute argumentation rationnelle est exclue et qu'il faut traiter, d'un côté, par des flatteries sélectives et des privilèges ciblés, et, de l'autre, en la réduisant à l'impuissance.

Et ce mécanisme peut fonctionner, et fonctionne longtemps.

Jusqu'au jour où il ne fonctionne plus.

Et il ne fonctionne plus le jour où trop de personnes perdent trop de choses pour pouvoir se permettre de rester dans la torpeur.

Il ne faut pas comprendre ici «*perdre trop*» comme quelque chose qui irait jusqu'à «*mourir d'inanition*».
Dans une société moderne, les gens se retrouvent dans des situations de privation insupportable bien avant de «*mourir de faim*».

Aujourd'hui, par exemple, ne pas avoir les moyens d'utiliser une voiture ou d'accéder à Internet signifie, pour la majorité de la population, être coupé du monde, du travail, de la vie sociale, de la vie tout court. Et le fait que les voitures et les téléphones portables aient autrefois été des biens de luxe ne change rien : c'est désormais le nouveau seuil de «*participation à la vie commune*», ce qui distingue la vie de la non-vie.

Des populations entretenues comme des bêtes de somme auxquelles on distribue occasionnellement du pain et des jeux, des petits boulots de merde et du baratin télévisuel ne sont pas et ne seront pas, le jour où cette mécanique s'enraye, sensibles aux arguments du respect de l'espace public, de la propriété, des monuments, etc.

Ceux qui brûlent des voitures, des bâtiments historiques et des magasins sont des individus privés de repères culturels et moraux. Mais les véritables coupables, ceux qui devraient être amenés à payer, sont ces couches dirigeantes qui ont cultivé et voulu cette privation, pensant qu'elle leur serait utile.

Aujourd'hui, la cocotte-minute est sur le point d'exploser. Même si cette vague devait retomber, ce n'est que le début, car les classes dirigeantes européennes ne sont en mesure, ni matériellement ni culturellement, de rectifier le cap.

Partout le même soulèvement contre le capitalisme.

J-C – Les manifestants ne l'expriment pas forcément aussi consciemment, mais c'est ce que cela signifie sur le plan politique, donc c'est l'orientation politique qu'il faut leur donner pour qu'ils puissent avancer vers leurs objectifs qui sont encore mal définis… A suivre.

Violences du 17 octobre : Italie, Belgique, Portugal, Albanie… Dans d'autres pays d'Europe, la même révolte - 20 Minutes avec AFP 19 octobre 2026

Samedi en Belgique, des centaines de personnes ont manifesté à Bruxelles et à Liège, dans le sillage de la journée de mobilisation organisée en France contre la vie chère. Des poubelles, des trottinettes en libre-service et du mobilier urbain ont été incendiés. Une dizaine d'arrestations ont été signalées dans la capitale. A Bruxelles, la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes en fin d'après-midi, devant la Bourse en plein centre-ville, pour disperser des jeunes gens dont certains lançaient des projectiles.

Dans le pays, les lycéens se mobilisent depuis début octobre dans plusieurs grandes villes pour protester notamment contre la hausse récente des frais d'inscription à l'université.

« *Plus de salaire, de meilleures pensions et des services publics. Contre la hausse du coût de la vie. Un nouveau cap pour le Portugal !* ». À Porto, Coimbra et Lisbonne aussi, des rassemblements ont été organisés sous ce mot d'ordre, rapporte Euronews. La crise du logement occupe aussi une place centrale dans la contestation, avec une hausse des loyers et des prix immobiliers qui compliquent

l'accès à un logement abordable. Des milliers de personnes étaient notamment présentes dans la capitale.

Au début du mois d'octobre, en Grèce aussi, les étudiants se sont mobilisés contre la vie chère et les difficultés d'accès au logement. Certains ont affiché, lors des manifestations, des slogans en français.

En Albanie, le pays a connu sa sixième journée consécutive de mobilisation dimanche. Tirana, la capitale, est depuis mardi le théâtre de violentes manifestations auxquelles ont participé des milliers de personnes protestant contre les conditions d'étude dans les universités, les frais d'inscription élevés et la corruption. Dimanche, des protestataires ont incendié des poubelles, brisé des vitres, y compris au siège du Parti socialiste au pouvoir, et mis le feu à un commissariat de police ainsi qu'à l'entrée du ministère de l'Intérieur.

Mais c'est samedi que les violences les plus importantes depuis le début du mouvement ont été constatées. Des manifestants ont lancé des pierres, des cocktails Molotov, des objets métalliques et des engins pyrotechniques en direction de la police. Ils ont mis le feu à des voitures et à des poubelles et en ont fait des barricades pour bloquer les policiers. Pendant la nuit qui a suivi, plusieurs bâtiments, dont un tribunal, des banques et un bureau de poste, ont été incendiés ou gravement endommagés. En réponse, la police a tiré des balles en caoutchouc contre les manifestants pour la première fois depuis que le mouvement a commencé. 20 Minutes avec AFP 19 octobre 2026

En complément.

Le centre de Milan en Italie touché par des scènes de chaos et de pillages pour le deuxième jour consécutif - BFMTV 19 octobre 2026

Des jeunes et la police se sont affrontés pour le deuxième jour consécutif dimanche 18 octobre à Milan, la capitale économique de l'Italie, où des vandales ont lancé des bouteilles et saccagé des magasins dans le quartier central de la cathédrale.

Les violences ont commencé la veille en marge d'une manifestation contre la vie chère. Au total, la police de la métropole lombarde a arrêté plus de 200 personnes depuis samedi, selon l'agence de presse Ansa.

"*Ce qui s'est passé ici, c'est ce que nous voyons dans de nombreuses villes dans le monde* ", a déclaré dimanche le maire de Milan Giuseppe Sala (centre gauche) à l'agence de presse italienne Ansa. "*Je suis très inquiet parce qu'il s'agit d'un nouveau phénomène, qui trouve aussi son origine dans un contexte international et se nourrit donc de lui-même*".

Sénégal.

J-C – Ne vous emballez pas, ces appels ne concernent que les fonctionnaires qui font office d'aristocratie ouvrière ou de nantis dans ces pays-là, en Inde où j'habite aussi, ils font partie de la classe moyenne.

Au Sénégal, des appels à manifester et à une grève générale juste avant les JOJ - France 24 20 octobre 2026

Un collectif de centrales syndicales au Sénégal appelle à une marche mardi 20 octobre et une grève générale à partir de mercredi, à quelques jours de l'ouverture au Sénégal des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ).

Le Front syndical pour la défense du travail (FSDT), un collectif de treize syndicats dans divers secteurs d'activités, prévoit de manifester mardi dans la capitale sénégalaise Dakar puis de déclencher une grève générale de trois jours à partir de mercredi, a indiqué à l'AFP un de ses responsables, Elimane Diouf. Le Front réunit des syndicats de l'éducation, la santé, l'enseignement supérieur et l'éle se divertir, ctricité, selon des responsables interrogés par l'AFP.

Ces mouvements de protestation sont annoncés alors que le pays ouest-africain est confronté à un contexte économique difficile, avec une dette qui atteignait 132 % de son produit intérieur brut (PIB) fin 2024, dont une partie a été "*cachée*" par l'ex-gouvernement sous le président Macky Sall (2012-2024).

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 21 octobre 2026

Ma santé s'améliore tout doucement, à part la respiration toujours difficile, tout le reste est rétabli. J'arrive à dormir entre 6 et 8 heures en me levant une seule fois la nuit au lieu 6 ou 10 fois, et je ne tousse plus du tout, je m'endors en une minute et je n'ai plus la tête qui tourne toute la journée. J'ai fait du vélo jusqu'à 75 minutes d'un coup en regardant des concerts d'Alice in Chains ou Pearl Jam, J'attends d'avoir retrouvé une respiration normale pour m'acheter un vélo pour aller faire mes courses, j'adore le vélo, à 71 ans, j'espèce que cela va encore le faire, on verra.

Dans 20 jours ce sera Diwali, ici je vis au rythme des fêtes hindoues. Je préfère encore entendre la musique du temple situé à 300 mètres de chez moi, plutôt que le bruit des bagnoles, des missiles ou des bombes ! Même en esclavage, on a le droit à quelques fantaisies ! On a bien le droit de pleurer, alors pourquoi on n'aurait pas le droit de rire ? Je ne critique jamais le mode de vie ou le comportement des Indiens, de personne d'ailleurs.

J'ai prêté pendant un mois10.000 roupies à mes voisins qui ne pouvaient pas régler les frais scolaires de leur fils ainé, sinon il était viré de son école. J'ai prêté 5.000 roupies à une voisine pour qu'elles se rachètent des saris et des corsages qui vont avec, ainsi que des jupons. En fait, c'est moi qui suis allé lui acheter à Pondichéry, elle me remboursera 1.000 roupies pendant 5 mois.

Je vous raconte cela, parce que mes lecteurs ont tendance à me prendre pour un rustre ou un type infréquentable, si, si, j'insiste, c'est la vérité. Moi, ma vie, ce sont mes voisins, les Indiens avec lesquels je vis, que je croise quand je sors de chez moi, je ne fréquente pas d'Occidentaux, à part en France au téléphone, un vieux pote, chaque fois on papote pendant deux heures, et ma sœur Catherine de temps en temps. Mon épouse Magueswary sera à Pondichéry le 4 décembre, elle restera trois mois en Inde, pas chez moi, deux femmes à la maison et c'est la guerre civile !

Hier soir j'ai rectifié les adresses erronées d'un tas d'articles depuis le mois d'août, je m'en excuse. J'ai confondu un fichier et un dossier, et j'ai fait des copier/coller sans me rendre compte de l'erreur. Si vous aviez tenté de télécharger certains articles, vous pouvez réessayer, en principe ils sont disponibles.

Je ne remercierai pas les lecteurs qui ne m'ont pas contacté, bonjour l'ambiance de camaraderie sur l'Internet, détestable !

Je vous conseille de télécharger et de lire les deux documents que j'ai réalisés avec la collaboration de l'IA à défaut de lecteurs, qui n'auraient jamais eu les qualités requises. D'ailleurs, je ne comprends pas ce qu'on lui reproche à l'IA, de ne pas être parfaite peut-être, non ? C'est sans doute parce que certains croient l'être ! Ils doivent être jaloux !

Je crois que la mythomanie combinée à la mégalomanie a pris le dessus sur la connerie de nos jours. Souhaitons qu'elles se dissipent au cours du processus révolutionnaire à venir, car on n'en veut à personne, on est tous embarqués dans la même galère, alors ramons dans le même sens.

Quand vous pensez au capitalisme et à ses institutions, imaginez un nœud coulant autour du cou qui se referme irrémédiablement un peu plus chaque jour sans que personne ne puisse y faire quoi que ce soit.

En voilà une excellente nouvelle, non ? Cela devrait vous galvaniser, vous remonter le moral, et il n'y a rien de démagogique là-dedans, ce n'est pas vraiment mon truc non plus, j'en ai horreur !

Mais l'esclavage demeure, et pour l'abolir il faut en finir avec le capitalisme.

Esclavage : Le Parlement abroge définitivement le Code noir, 178 ans après - 20 Minutes avec AFP 20 octobre 2026

J-C – Comme quoi les apparences sont trompeuses. Surtout avec un parti fasciste en embuscade, le RN-FN.

Les bases sociales du « *Code noir* », du racisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, la division de la société en classes sociales aux intérêts irrémédiablement antinomiques, incompatibles, c'est le système économique d'exploitation en vigueur, le capitalisme, qui existe toujours et que l'on doit renverser…

L'unique réponse du régime policier Macron-Nunez-Darmanin aux revendications légitimes de la jeunesse et des travailleurs : la répression.

Le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a remercié, mardi 20 octobre, l'ensemble du personnel de la justice française après un "*week-end extrêmement intense*". Rapportant que 149 personnes avaient été incarcérées depuis les manifestations du week-end, il a salué "une réponse pénale extrêmement ferme". "*Je me félicite des réponses pénales extrêmement importantes*", a-t-il insisté. "*Pourquoi la justice est extrêmement ferme ? Parce qu'ils trahissent la France, l'image d'une ville, d'un pays, a-t-il fait valoir. Si nous n'avons pas de réponse extrêmement ferme, alors les habitants feront justice eux-mêmes, et il ne faut pas laisser l'idée qu'il faut faire justice soi-même*." Gérald Darmanin demande aux parquets de faire appel de la décision de justice si la "*réponse pénale*" apportée n'est pas assez ferme.

Les gardes à vue liées aux violences du 17 octobre pourront passer de 48 à 72 heures pour "*criminalité organisée*". Gérald Darmanin annonce avoir envoyé "*une instruction à tous les parquets de France pour leur demander de passer en qualification de criminalité organisée*". Cela permettra de prolonger les gardes à vue de 48 à 72 heures et de "*faire des géolocalisations des écoutes téléphoniques qui vont nous permettre de savoir (…) où ils étaient au moment où on a pillé des magasins, attaqué des mairies*", a fait valoir le garde des Sceaux sur TF1.

LFI veut poursuivre le ministre de l'Intérieur devant la Cour de justice de la République à la suite de la publication d'une enquête de Mediapart qui avance que les renseignements territoriaux ont ordre "*d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement*" social. "*Qu'on en vienne à manipuler le*

travail des renseignements territoriaux pour essayer de cibler La France insoumise (...) C'est absolument inacceptable", fustige ce matin sur franceinfo le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard. franceinfo.fr 20 octobre 2026

Du côté du régime, ça tangue ou craque de partout, un avant-goût de l'effondrement à venir...

J-C – En criminalisant LFI, ils se décrédibilisent un peu plus et ils leur apportent des voix !

Quand les autorités et les médias à leur solde scandent que LFI et le PCF seraient d'extrême gauche, on s'étrangle, car on sait que ce n'est pas vrai, si on les caractérise à partir de leur orientation politique, ils sont de droite puisque ni LFI ni le PCF n'entend rompre avec le capitalisme, cependant pour leurs accusateurs cela signifie quelque chose de bien précis, à savoir, que les capitalismes n'entendent pas céder la plus minime réforme sociale qui soit, ils ne veulent absolument plus rien lâcher sur le plan social, donc économique, autrement dit, tout est verrouillé, aucun progrès social n'est envisageable à court, moyen ou long terme, jamais, aucun concession n'est envisageable, sauf s'il y était contraint par craindre de tout perdre ou d'une révolution qui emporterait le régime en place.

Voilà pourquoi ils réagissent aussi férocement envers LFI, parce qu'il incarne une politique incompatible avec le maintien en place du régime capitaliste, même sans s'attaquer à ses fondements, elle alimenterait la crise du capitalisme français ou déboucherait sur des revendications qui pour le coup nécessiterait de s'en prendre à ses fondements, ce qui pour eux est inconcevable, il faut donc stopper LFI d'une manière ou d'une autre ou la crise du régime combinée à celle des institutions risque de les emporter tous les deux.

Les masses ne sont ni révolutionnaires ni socialistes ni communistes, sinon cela se saurait, en revanche, elles sont plutôt réformistes ou modérés, cela tombe bien puisque LFI aussi, or c'est que les capitalistes redoutent le plus pour les raisons que j'ai évoquées plus haut, par conséquent LFI est le parti à abattre absolument, le PS et le PCF s'y sont employés sans succès, il va donc falloir qu'ils trouvent autre chose pour le faire trébucher, non pas qu'il risquerait de l'emporter à la présidentielle, mais parce que leur candidat officiel, Edouard Philippe, ne pourrait pas accéder au second tour et être élu à la place de Le Pen, car les oligarques ne tiennent pas spécialement à ce que l'extrême droite accède au pouvoir, ou en tout cas, pas dans ces conditions, car la France n'est pas l'Italie ou la Grande-Bretagne ou même l'Allemagne où le mouvement ouvrier est encore plus décomposé.

Assimiler LFI à l'ultragauche, une stratégie en passe de se retourner contre l'exécutif ? - France 24 20octobre 2026

En associant dans son discours La France insoumise à l'ultragauche, le gouvernement accuse le parti d'être à l'origine du mouvement lycéen et des scènes de chaos observées le 17 octobre en France. Mais cette rhétorique est à la fois mise à mal par des révélations de Mediapart et les spécialistes de l'ultragauche, qui contestent tout lien entre cette mouvance et LFI.

D'un côté un gouvernement qui tire à boulets rouges sur La France insoumise depuis plusieurs semaines. De l'autre, des faits et des révélations qui le contredisent. Depuis les événements du samedi 17 octobre, lors desquels les forces de l'ordre ont été totalement débordées, l'exécutif cherche des coupables et accuse LFI d'être responsable du chaos. Mais en allant toujours plus loin

dans ses attaques visant Jean-Luc Mélenchon, le Premier ministre Sébastien Lecornu, désormais accusé de manipuler la vérité, pourrait voir sa stratégie se retourner contre lui.

Le site Mediapart a publié lundi soir une enquête dans laquelle le média en ligne cite notamment un commissaire du renseignement territorial affirmant qu'il lui est demandé "*texto d'écrire que c'est LFI qui est derrière le mouvement alors que c'est objectivement faux de l'avis général des RT [renseignements territoriaux, NDLR]*".

"*J'ai été très étonné par ces accusations concernant LFI qui serait responsable du chaos de samedi et des saccages*", témoigne également dans Mediapart un responsable national d'un syndicat de police. "*Je ne vois pas ce qu'a à voir LFI dans l'histoire de ce fiasco. C'est dangereux de politiser ainsi un échec aussi grossier et surtout de ne pas en assumer l'entière responsabilité*", ajoute-t-il, précisant qu'il "*ne porte pas LFI dans [son] cœur*".

Au-delà de la crédibilité des propos tenus par l'exécutif, qui est remise en cause par les révélations de Mediapart, cette succession de déclarations "*pose problème*" car "*l'exécutif sème la confusion entre La France insoumise et l'ultragauche, en laissant penser que c'est la même chose*", déplore Isabelle Sommier, spécialiste des mouvements sociaux et autrice de "*Violences politiques en France*" (Presses de Sciences-Po, 2021).

"*L'ultragauche est un terme qui est utilisé par les renseignements territoriaux depuis 2006 et le mouvement anti-CPE. Il rassemble différentes mouvances ayant des idéologies distinctes : les autonomes, les anarchistes et les antifascistes*", détaille la chercheuse, qui souligne que l'ultragauche "*a le vent en poupe depuis dix ans*". Les renseignements estiment à environ 5 000 le nombre de militants fichés "*ultragauche*".

"*Ils sont bel et bien présents lors des manifestations,* poursuit Isabelle Sommier. *Ils utilisent la tactique du 'black bloc' en allant au contact de la police et s'en prennent aux symboles du capitalisme comme les banques et les assurances ou les symboles de l'État, mais ils ne visent pas des commerces de proximité.*"

Une source aux renseignements confirme cette analyse et assure à l'AFP que "*l'ultragauche*" et "*l'extrême gauche radicale*" étaient en pointe lors des débordements de violence survenus samedi en France, sans toutefois être à l'origine des pillages, qui ont, eux, été l'œuvre d'un "*mix*" de personnes répondant par opportunisme à "*des appels sur les réseaux sociaux*".

Sous le vocable "*extrême gauche radicale*", les services de renseignement décrivent des militants qui font "*des actions de terrain violentes*" selon un "*procédé bien défini*". Des organisations ou partis comme le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et Révolution permanente (RP) sont classés dans cette catégorie par les renseignements, mais pas La France insoumise.

C'est cette "*extrême gauche radicale*", selon la même source, qui a formé le 17 octobre des petits groupes mobiles partout dans la capitale pour des déambulations sauvages.

Il n'y a "*vraiment aucun rapport entre ces univers de l'ultragauche et LFI*", insiste Isabelle Sommier. "*Les mouvances d'ultragauche sont très loin du jeu institutionnel et électoral, et ont un mode de fonctionnement très horizontal, alors que La France insoumise joue le jeu démocratique et fonctionne avec un chef en haut de la pyramide*", décrit-elle.

Le rapport à LFI est d'ailleurs une source de tension au sein des partis d'extrême gauche. Le NPA a ainsi connu une scission en 2024 entre les partisans d'une alliance avec LFI, désormais représentés

au sein du NPA-L'Anticapitaliste (NPA-A), et les opposants à un tel rapprochement, réunis sous la bannière du NPA-Révolutionnaires (NPA-R). (Idem avec le POI et le PT issus du courant trotskyste lambertiste, le POI a rejoint LFI, mais pas le PT. - J-C)

"*LFI a effectivement noué des liens avec certains antifas, mais cela reste marginal,* juge Isabelle Sommier. *D'autres groupes antifas ont contesté le choix de La Jeune Garde et ont affiché leur désaccord.*"

Taper sur LFI est une stratégie récurrente des gouvernements d'Emmanuel Macron depuis 2017. Mais les accusations portées contre les insoumis semblent cette fois-ci avoir davantage de mal à convaincre.

Plusieurs personnalités pourtant très critiques de Jean-Luc Mélenchon ont ainsi pris la défense de LFI ces derniers jours. "*La France insoumise a plein de défauts (…) mais enfin, ce n'est pas eux qui ont cassé, ce n'est pas vrai. (…) Ce qui s'est passé dans Paris ce week-end, c'est l'État qui a été défaillant*", a notamment dénoncé le maire de la capitale, Emmanuel Grégoire, lundi matin sur France Inter.

"*On a le droit de contester LFI mais, dans une démocratie, on ne manipule pas la vérité pour éliminer un opposant*", a renchéri le patron du Parti socialiste, Olivier Faure.

La France en état de siège samedi 24 octobre 2026.

Manifestations "*de nature à troubler l'ordre public*" interdites, itinéraires spécifiques... Les consignes de Laurent Nuñez aux préfets pour maintenir l'ordre ces prochains jours - BFMTV 20 octobre 2026

Le ministre de l'Intérieur demande aux préfets d'"*interdire les manifestations revendicatives de nature à troubler l'ordre public qui sont prévues ce samedi 24 octobre*". "*Lorsque le dialogue avec les organisateurs n'aura pas permis de créer les conditions de sécurité nécessaires, vous prendrez un arrêté d'interdiction*", écrit-il.

Pour les rassemblements "*qui ne présentent pas de risque pour l'ordre public*", Laurent Nuñez demande de "*privilégier des itinéraires éloignés des bâtiments publics et des rues commerçantes*" et de "*renforcer les actions de renseignement afin d'identifier le plus précisément possible le volume de participants, notamment les plus radicaux, pour adapter le dispositif de voie publique.*"

Afin de "*protéger les lieux qui ont fait l'objet d'attroupements et de violences dans le cadre du 17 octobre*", le ministre demande aussi aux préfets de "*prendre des arrêtés périmétriques anti-regroupement*".

Enfin, "*en dernier lieu (...) des couvre-feux partiels et ciblés pourront être envisagés afin de protéger les lieux fragilisés lors des violences du week-end et les lieux qui pourraient être ciblés par les casseurs à l'occasion de nouveau attroupements*", indique le télégramme.
Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a de son côté promis un dispositif policier "*massif*" pour les nouvelles manifestations du 24 octobre. Ce à quoi son ministre de l'Intérieur a ajouté: "*la doctrine (...) sera revue en termes de moyens, en volume bien sûr, en termes de forces engagées et en termes de réactivité, de mobilité*".

En complément.

À Lyon, des militants d'extrême droite défilent en plein centre-ville malgré le couvre-feu - HuffPost 20 octobre 2026

Réaction d'internautes.

- Des néofascistes arborant la croix celtique, au son de slogans racistes, peuvent manifester en toute impunité malgré le couvre-feu.

- Ils sont étrangement non encadrés par la police, non nassés, non gazés, ni matraqués dés le début de leur manifestation et eux ont pu pour se réunir tranquillement lors d'un couvre-feu.

J-C - Combien d'arrestations ? Zéro, alors qu'ils se sont dispersés place Carnot « *où attendait un car de CRS* », selon Le Progrès.

Italie. Le fascisme à visage à moitié découvert.

Italie : après les heurts du weekend, des militaires seront déployés à Milan - France 24 21 octobre 2026

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a annoncé mardi 20 octobre le déploiement de 500 soldats à Milan jusqu'à la fin de l'année en soutien à la police après les affrontements survenus ce weekend dans la métropole lombarde.

Giorgia Meloni a indiqué que le Conseil des ministres avait également approuvé des mesures visant à faciliter le placement en détention des mineurs, à infliger des amendes à leurs parents en cas de dégâts et à instaurer le délit de "*participation violente à une manifestation*".

Giorgia Meloni a ajouté que près de 200 policiers avaient été blessés et que 330 personnes avaient été placées en détention, dont la moitié étaient d'"*origine étrangère*" — soit nées à l'étranger, soit nées en Italie de parents eux-mêmes nés à l'étranger.

Le gouvernement a également décidé d'imposer des amendes aux parents pour les dégradations commises par leurs enfants lors des manifestations. Mais il n'a pas approuvé l'octroi de pouvoirs de police aux soldats, en raison de l'opposition du président Sergio Mattarella, figure institutionnelle modérée très respectée en Italie, ont rapporté les médias italiens.

Ces derniers jours, des lycéens, des étudiants, des agriculteurs et des chauffeurs routiers ont manifesté dans toute l'Italie, principalement contre la hausse du coût de la vie.

De nouvelles manifestations sont attendues samedi.

Russie.

Lavrov : Moscou examinera les propositions américaines, mais ne fera aucune concession politique - RT 20 oct. 2026

La Russie examinera les propositions de Steve Witkoff et Jared Kushner, a déclaré Sergueï Lavrov. «*Mais cela doit se faire sans aucune concession politique de notre part et sans compter sur une quelconque bienveillance politique qui nous tirera d'affaire sur tous les dossiers internationaux. Nous ne devons compter que sur nous-mêmes*.»

Ukraine.

J-C - Le régime ukrainien n'est pas seulement néonazi et corrompu, il est mafieux.

Renseignement russe : la coopération de Zelensky avec les cartels mexicains, un «*clou supplémentaire dans le cercueil*» de sa carrière - RT 20 oct. 2026

Pour le Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR), « *une nouvelle source de panique a émergé à Kiev* ». Dans son communiqué du 20 octobre, le renseignement russe indique que la présidence ukrainienne a appris que les forces de l'ordre américaines avaient recueilli, au cours de leurs enquêtes sur les cartels mexicains, des informations concernant une collaboration entre ces organisations criminelles et des représentants du régime de Kiev.

Le renseignement extérieur russe décrit une pratique installée depuis longtemps : des cartels mexicains envoient leurs hommes en Ukraine pour apprendre à assembler des drones et à les utiliser en situation de combat. Cette préparation se déroule, selon le communiqué, au sein des forces armées ukrainiennes.

« *Au moins 80 individus ont été identifiés comme ayant reçu une formation adéquate au sein des Forces armées ukrainiennes.* » Et cet apprentissage a un prix. Le renseignement extérieur russe affirme que l'argent est versé à des responsables proches de Volodymyr Zelensky. Les fonds proviennent des ventes de stupéfiants réalisées par les cartels aux États-Unis.

Le renseignement extérieur russe associe ce dossier à une série de griefs contre Zelensky : la corruption, son attitude envers Washington, son refus d'organiser des élections et les frappes ukrainiennes contre les raffineries russes, maintenues malgré les avertissements américains.

Burkina Faso.

Burkina Faso : adoption d'une loi interdisant la privatisation des entreprises publiques «à caractère stratégique» - RT 20 oct. 2026

Les députés de l'Assemblée législative du peuple (ALP) burkinabè ont adopté à l'unanimité, lors d'une séance plénière, le 19 octobre, un projet de loi portant définition et détermination des entités économiques, commerciales et industrielles dites « *à caractère stratégique* ». Le texte interdit toute privatisation totale ou partielle des entreprises stratégiques appartenant à l'État, dont les

prérogatives sont par ailleurs renforcées en matière de contrôle et de participation au capital des entités jugées stratégiques.

D'après la presse burkinabè, une loi de décembre 1993 définissait déjà les entreprises à caractère stratégique. Elle visait à protéger ces entités économiques dont la privatisation pourrait peser sur l'équilibre social, mais n'a pas empêché que plusieurs entreprises publiques soient privatisées entre 1993 et 1994. Avec la réforme qui vient d'être adoptée, les autorités entendent se conformer aux orientations souverainistes en matière d'industrie et d'économie prônées par la Révolution populaire progressiste.

S'agissant du renforcement des prérogatives et de la participation de l'État en la matière, Serge Poda a expliqué que, par ce texte, l'État cherchait à préserver l'intérêt général, l'intérêt national et celui de toute la population du Burkina Faso. Selon le ministre, la nouvelle loi doit marquer le renouveau de la création et de la protection d'outils stratégiques de transformation et de production, qu'ils soient commerciaux, industriels ou économiques, au service de la souveraineté du pays.

Parmi elles figurent l'affirmation du droit de l'État burkinabè à entrer dans le capital des entreprises à caractère stratégique et l'encadrement du pouvoir de décision des entités économiques, commerciales et industrielles de même catégorie. L'État pourra ainsi soumettre certaines opérations à l'autorisation préalable du Conseil des ministres. Le texte prévoit aussi une clause d'insaisissabilité des biens et des comptes des entités concernées. Elle affirme clairement la possibilité pour l'État de réserver l'exercice de certaines activités économiques stratégiques, définies par voie réglementaire, exclusivement à des nationaux.

Burkina Faso : portées par l'or, les exportations de biens bondissent à plus de 6000 milliards de francs CFA - RT 20 oct. 2026

À fin août 2026, les exportations de biens ont bondi de 57,7% en un an, à 6049,2 milliards de francs CFA (plus de 10,3 milliards de dollars). Elles sont portées par l'or brut, dont les ventes (+66,5%) atteignent 5685,9 milliards de francs CFA (plus de 9,7 milliards de dollars), selon la Direction générale de l'économie et de la planification.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 octobre 2026

Une belle causerie, cela se voit que je vais beaucoup mieux ! Je me demande si je ne ferais pas de l'asthme ?

On installe ce soir ou demain le nouveau super disque dur, je vais pouvoir travailler l'esprit tranquille, soulager de 17 000 roupies, plus 1 000 roupies que je vais filer à mon informaticien. Il ne me réclame jamais rien, il est encore jeune, c'est un bon pote du fils de ma compagne, je ne profite jamais des gens ou de la situation, c'est un principe. Vous le savez, je suis bourré de principes, et pour aggraver mon cas, je les applique ! Et puis il me file tous les logiciels gratuitement.

La mousson a de l'avance cette année. En principe, elle devrait débuter en septembre, mais depuis au moins 20 ans ou plus même, tous les ans elle est décalée d'un mois ou plus, entre la mi-octobre et la mi-novembre. Du coup, il pleut depuis 5 jours pratiquement jour et nuit avec quelques accalmies. Personne ne s'en plaint.

A cause des nuées de moustiques, les Indiens se calfeutrent chez eux, en fin d'après-midi et en soirée, il n'y a plus personne dans les rues du village, qui est silencieux. Sinon le reste de l'année, c'est comme en Italie ou dans les pays du Sud, les gens vivent dehors et s'interpellent bruyamment, ils parlent très forts, ils sont tous à moitié sourds.

Ils n'ont même pas de fric pour installer des moustiquaires aux fenêtres, c'est cela la pauvreté, un des thèmes de cette causerie. Ils sont obligés de tout fermer et ils ne peuvent même pas profiter de la fraîcheur qui tombe en fine de journée. Ils font tourner des ventilateurs, parce qu'il fait encore chaud dans les maisons. Ils dépensent de l'électricité, ils n'ont pas de bol les pauvres, on leur impose une double, une triple peine, c'est vraiment dégueulasse.

L'ennemi des puissants, ce sont les pauvres, le nôtre, c'est la pauvreté, c'est-à-dire eux et leur système économique maudit !

Offrons-nous un moment de détente bien mérité. C'est comme cela qu'on l'aime l'Amérique.

Crossroads Guitar Festival - DAY 1 - Concert stream in Austin, Texas

https://www.youtube.com/watch?v=l2cCj0CAQk4&list=RDl2cCj0CAQk4&start_radio=1

Crossroads Guitar Festival - DAY 2 - Concert stream in Austin, Texas

https://www.youtube.com/watch?v=fnEzm5KufKQ&list=RDfnEzm5KufKQ&start_radio=1

On ne plaisante pas avec le fascisme. Film. Viva la muerte !

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2026/Viva_la_muerte.webm

---

Totalitarisme. La France passe en mode régime policier militarisé (provisoirement).

Manifestations du 24 octobre en France : un dispositif de sécurité «*massif*» annoncé - RT 21 oct. 2026

Face aux critiques sur le maintien de l'ordre lors de la journée de mobilisation du 17 octobre, le Premier ministre Sébastien Lecornu et le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez ont détaillé, le 20 octobre à l'Assemblée nationale, les mesures prévues pour les nouvelles manifestations du 24 octobre.

Laurent Nuñez a précisé : « *Nous allons évidemment monter en gamme […] en termes de moyens, en volume bien sûr, en termes de forces engagées et en termes de réactivité, de mobilité, pour aller percuter, impacter ces groupes qui dispersent les forces de l'ordre de manière extrêmement planifiée* »

Seront mobilisés la Brigade de recherche et d'intervention, le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale, le RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), des hélicoptères, des Centaures et des engins lanceurs d'eau. Les militaires de l'opération Sentinelle seront en outre déployés « *en substitution des forces de sécurité intérieure, principalement sur des missions de sécurisation statique* », afin de libérer policiers et gendarmes pour le maintien de l'ordre.

Le ministre a par ailleurs indiqué qu'il réfléchissait à l'interdiction de manifestations non déclarées ou susceptibles de troubler l'ordre public, y compris certaines pourtant déclarées si le service d'ordre ne garantit pas la sécurité. Pour les cortèges sans risque, il juge impératif de privilégier des itinéraires éloignés des bâtiments publics et des rues commerçantes. Il souhaite aussi renforcer le renseignement sur les participants les plus radicaux. « *Nous serons au rendez-vous* », a-t-il assuré, en promettant la fermeté. RT 21 oct. 2026

En complément.

Qui a dit ?

- « *Si à un moment donné, on est pris de court, on n'a pas assez de moyens, il vaut mieux la présence de l'armée qu'une nouvelle nuit de pillage* »

Réponse : Le maire de Paris Centre Ariel Weil (PS).

Réflexion sur la situation politique en France. Un climat de guerre civile larvée.

En France, Retailleau et Larcher évoquent l'interdiction de LFI, Attal couperait bien Internet, et pour les manifestations du 24 octobre n Macron a décidé de faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, mimant Mélonie la fasciste.

En Italie Mélonie aussi recourt à l'armée sans toutefois lui donner les pouvoirs de la police, pour le moment, ce qui amèneraient les militaires à affronter les manifestants, avant sans doute l'interdiction de leurs syndicats et partis, l'arrestation de leurs dirigeants au cas où elle craindrait de perdre le contrôle de la situation, qui sait, cela s'est produit si souvent dans le passé, c'est d'ailleurs à cela qu'on reconnaît le basculement d'un régime en place dans le fascisme, sur ordre de l'oligarchie financière.

Le secrétaire national du Parti des travailleurs (PT), D. Gluckstein, a eu raison de rappeler qu'il ne suffisait pas qu'un ou une fasciste accède au pouvoir pour qu'un régime devienne fasciste du jour au lendemain, faudrait-il encore qu'il remplisse certaines conditions, dont la mise hors la loi du mouvement ouvrier, l'interdiction des syndicats et des partis, de toute expression dite démocratique, militantisme sur la voie publique, réunion, meeting, conférence, manifestation, la suspension de la Constitution et des institutions, l'annulation de tout processus électoral, la censure de tous les médias, la destruction de leur littérature jugée subversive, etc.

On n'en est pas encore là, et je pense qu'ils auraient du souci à se faire s'ils voulaient avancer dans cette voie compte tenu que l'ensemble des travailleurs sont connectés à des supports d'information numériques, ou alors il leur couper Internet, mais dans ce cas-là, les masses réagiraient, elles n'auraient plus d'autre recours pour continuer leur combat que se tourner à nouveau vers les organisations du mouvement ouvrier, ce qui permettrait paradoxalement d'accroître et d'accélérer leur mobilisation contre le régime, car les travailleurs et les jeunes, au lieu de se retrouver planter devant des écrans sans se connaître ou se rencontrer, feraient l'expérience souvent pour la première fois de la lutte de classe organisée, ce qui ne pourrait que renforcer leur confiance en eux et leur détermination à mener leur combat politique jusqu'au bout, donc au passage à se radicaliser encore davantage jusqu'à adopter des objectifs qui les mettraient sur la voie du socialisme.

La France, avec sa longue tradition de la lutte de classe du prolétariat, ce n'est pas le Népal, le Bangladesh, l'Inde, la Tunisie, l'Egypte ou l'Irak...

Ce n'est pas encore un régime fasciste, mais la tentation est grande ! En attendant, cela pue le fascisme en France et ailleurs en Occident, en Italie notamment.

Gouvernement-LFI : les tensions s'exacerbent, Retailleau et Larcher évoquent l'interdiction du parti - RT 21 oct. 2026

Dans un entretien au Figaro, le président du Sénat, Gérard Larcher, a estimé que la question de l'interdiction de LFI « *peut être posée* ». « *Nous avons pu dissoudre Génération identitaire et La Jeune Garde. LFI est un parti politique qui concourt à l'expression de la nation. Je l'entends. Mais il tient une grande part de responsabilité dans le discours de haine* », a-t-il déclaré.

Ces déclarations font écho à celles de Bruno Retailleau, président des Républicains (LR), favorable à l'instauration d'un cordon sanitaire autour de LFI. Dès le 1er octobre, sur BFMTV-RMC, il avait qualifié le mouvement de « *parti séditieux* », « *fasciné par la violence* » et cherchant à « *organiser l'insurrection* ». « *Je sais que c'est très difficile en droit, mais on ne peut plus faire comme si de rien n'était* », avait-il insisté. RT 21 oct. 2026

Gabriel Attal invité de RTL, lundi, a défendu un blocage des réseaux sociaux « *temporaire, ciblé, sur les territoires où se déroulent des émeutes* ». Selon lui, les points de rassemblement s'y

organisent, et un « *mimétisme* » pousse des jeunes à se croire à l'abri de toute sanction. 20 Minutes 22 octobre 2026

En complément. Les néoconservateurs et les libertariens voteraient Le Pen.

Donald Trump dit tout le bien qu'il pense de Marine Le Pen en vue de l'élection présidentielle de 2027 - HuffPost 21 octobre 2026

Donald Trump a présenté ce mardi 20 octobre Marine Le Pen comme la « *voix conservatrice* » en France dans le contexte des violences frappant le pays, mais sans aller jusqu'à apporter officiellement son soutien à la candidate d'extrême droite en vue de l'élection présidentielle de 2027.

Elon Musk, très impliqué dans les élections en Europe et accusé d'ingérence, avait de son côté déclaré en juillet dernier que Marine Le Pen était « *le dernier espoir de la France* ». HuffPost 21 octobre 2026

Combien y a-t-il vraiment de pauvres en France ? Je l'ignore toujours.

J-C – Je ne tiens pas les mêmes raisonnements qu'eux, parce que je suis moi-même pauvre sans l'être totalement, je m'explique. Avec ma retraite inférieur à 500 euros, j'arrive à m'en sortir en Inde grâce au taux de change, 1 euro = 100 roupies, sinon je serais dans la misère noire, je ne pourrais même pas rester en Inde.

Malgré tout, j'ai de quoi vivre confortablement, mais attention, en me privant sur tout, y compris l'alimentation et la santé. Je ne voyage pas, je ne pars pas en vacances, je ne vais jamais au restaurant, je ne fais pas de tourisme, je n'ai aucun loisir, je ne m'achète aucun vêtement, on m'en offre à mon anniversaire ou lors des fêtes indiennes.

J'économise sur absolument pas, et on ne jette jamais rien, on achète uniquement ce dont on a besoin, on remplace un appareil quand il n'est plus réparable, on n'a rien en double chez nous, on vit à deux, on n'a que deux couteaux de cuisine, pas trois, on mange avec la main droite, on a un saladier et pas deux. Par contre, on a 7 ventilateurs parce qu'on crève de chaud l'été et je ne supporte pas la chaleur, mais on en utilise qu'un à la fois, parfois deux quand il fait 40°C, là c'est permis. On ne mange plus que du poulet, des œufs et des sardines, le poisson parmi les moins chers, tout le reste on le boycotte. Pareil pour tous les articles importés, même la salade verte je m'en passe, 200 roupies le kilo, alors que les haricots verts sont à 80 ou 100 roupies le kilo. On mange le riz du « *ration card* » distribué par le gouvernement, les 3 chiens aussi, 15 roupies le kilo au lieu de 50 ou 60 minimum, et comme il a été grossièrement blanchi, il a plus de goût ou il est meilleur ! Plus d'alcool, plus de cigarettes. Je calcule même le prix de revient de chaque assiette, et parfois j'ai des surprises. On mange encore des spaghettis italiennes, un luxe, pas du tout, pour un paquet acheté, j'ai un paquet gratuit, 180 roupies, cela fait le paquet de 500 gr à 90 roupies, avec cela on peut faire environ 8 repas, soit 10 ou 12 roupies l'assiette, au resto le moindre repas dégueulasse avec du riz, il faut compter entre 65 et 80 roupies, on ajoute juste un bout de beurre et de la sauce tomate faite maison, le kilo de tomate entre 10 et 30 roupies selon la saison, parfois beaucoup plus, mais je n'en achète plus.

Dans ce conditions, avec ma retraite de misère, je ne suis pas pauvre selon leurs critères, mais moi je me considère pauvre, parce que je dois me priver sur tout, pendant qu'il y en a qui se gavent en dormant. Tous les Indiens que je connais sont pauvres, tous, et tous sont endettés et rencontrent des

difficultés matérielles innombrables en permanence, tous sont malheureux, et je vous garantis que je n'exagère rien.

En êtes-vous là en France ? Merci de me répondre.

Près d'un Français sur cinq se retrouve à découvert chaque mois à cause de la hausse du coût de la vie, selon une étude - FranceInfo 22 octobre 2026

Ce découvert est dans la plupart des cas inférieur à 200 euros et résorbé en moins d'une semaine, rapporte le comparateur Panorabanques.

Un peu moins de la moitié des Français (43%) voient leurs comptes en banque basculer dans le rouge une fois par an, d'après ce sondage.

Les règles en matière de découvert bancaire vont être durcies en France à partir du 20 novembre. L'entrée en application d'une directive européenne alignera en effet les "*petits*" découverts, de moins de 200 euros, sur les règles des crédits à la consommation, plus restrictives.

La question la plus conne que plus personne ne se pose en France, sauf à France Info.

- L'élection présidentielle permettra-t-elle vraiment de sortir de la crise politique et sociale qui secoue le pays ? - France Info 22 octobre 2026

Ils ne font plus guère d'illusions :

- L'émergence brutal d'un tel mouvement de contestation à six mois de la présidentielle ne plaide d'ailleurs pas en faveur d'un scrutin comme solution à la crise. "*Il ne faut pas trop attendre de cette échéance présidentielle. Les problèmes qui sont là aujourd'hui – les revendications des lycéens, la hausse du carburant ou du coût de la vie – seront là demain, quel que soit l'homme ou la femme qui gagnera l'élection présidentielle.*" Pascal Perrineau, politologue.

Désabusés, la logique la plus élémentaire leur échappe :

- *"Il n'y a pas de logique à ce qu'un grand mouvement social apparaisse à six mois du scrutin. Si les gens pensaient que l'élection allait tout changer, ils attendraient sagement, analyse Antoine Bristielle. Cela montre l'état d'exaspération dans le pays. S'en remettre encore une fois à cette échéance présidentielle est un pari risqué. Beaucoup de citoyens considèrent que la politique institutionnalisée ne réglera pas tout.*"

Ils ne peuvent pas admettre que la Ve République est obsolète, et que l'Etat sera ingouvernable jusqu'à sa chute :

- Le fait majoritaire, constitutif du fonctionnement de la Ve République, sera-t-il de retour ? Le prochain chef de l'Etat pourra-t-il compter sur une majorité absolue ? Si ce n'est pas le cas, "*il n'a pas de pouvoir ni de marge de manœuvre*", juge Benjamin Morel. "*Non, le fait majoritaire appartient au passé. La tripartition, voire la quadripartition de la vie politique s'est installée en France. Le futur chef de l'Etat aura une majorité éclatée et il devra trouver des majorités au coup par coup*", comme c'est le cas pour les gouvernements qui se succèdent (Barnier, Bayrou, Lecornu)

depuis la dissolution, prédit le politologue Pascal Perrineau. Une analyse partagée par de nombreux experts de la vie politique française.

Les "d*eux blocs*" (droite et gauche) qui la protégeaient des masses ont commencé à se fracturer et sont voués à se disloquer :

- La perspective de mai 2027 comme solution à la crise s'éloigne donc fortement. *"Historiquement, l'élection présidentielle a pu incarner un choix politique fort – par exemple, le choix de l'alternance – mais dans un contexte très différent d'affrontement droite-gauche classique, complète le juriste Benjamin Fargeaud. Elle n'a jamais été en situation, depuis 1962, de surmonter une situation où l'opinion politique est profondément divisée en plus de deux blocs. "*

Ils ne croient même plus en la magie pour accorder une quelconque légitimité au futur locataire du Palais, c'est pour dire :

- "*On ne voit guère pourquoi l'élection présidentielle serait une onction magique apportant au futur ou à la future présidente l'autorité et la légitimité tant attendues*." Benjamin Fargeaud, professeur en droit public à franceinfo.

Les masses ne croient même plus dans la providence, tout fout le camp, du coup, ils en deviennent pessimistes :

- Est-ce à dire, dans cette configuration, que les citoyens eux-mêmes ont cessé de croire "*à la culture de l'homme ou la femme providentielle*", pourtant "*très forte en France*", comme le rappelle Pascal Perrineau ? Le pessimisme règne en tout cas.

Et ils ne peuvent même pas s'en remettre ni à une "*solution miracle*", ni à une "*intervention divine ou surnaturelle, ni à un tour de "magie*", parce qu'ils font "*davantage partie du problème que de la solution*" :

- Mais, l'échéance présidentielle est-elle la solution miracle à la colère qui traverse le pays ? Mettra-t-elle un point final à l'instabilité politique qui secoue la France depuis la dissolution de l'été 2024 ? Permettra-t-elle une nouvelle prospérité économique qui sonnera la fin des revendications contre la vie chère ? "*Il ne se passera aucune intervention divine ou surnaturelle qui, dans six mois, réglera par magie la situation, tranche Benjamin Fargeaud, professeur de droit public à l'université de Lorraine. L'écran formé dans l'esprit des uns et des autres par l'élection présidentielle fait davantage partie du problème que de la solution."*

Je vous passe les déclarations de Mélenchon ou Glucksmann relatives aux solutions qu'ils proposent, et qui ne permettront pas de répondre aux revendications des lycéens, des étudiants et des travailleurs.

Il leur reste prosaïquement les "*promesses*", mais plus personne n'est dupe :

- "*Si vous voulez être élu demain, vous devez en faire des tonnes pour dire que votre candidat est le sauveur. Si vous dites que ça va être très compliqué, vous n'êtes pas élu*", décrypte le constitutionnaliste Benjamin Morel. Ces promesses électorales classiques font sourire dans les couloirs du pouvoir, quand elles n'agacent pas.

Le pays est au bord du dépôt de bilan, la marge est inexistante. Se résigner ou saigner la bête immonde, le capitalisme :

- Le déficit public a atteint 5,4% en 2026 et les taux d'emprunt s'envolent. Le prochain président de la République aura donc fort à faire sur le plan budgétaire.

Non, l'héritier du trône n'aura pas à composer avec une "*inconnue*", puisque la crise politique et institutionnelle se poursuivra jusqu'à son terme : la révolution !

- Mais, avant même de se confronter à la situation financière du pays, il lui faudra dissoudre l'Assemblée et convoquer des élections législatives anticipées, "*l'éléphant dans la pièce dont personne ne parle dans cette campagne*", glisse une source ministérielle. Et là, c'est le saut dans l'inconnu.

La situation pourrait-elle rapidement devenir insurrectionnelle, ils le craignent :

- Au sein du bloc central, certains agitent d'ailleurs le spectre d'un duel entre LFI et le RN au second tour, qui aurait des conséquences dans la rue, avec un risque d'"*insurrection potentielle*", pointe un conseiller du pouvoir.

Il n'y aura pas de sauveur suprême pour la Ve République et le capitalisme

- "*Le fait que les partis les plus radicaux fassent la course en tête dans les sondages démontre bien l'état de mécontentement dans la population, qui les considère comme une sorte de dernier recours*", estime Antoine Bristielle.

Un exercice périlleux ou casse-gueule sans filet dans des conditions inédites :

- La situation actuelle n'a tout simplement pas de précédent. "*Jamais une élection présidentielle ne se sera tenue dans un tel contexte social de perturbations et de déséquilibres politiques*", conclut Pascal Perrineau.

Désinformation. Quand un média d'extrême droite commande un sondage, que peut-il arriver d'autre ? Ils veulent créer un climat de psychose collective.

Sondage BFMTV. 91% des Français condamnent les violences perpétrées en marge des manifestations, 24% les comprennent - BFMTV 21 octobre 2026

91 % des Français condamnent les violences et les pillages perpétrés lors de la manifestation pour les revendications portant notamment sur le pouvoir d'achat, la vie chère et la situation des lycéens et des étudiants, selon un sondage Elabe réalisé pour BFMTV publié ce mercredi 21 octobre. 9% des personnes interrogées ne les condamnent pas.

En outre, si 75% des Français indiquent ne pas comprendre ces violences, ils sont 24% à les comprendre. Le reste des personnes sondées (1%) ne se prononce pas. BFMTV 21 octobre 2026

J-C - BFMTV prétend que 91% des Français condamneraient les violences du 17 octobre, puis ils indiquent que 75% de ces Français ne comprennent pas ces violences, ce qui ne signifie pas du tout la même chose.

Il faut être clair, s'ils ne les comprennent pas, comment peuvent-ils les condamner ? 24% les comprendrait, ce qui ne signifie pas non plus qu'ils les partageraient ou qu'ils seraient prêts également à recourir à la violence.

Dans les deux cas, on ne doit pas faire dans la surinterprétation ou prêter à des gens un état d'esprit qui n'est pas le leur, et c'est justement ce que fait BFMTV en tant que porte-parole du gouvernement et de l'oligarchie.

Fallacieusement ils ont posé deux questions de sorte que les pourcentages obtenus puissent faire l'objet d'une manipulation indépendamment l'une de l'autre, c'est là qu'était l'astuce malveillante ou frauduleuse.

A propos de ces violences :

- Vous les condamnez = 91%
- Vous les comprenez = 24%

Qui ne condamnerait pas au premier abord des manifestations de violence aveugle, injuste, avec ou sans matraquage médiatique, donc la première question était délibérément orientée de manière à obtenir 100% !

En revanche, la seconde qui faisait davantage appel à la réflexion a obtenu une réponse qui nous interpelle, car elle signifierait qu'en fait un quart de la population refuse de la condamner, sans partager cette violence ou être prêt à s'y adonner soi-même, en lui trouvant des circonstances atténuantes ou des motivations qui pourraient être légitimes, si les mots ont encore un sens évidemment.

Il y avait pire dans cet article pourri de BFMTV.

Ils se sont bien passés de relater d'autres questions posées lors de ce sondage, ainsi que les réponses qu'elles avaient suscitées, et pour cause.

Je suis allé voir sur le portail d'Elabe.

https://elabe.fr/fichier-pdf/13334-les-francais-les-manifestations-du-17-octobre-et-les-violences/

Seconde question :

7 Français sur 10 font la distinction entre les manifestants et les individus venus spécifiquement pour commettre des violences et piller

Selon vous, les personnes impliquées dans les violences et les pillages étaient principalement ?

- Des individus ou des groupes venus spécialement pour commettre des violences et piller, indépendamment de la mobilisation sociale. = **70%**

- Des personnes participant à la mobilisation qui ont également commis des violences et des pillages. = **4%**

Cela signifie qu'ils n'ont pas réussi à criminaliser ni les manifestants ni les organisations qui ont participé à cette mobilisation, ils ont échoué à retourner la population contre eux, autrement dit, l'immense majorité des travailleurs et jeunes soutiennent ces manifestations contre le capitalisme et le régime, pour autant, il n'y a pas lieu d'en tirer des conclusions hâtives, attendez la suite. On ne peut pas affirmer que les masses auraient atteint un certain niveau de maturité politique, disons qu'elles en sont encore au stade social-démocrate. N'allez surtout pas imaginer qu'il serait devenu plus difficile de les manipuler dans l'avenir, lisez la suite.

Troisième question.

Selon vous, chacune des revendications suivantes exprimées lors des manifestations du 17 octobre, sont-elles... ?

- Les revendications portées par les manifestants pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère - Légitimes = 93%

- Les revendications portées par les lycéens et les étudiants - Légitimes = 82%

Là encore en apparence, ce serait inquiétant pour les capitalistes et leurs représentants, car cela signifierait que la quasi-totalité des travailleurs et jeunes du pays soutiendraient le combat politique engagée par les couches les plus déterminées des masses soutenues par le mouvement ouvrier contre l'Etat et le capitalisme. Mais dans un sondage, la personne interrogée est atomisée ou isolée, elle répond ou réagit à titre individuel en fonction de ses propres besoins, sans avoir nécessairement conscience d'appartenir à une classe sociale et de partager ses préoccupations, lui prêter forcément une conscience de classe ou collective serait commettre une grave erreur. Vous allez comprendre pourquoi je le précise.

Quant aux autres questions qui concernaient les origines et la responsabilité de ces violences, là, ce fut beaucoup plus confus ou contradictoire. Il fallait s'y attendre ou c'est logique, dans la mesure où les réponses étaient carrément suggérées dans l'énoncé des questions, de sorte qu'il n'y avait plus qu'à répondre par oui ou par non sans prendre le temps ou la précaution de réfléchir, c'étaient ce qu'on appelle des questions fermées en somme.

Un exemple :

- Certains responsables estiment que les prises de position de Jean-Luc Mélenchon et de La France Insoumise ont contribué à attiser les tensions et à créer un climat favorable aux violences du 17 octobre. Etes-vous d'accord ou non avec cette affirmation ?

Tout à fait d'accord = 42%
Plutôt d'accord = 26%
Pas vraiment d'accord = 15%
Pas du tout d'accord = 16%

Vous aurez remarqué que la question a été formulée en recourant à la forme affirmative et au mode indicatif et non au conditionnel, afin de lui donner du relief, de créer un effet de réalité ou la renforcer, de sorte que ce qui pourrait être présenté comme une suggestion par un esprit déjà tordu, serait un fait établi, indiscutable "*Mélenchon et de LFI ont contribué à attiser les tensions et à créer un climat favorable aux violences*", si on vous le dit, c'est incontestable, donc vous serez forcément d'accord avec cette affirmation.

Quant aux questions relatives à l'adoption de mesures pour renforcer la répression ou liberticides, ils sont entre 71 et 90% à les approuver, ce qui n'est pas bon signe ou pourrait augurer mal la suite, mais rien n'est acquis. Cela prouve au moins que l'immense majorité se comporte comme si elle avait l'impression d'avoir encore beaucoup à perdre, ce qui colle avec ma propre analyse.

La masse des nantis est prête à approuver toutes une batterie de mesures réactionnaires dès lors qu'elles ne concerneraient que les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et des classes moyennes. Ils croient qu'ils seraient épargnés, mais ce qu'ils ne s'imaginent pas encore, c'est que lorsque ces mesures auront été adoptées, quand le moment sera venu pour le régime de s'attaquer à leurs privilèges, à qui d'autres pourraient-ils s'en prendre, la répression s'abattrait sur eux de la même manière si l'idée leur prenait de vouloir manifester. Là seulement ils déchanteront, et ils rejoindront les rangs des déshérités et combattants pour la liberté et l'émancipation du capital !

Un internaute pose une question :

- Pourquoi Elabe et BFM n'ont pas posé la question de la condamnation des violences policières contre les lycéens? Ou du bilan Lecornu-Nunez? Toujours aussi biaisé.

Italie.

Violences en marge des manifestations en Italie : Meloni présente un nouveau dispositif de sécurité - Euronews 21 octobre 2026

Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, la cheffe du gouvernement italien a annoncé le renforcement du dispositif de sécurité, approuvé par décret aux Conseil des ministres et comprenant plusieurs mesures.

"*Un nouveau délit voit le jour : la participation violente à une manifestation. En clair : si, pendant un cortège ou une manifestation, vous rejoignez un groupe de cinq personnes ou plus, lancez des pierres, des pétards, des bâtons, et mettez en danger la sécurité de tous, vous risquez jusqu'à 5 ans de prison et jusqu'à 20 000 € d'amende. Si vous aviez le visage couvert ou si vous avez blessé quelqu'un, la peine augmente, et les peines augmentent aussi pour ceux qui dévastent en groupe*", a martelé la dirigeante italienne.

Le décret prévoit également de faciliter les poursuites judiciaires contre les mineurs impliqués dans des actes de vandalisme et de pillage dès 14 ans et de rendre leurs parents financièrement responsables des dégâts occasionnés.

Le Parlement dispose désormais de 60 jours pour convertir ce décret en loi.

Il s'agit du huitième paquet sécuritaire adopté par le gouvernement Meloni, en fonction depuis octobre 2022.

Russie.

Ouchakov : la Russie prête à reprendre les négociations trilatérales en novembre - RT 21 oct. 2026

Le 21 octobre, à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine et l'émissaire américain Steve Witkoff ont évoqué la reprise des pourparlers avec Kiev. À l'issue de leur entretien, qui a duré près de trois heures, le conseiller présidentiel Iouri Ouchakov a fait savoir que la Russie était disposée à renouer le dialogue vers la mi-novembre.

Le conseiller du président russe a précisé que les délégations pourraient se retrouver à Abou Dhabi. Leur composition n'a pas encore été annoncée.

Le 21 octobre, Volodymyr Zelensky a déclaré sur Fox News être prêt à geler les combats sur les positions actuelles. Interrogé par Brian Kilmeade sur un accord qui laisserait Kiev contrôler au moins 75 % du territoire ukrainien, il a répondu : « *Oui, actuellement, nous devons geler [la ligne de front], et je pense que c'est le vrai moyen de mettre fin à cette guerre*. »

La veille, à la Maison Blanche, Donald Trump avait appelé Zelensky à conclure un accord avec Moscou : « *Nous voulons que Zelensky conclue un accord. Il peut conclure un accord. Il aurait pu le faire il y a deux ans, lors de notre brève discussion au Bureau ovale.* » RT 21 oct. 2026

Burkina Faso

Burkina Faso : une réforme du Code pénal réintroduit la peine de mort 21 oct. 202

L'Assemblée législative du peuple (ALP) du Burkina Faso a adopté à l'unanimité, le 20 octobre, un projet de loi portant révision du Code pénal, présenté et défendu par le ministre de la Justice et des Droits humains, Me Edasso Rodrigue Bayala.

Principale mesure de cette réforme, la réintroduction de la peine capitale pour les actes de terrorisme, l'espionnage, la trahison, le parricide ainsi que l'importation de produits périmés ou prohibés ayant entraîné la mort.

Selon le ministre, cette révision vise à adapter la législation pénale aux enjeux de protection de l'ordre public, de lutte contre la criminalité économique et financière, de préservation de l'environnement et de la famille, ainsi que de renforcement de la sécurité routière.

« *Nous avons constaté sur le terrain que ces terroristes recrutent en promettant aux candidats que, même s'ils venaient à être arrêtés en tant qu'auteurs ou complices d'actes de terrorisme, ils ne risquaient pas grand-chose de plus que la prison à vie* », a expliqué Me Edasso Rodrigue Bayala.

Le ministre a précisé que les actes liés au terrorisme, commis « *en tant qu'auteur ou complice* », seraient passibles de la peine capitale. Il en irait de même pour les auteurs et complices de l'importation frauduleuse de produits périmés ou prohibés ayant entraîné la mort.

La réforme du Code pénal prévoit un durcissement des sanctions contre les crimes économiques et financiers. Les détournements de fonds dépassant un certain montant pourraient désormais être punis de la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une amende équivalant au triple des sommes détournées.

Face à l'insécurité routière, présentée comme l'une des principales causes de mortalité au Burkina Faso, le nouveau texte introduit des peines d'emprisonnement pour certains comportements

jusqu'alors non sanctionnés pénalement. Il aggrave également les sanctions applicables à plusieurs infractions, dont certaines passent de la catégorie des contraventions à celle des délits.

Le Code pénal prévoit par ailleurs des sanctions pour l'homosexualité et les pratiques assimilées. De lourdes amendes sont également prévues pour les atteintes aux normes de protection de l'environnement, ainsi que pour l'abattage ou l'exportation illégale de bêtes de somme, notamment les ânes et les chevaux.

De nouvelles infractions ont également été introduites dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

J-C - Je pense qu'il faut relativiser certaines sanctions, par exemple sur l'homosexualité. Elles ne s'appliqueront qu'en cas de prosélytisme et elles ne concerneront non l'homosexualité en tant que telle ou à titre individuel.

Pour autant, les occidentaux bien-pensants (la gauche social-néolibérale libertaire) opposés au régime en place au Burkina Faso vont saisir cette occasion pour le présenter comme une horrible dictature, alors que sur le plan économique et social il fait un travail remarquable pour sortir leur pays du sous-développement et de la misère dans lesquels l'impérialisme français l'ont maintenu pendant un siècle (1896). Je rappelle que c'est l'un des plus pauvres de la planète, à côté en Inde, nous sommes des nantis, je ne plaisante pas, et je sais de quoi je parle, j'y vis depuis 32 ans.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 23 octobre 2026

Il semblerait, qu'ils aient interdit toute manifestation à Lyon qui est une grande ville, je n'imagine pas un instant que les manifestants du 17 n'aient pas envie de remettre cela le 24. Question : Que vont-ils faire ? Qu'est-ce qui va se passer si des milliers de travailleurs et jeunes bravent l'interdiction ? Macron va-t-il ouvrir un camp de concentration pour les enfermer ? A suivre demain.

Sinon, aujourd'hui peu d'infos et beaucoup de vent pour pas grand-chose, comme c'est le cas de plus en plus souvent, du genre : Cela devrait se passer… on ignore ce qui va arriver… on ne sait pas quand et patati et patata. Tous les jours des centaines d'articles paraissent sur ce thème, ils vous annoncent un truc qui s'est passé il y a déjà plusieurs mois rabâché dix mille fois, ou ils vous annoncent un truc qui se produira dans, dans quoi, 8 jours, 15, un mois, six mois, qu'est-ce qu'on en a à foutre, on le traitera à ce moment-là si cela vaut le coup ! Qu'est-ce qu'ils nous font chier avec leurs articles à la con ! Les médias dits sociaux veulent nous refourguer leur propagande de merde par ce biais.

Les médias dits sociaux ou alternatifs ou encore indépendants, publient des articles, qui ont été conçus à partir d'infos diffusées par les agences de presse et les médias mainstreams qu'ils passent leur temps à critiquer, sans le dire à leurs lecteurs, cela la ficherait mal. Si vous voulez, ils sont un peu comme les « *écrivains* » qui recourent à l'IA pour écrire leur œuvre à leur place, sans le dire à leurs éditeurs et à leurs lecteurs évidemment. La démagogie et l'honnêteté ne font pas bon ménage en général.

Moi, je vous fournis toutes les sources, je préfère aller chercher l'info à la source plutôt que passer par un intermédiaire, il y a tellement de gens peu scrupuleux, vous voyez ce que je veux dire. Si maintenant cela ne vous plaisait pas, qu'est-ce que j'y pourrais, rien ! J'utilise ces sources gratuitement, je n'engraisse aucun média ou aucune agence de presse, je n'en ai pas les moyens !

Eux ils se paient de beaux blogs, avec des vidéos, différentes rubriques, ils récoltent même du fric, des dons, c'est qu'il y en a encore qui ont trop de fric dans ce pays, alors que ces médias ne créent strictement rien, ils n'ont pas de journalistes ou de correspondants dans le monde entier. Ils diffusent leur idéologie, cela devient un vulgaire produit de marketing, il le monnaye, le rentabilise, c'est très vil comme procédé, cela dénote une mentalité bassement mercantile, alors ne leur causez pas de l'abolition de la propriété privée des moyens de production…

Je crois que je vais me recentrer sur le social, car finalement je suis assez à l'aise avec la crise institutionnelle en France, pour être totalement franc avec vous, je craignais d'avoir décroché depuis le temps que j'ai quitté ce pays, 30 ans quand même ! Je ferai ce que je pourrai, l'essentiel, c'est d'être animé de bonnes intentions et de ne jamais se laisser aller.

Allez les vieux, au boulot, on ne va pas laisser ce monde de merde aux jeunes quand même.

J-C - Il nous gonfle avec leurs Gilets jaunes, ils avaient disparu depuis 2018, pas le mouvement ouvrier. Les Gilets jaunes étaient retournés devant leurs écrans, pendant que des milliers de militants qui se battaient avec leurs organisations ou partis quotidiennement au côté de la classe ouvrière, des étudiants et des lycéens.

Lu.

- La descente dans la rue de centaines de milliers de personnes le 17 octobre a montré l'ampleur de la réaction sociale suscitée par les politiques néolibérales mises en œuvre depuis quarante ans.

Au lieu d'apporter des solutions aux problèmes de l'éducation, du chômage et du coût de la vie, le gouvernement Macron met l'accent sur les mesures de sécurité.

Le 6 octobre, des centaines de milliers de personnes étaient dans la rue. Le ministère de l'Éducation a annoncé que les cours étaient totalement ou partiellement perturbés dans 891 lycées. Aux élèves se sont joints des enseignants, des parents d'élèves, des étudiants universitaires et des syndicats. Ainsi, les problèmes liés à l'éducation se sont transformés en une lutte politique remettant en cause les politiques économiques et sociales du gouvernement.

La colère sociale s'est unie à celle des Gilets jaunes. Les manifestations du 17 octobre ont marqué une nouvelle étape du mouvement.

D'ailleurs, l'appel à manifester du 17 octobre avait été lancé par les Gilets jaunes dès le début du mois de septembre, avant même les manifestations des lycéens.

Alors que dans les grandes villes, les étudiants et les syndicats se sont mis en avant, dans les petites villes et les zones rurales, les carrefours, les échangeurs d'autoroutes et les stations-service se sont transformés en lieux de protestation.

Plus de 1700 actions ont été menées dans toute la France. Les Gilets jaunes, les lycéens, les étudiants, les agriculteurs, les pompiers, les ouvriers, les enseignants, les professionnels de santé, les défenseurs du climat, les habitants des quartiers populaires et les retraités se sont mobilisés.

Les jeunes réclament une éducation équitable et un avenir sûr. Les travailleurs s'opposent à l'érosion de leurs salaires, tandis que les retraités dénoncent leurs difficultés financières. Les agriculteurs se plaignent de la hausse des prix du gazole et des coûts de production.

Les revendications de ces différents groupes convergent vers les mêmes politiques économiques.

Le bilan de quarante ans de politiques néolibérales. Il serait erroné de chercher les causes de la révolte en France au cours du dernier mois. Les politiques néolibérales mises en œuvre depuis quarante ans ont érodé les services publics. Les privatisations, la désindustrialisation et la précarité du travail ont aggravé les inégalités sociales. Aujourd'hui, environ 9,8 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Des millions de personnes ont du mal à se nourrir correctement et sainement.

La dette publique a atteint 119% du PIB, dépassant ainsi les 3500 milliards d'euros. Les paiements d'intérêts sont devenus insupportables pour le budget ; les intérêts de la dette, estimés à 79 milliards cette année, devraient s'élever à 91 milliards dans le budget de 2027.

D'autre part, alors que des économies sont prévues dans le budget dans les domaines de l'éducation, de la santé et des affaires sociales, les dépenses de défense sont en hausse.

Les organisations étudiantes réclament environ 10 milliards d'euros de ressources supplémentaires pour l'éducation. Le gouvernement invoque quant à lui les contraintes budgétaires. Le problème réside autant dans le manque de ressources que dans la manière dont les ressources existantes sont allouées aux différentes priorités sociales.

Dans d'autres pays d'Europe également, des manifestations ont lieu en raison des problèmes liés à l'éducation, aux salaires, au logement et au coût de la vie. Ces événements montrent que la crise en France s'inscrit dans le cadre d'une transformation économique plus large. C'est là que réside l'importance politique du mouvement lancé par les lycéens français.

Ce n'est plus seulement la pénurie d'enseignants ou les mesures du gouvernement Macron qui sont remises en cause, mais l'ordre économique lui-même, incapable d'assurer aux jeunes un emploi et un avenir.

Le mouvement populaire, qui prend de l'ampleur avec la participation des Gilets jaunes, remet à l'ordre du jour en France le coût social de quarante ans de politiques néolibérales.

Nous dénions toute légitimité à Macron et son gouvernement de décider de notre sort. Est-ce qu'un seul dirigeant aurait osé le dire ? Aucun.

J-C – A LFI, ils parlent trop pour ne rien dire. Ils n'osent pas affronter Macron et le ramassis d'ordures ou de fachos qui l'entourent. Allez à la rencontre de Macron, c'est le légitimer, alors qu'il est détesté dans tout le pays. C'est ce qui permet de distinguer l'opportuniste subordonné au régime du socialiste révolutionnaire.

"*Une fuite en avant autoritaire*": LFI dénonce les mesures prises par le gouvernement après les violences du 17 octobre - BFMTV 23 octobre 2026

La France insoumise a qualifié ce vendredi 23 octobre de "*fuite en avant autoritaire*" les mesures prises après les violences du 17 octobre, comme les interdictions de manifestations ou les couvre-feux, et a appelé les Français à défiler "*pacifiquement*".

"*Les libertés publiques ne peuvent pas être une variable d'ajustement d'un exécutif en perdition*", a déclaré le mouvement de Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.
"*En décidant d'interdire des manifestations, de choisir qui a le droit ou pas d'en organiser, de mettre en place des couvre-feux à l'échelle d'un département ou d'une ville, d'inciter les commerçants à recourir à des sécurités privées, l'exécutif franchit une à une les limites qui séparent une démocratie d'un État autoritaire et policier*", a dénoncé LFI.

Le mouvement de gauche radicale a jugé "*stupides*" les interdictions de manifestations, susceptibles selon lui "*de générer le chaos*" en provoquant une mobilisation "*non anticipée*" plutôt qu'un parcours organisé.

"*C'est tellement évident qu'on peut se demander si ce n'est pas le but recherché*", ont affirmé les Insoumis.

"*La France insoumise appelle partout en France à manifester pacifiquement, toutes et tous ensemble, aux côtés des organisations syndicales de salariés, étudiantes et lycéennes*", a ajouté le mouvement.

LFI a dit exiger du gouvernement "*qu'il mette un terme à sa fuite en avant autoritaire et réponde enfin aux revendications des salariés et de la jeunesse*".

Les mesures, justifiées au sommet de l'État par le besoin de ramener le calme, ont été jugées liberticides par une grande partie de l'opposition.

J-C – LFI a exigé du gouvernement Macron qu'il se comporte comme un gouvernement ouvrier ou socialiste. Au-delà du fait que c'est grotesque, qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'eux-mêmes à LFI, ils ne seraient jamais membres d'un gouvernement ouvrier, puisqu'ils étaient incapables de s'exprimer en tant que tels.

En famille à Matignon au chevet de la Ve République. Les partis de l'ordre établi.

La gauche est ressortie déçue, voire « *en colère* », de la réunion des partis politiques avec Sébastien Lecornu, ce jeudi 22 octobre à Matignon, qui portait sur le maintien de l'ordre, défendu par la porte-parole du gouvernement comme « *la priorité* » avant toute « *prise en compte* » des revendications sociales, à deux jours d'une nouvelle journée de mobilisation samedi. HuffPost 23 octobre 2026

Un recours déposé devant le Conseil d'État après les déclarations d'Emmanuel Macron sur l'interdiction de manifestations non syndicales - BFMTV 23 octobre 2026

Emmanuel Macron a annoncé ce jeudi que seules les manifestations organisées à la demande des syndicats seront autorisées samedi sur des tracés qui protégeront "*les commerces et les bâtiments publics*". Une décision qui est une "*atteinte démesurée à la liberté*", affirment plusieurs avocats.

L'association de défense des libertés constitutionnelles et le syndicat de la magistrature ont déposé ce soir un recours en référé-liberté devant le Conseil d'État contre les propos d'Emmanuel Macron à l'issue du conseil de sécurité, a appris BFMTV, confirmant une information de nos confrères de France Info.

Dans ce recours que BFMTV a pu consulter, les avocats pointent du doigt les propos suivants du chef de l'État: "*pour ce qui est des prochains jours, et en particulier de samedi, la doctrine, qui a été arrêtée de manière très claire, c'est que partout où il y a une volonté de manifester, de se regrouper, des demandes qui sont faites par des gens qui n'ont aucune légitimité pour cela, elles seront interdites par [les préfets]*".

"*La recommandation générale, c'est qu'il n'y ait pas de manifestation dans les jours à venir*", a-t-il ajouté.

Plusieurs recours visant la suspension des transports de Marseille. (Annulée. Il y aura aussi une manifestation des syndicats à Marseille, mais pas à Lyon, entre autres. – J-C)

Dans le recours déposé devant le Conseil d'État, l'association de défense des libertés constitutionnelles et le syndicat de la magistrature estiment qu'"*en arrêtant lui-même une doctrine d'interdiction destinée aux préfets, le président de la République a pris une décision qu'aucun texte ne lui permet de prendre*".

"*Les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques relèvent de la seule loi, en vertu de l'article 34 de la Constitution. Ni le Président de la République, ni le Premier ministre au titre de son pouvoir de police générale, ni le ministre de l'Intérieur ne peuvent modifier ce régime*", peut-on encore lire dans le recours.

En outre, les requérants indiquent que "*l'article L. 211-4 du code de la sécurité intérieure ne permet l'interdiction d'une manifestation que si l'autorité investie des pouvoirs de police estime qu'elle est de nature à troubler l'ordre public*".

"*La 'recommandation générale' qu'il n'y ait 'pas de manifestation dans les jours à venir' confirme que l'objectif poursuivi n'est pas la prévention d'un trouble identifié, mais l'absence de toute manifestation*", ajoutent-ils dans leur recours.

Contactée par BFMTV, la Ligue des droits de l'homme a également indiqué de son côté qu'elle va déposer plusieurs recours devant les tribunaux administratifs, notamment visant la suspension des transports en commun et l'interdiction de manifestation à Marseille samedi. Elle va également déposer un recours contre les propos du chef de l'État devant le Conseil d'État.

Totalitarisme. Ils sont fiers de leur trophée de guerre. Rira bien qui rira le dernier...

Violences du 17 octobre : Gérald Darmanin annonce que 2.700 personnes ont été placées gardes à vue et 217 ont été incarcérées depuis samedi - BFMTV 22 octobre 2026

Gérald Darmanin se félicite d'une "*réponse extrêmement ferme qui ne connaît pas d'équivalent*".

Les personnes incarcérées "*sont en général des hommes qui ont entre 18 et 25 ans, qui ne sont pas connus pour la plupart d'entre eux par les services de justice*", a ajouté le ministre de la Justice, voyant là la preuve supplémentaire de "*l'extrême fermeté appliquée aux décisions de justice*".

Toujours dans cette même volonté de "*fermeté*", le garde des Sceaux a envoyé ce jeudi après-midi une nouvelle circulaire à destination du parquet et des procureurs généraux.

Fin des droits civiques et bannissement des réseaux sociaux requis contre les prévenus

Il y demande entre autres de faire appel des décisions "*qui leur paraîtraient non-conformes à la circulaire de politique pénale" qu'il leur a déjà adressée. Il les appelle aussi à "mettre autant qu'il le faudra des peines complémentaires d'interdiction de manifestation*", rappelant que le non-respect d'une telle interdiction est passible d'un an de prison et de 15.000 euros d'amende.

Le ministère public est aussi invité à "*requérir dans la plupart des cas la fin des droits civiques pour un certain temps, et notamment le droit de voter.*"

"*Je ne vois pas pourquoi quelqu'un qui s'en prendrait aux policiers et aux gendarmes, qui pillerait des commerces, qui serait dans des émeutes contre des bâtiments publics pourrait utiliser ses droits civiques dans les prochaines élections*", a-t-il justifié.

Gérald Darmanin veut également qu'une "*peine de bannissement des réseaux sociaux*" puisse être requise. "*Cette peine existe, elle est trop peu prononcée*", a-t-il regretté.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 octobre 2026

Tous dans la rue pour dire : Dehors Macron, à bas les institutions de la Ve République, tout le pouvoir aux travailleurs, rupture avec le capitalisme et l'UE !

Gouvernement ouvrier et République sociale pour satisfaction toutes nos revendications sociales et politiques !

A bas la dictature des capitalistes, vive la dictature du prolétariat, en avant vers le socialisme !

À Paris, la préfecture de police et l'intersyndicale s'opposent concernant le parcours de la manifestation

La préfecture de police de Paris a interdit hier le parcours de la manifestation négocié la veille avec les syndicats, entre les places de la Bastille et de la Nation. Elle a proposé un parcours alternatif, refusé par l'intersyndicale.

Dans un arrêté, la préfecture de police a jugé l'itinéraire "*interdit*", en précisant que "la manifestation pourra se tenir le 24 octobre de 13h à 19h de la Porte d'Italie jusqu'à la Porte de Vincennes en passant par les boulevards des Maréchaux".

L'intersyndicale d'Ile-de-France, comprenant les branches Ile-de-France de la CGT, la CFDT, FO, la FSU et Solidaires et les principales organisations de jeunesse (Fage, Union étudiante, Unef, USL) a indiqué dans un communiqué refuser cette demande "inacceptable". Elle entend contester cet arrêté en justice.

Paris en état de siège, justice expéditive et particulièrement répressive ou tribunaux d'exception digne d'un régime fasciste

Manifestations du 24 octobre: 70.000 policiers et gendarmes mobilisés en France pour cette nouvelle journée de mobilisation - BFMTV 24 octobre 2026

"*Nous avons mobilisé des unités spécialisées, comme le Raid, GIGN et la BRI*", précise-t-il, en soulignant que des drones, des hélicoptères et des blindés Centaure seront déployés.

Des dispositifs de police judiciaire vont être mobilisés pour traiter "*le plus rapidement les interpellations pour les présenter devant la justice le plus rapidement possible*".

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant, et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant : Le moment est venu de changer de régime économique et politique.

J-C - Pourquoi les peuples acceptent-ils de se soumettre massivement à un seul tyran, alors qu'il leur suffirait de cesser d'obéir pour retrouver leur liberté ? (Discours de la servitude volontaire rédigé par Étienne de La Boétie vers 1548)

Plus facile à dire qu'à faire ! Selon leur condition sociale, il leur faut du temps et qu'une combinaison de conditions soient réunies pour s'apercevoir qu'ils vivent sous un régime tyrannique ou dictatorial, qui plus est de nos jours, où nous disposons d'une multitude de supports ou de moyens d'expression individuels et collectifs qui donnent l'apparence de vivre en démocratie, alors qu'on vit sous une dictature depuis notre naissance.

De fait, ils ne peuvent pas avoir conscience de ce que signifierait vivre en liberté, puisqu'ils n'en ont jamais eu vraiment l'occasion, ils ont toujours vécu sous le joug d'un régime oppressif et d'exploitation.

Il faut avoir vécu en liberté pour savoir ce que signifie en être privé lorsque cela vous arrive un jour. Rien n'existe par soi-même sans son contraire ou sa négation. Peu importe qu'on en ait ou non conscience, puisque la matière n'a pas besoin de notre assentiment pour exister.

En revanche, il faudra des milliers d'années pour que les hommes en prennent conscience, qu'ils se soient suffisamment développés sur le plan économique pour envisager que les mêmes lois de la dialectiques pourraient s'appliquer à l'univers, à la nature, à la société, aux hommes, à leurs idées ou comportements, donc élever leur conscience à un niveau supérieur, et cessez de penser en métaphysiciens, qui ne prennent en compte qu'un côté ou un aspect de la réalité au lieu de la considérer dans sa totalité, y compris en incluant ce qui leur échappe encore, de manière à pouvoir envisager sérieusement de réunir les conditions qui leur permettraient de conquérir leur émancipation et leur libération de toute forme de servitude humaine,

C'est l'objectif humaniste que partage le communisme, sur lequel il repose, et qui justifie notre combat politique.

Prétendre qu'un peuple se soumettrait volontairement à un tyran est exagéré, sauf peut-être pour les aristocrates et les élites qui constituent sa cour et qui en tirent profit.

Prétendre qu'il suffirait qu'un peuple cesse d'obéir pour devenir libre est exagéré, car cela suppose qu'il en aurait naturellement les moyens, or, ce n'est pas le cas du tout.

Il doit se les forger patiemment, et malheureusement cela réclame énormément d'efforts et de sacrifices, et cela prend beaucoup de temps. Car chaque génération d'hommes et de femmes doit se remettre à nouveau à l'ouvrage, alors que les générations antérieures n'ont pas forcément pu tirer tous les enseignements de leurs expériences pour les transmettre aux générations futures. C'est un peu, comme si chaque fois il fallait tout reprendre à zéro, parce que leurs connaissances ne sont pas transmises au fœtus. Pas à pas, il va falloir qu'ils prennent conscience de leur condition ou du monde dans lequel ils vivent, et sans qu'ils le sachent une multitude d'obstacles viendront se dresser sur leur chemin, il leur faudra en venir à bout pour formuler une interprétation conforme à la réalité, telle qu'elle existe ou plutôt telle qu'elle se présente à eux, alors seulement nous pourrons envisager qu'ils prennent consciemment et librement en main leur destin, pas avant !

Un certain nombre de facteurs et de rapports conduisent à la tyrannie et à sa négation, la liberté, sans que les hommes en aient conscience, car s'ils faisaient leur histoire consciemment, nous ne serions pas là à en parler ! Nous n'avons pas pu éviter l'une et nous ne sommes pas parvenus à l'autre, cela mérite une explication, vous ne pensez pas ?

Autrefois, ils n'en eurent pas l'occasion, bien que certains penseurs ou philosophes eurent suffisamment de profondeur d'esprit pour aborder ce sujet et tenter des réponses, mais elles devaient demeurer très générales ou le compte n'y était pas, parce que le développement économique n'était pas parvenu à maturité. Les conditions matérielles ou économiques n'étaient pas remplies pour mettre un terme à la tyrannie, qui est en quelque sorte le produit politique du règne de la nécessité (économique). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, on retrouve des régimes tyranniques tout au long du développement des modes de production reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme ou l'esclavage.

Depuis cette époque relativement récente, il ne faut jamais l'oublier, le développement économique a réalisé des progrès prodigieux sous le régime capitaliste, de sorte que les conditions matérielles ont atteint le niveau de maturité qui permet d'envisager sérieusement d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'hommes pas l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme, et par voie de conséquence, avec la tyrannie, le despotisme, le fascisme et le nazisme, qui tout à fait naturellement seront à l'ordre du jour pour maintenir en place ce système économique pourrissant et condamné par les fondements, les lois mêmes de fonctionnement ou les rapports sociaux de production sur lesquels repose le capitalisme. Cette tentative désespérée se soldera par la victoire du socialisme et par l'épanouissement de la liberté. A suivre, j'ai rédigé cela rapidement d'un trait ce matin.

Vous noterez qu'absolument aucune revendication avancée par les différents acteurs sociaux ou politiques ne remet en cause les fondements du capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République, absolument aucune, toutes sont compatibles avec le régime dictatorial en place.

Mobilisation de la jeunesse, retour des gilets jaunes, appel de l'intersyndicale... On vous résume les revendications - FranceInfo 24 octobre 2026

Les demandes exprimées devant les lycées et dans la rue ces dernières semaines sont diverses mais convergent néanmoins majoritairement autour du pouvoir d'achat, de la défense des services publics et de la justice fiscale et sociale.

Les demandes des lycéens et étudiants

• Ce qu'ils demandent. Les lycéens qui ont manifesté et bloqué leurs établissements depuis mi-septembre demandent l'abolition ou la refonte profonde de la plateforme Parcoursup, la refonte des rythmes scolaires et l'abrogation de la réforme Blanquer en 2018, qui a supprimé les filières au lycée. Ils réclament aussi le remplacement systématique des professeurs absents, des effectifs allégés en cours, la rénovation et l'adaptation climatique des établissements scolaires et le droit de manifester en sécurité, sans répression policière.

Les principales organisations étudiantes (la Fage, l'Union étudiante, et l'Unef) portent de leur côté dix revendications principales, dont elles évaluent le coût à 10 milliards d'euros, parmi lesquelles la

création de 250 000 places dans l'enseignement supérieur public, une réforme des bourses étudiantes comprenant une augmentation de 200 euros par mois, et la rénovation des résidences "*insalubres*" des Crous.

Les revendications des gilets jaunes

• Ce qu'ils demandent. Les gilets jaunes revendiquent de pouvoir vivre dignement, alors que les prix du carburant mais aussi de l'alimentation, de l'énergie et du logement n'en finissent plus de peser sur les budgets. Le collectif 17octobregiletjaune.net réclame "*la démission d'Emmanuel Macron"* et "*la fin de cette démocratie représentative qui méprise les intérêts du peuple*". Il exige également "*l'interdiction des grenades de désencerclement et des LBD contre les manifestants, la fin des interpellations de masse, des gardes à vue de mineurs*".

Deux autres organisations de gilets jaunes, le collectif Unité gilets jaunes et l'association Yellowsphere réclament pour leur part une Constitution "*qui défende réellement les citoyens avec le référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour plus de démocratie directe*" et un "*référendum sur la sortie de l'UE*".

Les mesures réclamées par l'intersyndicale

• Ce qu'ils demandent. L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, l'Unsa et FSU, qui appelle à manifester le 5 novembre, demande l'ouverture immédiate, dans toutes les entreprises et branches, de négociations pour augmenter les salaires et mettre en œuvre l'égalité salariale femmes-hommes, l'augmentation des pensions des retraités et de la valeur du point d'indice des fonctionnaires. Elle veut aussi l'augmentation du smic et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...). La CGT et Solidaires veulent indexer tous les salaires sur l'inflation.

L'intersyndicale réclame aussi l'augmentation des moyens des services publics "*pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique*", une planification environnementale et industrielle ainsi que des moyens pour adapter la société au changement climatique (végétalisation des villes, transports collectifs décarbonés...).

La CFDT veut un impôt minimum de 2% sur les patrimoines financiers supérieurs à 100 millions d'euros, soit l'application d'une taxe Zucman (qui rapporterait 5,5 milliards d'euros par an), et un ISF climatique, modulé en fonction de l'empreinte carbone des placements, qui rapporterait près de 15 milliards, selon les calculs du syndicat.

La CGT souhaite "*redonner à l'impôt sur le revenu toute sa place*", "*renforcer l'impôt sur la fortune*", "*réexaminer l'ensemble des niches fiscales*", "*réduire les taux de TVA*" et *"faire de l'impôt sur les sociétés un outil tourné vers l'efficacité économique et la justice sociale*". FO, pour sa part, "*revendique le rétablissement d'une fiscalité progressive*".

En famille. Quand le ministre de l'Intérieur assure la sécurité d'un parti fasciste sur consigne du Premier ministre.

Congrès du RN: Laurent Nuñez en visite à Orléans ce vendredi pour inspecter le dispositif de sécurité - BFMTV 23 octobre 2026

Le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez sera en visite ce vendredi 23 octobre après-midi à Orléans, à la veille d'un congrès du Rassemblement national sous haute tension. Le Premier ministre Sébastien Lecornu lui a demandé d'inspecter le dispositif de sécurité, a indiqué Matignon à BFMTV.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2026

J'ai eu une nouvelle crise la nuit dernière plus grave que les précédentes, elle a duré jusqu'à 4h30 du matin. Je ne suis pas sûr de pouvoir continuer les causeries les jours suivants. Dès que j'aurai terminé celle-ci, j'irai me reposer et essayer de dormir.

Juste un mot sur le Brésil.

Les médias ont fait campagne pour le candidat néoconservateur et passablement fasciste Flávio Bolsonaro, le rejeton de d'ex-président brésilien Jair Bolsonaro de 2019 à 2023. Il y a quelques mois, ils commencèrent par annoncer la défaite de Lula, puis, plus on se rapprochait du scrutin, ils modérèrent leur enthousiasme, Flávio Bolsonaro ne devait plus l'emporter que d'une courte tête, et la veille du scrutin ils annoncèrent qu'ils étaient à égalité, histoire de ne pas trop se mouiller.

N'importe quel observateur aurait pu remarquer comment les médias mainstream s'y prenaient pour tenter d'influencer l'opinion tout en se ménageant une porte de sortie. Au tout dernier moment, ils ont même osé affirmer que Lula aurait peut-être réussi à combler son retard, qui sait, il aurait même encore une chance de l'emporter, non, sans blague ?

Quelle comédie, quel cirque, oui ! Quand il y a 8 jours en arrière, ils ont annoncé que le parlement brésilien avait adopté la semaine de 5 jours de travail au lieu de 6, en fait sa généralisation à tous les travailleurs brésiliens, je me suis dit que Lula était réélu, c'était automatique, écrit, sauf pour ces médias malfaisants qui jusqu'au bout espéreront que leur candidat l'emporte, eh ben non, il n'y aura pas eu de miracle !

Mélenchon peut-il l'emporter ? On abordera ce sujet plus loin, en attendant je n'y crois pas, mais qui sait. Il y a un truc que je n'ai pas abordé dans cette causerie.

Il faudrait qu'une partie des électeurs potentiels de Attal et Philippe, ainsi que ceux penchant pour Glucksmann, donc à la base des électeurs pas vraiment de gauche ou plutôt déjà très à droite, désemparés par leurs campagnes misérables et sensibilisés par le désarroi de la jeunesse, s'en détournent au profit d'un candidat ayant plus de charisme, qui en un mot paraisse plus sincère et humain, qui ne soit pas un révolutionnaire enragé comme moi, un social-démocrate assumé, de longue date, c'est rassurant, pour qu'ils soient disposés à voter Mélenchon, qui sait, avec les classes moyennes vous pouvez vous attendre à tout, au pire, mais aussi au meilleur, il ne faut jamais l'oublier.

Dans ce cas-là, je n'aurais pas eu besoin d'appeler à voter pour lui, je serais plutôt satisfait sans m'être mouillé ou compromis. Quant au reste, je n'en serais pas comptable puisque mon orientation politique serait demeurée identique.

Pour ce qui est de la violence, elle est uniquement imputable à l'Etat, au capitalisme.

Je vais vous raconter une petite histoire.

Je devais avoir une dizaine d'années, c'était la fête des Pères. J'étais scolarisé à l'école privée saint Joseph, rue de la Bienfaisance dans le 8e arrondissement de Paris, une idée à la con de mes parents très pauvres. A l'école, le professeur demanda à chaque élève le cadeau qu'il allait faire à son père. Quand arriva mon tour, j'étais gêné parce que je n'avais pas un centime pour lui en acheter un, et quant à lui en fabriquer un, je n'avais aucune imagination. Je ne me souviens plus ce que j'ai répondu, peu importe, toujours est-il que l'idée d'un stylo à plume me vint à l'esprit.

En sortant de l'école, sur mon parcours se trouvait une entrée du grand magasin Le Printemps, j'y allai afin de me procurer discrètement cet objet, étant donné ma petite taille je pensais que je passerais inaperçu, pas de bol, je me fis pincer. Je racontai mon histoire à un des directeurs du magasin qu'ils envoyèrent chercher, il y eut ensuite un conciliabule avec le vendeur et le responsable de service, attendris par mon histoire et mon air si naïf, ils me laissèrent partir. C'était la première fois que je volais dans un magasin… et pas la dernière, mais plus tard, ce sera pour bouffer.

C'est la pauvreté ou l'injustice sociale qui avait fait de moi un gosse voleur, car j'avais reçu ce qu'on appelait à l'époque une bonne éducation, à la trique, quelle horreur entre nous ! Car on peut très bien élever un enfant sans le brutaliser, mais pour cela, encore faut-il avoir un niveau d'instruction et de conscience suffisamment élevé, ce que n'avaient pas mes parents malheureusement pour eux comme pour moi. Parfois cela ne suffit pas, leur société hyper individualiste peut tout pourrir. J'en sais quelque chose, ma fille que je n'ai jamais touché de ma vie et que j'ai toujours respecté m'a renié, et pourtant je l'aime toujours autant.

Les enfants, la jeunesse ont le droit au même égard, au même respect, ce qu'ignorent Macron et l'Etat, son appareil policier.

Les journalistes ont couvert le congrès du RN-FN comme s'il s'agissait d'un parti comme un autre, ici, dorénavant chaque fois on évoquera le parti fasciste officiel.

Note informatique.

J'ai viré Adobe Acrobat de mon ordinateur, ils avaient découvert que j'utilisais une version piratée et me harcelaient.

Vous pouvez télécharger gratuitement en français le créateur et éditeur de PDF ArtCraft, il remplit les mêmes fonctions qu'Adobe Acrobat, l'avantage, c'est qu'il est en open-source et gratuit. Ils ont aussi une version de Photoshop...

https://www.getartcraft.com/apps

Les vidéos de démonstration :

https://www.youtube.com/watch?v=LbG_QGCsF48

https://www.youtube.com/watch?v=__OvC-xOpWc

Ne jamais connecter un disque dur ou une clé USB aux ports USB situés à l'avant de l'ordinateur, car leur fonctionnement est ralenti parce qu'ils sont reliés par un fil très fin à la carte mère, alors que les ports USB situés à l'arrière sont directement connectés ou soudés sur la carte mère.

Si vous voulez télécharger des vidéo, vous pouvez essayer avec Open Vidéo Downloader en version française.

https://apps.microsoft.com/detail/9p53s4t9znj5?hl=fr-FR&gl

Nous sommes les otages de l'opportunisme.

On a été obligé de soutenir les manifestations des 17 et 24 octobre, sans se faire la moindre illusion, parce que nous savions qu'elles avaient été conçues comme des journées d'action bidon, autrement dit, sachant qu'il n'en soutirerait rien ou qu'elles ne serviraient à rien, si j'ai appelé à y participer, c'était uniquement parce que les travailleurs et les militants n'avaient pas d'autres moyens à leur disposition pour exprimer leurs légitimes aspirations et montrer qu'ils s'opposaient à la politique néolibérale de Macron.

Et cela continue avec l'élection présidentielle. Voilà qu'ils annoncent que tous les sondages donnent Mélenchon au second tour contre la fasciste Le Pen. Jusqu'à présent j'ai appelé à ne pas participer à cette élection, à la boycotter, à la fois parce que c'est sinistre mascarade et elle légitime la Constitution antidémocratique de la Ve République, mais la tournure que prend la campagne électorale pourrait nous amener à faire évoluer notre position.

Nous savons que Mélenchon est un social-démocrate ou un couteau sans lame, et par conséquent, il n'y a rien de bon à en attendre, il ne rompra pas avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, ni avec les instances internationales du capital, notamment l'UE et l'ONU. Pour autant, aux yeux de millions de travailleurs il incarne le progrès social, le réformisme et la démocratie, ce qui est trop pour le camp de la réaction qui n'entend pas céder un pouce de terrain à la classe ouvrière sur le plan économique ou politique. L'oligarchie sait que Mélenchon n'est pas un révolutionnaire ou qu'il ne représente aucune menace pour le capitalisme, et elle a conscience que ses contradictions sont autant de failles qu'elle pourra exploiter le moment venu pour l'affaiblir et le faire tomber s'il osait la défier, lui aussi il le sait.

Si on ignore qui des illusions et des aspirations des travailleurs l'emporteront, on est face à un dilemme entre refuser de le soutenir et se retrouver au côté de ceux qui œuvrent pour qu'il ne soit pas élu. S'il ne lui manquait que quelques voix pour être élu, on nous reprocherait d'en partager la responsabilité, ce qui serait injuste puisque notre audience est infime, mais cela pourrait être interprété de cette manière-là. Toujours est-il que dans ce cas de figure, les travailleurs conserveraient leurs illusions dans Mélenchon et LFI, et au-delà dans les institutions. Dans l'autre hypothèse, nous le soutiendrions au risque de passer pour des alliés de la social-démocratie ou de participer nous-mêmes à cette escroquerie politique. Une fois que les travailleurs en auraient pris conscience ou qu'ils soient revenus de leurs illusions dans cet histrion du régime, nous pourrions toujours nous en sortir, en faisant valoir que nous avons privilégié l'état d'esprit ou les aspirations des travailleurs, et que si des reproches devaient être adressés à quelqu'un, ce ne serait pas à nous, car nous n'avons pas émis la moindre illusion aussi bien dans Mélenchon ou LFI que dans le processus électoral qui se déroulait dans le cadre des institutions de la Ve République.

On pourrait ajouter que, quoi qu'on dise aux travailleurs et aux militants, ils ne nous écoutaient pas ou ils rejetaient notre orientation politique, par conséquent, il serait très mal venu de nous reprocher quoi, sinon l'absence de maturité de la conscience politique des masses, ce serait injuste car nous n'avons à ce stade aucun pouvoir dessus, c'est vers tous les autres courants du mouvement ouvrier qu'il faudrait se tourner ou à qui il faudrait que les travailleurs et les militants réclament des comptes, pas à nous qui dénonçons et combattons leur opportunisme autant l'impérialisme.

La discussion est ouverte... et déjà fermée, puisque mes lecteurs refusent d'y participer ! Ce qui est bien au moins, c'est qu'on n'aura pas à tenir compte de leurs avis puisqu'ils n'en ont pas.

J'ai quelques points communs avec Mélenchon. Nous avons pratiquement le même âge à 4 ans près, et nous avons failli nous croiser à l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste, courant trotskyste dit lambertiste), puisqu'il l'a quitté en 1976, alors que mes premiers contacts avec l'OCI remonte entre 1976 et 1977, j'y resterai jusqu'en 1981. La ressemblance s'arrête là, on aurait pu ajouter qu'il était né à l'étranger, alors que je vais y mourir. Mélenchon est né à Tanger, je suis né à Paris, je vis à Trichitrambalam, au Tamil Nadu en Inde du Sud. Il a été prof de français pendant une très brève période, moi aussi, plus courte encore.

Ensuite, nous n'avons plus rien en commun. Il a fait carrière au PS et il admire Mitterrand, il est social-démocrate, alors que pour moi, le PS figure parmi nos ennemis tout comme Mitterrand, et je me définis marxiste si cela veut dire quelque chose, et communiste, autant dire que nous n'avons plus grand chose en commun.

Pour revenir à notre sujet et dilemme, chacun décidera de voter ou non lors de l'élection présidentielle pour le candidat de son choix, ce sera ma position pour le moment. Je me méfie de Mélenchon comme de la peste, car avant chaque élection, quand on était encore éloigné de la date du scrutin, il avait pris l'habitude de tenir un discours radical, par exemple sur l'UE, pour revenir dessus peu de temps avant le premier tour ou entre les deux tours, afin de brasser plus large ou récupérer des voix plus modérés.

Et puis, dans l'état actuel des sondages, il semblerait qu'il n'ait aucune chance de l'emporter au second tour, parce que les Français seraient très majoritairement à droite, alors dans quelle galère on irait se foutre, pour finalement soutenir un looser ! On peut aussi se faire cette réflexion, pourquoi pas ?

Du point de vue socialiste, le boycott me semblait le plus approprié, car cette élection ne concerne pas des candidats ou des partis, mais l'Etat, les institutions du pays qui représentent les intérêts du capitalisme.

Nouvelle journée de mobilisation le 31 octobre.

"*Notre réponse, c'est l'union*": les gilets jaunes appellent à une nouvelle mobilisation le 31 octobre contre une "*dérive autoritaire*" - BFMTV 24 octobre 2026

Les gilets jaunes ont appelé ce samedi 24 octobre à une nouvelle journée de mobilisation pour "*la défense des libertés publiques*" le 31 octobre, avec rassemblements et sit-in devant l'Assemblée nationale et les mairies françaises pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "dérive autoritaire" du gouvernement.

"*Il y a une colère dans ce pays*" qui "n'est pas entendue", selon la déclaration samedi des gilets jaunes dénonçant "*le mépris, le refus d'écouter, le mensonge et la répression*" du gouvernement.

"*Nos libertés sont attaquées*", selon les gilets jaunes, fustigeant "la dérive autoritaire" de l'exécutif qui a interdit de nombreux cortèges en France ce samedi, une semaine après les violences et pillages qui ont secoué le pays.
Publicité

Le samedi 31 octobre, "*nous manifesterons pour la liberté de manifester, et pour toutes nos libertés*", ont déclaré Benjamin Ball et Azelma Sigaux, deux membres de la coordination des gilets jaunes lors d'une conférence de presse organisée devant un café de la place de la Bastille, censée initialement être le point de départ à Paris du cortège contre la vie chère et pour les revendications lycéennes.

"*Le gouvernement tente de nous diviser. En criminalisant notre mouvement, il veut empêcher le front uni qui est en train de naître*", ont dénoncé les gilets jaunes Benjamin Ball et Azelma Sigaux en lisant tour à tour une déclaration.

"*Notre réponse, c'est l'union*", ont-ils poursuivi en appelant à "*des assemblées de convergence partout en France*" réunissant "*lycéens, étudiants, gilets jaunes, travailleurs, paysans, retraités...*"
"*Il y a une colère dans ce pays, elle monte dans les lycées et dans les facs, sur les ronds-points, dans les quartiers, dans les champs, et sur les lieux de travail*", a déclaré Azelma Sigaux.

France : le gouvernement aurait préparé le blocage des réseaux sociaux face aux manifestations du – RT 24 octobre 25 oct. 2026

En pleine vague de contestation sociale, le gouvernement français aurait préparé une éventuelle suspension de plusieurs réseaux sociaux à l'approche des manifestations du 24 octobre. Selon une enquête de Blast, le Premier ministre Sébastien Lecornu aurait demandé aux principaux opérateurs télécoms de préparer un blocage temporaire pour cette date. La mesure n'a finalement pas été déclenchée.

Dans une lettre datée du 22 octobre, Sébastien Lecornu demandait à Orange, SFR, Free et Bouygues Telecom de préparer une éventuelle suspension de TikTok, Instagram et Snapchat. Selon les documents obtenus par Blast, le réseau social X a ensuite été ajouté à la liste.

Le Premier ministre souhaitait pouvoir couper l'accès à ces plateformes pendant plusieurs heures, lors du week-end des 24 et 25 octobre. Les opérateurs devaient anticiper les opérations techniques afin d'exécuter sans délai une éventuelle instruction, tout en gardant ces préparatifs confidentiels.

Pour justifier cette initiative, Matignon affirmait que les réseaux sociaux avaient joué un « rôle décisif » dans la diffusion d'appels illégaux et la coordination de violences lors des manifestations précédentes. Le gouvernement évoquait notamment l'organisation de pillages et la circulation d'informations sur les déplacements de groupes et les positions des forces de l'ordre.

Le blocage devait reposer sur le filtrage des noms de domaine (DNS). Il était présenté comme temporaire et pouvait être interrompu en cas de risque pour le fonctionnement des réseaux télécoms.

Des opérateurs sceptiques face à une mesure juridiquement contestée

Le projet a cependant rencontré de sérieuses objections. Le 23 octobre, une visioconférence de 70 minutes a réuni des représentants du gouvernement et les directions juridiques des quatre opérateurs. Selon le compte rendu consulté par Blast, ces derniers ont exprimé des doutes sur la légalité et l'efficacité du dispositif.

Les entreprises ont expliqué qu'elles ne pouvaient pas limiter rapidement le blocage aux téléphones mobiles et à certaines zones géographiques. Elles ont également souligné que les restrictions pourraient être contournées au moyen de VPN ou de messageries alternatives.

Sur le plan juridique, les opérateurs réclamaient un acte signé, daté, motivé et publié, tandis que le gouvernement jugeait suffisante une simple instruction individuelle. Ils s'interrogeaient également sur la proportionnalité d'une restriction touchant des plateformes utilisées par une large partie de la population.

France. Compte rendu de la journée du 24 octobre 2026.

- Sur le front des chiffres, la CGT affirme que « près de 800 000 personnes » auraient battu le pavé en cette deuxième journée de mobilisation nationale, dont 250 000 à Paris. De son côté, la préfecture de police de la capitale avance le nombre de 110 000 personnes ayant défilé.

- Ce 25 octobre au matin, le ministère de l'Intérieur annonce 1 314 interpellations et 53 membres des forces de l'ordre blessés. La veille, peu avant 20h, Laurent Nuñez avait annoncé « *près de 1 000* » interpellations, contre 389 au même moment lors de la journée du 17 octobre. Toujours à titre de comparaison, il y a une semaine, après une journée où des scènes de chaos avaient été observées à travers tout le pays, les autorités françaises avaient annoncé 1 800 interpellations.

Plus tôt dans la matinée, la préfecture de police de Paris avait annoncé auprès de la chaîne BFMTV que 142 interpellations, dont 126 gardes à vue, avaient eu lieu dans la capitale, rehaussant un précédent bilan de 65 interpellations et 40 gardes à vue. Selon la même source, deux commerces parisiens auraient été dégradés, dont un pillé. RT 25 octobre 2026

Un internaute

- Le 2 octobre 2026, à Reims, un homme masqué, filmé lançant une pierre vers la police, tente de se cacher avant de se réfugier auprès des policiers. Le procureur confirmera qu'il s'agissait d'un agent de la BAC

Un autre internaute.

En marge de la manif de samedi :

Pendant qu'un magasin se fait PILLER, des policiers sont filmés juste EN FACE, en train de DISCUTER !
https://x.com/focusmedia_fr/status/2111922982461592035?s=46

Ici les casseurs rentrent au poste après avoir démolis et piller les magasins
https://x.com/shanna__bylka/status/2111944193040130527?s=46

Filmés en train DE DÉROBER des chaussures, les deux agents les dissimulent DANS LA VALISE de leur moto.
https://x.com/focusmedia_fr/status/2111824253225951685?s=46

Un autre pillage de la police qui nous protège
https://x.com/salhanderlizbet/status/2111934902287618361?s=46

Ils auront tout tenté pour décourager travailleurs et jeunes de manifester, en vain !

Sur le front des chiffres, la CGT affirme que « près de 800 000 personnes » auraient battu le pavé en cette deuxième journée de mobilisation nationale, dont 250 000 à Paris. De son côté, la préfecture de police de la capitale avance le nombre de 110 000 personnes ayant défilé.

Manifestation ce 24 octobre à Paris - RT 24 octobre 2026

Un parcours initial validé « *après deux longues réunions consacrées à la sécurisation du cortège et aux conditions nécessaires au bon déroulement d'une manifestation pacifique* », avaient souligné dans la foulée les organisations de l'intersyndicale d'Île-de-France, fustigeant un parcours « imposé » et un « *revirement de dernière minute* » de la préfecture de police, qui à leurs yeux « *fragilise les conditions de sécurité de la manifestation* ». Syndicats qui, après le rejet de leur recours devant la justice administrative dans la matinée de ce 24 octobre, ont finalement accepté de défiler sur ce nouveau parcours.

« *Évidemment qu'il y aura des gens à Bastille, rendez-vous sur lequel nous avons toutes et tous communiqué très largement* », a alerté la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier, interpellant Laurent Nuñez tout en appelant chacun à se rendre «o*ù les organisateurs nous diront d'aller* ». « *Même moi je n'y comprends plus rien* », a-t-elle lâché, estimant qu'« *il devient de plus en plus compliqué de manifester dans ce pays* ».

« *En interdisant au dernier moment le premier parcours d'abord autorisé, [Sébastien] Lecornu cherche à désorganiser notre droit à manifester* », a accusé sur X le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. « *En se regroupant légalement Porte d'Italie, mettons en échec ses provocations* », a-t-il ajouté.

Sur X, Jean-Luc Mélenchon, a vivement critiqué l'intervention des forces de l'ordre en fin de cortège. "*Pour gâcher la journée et se détendre, les soi-disant forces de l'ordre gazent et tirent dans le tas en fin de cortège*", a accusé le leader insoumis, estimant que ces interventions visaient à produire des images pour les chaînes d'information.

@JLMelenchon
Ça continue la police des esprits par les télés du pouvoir. Ce soir, mise en scène des « *fins de cortège* » pour dégorger de la haine contre le mouvement populaire. Sans une image des masses en action pacifique.

Derrière chaque policier, une caméra complaisante. Et même des félicitations pour un dispositif pourtant prévu pour provoquer la pagaille. Et qui a encore mutilé deux personnes.

Éteignez les télés ! Faites-vous votre opinion sans tuteur. Voyagez dans les réseaux sociaux. Restez libres de penser par vous-mêmes.

Vues

À **Marseille**, la CGT évoque 100 000 manifestants, contre 17 000 selon les chiffres de la préfecture.

À Marseille, des échauffourées ont éclaté un peu avant 17 heures à la porte d'Aix, point d'arrivée de la manifestation. Les CRS ont notamment mené des charges pour disperser quelques dizaines de personnes, principalement vêtues de noir et leur jetant des projectiles.

- 24 octobre : Bordeaux, Nantes, Lyon... Des manifestations dans plusieurs villes malgré les interdictions - HuffPost 24 octobre 2026

À Bordeaux, Nantes ou Lyon, où il est interdit de manifester, des cortèges se sont tout de même élancés en début d'après-midi.

À **Bordeaux**, un cortège s'est élancé après 14 heures dans le centre-ville

Malgré l'interdiction de la préfecture de Gironde de manifester dans le centre-ville de Bordeaux, confirmée dans l'après-midi par le tribunal administratif, une mobilisation s'est élancée un peu après 14 heures de la place de la Bourse. Les manifestants ont d'abord suivi le parcours initial des syndicats dans la « *bonne ambiance* » et le « *calme* », ont rapporté Actu Bordeaux et Le Monde.

Mais, le face-à-face se tend désormais entre les manifestants et les forces de l'ordre alors que le cortège est arrivé à la place Gambetta, indiquent Sud Ouest et Actu Bordeaux.

• À **Nantes**, face à face tendu entre manifestants et forces de l'ordre

Face à l'interdiction de manifester dans le centre-ville de Nantes, les manifestants se sont d'abord retrouvés place de la République dans la cité des ducs, à l'appel de l'intersyndicale et de la coordination lycéenne.

Le cortège a ensuite fait face aux forces de l'ordre au moment de franchir la Loire et de rejoindre le centre-ville, périmètre interdit aux manifestations. Barrant l'accès au pont, les forces de l'ordre ont fait usage d'un canon à eau et de gaz lacrymogènes, tandis que quelques manifestants tiraient de petits projectiles dans leur direction. Le cortège est reparti en sens inverse, a constaté l'AFP.

Nos confrères d'Ouest-France rapportent toutefois des affrontements à plusieurs endroits du centre-ville de Nantes.

Les reporters d'Ouest-France comptabilisent entre 10 000 et 15 000 manifestants dans la cité corsaire et signalent une première personne blessée. Une femme de 38 ans aurait été touchée par une grenade de désencerclement à la jambe, d'après leurs informations.

À **Lyon**, des cortèges anarchiques dans le centre-ville

À Lyon, un rassemblement d'environ un millier de personnes qui s'était formé place Jean-Macé, dans le sud de la ville, hors du périmètre interdit de manifestation par la préfecture, a été dispersé par les forces de l'ordre en début d'après-midi, a constaté l'AFP. Vers 14 h 15, les forces de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser la foule, qui s'est scindée dans la confusion.

Le cortège est désormais atomisé en plusieurs groupes de taille différente, selon Le Monde, qui rapporte que « *sous pression policière, plusieurs cortèges tournent de façon anarchique dans le 7e arrondissement* ». Entre 2 000 et 5 000 personnes y participent. L'hélicoptère de la gendarmerie continue en parallèle de surveiller la zone.

• D'autres rassemblements et cortèges interdits à Limoges, Nancy, Nice et Montpellier

Les trois métropoles ne sont pas les seules concernées par des rassemblements en dépit des interdictions de manifester. À **Nice**, des groupes de manifestants circulent dans le centre-ville et les forces de l'ordre interviennent pour les disperser.

À **Limoges**, où les rassemblements de plus de 20 personnes sont interdits dans une partie du centre-ville, des manifestants se rassemblent toutefois, indique Le Populaire du Centre. Les forces de l'ordre leur intiment également de se disperser.

À **Montpellier**, 4 000 manifestants sont présents dans le centre-ville malgré l'interdiction. La manifestation se déroule dans le calme.

Enfin, à **Nancy** et **Metz**, plusieurs rassemblements sont toujours en cours, en dépit là aussi des interdictions de manifester. Les cortèges ont progressé dans le calme avant que des tensions éclatent à Metz. Les grenades lacrymogènes et le canon à eau sont utilisés par la police, pour répliquer à des lancers de pierre de manifestants.

La situation se tend à **Nantes** et **Clermont-Ferrand.** Un canon à eau avait également été déployé à Nantes, ainsi que des blindés Centaure ; la situation s'y est tendue. À Clermont-Ferrand, les manifestants ont atteint le centre-ville, malgré l'interdiction des autorités.

- Canon à eau **à Nice**, des manifestants dispersés place Masséna Un canon à eau a été « utilisé » à Nice, selon un correspondant de BFMTV, afin de disperser les manifestants qui se sont regroupés place Masséna malgré les avertissements de la police. Le 22 octobre, la préfecture des Alpes-Maritimes avait publié un arrêté interdisant les regroupements et « *manifestations revendicatives* » ce 24 octobre de 8h à minuit dans plusieurs quartiers de la ville, dont la place Masséna. Selon des journalistes présents sur place, il n'y aurait « *pas du tout les mêmes profils* » que lors des violences du 17 octobre.

Plusieurs dizaines d'individus, considérés comme appartenant à des groupes identitaires, s'en sont pris à des manifestants dans le centre de Nice. ICI Azur, qui a également capté des affrontements entre ce groupe et des manifestants, avait rapporté plus tôt dans l'après-midi la présence d'« *un groupe d'extrême droite* » se dirigeant vers le centre-ville « a*vec des slogans de soutien aux policiers* ».

À Lille, ce sont lacrymogènes, grenades de désencerclement et canons à eau qui ont été employés pour mettre un terme au rassemblement et, à Grenoble, près de 400 individus masqués ont commis des dégradations et attaqué les forces de l'ordre à coups de mortiers et de projectiles, selon la préfecture.

Plusieurs manifestants ont également été blessés. Le quotidien *La Nouvelle République* a fait état d'un manifestant touché à l'œil gauche à **Poitiers**, qui pourrait avoir reçu un débris dans l'œil après une charge de CRS. À **Toulouse**, un manifestant blessé de 20 ans a été évacué par les pompiers « *pour une blessure grave à la main* », selon la préfecture de Haute-Garonne. « *Les circonstances de cette blessure ne sont pas connues à ce stade* », a-t-elle précisé.

Dans leur démocratie, le parti fasciste est légal.

Congrès du RN : Seul candidat, Bardella réélu président avec 98,98 des voix - 20 Minutes avec AFP 24 octobre 2026

Ce samedi, à l'occasion du congrès annuel du Rassemblement national, le président sortant, Jordan Bardella, a été réélu avec un score de 98,98 % des voix. Seul candidat à sa succession, Jordan Bardella a sans surprise été réélu à Orléans, après un scrutin qui a enregistré un taux de participation proche de 68%.

Le sortant a recueilli 75.497 suffrages, contre à peine 779 bulletins blancs, selon les résultats annoncés par le député Yoann Gillet, chargé de l'organisation du congrès.

J-C - Depuis quand un parti d'extrême droite aurait-il des "*penchants autoritaires* " ou fascistes, sans blague ?

Le premier jour du congrès du Rassemblement national, en coulisses, plusieurs scènes, racontées ou filmées par les journalistes présents sur les lieux viennent rappeler la singularité et les penchants autoritaires du parti d'extrême droite. HuffPost 24 octobre 2026

Espagne.

Espagne: à Madrid, des milliers de manifestants pour défendre les retraites avant les élections - AFP 24 octobre 2026

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi midi dans le centre de Madrid pour défendre les retraites publiques, à un mois des élections législatives, alors que la gauche accuse la droite de vouloir ouvrir la voie à une privatisation partielle du système.

"*Retraites garanties*", "*protéger les*", pouvait-on lire sur des pancartes brandies par certains des 25.000 manifestants, selon un chiffre communiqué par la préfecture de Madrid à l'AFP.

En Espagne, la pension moyenne de retraite s'élevait en septembre à 1.576 euros mensuels pour près de 6,8 millions de bénéficiaires, selon le ministère de la Sécurité sociale. AFP 24 octobre 2026

S'inspirant de leurs homologues espagnols, des manifestants au Portugal se rassemblent depuis quelque temps des logements abordables. Ils ont défilé samedi à travers Lisbonne. AP 24 octobre 2026

Brésil.

« *Je suis extrêmement fier* » : Lula remporte l'élection présidentielle au Brésil - 20 Minutes 26 octobre 2026

Le président de gauche a été réélu ce dimanche 25 octobre avec près de 51,8 % des voix contre 48,2 % pour Flavio Bolsonaro.

Russie.

Le ministère russe de la Défense annonce avoir abattu 1 297 drones ukrainiens et intercepté cinq missiles de croisière en vingt-quatre heures - RT 24 oct. 2026

La défense antiaérienne russe a abattu 1 297 drones ukrainiens en vingt-quatre heures, ainsi qu'un missile de croisière SCALP de fabrication française et quatre missiles Neptune à longue portée, a annoncé le ministère russe de la Défense. Ces chiffres figurent dans le bilan quotidien publié par le ministère sur les opérations militaire chaque fois s en Ukraine.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 octobre 2026

Je ne suis pas bien du tout, je vais peut-être aller consulter un pneumologue au dispensaire d'Auroville pour me faire prescrire un inhalateur pour traitement de fond de la BPCO. Je sais exactement ce que je veux, j'ai trouvé cela sur le Net avec l'IA au bout d'une discussion qui a duré au moins une heure pour bien cerner mon problème. Je me serais cru dans le cabinet d'un homéopathe, car la première consultation dure normalement au moins une heure, s'il fait correctement son travail. J'ai appris un tas de trucs.

L'IA m'a sorti sur une page un bilan de santé complet avec les différents symptômes, ainsi que ce qu'elle me prescrivait, à l'adresse du praticien qui m'auscultera, le tout traduit en anglais. J'ai fait une capture d'écran de la page avec mon smartphone, il n'aura plus qu'à lire, car mon anglais est trop limité, et en la matière il faut être très précis.

Aujourd'hui j'étais trop mal pour sortir, je n'ai pas quitté ma chambre depuis deux jours. Je n'ai pas dormi de la nuit, je me suis écroulé de fatigue à 7 heures ce matin et je me suis levé vers midi après avoir somnolé la moitié du temps, c'est très pénible et épuisant. Il n'y a qu'assis que je peux respirer bruyamment. Depuis deux jours je saute le repas de midi et je mange peu le soir. La nuit, ma compagne m'a donné un grand verre d'eau tiède avec du citron et du miel, cela m'a soulagé un peu. Parfois on se demande si l'heure n'est pas arrivée de partir tellement on suffoque. Et quand je me réveil, je me dis que ce n'était pas pour cette fois-ci, comme quoi c'est sérieux et je prends les choses comme elles viennent.

Comme quoi aussi, je suis mentalement équilibré, je dis cela, parce qu'il y en avait qui me prenaient pour un mégalo ou un dingue, pas vraiment parano ou psychotique, saint d'esprit comme l'on dit, désolé, cela me fait marrer, il y a vraiment beaucoup de gens malintentionnés, cela leur passera un jour, d'ici là j'aurai peut-être trépassé. C'est histoire de parler, parce que de nos jours on ne peut plus parler de rien, sauf chez moi, on peut parler de tout.

Pour tout arranger, hier soir le stabilisateur de la clime s'est mis à déconner, il a seulement 3 mois, c'est un relais qui reste collé, j'ai eu l'idée de taper sur le boîtier et la clime a démarré ! Ici c'est pratiquement l'hiver, mais il fait encore entre 28 et 30°C dans la chambre, dans l'état où je suis c'est encore trop. Portez-vous bien et gardez le moral.

Le mouvement étudiant Otpor lié à la NED et à l 'Open Society Institute de G. Soros a encore frappé en Serbie.

J-C - Dernière épisode de la révolution colorée dites des Bulldozers qui avait conduit à la chute de Slobodan Milošević en octobre 2000. Un bulldozer conduit par Joe Stojanović avait symboliquement pris d'assaut le siège de la télévision d'État (RTS) à Belgrade, marquant la fin du régime en place pour le compte de l'OTAN.

Lu.

En Serbie, la critique transversale adressée au premier ministre a conduit à de vastes accords de désistement entre la «*Liste des étudiants*» et des formations de toutes orientations politiques ; ces dernières, dans le seul but de provoquer une alternance, ont choisi de ne présenter aucun candidat.

Commentaires d'internautes.

- Comme quoi les Serbes sont aussi cons que les Français…

A eux le wokisme, la Gay Pride et les non genrés, la russophobie obligatoire, la dette, l'inflation la guerre, l'austérité et les matraques.

- Ce n'est pas ta jeunesse étudiante qui a gagné mais Soros & Cie !
#Rêveolu-sion de couleur (Arc-en-ciel)

J'étais tombé sur un article que je croyais intéressant au premier abord, puis j'ai déchanté en le lisant, comme très souvent. J'ai lu ce qui figure ci-dessous, qui m'a convaincu de ne pas le publier, car ce n'était pas un article provenant d'un média mainstream, mais d'un média dit alternatif, indépendant ou de gauche, or, je ne sers pas la soupe à l'opportunisme, je le combats.

L'auteur donnait des conseils à Macron ou s'adressait au gouvernement, or nos préoccupations ne sont pas celles de la réaction, désolé.

- " *les autorités veulent mettre un terme à la violence aveugle des fauteurs de troubles, elles devront aller au-delà de la répression, car celle-ci ne fait que combattre les symptômes. Le contrat social et la confiance dans la classe politique devront être rétablis*."

Encore un adepte du "*contrat social*", du "*dialogue social*", du consensus entre les classes, de la collaboration de classes que nous combattons sans répit. Cet article était proposé par un média dit social canadien, Le centre de recherche sur la mondialisation : *Black bloc: qui sont les individus masqués qui perturbent les manifestations européennes?*

En réalité, parvenu à la fin de la lecture de cet article, je n'avais rien appris de nouveau, donc en plus d'être frustré, j'ai été trompé et j'ai perdu mon temps. C'est vraiment une plaie ces blogs d'intellectuels petits bourgeois décomposés.

Le prochain sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) se tiendra à Shenzhen, en Chine, les 18 et 19 novembre 2026.

Chine-APEC : le sommet des trois grandes puissances à Shenzhen. - par Peter Koenig - Mondialisation.ca - 25 octobre 2026

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2026/APEC_2026.pdf

Extraits.

Pour l'analyste critique, ce « *Power Summit* » à trois semble être le summum de tous les sommets de ces dernières années. Cette manœuvre au sommet entre les trois grandes puissances pourrait bien constituer la première étape vers la phase finale de la mondialisation, vers un « *Nouvel Ordre Mondial* », où ces trois puissances finiront par diviser le monde en « *zones d'influence* ». Voilà pour le « *monde multipolaire* » qui est devenu un monde à piliers multiples, soutenant le même « *toit mondialiste* », où l'intelligence artificielle (IA) et la numérisation totale contrôleront le monde. Lorsque tous les éléments du Nouvel Ordre Mondial seront en place et que la boucle sera bouclée, il n'y aura probablement plus aucun moyen d'y échapper, ni pour les nations, ni pour les individus.

La souveraineté nationale et individuelle sera réduite à néant.

Et qui assurera le maintien de l'ordre et le contrôle militaire de cet « *Uni-Bloc* » à trois piliers et trois pouvoirs ? – L'OTAN, très probablement.

Dans la région Asie-Pacifique, entre autres, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du Sud, le Vietnam et l'Indonésie – pleinement alliés à l'Occident, tant sur le plan militaire que politique – pourraient tout aussi bien être considérés comme faisant partie de l'OTAN. Ils abritent tous des bases militaires américaines. Ce concept de bases militaires pourrait s'étendre à l'échelle mondiale, les États-Unis disposant de plus de 800 bases militaires. Il ne serait pas exagéré de les qualifier de bases de l'OTAN, dotées d'un équipement militaire compatible avec les normes de l'OTAN.

La question qui se fâche (le non-dit) – lors de ce sommet tripartite qui pourrait se tenir prochainement à Shenzhen – est la suivante : la Russie et la Chine accepteront-elles un contrôle militaire (protecteur ?) de l'OTAN sur un éventuel Nouvel Ordre Mondial mondialiste reposant sur trois piliers ? Tels pourraient être les sujets de négociation lors de la conférence de Shenzhen des 18 et 19 novembre, à moins que des accords préalables au sommet n'aient déjà été conclus en coulisses.

Mais qui détient réellement le pouvoir, à l'échelle mondiale ? Il s'agit d'une question à réponses multiples, mais qui est étroitement liée à la finance mondiale et au contrôle monétaire. S'agit-il d'une « *super-entité* » qui contrôle le monde ?

Une étude en réseau, validée par des pairs, a mis en évidence une « *super-entité* » d'institutions financières étroitement imbriquées, contrôlant 40 % de l'ensemble de la richesse des entreprises transnationales.

À qui appartiennent les actionnaires ?

BlackRock, Vanguard et StateStreet, communément appelés les « *trois grands* », détiendront en 2026 environ 22 % du capital moyen des entreprises du S&P 500. Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport à 2017, année où ils détenaient environ 5 % du S&P 500.

Le principal actionnaire est BlackRock et/ou Vanguard (ces deux noms sont interchangeables. Actuellement, officiellement, Vanguard détient BlackRock, ce qui n'a aucune signification, car leurs actifs et leur gestion sont étroitement liés). Ils figurent parmi les trois principaux investisseurs institutionnels dans 100 % (505 sur 505) des entreprises du S&P 500, et sont le premier investisseur individuel dans environ 84 % (422) d'entre elles.

Les « *Trois Grands* » contrôlent en grande partie les rouages qui font tourner le monde. Ils pourraient facilement provoquer des famines, des pénuries d'énergie, et ont sans aucun doute un

intérêt dans la géo-ingénierie climatique ; en d'autres termes, dans ce qui est perçu comme le soi-disant « *changement climatique* » et tous les maux qui en découlent. Le « *changement climatique* », ce monstre parmi les monstres, peut littéralement être tenu pour responsable de la santé et de la maladie, de la vie et de la mort. Le syndrome du changement climatique détient un pouvoir énorme.

Un nouvel ordre mondial pourrait également être qualifié de centré sur le capitalisme. Et ce, malgré le fait que la Chine se présente comme un pays socialiste aux caractéristiques chinoises ; ou faudrait-il plutôt parler de « *caractéristiques capitalistes* » ?

Et où se situent les BRICS dans tout cela ? Ils ont été créés pour détourner l'attention de ce qui se trame dans les coulisses (invisibles). (Pas tout à fait, les BRICS ont été créés afin que chacune des grandes puissances puissent jouer pleinement leur rôle au sein du capitalisme mondial, les Etats-Unis ne pouvant pas les remplir tous, tout le temps et partout sur tous les continents, les puissances intermédiaires occidentales ou européennes encore moins ! Les Etats-Unis reprennent en mains l'Amérique du Sud et l'Europe, ils conservent leur leadership sur le Moyen-Orient, tandis que les Russes et les Chinois se chargent du reste de la planète, de l'Afrique et une grande partie de l'Asie, les Américains se réservant d'intervenir ponctuellement sur ces continents en fonction de leurs besoins spécifiques avec l'accord ou non de leurs partenaires russes et chinois. - J-C)

La force motrice sous-jacente à l'accumulation de richesses occidentale, bientôt mondiale, réside dans le système monétaire de type pyramidal ou de type « *schéma de Ponzi* » créé par l'Occident, contrôlé par la City de Londres, et non par la Réserve fédérale, qui n'est qu'une simple création de la City de Londres. Cela signifie également que l'accumulation de dettes pour ceux qui sont au sommet n'est qu'un jeu de simulation. En effet, la dette libellée dans la monnaie de type « *schéma de Ponzi* », le dollar américain, n'est jamais « *remboursée* ». Au lieu de cela, de l'argent neuf est créé pour combler le déficit de dette des créateurs de monnaie. Tant qu'il y a suffisamment de dette ou d'argent neuf en circulation, le système de type Ponzi ne court guère de risque d'effondrement. Qu'est-ce qui est suffisant ? Peut-être 50 % à 60 % de l'ensemble des devises en circulation ?

Celui qui contrôle la City de Londres contrôle également la Banque des règlements internationaux (BRI – à Bâle, en Suisse), également appelée la « *banque centrale de toutes les banques centrales* », qui régit les flux de plus de 90 % des devises en circulation dans le monde. Les propriétaires de la City de Londres resteront anonymes, pour l'instant. Mais imaginez un peu : ils sont extrêmement puissants !

Et s'il y avait le moindre doute, ou le moindre espoir ? – que le Nouvel Ordre Mondial (NOM) puisse apporter une certaine égalité permettant aux gens de vivre dans une économie mondiale plus équilibrée – cette illusion peut être enterrée.

Examinons les milliardaires qui ont vu le jour au sein des trois piliers du pouvoir au cours des six dernières années. Il apparaît clairement que le Nouvel Ordre Mondial ne va pas redistribuer les richesses. Au contraire, le bouclier militaire « *protecteur* » mondial de l'OTAN veillera à ce que les plus riches soient bien protégés, et à ce que l'accumulation de richesses soit facilitée par l'utilisation systématique d'algorithmes et de mécanismes d'intelligence artificielle.

Selon Forbes, le classement annuel des milliardaires pour 2020 et 2026 indique que le nombre de milliardaires a augmenté entre 2020 et 2026 d'environ 61 % aux États-Unis, 57 % en Chine et 49 % en Russie.

Concrètement, voici la liste des milliardaires par pays :

Les milliardaires en 2020 - Les milliardaires en 2026 - Croissance

États-Unis - 614 ; 989 ; +61%

Chine (incl. Hong Kong en 2026) - 389 ; 610 ; +57%

Russie - 99 ; 147 ; +49%

...le sommet des trois puissances de l'APEC, qui se tiendra à Shenzhen les 18 et 19 novembre 2026, ne portera pas sur les inégalités de richesse ni sur le bien-être mondial. Il portera sur le pouvoir qu'elles se partagent et sur la question de savoir qui contrôle quoi. À condition qu'un accord soit trouvé sur le partage du pouvoir au sein du Nouvel Ordre Mondial mondialiste.

Et quelle place occuperont les plus de 8 milliards d'individus dans tout cela ?

Ce n'est pas le cas.

À moins que nous ne nous mobilisions, avec le véritable pouvoir du peuple [selon le principe « *nous sommes nombreux, ils sont peu nombreux* »], et que nous revendiquions nos droits humains et notre souveraineté individuelle et nationale – ce qui pourrait faire s'effondrer ce stratagème du pouvoir mondialiste comme un château de cartes. Mais seulement si nous osons. Nous devons rassembler notre courage et être prêts à faire des sacrifices, car la liberté ne tombe jamais du ciel, mais elle est le fruit d'un effort conscient et continu de l'humanité en faveur de vies souveraines et autonomes.

J-C - Un régime totalitaire mondial se met en place.

De gré ou de force ou de raison, à contrecœur, parce qu'ils n'ont pas le choix, avec toutes les tensions et contradictions que cela implique forcément, puisque chacun à des intérêts spécifiques à défendre, ils peuvent être amenés à aller plus loin dans la collaboration, que ce qu'ils souhaitaient ou avaient imaginé pour sauver les meubles, face à 8 milliards qui frappent à la porte !

Les trois grandes puissances se répartiraient les rôles pour assurer la pérennité du capitalisme, elles se partageraient le monde en termes de parts de marché en fonction de leurs secteurs économiques respectifs ou de leurs zones d'influences géopolitiques, en réalité ce scénario est déjà en place. Ses partisans l'emportent sur ceux qui prônent un affrontement entre elles ou une nouvelle guerre mondiale, dans la mesure où il pourrait se traduire par des conséquences sociales et politiques imprévisibles et incontrôlables, qui risqueraient de menacer leur hégémonie de classe ou l'existence de notre espèce.

Ce scénario paraît assez probable, l'Internationale du capital contre le prolétariat mondial atomisé, d'où la nécessité absolue de disposer de notre propre Internationale des exploités et des opprimés du monde entier pour combattre et vaincre celle des capitalistes, qui veulent nous maintenir indéfiniment en esclavage, et nous réservent un avenir pire que tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à maintenant.

J'ai déjà conçu que lorsqu'une révolution prolétarienne se produira dans un pays, elle nécessitera que les travailleurs comprennent qu'en échange de la liberté d'organiser la production en fonction de leurs besoins et la distribution ou le partage des profits, ils devront accepter certains sacrifices

durant une période de transition, le temps que d'autres peuples renouent avec le socialisme et qu'ensemble nous puissions desserrer l'étau, le blocus que nous imposerait l'Internationale de la réaction.

Chacun devra en avoir conscience et y être préparé, car il faudra sans doute se passer d'un certain nombre de choses, et revenir à des moyens moins sophistiqués qu'on croyait à jamais disparu, cette régression pourrait nous occasionner des inconvénients matériels, ne serait-ce que temporairement, ce serait un moindre mal, qui plus est, elle pourrait s'accompagner d'avantages pour peu qu'on sache les gérer en ayant à l'esprit les besoins de la population. Par exemple, imaginez que du jour au lendemain vous deviez vous passer du téléphone portable et d'Internet, là où des automatismes avaient remplacé des rapports humains, la réapparition de ces derniers pourrait être revalorisée pour apporter un plus en terme de service, de solidarité, elle pourrait être créatrice d'emplois qui n'existaient plus et renforcer les liens entre les membres de la société, participant ainsi à créer une meilleure ambiance, de sorte que les frustrations ou difficultés matérielles nous forceraient à nous adapter et passeraient beaucoup mieux ou seraient mieux vécues.

Ces privations ou ces restrictions ne parviendraient pas à inverser la situation, à déstabiliser le nouveau pouvoir, le nouvel Etat, le gouvernement ouvrier, parce qu'il s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire des masses qui seraient directement associés au pouvoir ou à la gestion du pays.

Quel que soit le pouvoir que s'octroie l'oligarchie, face au peuple mobilisé en armes et organisé, elle demeure microscopique, impuissante, et tout l'affrontement direct se terminerait inéluctablement par son écrasement et la victoire des peuples opprimés.

Notre difficulté est précisément l'absence de mobilisation des masses, leur absence de détermination pour faire valoir leurs aspirations légitimes, et de devoir lutter à mort pour les imposer. L'absence de maturité politique de la conscience de classe des masses, nous travaillons jour et nuit sans relâche pour la favoriser.

Encore un peu de patience, souvenez-vous, il fallut beaucoup plus de temps avant que les précédents modes de production disparaissent, il en faudra sans doute moins pour passer au socialisme, parce que dorénavant les forces productives permettent de satisfaire les besoins matériels ou sociaux de l'humanité toute entière, donc les conditions objectives existent d'ores et déjà pour se passer du capitalisme. Ce sont les conditions subjectives qui font défaut ou qui ne sont pas encore mûres pour s'en débarrasser, c'est-à-dire, le niveau d'organisation des masses est trop faible, ainsi que leur niveau de conscience politique, pour qu'elles renouent avec le socialisme, l'unique alternative possible ou sérieuse au capitalisme.

C'est la raison pour laquelle j'ai créé ce portail et ce courant politique, mais les lecteurs peuvent rejoindre le parti ouvrier qui correspond le mieux à leurs aspirations, car l'essentiel c'est de combattre le même ennemi, de ne pas se tromper de cibles ou de camp, et de frapper ensemble pour avancer sur la voie du socialisme.

J'allais oublier un truc. J'ai ignoré ceux qui avaient placé leurs espoirs dans Xi ou Poutine, parce qu'ils n'en valent pas la peine, ils ont induit trop de travailleurs en erreur. Je n'ai jamais manifesté le moindre espoir ou la moindre confiance en eux ou leur régime respectif, tout au plus, je les ai ménagés quand ils étaient attaqués par ceux qui planifiaient une guerre mondiale, car ce n'était pas dans nos intérêts qu'elle ait lieu, n'est-ce pas ?

France. Policiers casseurs et pilleurs, les preuves existent. Le choc des images.

Des policiers ont-ils protégé des groupes d'ultradroite ? Accusé, vidéos à l'appui, Laurent Nuñez dément - HuffPost 26 octobre 2026

Le ministre de l'Intérieur a répondu aux accusations d'une partie de la gauche, selon laquelle des policiers auraient protégé des groupes d'ultradroite le 24 octobre.

« *On ne protège personne* », s'est défendu Laurent Nuñez au micro de RMC/BFMTV ce lundi 26 octobre. Le ministre de l'Intérieur est accusé par une partie de la gauche, dont La France Insoumise (LFI), d'avoir favorisé des groupes d'ultradroite en marge de rassemblements samedi 24 octobre dans plusieurs villes de France.

À Nice, Montpellier et Nancy, « *des groupes sont venus principalement en réalité, pour s'en prendre à la mouvance ultragauche, comme ils le font habituellement* », a-t-il relaté. Policiers et gendarmes « *sont intervenus à de nombreuses reprises pour disperser, empêcher les affrontements entre l'ultragauche et l'ultradroite* ».

« *Les policiers ont pu constater des affrontements auxquels ils ont mis un terme. Je veux couper court à ces rumeurs : à aucun moment, évidemment, la police ne les a protégés. À aucun moment, ils n'ont travaillé en concertation avec des policiers et des gendarmes* », a affirmé le ministre avant de s'agacer. « *Non, on ne protège personne, certainement pas*. »

Nancy, Nice, Rouen…

Sur X, les députés LFI Manuel Bompard et Thomas Portes ont accusé les autorités d'avoir laissé « *les fascistes (...) se balader en ville armés de couteaux et de barres de fer pour agresser des passants* » à Nice et d'avoir « protégé les milices d'extrême droite ce week-end ».

Mathilde Panot a, de son côté, pris la parole après les explications du ministre. « *Laurent Nuñez est un menteur* », a-t-elle écrit en légende d'une vidéo de Mediapart tournée à Nancy, dans laquelle on peut voir des hommes habillés en noir, le visage caché, jeter des projectiles vers un autre groupe.

Des policiers, qui étaient jusque-là postés plus haut dans la rue, s'avancent, passent devant le groupe d'hommes et semblent s'élancer en direction de ceux qui ont reçu les projectiles.

À Nice, une centaine de « *militants d'ultradroite masqués* » ont convergé vers le centre-ville pour « *affronter physiquement les manifestant*s », selon la préfecture des Alpes-Maritimes, et onze personnes ont été placées en garde à vue.

De l'autre côté de la France, à Rouen, une enquête pour violences aggravées a été ouverte après la diffusion par le média Blast d'une vidéo où des militants nationalistes frappent un homme suite à la manifestation du 24 octobre, a appris l'AFP auprès du procureur ce lundi.

Après la dispersion de la manifestation, « *des affrontements ont opposé des individus issus de mouvances d'ultradroite et d'ultragauche, en centre-ville de Rouen* », a confirmé le procureur de la république de Rouen Sébastien Gallois dans un communiqué.

Sur cette vidéo, on voit plusieurs individus, certains masqués et cagoulés, courir dans le centre-ville avant de frapper un homme à terre. Quelques instants plus tard, une dizaine de policiers passent au

travers du groupe pour aller contrôler la victime des coups, alors que les auteurs des violences se replient aux cris de « Rouen nationaliste » et « la rue, la France, nous appartient ».

Une enquête pour violences aggravées confiée à la police nationale a été ouverte dimanche selon le magistère.

https://x.com/MathildePanot/status/2114636804569854072?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E2114636804569854072%7Ctwgr%5Ed3b509b666ec417fe0a70470db1e88b26eea9102%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.bfmtv.com%2Fpolitique%2Felysee%2Femmanuel-macron-juge-pas-normal-que-le-pays-soit-dans-cet-etat-d-ebullition-a-six-mois-de-la-presidentielle_AD-202610260593.html

---

France. Comment le néolibéralisme a réduit à néant plus d'un demi-siècle de progrès social.

Lu.

- Environ 10 millions de pauvres d'après l'INSEE ; soit le plus haut taux de pauvreté, en France, depuis 30 ans : 15,4% de la population, contre 14,1% en 2017 (8,9 millions).

- Un niveau d'inégalités entre les plus riches et les plus pauvres qui n'avait pas été atteint depuis plus de 30 ans.

- La régression généralisée dans le domaine de la santé au travail et, d'après les chiffres de l'assurance maladie, 783 morts dans des accidents du travail en 2025, soit plus de deux par jour, contre 514 morts en 2016, soit une augmentation de 52,3% en 10 ans.

- Environ 350 000 personnes sans domicile selon le dernier rapport de la Fondation pour le logement, contre 300 000 en 2020, soit 17% d'augmentation en six ans.

- D'après le baromètre Ipsos-Secours populaire, 31% de la population qui déclare en 2025 avoir des difficultés à « se procurer une alimentation saine [lui] permettant de faire trois repas par jour », contre 23% en 2017, c'est-à-dire un accroissement de près de 35%.

- La destruction organisée des services publics : des établissements scolaires délabrés, des hôpitaux surchargés, des milliers de structures de proximité (bureaux de poste, écoles, maternités…) fermées, une justice asphyxiée, des administrations déshumanisées.

- La fermeture de plus de 30 000 lits d'hôpitaux, ce sont des personnels de santé exténués, ce sont près de trois personnes sur quatre qui disent avoir renoncé à un soin ces cinq dernières années : trop cher, trop loin, trop compliqué.

- Depuis 2017, la richesse cumulée des milliardaires français a doublé, merci pour eux, et leur nombre total est passé de 39 en 2017 à 53 en 2026, soit une augmentation de plus d'un tiers en 10 ans.

- « *Les 53 milliardaires français sont désormais plus riches que plus de 32 millions de personnes réunies, soit près de la moitié de la population.* »

- Au cours des dix dernières années, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes françaises est pour sa part passé de l'équivalent de 20% du PIB en 2017 à l'équivalent de 35% du PIB en 2026

- « *Les milliardaires ont des taux effectifs d'imposition deux fois plus faibles que le Français moyen, tous prélèvements obligatoires confondus : 25% environ contre 50%.* », selon l'économiste Gabriel Zucman.

- Sept des neuf nouveaux milliardaires de l'année 2024 le sont devenus via un héritage, et que « *dans les 30 prochaines années, 25 milliardaires français transmettront à leurs héritiers plus de 460 milliards d'euros de super-héritages sur lesquels l'État risque de perdre 160 milliards en raison des niches fiscales existantes* ».

- En 10 ans, le montant distribué par les entreprises du CAC40 à leurs actionnaires est quant à lui passé de 55,7 milliards d'euros à 107,5 milliards d'euros, soit une augmentation de 93%, cinq fois plus rapide que celle du salaire médian.

- Pour les seuls six premiers mois de l'année 2026, le bénéfice net de Total, profiteur de guerre, s'est élevé à près de 10 milliards d'euros, en augmentation de 72% par rapport à l'année précédente.

- En 2023, pas moins de 211 milliards d'euros d'aides publiques ont été distribuées aux entreprises,

- *Le Monde* en septembre 2025, sur la base des chiffres de l'Insee, *« à bénéfice égal, les petites et moyennes entreprises acquittent 50% d'impôt de plus que les grandes sociétés* » (21,4% contre 14,3%), un écart qui a plus que doublé depuis 2017.

Le nazillon Macron appartient à la lumpenbourgeoisie de l'oligarchie ou ploutocratie. Il haït le peuple.

– « Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler » (mai 2016) ;

– « Une gare, c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien » (juillet 2017) ;

– « Je traverse la rue, je vous en trouve [du travail] » (septembre 2018) ;

– « Moi, je vous promets, je fais le tour du Vieux-Port ce soir avec vous, je suis sûr qu'il y a dix offres d'emploi » (juin 2023) ;

– « Il y en a certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux d'aller regarder s'ils peuvent avoir des postes » (octobre 2017) ;

– « La vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties » (janvier 2016) ;

– « J'entends beaucoup de voix qui s'élèvent pour expliquer qu'il nous faudrait relever la complexité des problèmes contemporains en revenant à la lampe à huile. Je ne crois pas au modèle amish, et je ne crois pas que le modèle amish permette de régler les défis de l'écologie contemporaine » (septembre 2020) ;

– « Qui aurait pu prédire la crise climatique ? » (janvier 2023) ;

– « On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens ne s'en sortent pas, les gens pauvres restent pauvres » (juin 2018) ;

– « Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes » (septembre 2017) ;

– « La seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre » (octobre 2018) ;

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 octobre 2026

Je n'ai plus le temps, on verra cela demain, je crois que j'ai réussi à résoudre mon problème de santé.

En France il y aurait comme un relent de cruauté ou de fascisme dans les rapports entre l'Etat et le peuple opprimé, il planerait dans l'air comme une odeur âcre de fascisme, un arrière-goût de sadisme propre au fascisme se répandrait de la capitale jusque dans les villages, s'agirait-il d'une fausse impression ou je m'abuse ?

Ce qui caractérise le mieux les têtes d'affiche du parti fasciste, Marine Le Pen et Jordan Bardella, c'est qu'on a l'impression d'être en présence de postiches, tout sonne faux chez eux, et cela se voit au premier coup d'œil. C'est bien simple, ils respirent de toute part la médiocrité et l'imposture, le produit fabriqué et rance.

Ce qui détonne aussi sur la scène politique, c'est qu'au premier abord, ils semblent avoir été embarqués dans une aventure qui n'était pas faite pour eux, tant les personnages qu'ils doivent interpréter nécessitent des qualités qu'ils n'ont jamais eues manifestement et qu'ils n'auront jamais.

Il faudrait être aveugle pour ne pas avoir observé en toile de fond les marionnettistes qui actionnent à distance ce simplet et cette gourdasse plutôt laide et vulgaire tant la ficelle est épaisse, et ce n'est pas la fréquentation des salons mondains ou de l'aristocratie dégénérée qui les aurait arrangés, bien au contraire !

Ils étaient faits pour s'entendre avec le poudré de l'Elysée et sa Barbie toute fripée, ils pourraient bien en assumer l'héritage…

France. L'imposture de trop. Dis-moi qui te paie et te protège…

Présidentielle 2027 : Enfarinage, insultes… Raphaël Glucksmann a du mal à faire campagne sur le terrain - 20 Minutes 29 octobre 2026

Raphaël Glucksmann bénéficie désormais du service d'ordre du PS et d'une protection policière permanente. 20 Minutes 29 octobre 2026

J-C – Il a vraiment une sale gueule. Cette ordure empeste l'hypocrisie et la haine à plein nez, il inspire le dégoût avant avoir besoin de l'ouvrir, Sarkozy nous faisait le même effet, Hollande aussi, et combien d'autres, je ne parle même pas des nazillons du RN-FN ! On a du mérite de rester calme ou de se maîtriser, car on a vraiment envie de les insulter ou de leur taper dessus, pour un peu ils nous rendraient vulgaires et violents !

J'ai lu une info et je ne savais pas quoi en faire, du coup j'ai décidé de l'ignorer parce qu'elle ne servirait à rien !

Nous apprenons que les pays exportateurs de gaz ont adopté la «Déclaration de Moscou» et rejettent les sanctions unilatérales, cela nous fait une belle jambe, quelle importance accordée à ce genre d'évènement sachant que les déclarations ou traités ne seront pas respectés par l'un ou l'autre de leurs signataires. De plus, dans tous ces pays il suffit qu'il se produise une crise politique ou un coup d'Etat pour que les dirigeants à la tête de l'Etat changent et que les traités ou accords précédemment signés soient dénoncés ou annulés.

- Les chefs d'État et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) ont adopté mardi à Moscou la «*Déclaration de Moscou*», à l'issue de leur 8e sommet, tenu à l'occasion du 25e anniversaire de l'organisation, à l'invitation du président russe Vladimir Poutine. aa.com.tr 27 Octobre 2026

Pour rappel, vous vous souvenez de l'éphémère appartenance de l'Argentine au BRICS ou plus parlant encore, la valse des engagements des Etats-Unis annulés après l'élection de Trump.

Bref, à notre époque plus qu'à n'importe quelle période dans le passé, hormis peut-être celles des deux guerres mondiales, prêter de l'attention à des sommets internationaux, c'est vraiment avoir du temps et de l'énergie à gaspiller.

Serbie. Etrange les « *miracles* » de ces partis sortis de nulle part, vous ne trouvez pas ?

Le parti d'opposition, sorti de nulle part, appelé « *La Liste des étudiants* », s'est soudainement imposé, sans aucun passé politique. La dénomination est une parfaite opération d'ingénierie sociale, qui doit souligner le caractère non politique, non partisan et donc soi-disant indépendant et populaire du mouvement. Ne rêvez pas : ce « *miracle* » n'est possible que contre des élites un tant soit peu nationales et avec un soutien total des Globalistes. RT 27 oct. 2026

Avec ou sans législation liberticide, les peuples opprimés sont toujours descendus dans la rue pour renverser des régimes tyranniques.

J-C - Situation pré-fasciste en France. On nous dit que les élus RN ont salué « *un texte bienvenu* », de fait, un déchainement de haine tout azimut contre la classe ouvrière maladroitement contenu, en attendant des conditions plus favorables pour accroitre la répression du mouvement ouvrier…
Le Sénat adopte le projet de loi « *casseurs-payeurs* » - leclubdesjuristes.com 28 octobre 2026

Le Sénat a adopté, dans la nuit du 27 au 28 octobre 2026, le projet de loi relatif à la réparation des dommages résultant de violences ou de dégradations commises dans l'espace public et au recouvrement des dommages et intérêts, dit « *casseurs-payeurs* ». Le texte vise à renforcer la responsabilité financière des participants à des rassemblements violents et prévoit plusieurs mesures:

- Responsabilité civile solidaire : les personnes ayant sciemment participé à un groupement constitué en vue de commettre des violences ou des dégradations pourraient être tenues de réparer les dommages, même sans les avoir directement causés, dans la limite de 10 000 euros par personne.

- Saisie de prestations sociales : certaines prestations, notamment les allocations familiales, les aides personnelles au logement (APL) et le revenu de solidarité active (RSA), pourraient être saisies pour recouvrer les sommes dues. Les sénateurs ont ajouté le complément familial, l'allocation de rentrée scolaire, mais aussi la prime d'activité.

- Renforcement de la surveillance : le texte prévoit un assouplissement des conditions de recours aux drones lors des manifestations.

- Interdiction du territoire français : une peine complémentaire d'interdiction du territoire pourrait être prononcée contre des étrangers condamnés pour certaines infractions graves commises dans le contexte de violences urbaines, expulsions de logements sociaux pour les fauteurs de trouble...

- Restrictions liées aux manifestations : le texte prévoit également des mesures visant à permettre l'interdiction de manifester pour certaines personnes identifiées comme présentant un risque de violences.

La création d'une procédure d'urgence pour solliciter le retrait en moins de 24 heures de contenus illicites sur internet « *susceptibles de créer un trouble grave à l'ordre public* », notamment lorsqu'ils incitent aux dégradations, aux violences ou à l'insurrection.

Adopté par 229 voix contre 105, le texte doit désormais être examiné par l'Assemblée nationale. Il ne constitue donc pas encore du droit en vigueur.

Le texte doit désormais être examiné par l'Assemblée nationale.

Le Rassemblement national, qui vient de constituer un groupe parlementaire au Sénat, s'est saisi de cette tribune pour multiplier les prises de parole et les propositions, satisfait de voir certaines mesures historiques de Marine Le Pen reprises par l'exécutif, notamment sur la saisie des prestations familiales des casseurs.

Des organisations syndicales, l'ONG Amnesty International ou encore le Conseil national des barreaux se sont vivement opposés au texte. Cette loi ne dissuadera non pas les casseurs mais "*la mère de famille, le salarié, la lycéenne*" d'aller manifester, a déploré Mélanie Vogel.

En complément.

Un ancien commissaire dénonce « *le piège des politiques* » - investigaction.net 23 octobre 2026

Sur BFMTV, un commissaire divisionnaire à la retraite profite de ne plus être tenu au devoir de réserve et fustige la gestion des manifestations. Offrant un bref historique, il fustige le piège tendu par les politiques, le rôle des chaînes d'info en continu qui donne l'impression que le pays est à feu et à sang en faisant des directs infinis sur les poubelles qui brûlent, mais aussi la judiciarisation des débordements.

Des éléments intéressants, surtout dans la bouche d'un ancien commissaire. Mais on peut ajouter que le durcissement de la répression n'est pas seulement dû à l'image que les politiques veulent

donner. Quarante années de réformes néolibérales et de promesses non tenues de lendemains meilleurs ont conduit à une crise politique et sociale sans précédent. Le système est à bout de souffle. La montée du fascisme, plan B du capitalisme par temps de crise, en est la preuve et se manifeste aussi par la répression brutale d'une colère populaire grandissante. investigaction.net 23 octobre 2026

A la dictature du 1% au pouvoir, opposons-leur celle majoritaire et démocratique, légitime des opprimés. Abrogation de Parcoursup !

Ce sont les « *casseurs* » qui sont au pouvoir, et il va bien falloir qu'ils se cassent de gré ou de force, car ils n'ont absolument aucune légitimité, ce qui prouve suffisamment qu'on vit sous une dictature dans ce pays.

Colère lycéenne : les annonces du gouvernement ne désamorcent pas la mobilisation - RT 27 oct. 2026

Après un mois de contestation, le gouvernement a dévoilé le 26 octobre des mesures sur Parcoursup, les effectifs et le bâti scolaire. Les organisations lycéennes jugent ces avancées insuffisantes et appellent à poursuivre le mouvement les 31 octobre et 5 novembre.

Les propositions présentées le 26 octobre par les ministres Édouard Geffray et Philippe Baptiste, après la réception des représentants lycéens et étudiants à Matignon par le Premier ministre Sébastien Lecornu, n'ont pas réussi à apaiser la colère. Une évolution de Parcoursup est prévue en 2027 avant son remplacement en 2028, les classes de seconde seront plafonnées à 28 élèves progressivement, 15 000 places supplémentaires ouvertes dans le supérieur et des moyens alloués à la rénovation des établissements. Pourtant, les syndicats lycéens maintiennent leurs appels à la mobilisation, après un nouveau samedi de mobilisation social qui a dépassé le seul cas de lycéens.

Des mesures jugées trop lointaines et insuffisantes

Le gouvernement a promis une « *évolution forte* » de Parcoursup dès 2027, avec plus de transparence sur les critères de sélection, avant un remplacement complet en 2028 par un nouveau système. Des créations de postes d'enseignants sont annoncées, les suppressions prévues annulées, et un effort sur les emplois du temps ainsi que sur le contrôle continu évoqué. Cinq milliards d'euros (sous forme de prêts et d'investissements) sont prévus pour le bâti scolaire et universitaire. Ces annonces n'ont pas convaincu.

Louis Letoublon, vice-président du syndicat Les Lycéens !, a dénoncé des « *arbitrages esthétiques* » et jugé « t*rès ringard* » l'invitation préalable de huit influenceurs à Matignon et appelle à la mobilisation le 31 octobre et le 5 novembre avec les syndicats.

Palestine occupée.

J-C – Dans l'indifférence générale, personne ne pourra dire qu'il ne savait pas qu'un peuple était en train d'être exterminé avec la complicité des puissances coloniales occidentales, notamment. Quel candidat à l'élection présidentielle s'est engagé à rompre toutes les relations avec les Etats-Unis et Israël ? Aucun à ma connaissance, révélateur, non ?

Génocide à Gaza : un rapport de l'ONU parle pour la première fois d'«*extermination*» - humanite.fr 26 octobre 2026

La commission d'enquête des Nations unies, longtemps présidée par la récente Prix Nobel de la Paix Navi Pillay, dénonce dans son nouveau rapport des crimes commis par les autorités israéliennes. Pour la première fois, le terme d'extermination est employé.

Le réquisitoire est implacable. Un de plus. Ce 26 octobre, la commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé, qui dépend du Conseil des droits humains de l'ONU, a publié son nouveau rapport sur la situation dans les territoires occupés. Celui-ci fait état, pour la première fois, de crimes contre l'humanité perpétrés par le gouvernement et l'armée israélienne, dont celui «*d'extermination*».

Le texte indique que la commission d'enquête «*conclut que les autorités et les forces israéliennes ont commis en Cisjordanie des crimes contre l'humanité, d'extermination, de torture, de viol et d'autres formes de violence sexuelle, ainsi que de persécution fondés sur des motifs discriminatoires qui se recoupent, au cœur desquels figurent la nationalité, la race et l'appartenance ethnique*».

Des accusations corroborées par les actions de nettoyage ethnique menées actuellement à Hébron, après la mort de deux soldats israéliens.

Le rapport, preuves à l'appui, maintient également les accusations de génocide mené dans la bande de Gaza que la commission avait documenté dans le rapport précédent, publié en octobre 2025. Le texte indique cette année que «*l'extension du contrôle territorial d'Israël à Gaza continue à causer des morts et des blessés chez les civils palestiniens*».

5 personnes tuées à Gaza le jour même

Comme pour mieux illustrer cette action génocidaire qui se poursuit, la défense civile de la bande de Gaza a annoncé le même jour que cinq personnes, dont une fillette de sept ans, ont été tuées par plusieurs bombardements israéliens. Quatre près de la ville de Khan Younès, à la suite d'une «*frappe aérienne qui a visé un camp de déplacés dans la région d'Al-Mawasi*», a fait savoir le porte-parole de la défense civile, Mahmoud Bassal, et une dans celle de Gaza, au nord, après «*une frappe de drone israélien qui visait un groupe de civils*».

Ce qui porte à 13 personnes tuées et une soixantaine d'autres blessées au cours des dernières 24 heures. Au total, depuis la trêve officielle signée en octobre 2025, plus de 1500 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza. humanite.fr 26 octobre 2026

En complément.

Journal de luttes #1: Peut-on encore manifester en France? - investigaction.net 23 octobre 2026

Des fake news pour semer le chaos.
Une image générée par IA, prétendant montrer un couple d'« *octogénaires dépouillés à Paris* », a cumulé près de 6 millions de vues sur X. Le compte à l'origine de sa diffusion est basé en Israël d'après les infos visibles sur X. L'image a ensuite été relayée par de gros comptes liés à la police et à l'extrême droite politique et médiatique. investigaction.net 23 octobre 2026

L'Afrique est très courtisée. Le dernier marché des esclaves libres.

J-C – Des esclaves libres, par rapport à leurs frères et sœurs en Occident ou ailleurs qui croulent sous les charges incompressibles (Electricité, eau, gaz, essence, téléphone, Internet, impôts, assurances, dettes, etc.). J'ai connu l'Inde avant que ce fléau fasse des ravages.

Il y a plus d'Indiens qui travaillent, les Indiens travaillent plus qu'avant, ils ont moins de temps libre qu'avant, et ils ont cessé de sourire et de profiter de la vie, ils sont tous tristes, il paraît que c'est le bonheur qui accompagne le développement économique, l'esclavagisme renforcé, c'est bien mal foutu en vérité…

L'Afrique concentre près d'un tiers des ressources naturelles mondiales, dont le potentiel demeure sous-exploité, affirme Moscou - RT 27 oct. 2026

Poutine : l'Afrique, continent de l'avenir, doit être une priorité d'investissement des BRICS - RT 27 oct. 2026

Poutine accueillera les dirigeants de 22 pays africains à Moscou pour le troisième sommet Russie-Afrique - RT 27 oct. 2026

Le président russe Vladimir Poutine accueillera du 28 au 30 octobre à Moscou les dirigeants de 22 pays africains dans le cadre du troisième sommet Russie-Afrique. Son conseiller diplomatique Iouri Ouchakov a annoncé le 26 octobre un programme de 24 entretiens bilatéraux, dont les rencontres prévues en marge du sommet du Forum des pays exportateurs de gaz, le 27 octobre.

Les rencontres permettront d'examiner les priorités des relations bilatérales et les possibilités de nouveaux projets économiques et énergétiques. Selon Iouri Ouchakov, le programme a été spécialement organisé pour que Vladimir Poutine puisse rencontrer les dirigeants de chaque pays africain représenté au plus haut niveau.

Au total, 48 des 54 pays africains ont confirmé leur participation au sommet. Vladimir Poutine coprésidera la séance plénière des dirigeants avec son homologue burundais Évariste Ndayishimiye, président en exercice de l'Union africaine.

Placé sous la devise « Pour la paix, la sécurité et le développement », le sommet doit accorder une place centrale à l'agriculture, à l'énergie, aux investissements, aux infrastructures et aux technologies. Moscou entend notamment promouvoir une coopération fondée sur le respect de la souveraineté nationale et sur un accès équitable des pays africains aux ressources, aux denrées alimentaires, aux engrais et aux technologies modernes.

De nouveaux accords pour approfondir les partenariats

Parallèlement aux échanges diplomatiques, le Forum économique et humanitaire Russie-Afrique ouvrira ses travaux le 28 octobre. Environ 4 000 entrepreneurs russes et africains y ont été invités, tandis que plus de 40 événements professionnels doivent permettre d'examiner des projets communs.

Le 29 octobre, deux séances plénières se tiendront au Grand Palais du Kremlin. D'après Iouri Ouchakov, Vladimir Poutine y présentera notamment la vision russe d'un ordre mondial

multipolaire, fondé sur l'égalité entre États souverains, ainsi que le rôle que Moscou entend accorder à l'Afrique dans les relations internationales.

Les participants devraient adopter une déclaration commune, un plan d'action pour 2027-2029 et une déclaration sur la coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle. La signature de 33 documents, comprenant des accords intergouvernementaux, des mémorandums et des contrats commerciaux, est aussi attendue.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 octobre 2026

France. Mobilisation générale.

Manifestation du 31 octobre à Paris : la justice autorise le parcours reliant Bastille à Nation proposé par les organisateurs, Laurent Nuñez annonce que la préfecture va "*faire appel*" - BFMTV avec AFP 30 octobre 2026

Alors que la préfecture de police de Paris s'était opposée au parcours, et avait proposé une alternative reliant la porte de Bagnolet à celle de Charenton, le tribunal administratif de Paris a donné raison aux organisateurs. Les autorités ont annoncé vouloir faire "*appel*".

En complément.

Italie : des milliers d'étudiants et de travailleurs défilent pacifiquement - information.tv5monde.com 29 octobre 2026

Des centaines de milliers d'étudiants et de travailleurs sont descendus dans la rue vendredi en Italie, réclamant davantage de financements pour les écoles et des mesures contre la hausse vertigineuse du coût de la vie, lors de vastes manifestations qui sont restées en grande partie pacifiques.

Ces rassemblements ont été les plus importants de la récente vague de manifestations s'inspirant de celles menées en France et en Espagne par des étudiants, qui ont installé des campements et occupé des établissements d'enseignement pour faire entendre leurs revendications.

Une grève générale, à l'appel du syndicat USB, a été suivie par des milliers de travailleurs qui ont participé aux marches de vendredi, notamment des chauffeurs routiers, des conducteurs de taxi et des agriculteurs, mobilisés ces dernières semaines pour dénoncer la flambée des prix du carburant et s'opposer à l'augmentation des dépenses de défense.

Des cortèges ont défilé dans des dizaines de villes d'Italie, notamment à Bologne, Gênes, Naples ou encore Turin, où quelques accrochages mineurs entre manifestants et policiers antiémeute ont eu lieu au début de la mobilisation.

Le syndicat USB a estimé auprès de l'AFP qu'entre un et 1,5 million de personnes à travers tout le pays avaient participé aux manifestations de vendredi. Les autorités n'ont pas publié de chiffre officiel. information.tv5monde.com 29 octobre 2026

Vive la guerre !

Le bénéfice de BP quadruple avec la guerre en Iran, marges de raffinage en flèche, dette en baisse - Euronews 30 octobre 2026
Le bénéfice net de BP, géant britannique de l'énergie, a quadruplé de juillet à septembre, la guerre en Iran faisant flamber marges de raffinage et prix du pétrole, et BP réduisant sa dette nette de 8,4 milliards de dollars (7,5 milliards d'euros) avant une mise à jour stratégique en décembre.

Les perturbations liées à la guerre en Iran ont dopé ses revenus de raffinage et de négoce.

Comme ses rivales, BP a profité des marges de raffinage, la différence entre ce que les raffineurs paient pour le brut et ce qu'ils gagnent avec les carburants comme le diesel. Avec la guerre qui étouffe les exportations de carburants en provenance du Moyen-Orient, les raffineries situées ailleurs tirent profit de l'étroitesse de l'offre mondiale.

La directrice générale Meg O'Neill, qui a pris ses fonctions en avril, a décrit "un solide ensemble de résultats, soutenu par un environnement de prix et de marges plus élevés".

L'entreprise a indiqué avoir désormais atteint ses objectifs de réduction de la dette et des coûts et a maintenu son dividende trimestriel à 8,66 cents par action.

Les concurrents Shell et TotalEnergies ont également publié jeudi des bénéfices records. Euronews 30 octobre 2026

Infos en bref.

OTAN.

J'avais retenu Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord, je n'avais pas encore pensé à Organisation Terroriste Américaine Nazie.

La voix de son maître. FranceInfo regrette que "les promesses du gouvernement" n'aient pas eu l'effet escompté

- L'intersyndicale de la jeunesse, (...) a également appelé à retourner dans la rue, malgré les promesses du gouvernement de remplacer Parcoursup, de créer des places dans l'enseignement supérieur ou de réduire le nombre d'élèves par classe. (A quoi faut-il s'attendre pour les manifestations du samedi 31 octobre ? - FranceInfo 30 octobre 2026)

J-C - Les jeunes aussi ont le droit à leur "*intersyndicale*" jaune...

Les médias sont fâchés avec les réformes sociales, ils font une fixation sur les réseaux dits sociaux.

Le premier tour de la présidentielle avait tourné à l'avantage du nazillon Flávio Bolsonaro, mais avant le deuxième tour qui était prévu le 25 octobre, le Parlement brésilien adopta un amendement constitutionnel réduisant le temps de travail hebdomadaire de 44 à 40 heures.

Cet amendement visait à ramener la semaine de travail de 6 à 5 jours. Aussitôt j'écrivais que c'était une véritable révolution pour les travailleurs brésiliens, en Inde on travaille encore 6 jours/7, 12 mois/12. Partant de là, à aucun moment je n'accordai de l'importance à ce qu'ils racontaient à propos de la mobilisation des sympathisants de Lula sur les réseaux dits sociaux je considérais la victoire de Lula comme acquise, mais je ne le signalerai que le 26 en ces termes :
- Quand il y a 8 jours en arrière, ils ont annoncé que le parlement brésilien avait adopté la semaine de 5 jours de travail au lieu de 6, en fait sa généralisation à tous les travailleurs brésiliens, je me suis dit que Lula était réélu, c'était automatique, écrit, sauf pour ces médias malfaisants qui jusqu'au bout espéreront que leur candidat l'emporte, eh ben non, il n'y aura pas eu de miracle !

Je ne sais plus si je l'avais précisé, cette réduction du temps de travail hebdomadaire de 44 heures à 36 heures, soit un rythme de 5 jours de travail pour 2 jours de repos consécutifs, serait appliqué sans réduction de salaire pour les travailleurs brésiliens.

IA vraiment pas de quoi en faire une montagne…

L'IA n'a pas plus de pouvoir que les marionnettes qui sont au pouvoir, d'ailleurs ce sont les mêmes qui les commandent. Elle en possède même moins. Coupez le courant, vous pourrez continuer de penser et d'agir, elle non, elle n'existe plus.

Elle a autant de pouvoir que les masses qui représentent 99% de la société, et qui sont réduites à l'impuissance face au 1% de nantis qui leur pourrit la vie, dès lors qu'il leur manque cruellement une direction révolutionnaire pour orienter leur combat dans la bonne direction.

L'IA, c'est un ensemble de données qui sont mises à votre disposition. Et après ? Après quoi ? Vous allez en faire quoi, si vous ne le savez pas ou si vous n'êtes pas capable d'orienter votre recherche dans une direction précise et de lui poser les bonnes questions, d'imaginer des hypothèses constructives ? Ce puit de connaissances sera comme les expériences du mouvement ouvrier ou des travailleurs, qui se sont mobilisés un jour et qui sont restées sans lendemain, parce qu'ils n'ont pas été en mesure d'en tirer un enseignement pratique. Eh bien, cette fabuleuse somme de connaissances ne vous servira à strictement rien ou vous ne serez pas davantage avancé !

Si le parti ouvrier révolutionnaire est indispensable aux opprimés, c'est justement parce qu'il rassemble tous ceux qui sont parvenus à tirer ces leçons de la lutte de classe du passé. Et partant de là, ils sont en mesure d'analyser la situation et de proposer une stratégie afin d'orienter le combat politique de la classe ouvrière en direction du socialisme, la seule alternative possible au capitalisme, ou pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme…

Voilà ce qui arrive quand on n'est pas capable de se fixer des « *objectifs* » au-delà de notre temps ou du capitalisme.

« *On a souvent besoin d'un plus petit que soi* » (Jean de La Fontaine, Le Lion et le Rat - 1668)

- « *Tout le monde doit faire l'Université. C'est une nécessité de notre temps. Cela doit être l'objectif.* » (Les révoltes lycéennes et étudiantes en France et la Révolution de l'enseignement)

Question : Mais si « *tout le monde doit faire l'Université.* », demain qui fera votre pain, qui entretiendra votre véhicule, les routes, les forêts, qui ira travailler en usine, dans le bâtiment, qui approvisionnera votre supermarché pour remplir votre cher frigidaire, etc. ? Plus personne ne voudra effectuer de travaux manuels, vous seriez bien avancé !

C'est là qu'on s'aperçoit que c'est encore une grosse connerie, lu une fois de plus dans un média alternatif décomposé (Réseau International). Pourquoi ?

Parce que cela ne se produira jamais ou pas avant très longtemps, car les conditions des hommes et des femmes sont différentes, et eux-mêmes ne sont pas égaux à la naissance, ils ne vivront pas non plus les mêmes expériences au cours de leur vie, par conséquent, Marx estimait que pour être juste, le droit devrait être inégal pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, je pense que cela s'applique ici.

Cela me fait penser à mon dentiste en France, Daniel Nébot, il y a fort longtemps quand j'habitais à Clichy (92).

Son cabinet était à Clichy, mais il habitait dans le 15^{e} arrondissement de Paris, il enseignait aussi à la faculté. On avait des relations très cordiales et on s'exprimait très librement, on était devenu des amis pour ainsi dire, donc on se faisait des confidences si vous voulez.

Il m'avoua qu'il était bien ennuyé quand il avait un problème avec une prise électrique ou avec le fonctionnement d'un appareil électroménager, mais surtout au moment de changer de bagnole ! Que choisir entre Mercedes, BMW, Audi, Volvo, Renault, quel cas de conscience déchirant ! Il était réellement embarrassé et il m'en parlait pendant des mois en prenant un ton très sérieux, alors que je lui répondais en prenant plutôt un ton léger ou moqueur, car cela m'énervait passablement.

On aurait dit qu'il avait oublié ma condition modeste par rapport à la sienne. Cela ne lui serait pas venu à l'esprit, parce qu'il était très individualiste et légèrement imbu de sa personne, bref, il ne rechignait pas à demander des conseils pratiques à son « *cher ami Jean-Claude* », à l'époque j'étais technicien chez U-Bix (Konica copieur).

L'autre extermination silencieuse.

J-C – Ah elle est belle leur civilisation ! Ils peuvent être fiers de leur pays ou d'être Français, de leur régime de merde ! Et ils y tiennent, ils vont encore aller voter pour le légitimer.

On a appris que les malheureux qui crevaient dans l'indifférence générale dans la rue n'avaient que 49 ans en moyenne, alors que l'espérance de vie moyenne globale des Français tournait autour de 82 ans. C'est plus qu'injuste, c'est cruel.

En 2025, 927 personnes sans domicile fixe sont mortes en France, selon le collectif "*Les Morts de la rue*" - franceinfo.fr 29 octobre 2026

Ce décompte ne recense que les morts "*authentifiées par acte de décès*". "*La réalité, hélas, est nécessairement pire*", précise l'association.
En 2025, 927 personnes sans domicile fixe sont mortes en France, a annoncé jeudi 29 octobre le collectif "*Les Morts de la rue*" lors de la publication de son rapport annuel. Les victimes étaient âgées de 49 ans en moyenne, et 83% d'entre elles étaient des hommes. "*Parmi [ces personnes], 306 vivaient dans la rue, 264 étaient hébergées et pour 357 d'entre elles, nul ne sait où elles dormaient*", explique le collectif. Pour l'association, la "*réalité, hélas, est nécessairement pire" car elle ne recense que les morts "authentifiées par acte de décès*".

Si le chiffre est quasi stable par rapport à 2024 (938 morts recensées), il "*a été multiplié par 2,2 depuis 2012*". Le collectif comptabilise 148 morts violentes parmi ces décès, et insiste sur le fait que "*20 enfants de moins de 15 ans figurent*" parmi ces victimes. Il recense par ailleurs 108 personnes mortes en 2025 après avoir vécu un temps à la rue, ainsi que six qui s'étaient récemment retrouvées dehors.

On comprend pourquoi il ne leur reste plus que le Front populaire ou le fascisme pour sauver leur régime.

L'initiative (désespérée) de Gabriel Attal dit tout de la léthargie du centre et de la droite - HuffPost 29 octobre 2026

Un "*chant du cygne*"? À la peine dans les sondages, Gabriel Attal tente de se relancer avec l'option d'une primaire - BFMTV 29 octobre 2026

Édouard Philippe placé sous le statut de témoin assisté dans une enquête pour détournement de fonds publics - Le HuffPost 30 octobre 2026

Esprit es-tu là ? De quoi leur faire maudire la dialectique !

J-C - On a le droit d'en rire ! Entre nous, il arrivera bien un moment où ils ne pourront plus faire autrement que céder la place au socialisme, bon, à l'issue d'une guerre civile qui sera sans doute de courte durée et qui fera peu de victimes parce que nos ennemis auront épuisé toutes leurs cartouches avant cet ultime combat pour notre émancipation et la liberté.

Au passage, apparemment, je m'étais trompé en annonçant l'élection d'Edouard Philippe, je ne pensais pas qu'il serait rattrapé par une affaire judiciaire. Il pourrait garder Lagarde en réserve, au cas où Macron réaliserait un nouveau coup d'Etat à un moment donné, et désignerait « *un gouvernement technique* » ou technocratique qu'elle présiderait. Tout cela me semble bien hypothétique.

Présidentielle 2027 : Libérée par la BCE, Christine Lagarde peut-elle être le messie du bloc central ? - 20 Minutes 30 octobre 2026

En démissionnant par surprise ce jeudi, Christine Lagarde pourrait constituer une roue de secours utile pour un bloc central en panique après les flops Philippe et Attal à quelques mois de la présidentielle 2027

Alors que tout semble perdu et qu'il n'y a plus d'espoir, une solution miraculeuse surgit de nulle part pour sauver la situation.

Les deux candidats déclarés, Edouard Philippe et Gabriel Attal, n'arrivent pas à donner le moindre souffle à leurs campagnes respectives et enchaînent les mauvais sondages. Longtemps favori pour accéder au second tour au côté de l'indéboulonnable Marine Le Pen, Philippe se voit même systématiquement dépassé par Mélenchon. Enlisée dans cette mauvaise passe sans fin, la « *libération* » de Christine Lagarde pourrait bien changer la donne dans un mouvement politique qui cherche de plus en plus une troisième tête. Et si c'était elle, l'élue ?

Peut-on vraiment échapper à l'image du bloc central ? « *Tout comme Edouard Philippe ou Gabriel Attal, Christine Lagarde pourrait avoir du mal à s'imposer face aux propositions démagogiques mais alléchantes des blocs RN et LFI* », s'inquiète Alexandre Eyries. Comment vendre du rêve aux Français face à un smic à 1.700 euros ou à la retraite à 60 ans ?

« *Si elle se présente, son programme sera sûrement à mi-chemin entre ceux de Philippe et d'Attal, semblable à celui de Macron. Du libéralisme modéré de centre droit* », estime Sylvain Bersinger. Une proposition qui, pour le moment, ne semble pas convaincre les foules, dégoûtées après dix ans de macronie et une fin de règne poussive. Autre difficulté de l'héritage du bloc central, rappelle Alexandre Eyries : « *La macronie, surtout dans son premier mandat, a montré que parachuter des membres éminents de la société civile dans la politique a été un échec*. »

« *Pourquoi réussirait-elle mieux sa campagne que Philippe ou Attal alors qu'elle a encore moins d'expérience qu'eux ?* », s'inquiète un député macroniste. Il a quand même soufflé un ouf de soulagement en apprenant sa démission hier : « *Il faut envisager d'autres options. Tout est bon à prendre vu le climat morose. Mais Lagarde, ce n'est pas l'idéal*. »

En famille. Avec Ruffin, le poudré devrait écouter son conseiller en maquillage.

J-C - Et au moins celui-là il l'a gratos ! Vous parlez d'opposants de salon de beauté !

Budget 2027: François Ruffin dénonce "*un budget de provocation*" et appelle le gouvernement à revoir sa copie - BFMTV 30 octobre 2026

François Ruffin, député Debout de la Somme et candidat à l'élection présidentielle sur BFMTV-RMC.

"*La copie doit être revue, au moins de manière cosmétique pour qu'il n'y ait pas de provocations!*", estime François Ruffin.

"*L'exemple doit venir d'en haut. Ça fait quarante ans qu'on a des gouvernements et des présidents qui demandent aux Français de faire des efforts et des sacrifices. Et les gens qui leur disent ça, en haut, se prennent des majordomes, des cuisiniers... Il doit y avoir un ruissellement du bon exemple qui doit venir d'en haut*", affirme le député. BFMTV 30 octobre 2026

J-C - Vous vous voyez critiquer le comportement de Macron et le conseiller comme s'il était votre petit camarade, votre pote, votre frère, votre fils, pas moi ! Le "*ruissellement*", Ruffin en tient une sacrée couche manifestement !

Qu'on se comprenne bien, la critique des avantages accordés aux ex-locataires du Palais est une chose, mais il y a la manière de la faire. Il n'est plus question de les abolir comme Ruffin l'avait proposé en juillet dernier, mais de leur accorder un traitement "*cosmétique*", autrement dit, les conserver ou ne rien changer, ce à quoi devrait consentir l'intéressé, Macron. BFMTV 30 octobre 2026

En famille, Ruffin est intarissable, il est comme chez lui sur BFMTV.

Invité vendredi 30 octobre d'un média bien connu pour sa bienveillance envers l'extrême droite, BFMTV, le fakir Ruffin n'a rien trouvé de mieux que frayer avec cette pourriture en s'en prenant à Mao, sous prétexte qu'il aurait aussi commis le pire, car évidemment, ce ne serait pas la journaliste née dans le 16e arrondissement de Paris et qui avait un jour refusé de classer le RN-FN à l'extrême droite Apolline de Malherbe, qui le contredirait, elle a même dû éprouver une certaine satisfaction en entendant son interlocuteur partager son idéologie nauséabonde anticommuniste.

(Source : *Polémique entre Mbappé et la Chine : François Ruffin défend l'attaquant français mais ne voit pas Mao Zedong seulement comme un dictateur* Le Parisien Sports 30 octobre 2026)

La bonne question ne serait-ce pas : Pourquoi existent-ils et présentent-ils une menace ?

À Paris et dans les Hauts-de-Seine, la gauche s'inquiète de la tenue de manifestations "*néofascistes*" ce week-end - BFMTV 29 octobre 2026

J-C - Qui s'en préoccupe, on nous dit le PS, le PCF, LFI, mais ces imposteurs fossoyeurs du socialisme n'en portent-ils pas la responsabilité ?

Des fachos, il y en aura aussi longtemps que le capitalisme existera. En revanche, pour qu'ils soient suffisamment nombreux et représentent réellement un danger pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, il faut que certaines conditions soient réunies. Par exemple, faire en sorte qu'il n'apparaisse aucune issue politique à la crise du capitalisme. Or, c'est justement ce à quoi s'emploient en permanence les membres du Nouveau Front Populaire, puisqu'ils ont décidé de ne pas rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Mali.

Mali : Abdoulaye Diop salue l'appui russe contre le terrorisme et rejette l'ingérence étrangère - RT 30 oct. 2026

Dans un entretien accordé à RT en français à Moscou, Abdoulaye Diop, chef de la diplomatie malienne, revient sur le soutien de la Russie aux forces maliennes. Il distingue cette coopération des ingérences étrangères et rappelle que la lutte contre le terrorisme exige aussi des emplois, des écoles et une économie plus solide.

Abdoulaye Diop ne conteste pas l'utilité de l'aide étrangère ; ce qu'il refuse, c'est qu'un partenaire décide à la place du Mali. Le ministre des Affaires étrangères l'a expliqué à Daria Vaganova, sur RT en français, en marge du sommet Russie-Afrique à Moscou. La Russie, les interventions passées et la lutte contre les groupes terroristes ont occupé une large place dans leur échange.

Une aide, oui. Une tutelle, non.

Depuis 2012, le Mali n'a pas manqué de partenaires venus lui prêter main-forte. Le ministre ne nie pas cette assistance, mais il en conteste le résultat : elle n'a pas permis à Bamako de prendre pleinement en main sa sécurité. Lorsqu'un partenaire choisit les priorités à la place des autorités maliennes, explique-t-il, le soutien devient de l'ingérence. « On veut essayer de résoudre les problèmes d'un pays à la place des dirigeants et des citoyens de ces pays », a-t-il expliqué.

Cette critique vise notamment les relations de dépendance héritées de la période coloniale. Le ministre refuse que des partenaires viennent imposer leur méthode, ou même choisir avec qui Bamako peut travailler. « *Je n'aime même pas le mot "assistance", parce que je pense que quand nos pays travaillent ensemble, chacun y gagne* », a-t-il insisté. À ses yeux, une coopération utile doit former des spécialistes, transférer des compétences et laisser le Mali capable d'agir seul.

La France avait engagé une intervention militaire au Mali en 2013. Ses derniers soldats ont quitté le pays en 2022, sur fond de rupture avec les autorités maliennes, qui contestaient l'efficacité de cette présence. En juillet 2026, Moscou et les trois pays de la Confédération des États du Sahel (AES) ont accusé Paris et Kiev de collusion avec des groupes terroristes dans une déclaration commune.

Ce que la Russie apporte sur le terrain

L'histoire militaire entre Bamako et Moscou n'a pas commencé avec la crise actuelle. Sous l'URSS déjà, des officiers maliens venaient se former en Union soviétique et le pays achetait une grande partie de ses équipements à son partenaire. Ces dernières années, Bamako s'est de nouveau tourné vers Moscou pour équiper et former ses soldats, après avoir jugé insuffisantes les réponses apportées par l'aide internationale.

« *C'est dans ce cadre que nous avons tendu la main à nos amis russes qui ont répondu favorablement à nos différentes sollicitations* », a rappelé Diop. Du matériel a été livré, des militaires maliens formés, et l'appui russe se poursuit lors des opérations sur le terrain. Les Forces armées maliennes y travaillent avec l'Africa Corps, rattaché au ministère russe de la Défense, contre les groupes armés terroristes.

Le documentaire Mali : ligne de front, diffusé par RT en français, montre notamment des militaires maliens et russes engagés dans des missions de reconnaissance et de déminage. L'Africa Corps est présent au Mali depuis 2025.

Cette coopération se joue aussi à l'échelle régionale. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger coordonnent leurs opérations au sein de l'AES, échangent des renseignements et mutualisent des équipements. Ils ont créé une force unifiée pour agir face aux menaces qui passent d'un territoire à l'autre.

Combattre les groupes terroristes ne suffit pas

Diop ne minimise pas le rôle de l'armée. Lorsque les attaques se multiplient, dit-il, la réponse militaire est indispensable et souvent prioritaire. Mais elle ne règle pas, à elle seule, ce qui entretient

l'instabilité. « *Dans aucun pays, la stratégie militaire à elle seule ne peut résoudre le problème* », a-t-il averti.
Il évoque les emplois qui manquent, les difficultés d'accès à l'école, aux soins et aux services publics, ainsi que la nécessité d'une justice qui fonctionne. Ces questions ne peuvent pas attendre la fin des opérations militaires : les traiter fait aussi partie du travail pour retrouver une stabilité durable.

L'enjeu est également économique. Le Mali, comme d'autres pays africains, exporte beaucoup de matières premières sans les transformer sur place. Or, les emplois et la valeur ajoutée se trouvent en grande partie à cette étape. Diop attend du partenariat russe qu'il aide à développer les filières locales, à former les travailleurs et à acquérir des technologies, plutôt que de prolonger la dépendance extérieure.

« *Malheureusement, nos pays doivent à la fois marcher et courir* », a-t-il résumé. Sécuriser le territoire et bâtir une économie capable de faire vivre sa population ne sont pas deux étapes successives : Bamako entend avancer sur les deux fronts.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 octobre 2026

La prochaine causerie avec les infos en bref demain.

Deux sujets de discussion.

Le premier se rapporte à la visite du pape en France selon Emmanuel Todd.

Dans l'émission *L'invité de TV5 Monde*, Emmanuel Todd a eu du mal à répondre au journaliste qui l'interrogeait sur "*la ferveur populaire*", qui se serait emparée des Français lors de la visite papale en France, dans la mesure où elle contredisait sa version...

Selon lui, pour l'essentiel ce serait le produit d'une opération de communication rondement menée combinée à un matraquage médiatique, et non le signe d'un regain d'intérêt des Français pour la religion, l'explication retenue par le journaliste.

Le sociologue Emmanuel Todd est fatigué ou se fait vieux, il eut beau déclarer avec insistance qu'il s'était rapproché de Marx plutôt que dieu, on veut bien le croire, mais un peu tardivement semble-t-il, car il aurait pu faire prévaloir qu'avec environ 3 millions de millionnaires en France, il était facile d'en trouver 1 million qui se mobilise pour la venue du pape en France, surtout qu'à l'échelle nationale, et selon le journal *La Croix*, il y aurait environ 3 millions de catholiques pratiquants réguliers (allant à la messe au moins une fois par mois) et un total de 6,3 à 6,5 millions de catholiques "*engagés*" ou pratiquants occasionnels, deux arguments (sociologique, c'est sa partie) qui lui ont échappé.

Et quant aux photos, elles étaient trompeuses, car prises sous une focale ou un angle particulier destiné à produire un effet de masse, notamment celles montrant les Champs-Elysées et le parvis de Notre-Dame de Paris. Bref, un épiphénomène.

Le second sujet concerne le mouvement social des lycéens.

J'ai lu très attentivement un très long article de France Info, qui retraçait en détail cette mobilisation depuis le premier jour jusqu'au 6 octobre. Je me suis demandé comment à partir d'une grève dans un obscur lycée de la banlieue parisienne (Créteil) très rapidement à travers tout le pays des milliers de lycées allaient se trouver engagés dans un mouvement social sans aucun appel national de syndicat ou de parti politique. Tout simplement par l'intermédiaire des réseaux dits sociaux, auxquels les jeunes sont dorénavant connectés en permanence.

J'ai beaucoup de mal à y croire, car cela signifierait qu'ils sont très mâtures et politisés, ce qui ne semble pas être le cas, leurs parents non plus, là c'est une certitude ! Le taux de syndicalisation chez les lycéens est extrêmement faible, il est inférieur à 1 % de la population lycéenne totale, qui compte environ 2,26 millions d'élèves. (Wikipédia)

Qu'il existe un malaise généralisé chez la jeunesse comme chez l'ensemble des travailleurs, c'est déjà plus probable ou sérieux comme argument, un ras le bol général, ce qui ne se traduit pas forcément par un niveau de conscience politique très élevé, encore moins par une révolution, c'est moi qui le précise puisque plus personne ne l'évoque. Regardez ce qui se passe en Inde où je vis. Nos conditions d'existence et de travail sont mille fois pires que les vôtres dans presque tous les domaines, et il ne se passe strictement rien ou presque, la vie continue comme si on vivait au paradis et non en esclavage, non mais il faut en avoir conscience ou le vivre au quotidien pour essayer de comprendre ce que cela signifie sur le plan politique.

Du jour au lendemain, des millions de lycéens reçoivent le même appel qui les invite à se mobiliser sur les réseaux dit sociaux sur lesquels ils se connectent quotidiennement, ils s'en saisissent et ils se retrouvent ensemble dans la rue, c'est merveilleux, presque magique ! Dans la foulée, les médias diffusent aussi cet appel ou ils en font la promotion, puis embraient les partis et syndicats du mouvement ouvrier qui rejoignent cet appel, bref, au bout de 2 ou 3 jours, si tu es lycéen et que tu n'as pas compris que ta placé était dans la rue et non sur les bancs de l'école, c'est que tu es nul ou très con, tous tes petits camarades vont se moquer de toi, donc tu décides d'en être aussi, et te voilà embringuer dans un truc que tu n'aurais jamais pu imaginer la veille, que tu as du mal à discerner, tu as du bol il est correct et légitime, tu peux y aller, fonce mon gars !

Je sais qu'il y en a qui ne vont pas apprécier mon discours, parce qu'ils ont été biberonnés à la rhétorique ouvriériste ou opportuniste de leur parti, En quoi cela consistait ? C'est simple, dès lors qu'il y avait une mobilisation, ils prêtaient à ses participants un niveau de conscience politique qu'ils n'avaient pas ou n'avaient jamais eu, et cela a le don de m'énerver au plus haut point, je ne le supporte plus. C'est d'ailleurs en grande partie pourquoi j'ai décidé d'intervenir sur ce sujet. Car moi aussi étant jeune, en tant que militant j'ai été instrumentalisé et j'en ai conservé un très mauvais souvenir. Dorénavant, c'est terminé, je m'exprime indépendamment de tous les autres courants politiques, car je ne partage ni leurs analyses ni leur conception de la lutte de classe, encore moins les rapports qu'ils entretiennent avec les travailleurs et les jeunes, notamment, j'estime qu'ils leur manquent singulièrement de respect quand ils les flattent et les trompent délibérément.

Le relais des réseaux dits sociaux semble être l'interprétation correcte, pour autant cela soulève plusieurs questions.

On sait maintenant comment ils ont été contactés, mais on ignore par qui et pourquoi. On avait observé le même phénomène en Tunisie, en Egypte, en Irak, au Bangladesh, etc. si vous vous souvenez bien lors du déclenchement du "*Printemps Arabe*" ou encore lors des "*révolutions colorées*" ou "*des fleurs*", un appel avait été lancé de nulle part par un inconnu ou une personne anonyme, et cela avait fait tache d'huile pour se transformer en un puissant mouvement politique contre les régimes en place, en réalité, ils allaient précéder et accompagner leur chute un peu plus tard, c'était juste pour fournir une justification populaire à des coups d'Etat déguisés de l'Etat profond (NED/CIA) américain.

L'origine de l'appel n'est pas le facteur déterminant, il peut provenir d'un ouvrier, d'un étudiant ou d'un jeune qui toutefois ne sera jamais un véritable marxiste ou communiste. Je veux bien essayer de lancer un appel à la classe ouvrière et à la jeunesse depuis mon village du Tamil Nadu en Inde du Sud sur l'ensemble des réseaux dits sociaux, une fois que je m'y serais inscrits, compte tenu de l'orientation de mon engagement politique je ne suis pas sûr que les dits réseaux sociaux seraient très motivés pour le relayer auprès de leurs dizaines de millions d'abonnés, encore moins les médias mainstream ou ceux dits alternatifs, je crois plutôt qu'ils s'empresseraient de le censurer; donc mon appel ne vous parviendrait jamais, c'est là que je voulais en venir.

Cela signifie, que tous ces appels ou tous ces mouvements sociaux ou politiques font chaque fois l'objet d'une instrumentalisation politique au dépend de ceux qui y participent, et cette manipulation est orchestrée depuis les propriétaires des réseaux dits sociaux qui sont tous des oligarques, des milliardaires, à des fins politiques ou sociaux. Comme ils agissent tapis dans l'ombre, personne n'y croit. Du coup, cela nous ramène à la situation politique en France à quelques mois des élections présidentielles et législatives. Que constatons-nous ?

Macron ne peut pas se représenter, de toutes manières il est complètement cramé ! Aucun candidat de droite ne fait l'unanimité dans le camp de la réaction, ils sont divisés entre néolibéraux et néoconservateurs, vieux gaullistes, etc. ils se haïssent, s'invectivent. Bref, à croire qu'ils feraient tout pour que leur candidat soit éliminé dès le premier tour. Ce scénario serait cauchemardesque pour l'oligarchie, qui comptait bien poursuivre à marche forcé l'œuvre de démolition sociale entreprise par Macron.

L'oligarchie financière a bien un candidat officiel, Edouard Philippe, mais il semblerait qu'ils s'en méfient ou qu'ils ne soient pas unanimes sur sa candidature, je ne suis pas dans leurs secrets, je ne les sens pas très motivés. Apparemment, il y aurait un truc qui clocherait chez lui, quoi, je l'ignore, je pense qu'en lisant attentivement ses déclarations ou son programme on devrait trouver de quoi il s'agit, je n'ai pas de temps à y consacrer pour le moment. Donc, parmi tous leurs candidats potentiels ou déclarés, ils sont tous foireux ou grillés (Attal, Retailleau, De Villepin, Bertrand), malgré leur pépinière de Young leader, ils ne sont pas foutu d'en sélectionner un qui pourrait représenter leur camp, alors ils se rabattent sur Edouard Philippe, reste à l'imposer comme ils ont fait avec Macron.

Ils placent Edouard Philippe sur l'orbite présidentielle.

Cela vous a peut-être échappé, mais simultanément au mouvement social étudiant, un sondage Elabe pour Les Échos du 2 octobre attribuait +4 points à Édouard Philippe.

Les Echos titrait soulagé je même jour : "*Edouard Philippe rebondit dans l'opinion. En tête et en forte hausse auprès des électeurs d'Emmanuel Macron, il creuse l'écart avec Gabriel Attal*". Il ajoutait : "*Edouard Philippe rebondit de 4 points avec 30 % d'image positive auprès de l'ensemble des Français, regagnant la troisième place du podium, derrière le président du Rassemblement national Jordan Bardella, et la candidate d'extrême droite à la présidentielle, Marine Le Pen*", vous aurez remarqué, qu'ils ont évoqué "*l'ensemble des Français*", et pas seulement les électeurs attitrés de la droite (incluant l'extrême centre), parce qu'il s'agit bien d'en faire leur candidat officiel.

Pour BFMTV a fait preuve de davantage de retenu, vous allez tout de suite comprendre pourquoi, les choses pourraient s'annoncer plus compliquées, le 2 octobre, il a fait "*un bon de popularité (...). Édouard Philippe commence peu à peu à séduire les électeurs*". Mais là où l'on voit qu'ils ont encore des soucis à se faire, c'est quand ils constatent que "*21% et 33% des interrogés déclarent respectivement (en) avoir une image plutôt négative*", voire "*très négative*", ce qui augure mal la suite s'il ne parvenait à inverser cette tendance désastreuse, et c'est loin d'être gagné, il est sur une ligne néoconservatrice !

En conclusion, estimant que cela pourrait leur être favorable, ils pourraient être tentés par la stratégie du chaos en période électorale, du fait que le résultat semble incertain pour leur candidat fétiche, histoire de créer une situation favorisant l'unité de la droite qui fournirait une nouvelle dynamique électorale, laissons-les y croire ! Édouard Philippe en sauveur suprême, encore un !

En attendant comment le mouvement lycéen pourrait leur profiter ?

Dans la mesure où ils forceraient tous les autres candidats à monter au créneau ou à dévoiler leurs véritables intentions, sachant qu'elles ne répondent pas aux attentes des jeunes et des travailleurs ou ne changeraient strictement rien à leur condition qui ne cessent de se dégrader, dans la continuité de la politique de Macron, Hollande, Sarkozy. Partant de là, en quelque sorte cela remettrait tous les candidats à égalité ou Edouard Philippe pourrait combler son handicap pour figurer au second tour, et donc l'emporter sur Le Pen.

Ils savent qu'aucun d'entre eux n'entend rompre avec le capitalisme et ses institutions, ce qui signifie qu'ils sont tous aux prises avec des contradictions qui ne demandent qu'à leur péter en pleine gueule pour peu qu'on les mette en avant, la menace d'un tel chantage pourrait être suffisamment convaincante pour qu'ils adoptent un profil bas face à Édouard Philippe, ils savent tous aussi les limites au-delà desquelles ils n'ont pas le droit de s'aventurer, sans prendre le risque d'endurer des représailles dévastatrices.

Le 10 octobre 2026

Faites tomber les masques. La vieillesse est un naufrage. Fascisme déguisé.

Le samedi 24 octobre, la section E&R Gironde accueillera Thierry Meyssan à Bordeaux pour une conférence intitulée «*Comprendre les tensions modernes et y faire face*».

C’est donc avec une grande fierté que la section girondine commence son cycle de conférences pour l’année 2026/2027. N’oubliez pas, internet, c’est bien, mais rien ne remplace le réel. Soutenez la résistance ! Venez !

J-C - Thierry Meyssan est le cofondateur du Réseau Voltaire.

E&R qu'est-ce que c'est ?

Égalité et Réconciliation est une officine politique d'extrême droite, fondée en juin 2007 par Alain Soral et quelques nazillons du GUD. Elle a vocation à brasser large à droite et à gauche pour l'extrême droite. Sa proximité avec le RN-FN de Le Pen et Bardella n'a jamais été démentie en 19 ans. Ils peuvent le nier, les fascistes étaient convaincus d'être de grands humanistes, les nazis aussi. Alors si vous les écoutez, vous êtes très mal barré !

Je rappelle que pour monsieur Meyssan, le RN n'est pas un parti d'extrême droite, il serait encore moins fasciste, il est donc fréquentable, c'est aussi simple que cela, il me l'avait écrit dans un courriel.

Pendant une assez longue période j'ai publié ses articles dans le portail. Ils regorgeaient de données qu'on ne trouvait nulle part ailleurs, ils étaient très utiles pour s'informer, c'était avant que l'IA n'existe, elle ne l'a pas remplacé, d'autres auteurs s'en servent et font le même boulot que lui, du coup j'évite de publier ses articles, sauf quand je n'ai pas le temps. J'avais imaginé sans me faire d'illusions, qu'il pourrait basculer à gauche, mais finalement, c'est vers l'extrême droite qu'il penche, dont acte.

Tenez, hier soir j'ai regardé L'arbre de Guernica d'Arrabal, sur la guerre civile des années 30 en Espagne, âme sensible s'abstenir !

Je vois d'ici (en Inde) le petit bourgeois occidental qui baigne dans la ouate, dans un milieu douillet, bordé, dorloté, où tout est balisé, sécurisé, qui bénéficient de conditions d'existence relativement confortables, propres, nettes, aseptisées, qui profite de son week-end pour se reposer et se distraire, se faire une bonne bouffe ou un resto ou pourquoi pas, aller au bord de la mer, s'il regarde ce film, il va cauchemarder et prier à genoux pour que le régime en place tienne le plus longtemps possible, il ne faudrait surtout pas qu'il s'effondre ou qu'il y ait une révolution, rien que de penser qu'il devrait choisir entre "*les rouges*" et les fascistes, et le voilà pris de convulsions de la tête au pied, franchement, on ne voudrait pas être à sa place, et vous ?

Fascisme déguisé promu par un blog stalinien.

Comprendre les tensions modernes - reseauinternational.net 9 octobre 2026

https://reseauinternational.net/comprendre-les-tensions-modernes

J-C - Le 10 au matin, donc le lendemain de cette publication sur le Net, malgré 25 000 connexions par jour, zéro commentaire de lecteurs ! Ils doivent tous avoir la trouille de se retrouver un jour dans le même cas que Bardella, à croire qu'ils n'ont pas la conscience tranquille ! Moi j'ai été banni de la rubrique commentaire par les administrateurs de ce média social de merde.

Personnellement, aucun des lecteurs de mon site Internet ne me contacte depuis des années. Au début, il y en eut des dizaines par semaine, puis cela s'est tari. Il faut dire que je n'ai rien fait pour les retenir, au contraire, j'ai invité les parasites à aller se faire voir ailleurs, je n'apprécie pas non plus ceux qui prétendent partager toutes mes positions, c'est plus que suspect, c'est inconcevable, la preuve en est, aucun ne m'a proposé de collaborer au portail ou je n'en ai jamais plus entendu parler.

J'accomplis cette tache politique comme on fait son devoir, sans avoir de compte à rendre à personne. Et puis, j'ai toujours dit que j'essayais de convaincre personne de quoi que ce soit, les convictions sont du ressort de chacun et de personne d'autre. Je n'ai jamais rien imposé aux lecteurs, sauf le respect !

Stratégie du chaos et de la peur, tous les prédicateurs s'y mettent !

Les véritables causes de la Troisième Guerre mondiale par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 6 octobre 2026

https://www.voltairenet.org/article225005.html

Extraits.

- "*Nous savons tous que, si les guerres se déclenchent lorsque des évènements particuliers surviennent, elles ont des causes profondes, bien distinctes. Il s'agit généralement de conflits de territoire ou d'influence.*"

Jusque-là on est d'accord, c'est après que cela se gâte :

- "*La Troisième Guerre mondiale pourrait être déclenchée par une escarmouche en Ukraine ou au Moyen-Orient, mais elle aura pour véritable cause un affrontement entre deux visions de l'ordre du monde : d'un côté, la grande majorité des États, réunis autour de la Russie et de la Chine, souhaite respecter le droit international, tandis que, de l'autre, « l'Occident politique », soucieux de ne rien perdre de ce qu'ils ont gagné en écrasant les peuples du Sud, préfère s'en remettre aux « règles » qu'ils ont imaginées au G7.*"

Il a glissé l'air de rien, de "*conflits de territoire ou d'influence*" disons de quelque chose plutôt concret ou matériel, à quelque chose d'abstrait ou "*deux visions*", on est passé de l'économie à la politique opposant "*le droit international*" à des « *règles* », bref, la dialectique a laissé la place à la métaphysique qui permet toutes les manipulations possibles.

- Constatant qu'ils ne pouvaient plus progresser aux Nations unies, les États-Unis et les E3 les ont contournées. Ils ont activé la Proliferation Security Intitiative (PSI), un réseau étatique, créé en 2003 par le président George W. Bush, sur les conseils de John Bolton [6]. Celui-ci a trouvé une quarantaine d'États — dont les E3 — pour signer, le 2 octobre 2026, une déclaration absurde [7] : elle réaffirme que Téhéran ne remplit pas ses engagements du JCPoA, sans dire qu'il en est dispensé depuis le retrait unilatéral des États-Unis. Puis, elle pose que ce manquement justifie l'opération Economic Outcast (« *Paria économique* »), que Washington vient de lancer contre Téhéran.

J-C - Monsieur Meyssan dit lui-même que les États-Unis et les E3 ont activé "*la Proliferation Security Intitiative*" pour "*justifier l'opération Economic Outcast (« Paria économique »)*", pour finalement mieux l'ignorer ! C'est tellement gros ou évident que de nombreux lecteurs passeront à côté ou se laisseront embobinés.

Pourquoi tous ces journalistes ou géopoliticiens autoproclamés recourent-ils tous à ce procédé ?

Parce qu'il leur faut privilégier la politique sur l'économie, leur rôle ou mission consiste à faire en sorte, que tous les peuples se figurent que tous les problèmes auxquels ils sont confrontés seraient avant tout d'ordre politique, ou qu'en agissant sur le terrain politique, tous leurs problèmes pourraient être régler comme par miracle. Comment cela ?

Ils ne vous appellent pas du tout au combat politique sur votre terrain de classe indépendant.

Vous aurez compris le contenu de leur propagande idéologique : Dès lors, il serait inapproprié ou inutile de changer de régime économique ou de renverser le système économique en place, le capitalisme pourrait très bien faire votre bonheur. Et cela tombe bien, puisque tous ces intellectuels en sont de fervents partisans ou finalement des porte-parole, ils vous invitent à vous en remettent aux représentants politiques des grandes puissances impérialistes et aux institutions internationales du capitalisme.

C'était là qu'ils voulaient vous entraîner. Si vous ne vous en êtes jamais aperçus, c'est qu'ils ont réussi à vous manipuler, vous êtes passés sous leur influence idéologique.

Le 11 octobre 2026

Vidéo. Rappel et complément : Glucksmann et Place publique, c'est Macron et Renaissance.

Donc le PS, c'est... Bravo, vous avez fait le lien !

Et le NFP, c'est... du pareil au même !

Il ne reste plus que LFI et l'extrême gauche, mais ils sont aussi de la partie ! Ah ça c'est con, vous voilà pas dans la merde, moi non, je ne fais pas partie de ce panier de crabes d'opportunistes !

Mais direz-vous : - vous, vous ne représentez rien.

- C'est vous qui le dites, eux, vous avez vu ce qu'ils représentent. Vous préférez encore en être ? Si c'est le cas, c'est que vous n'avez encore rien compris, reprenez-vous, que diable !

- Les Aventures de Raphy (1/5) – Raphaël Glucksmann ancien candidat déclaré d'Alternative Libérale

- Les Aventures de Raphy (2/5) – Raphaël Glucksmann : plutôt Sarkozy que Mitterrand

- Les Aventures de Raphy (3/5) – Raphaël Glucksmann : « Le PS est mort »

- Les Aventures de Raphy (4/5) – Raphaël Glucksmann : L'Aventura avec le Despote

- Les Aventures de Raphy (5/5) : Quand Raphynocchio contredit Glucksmann

- Raphaël Glucksmann : Non, il n'est pas un camarade

- 3 preuves que Glucksmann n'est pas celui qu'il prétend

Le 19 octobre 2026

Ici, c'est jour férié pour cause de Saraswati puja, une fête hindoue dédiée à Saraswati, la déesse de la connaissance, de la sagesse, de la musique, des arts et de l'éloquence, bref, tout ce qu'on apprécie, hormis la religion évidemment.

Je partage pour l'essentiel le contenu de ce tract du PT, car il fait supporter la responsabilité de la violence à Macron et à tous ceux qui ont soutenu sa politique férocement antisociale et liberticide pendant 10 ans.

En revanche, je ne pense pas qu'"*une commission indépendante, constituée des représentants des organisations ouvrières et des délégués mandatés par les lycéens et les étudiants mobilisés pourrait faire la lumière*" sur quoi que ce soit, compte tenu de leur degré de décomposition, de compromission avec le régime ou de corruption par l'idéologie de la classe dominante.

Et quant à "*une sortie démocratique possible*", on ne voit pas comment "*la satisfaction des revendications*" serait envisageable sans un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui abolirait les institutions de la Ve République et s'attaquerait aux fondements du capitalisme, mais cela ne figurait nulle part dans ce tract. A moins que cette initiative soit laissée à la discrétion "*des représentants des organisations ouvrières*", je cherche à comprendre, autant dire qu'elle n'aurait jamais lieu...

Le communiqué du POI était lamentable car ce parti est dorénavant totalement subordonné à LFI, de marxiste révisionniste, il est devenu réformiste ou social-démocrate.

Communiqué du Parti des travailleurs publié le 18 octobre 2026.

Dehors Macron, à bas la répression !

Plus de 800 000 manifestants dans tout le pays ! Quelques heures plus tôt, le gouvernement en « prévoyait » 100 000 hors Paris et moins de 200 000 dans tout le pays.

Le même gouvernement annonçait depuis plusieurs jours le reflux de la mobilisation de la jeunesse. Ils étaient pourtant là, ces lycéens et ces étudiants, en nombre, dominant largement la manifestation parisienne avec leurs pancartes et leurs slogans, plus que jamais déterminés à arracher leurs revendications. Et avec eux, souvent, leurs parents solidaires et les travailleurs répondant à l'appel de leurs syndicats.

Sourd et aveugle aux revendications, ce gouvernement ne sait apporter qu'une réponse policière à la mobilisation sociale la plus importante que le pays ait connue depuis plus de trois ans.

Il se saisit pour cela des scènes de violence qui, ce 17 octobre, ont dépassé par leur ampleur ce qui s'était produit auparavant. Qui en est responsable ?

Ce qui est sûr c'est que les organisations de lycéens, d'étudiants et de travailleurs avaient convoqué des manifestations pacifiques et se sont attachées à ce qu'elles le soient, en dépit des agressions dont elles ont été la cible.

Ce qui est sûr aussi, c'est que dix ans de Macron à l'Élysée, c'est dix ans de violence sociale ininterrompue par la gravité des coups portés aux travailleurs et aux jeunes, et de violence policière par la répression des manifestations et des grandes mobilisations sociales.

La présidente de l'Assemblée nationale réclame une commission d'enquête. Mais on ne peut être juge et partie, Madame Braun-Pivet ! Le pouvoir ne peut se juger lui- même. Seule une commission indépendante, constituée des représentants des organisations ouvrières et des délégués mandatés par les lycéens et les étudiants mobilisés pourrait faire la lumière.

Par son refus de satisfaire les revendications légitimes de la jeunesse, ce gouvernement aux ordres des capitalistes, des spéculateurs et du lobby militariste porte l'entière responsabilité de la crise sociale en train de se muer en crise de régime.

Il n'est qu'une sortie démocratique possible : la satisfaction des revendications.

Dans les manifestations du 17 octobre, très nombreux ont été les travailleurs et les jeunes à reprendre les slogans lancés par les militants du Parti des travailleurs et de la Fédération des jeunes révolutionnaires-IVe Internationale : « *Dehors Macron, à bas la répression !* » et « *Lycéens, étudiants, travailleurs, grève générale dans l'unité !* ».

C'est la seule voie conforme aux exigences de la majorité de ce pays, donc à la démocratie.

Le 20 octobre 2026

J'ai rectifié l'adresse erronée de dizaines d'articles, avec mes excuses, j'ai confondu causerie_2026 et dossier_2026, causerie_2026 n'existe pas ! Je suis très en colère !

Le 23 octobre 2026

Communiqué du courant politique *Le Socialisme*.

J'appelle l'ensemble des travailleurs et jeunes à participer aux manifestations autorisées des syndicats dans toute la France le 24 octobre 2026.

Macron a décidé d'interdire pratiquement toutes les manifestations en France, sauf celles appelées par les syndicats. Dès lors, il a placé l'ensemble des travailleurs et jeunes devant l'alternative suivante : soit cesser de manifester contre sa politique antisociale et liberticide, donc se résigner au sort injuste que le capitalisme leur a réservé, soit continuer de manifester parce qu'ils estiment légitimes leurs revendications sociales.

S'ils décidaient de continuer de manifester, ils seraient face à une autre alternative : participer à des manifestations illégales ou participer à celles autorisées des syndicats. Entre les deux, le choix est rapidement fait : En participant à des manifestations non déclarées ils s'exposeraient à une féroce répression judiciaire, alors qu'en participant à celles des syndicats ils rejoindraient les travailleurs et jeunes qui se seraient organisés dans le cadre du mouvement ouvrier, ce qui d'une certaine manière permettrait de réaliser l'unité de la classe ouvrière, autrement dit la décision autoritaire prise pas Macron permettrait d'atteindre un des objectifs à l'ordre du jour de l'ensemble des exploités tant redouter par les capitalistes et leurs représentants.

En canalisant les travailleurs et jeunes vers le mouvement ouvrier, Macron nous rend un fier service, il permet de réaliser ce que nous n'arrivions pas à concrétiser, à savoir l'unité des exploités. Peut-être a-t-il pensé qu'en procédant de la sorte les bureaucrates syndicaux corrompus à la direction des syndicats réussiront à diviser ou pourrir le mouvement social en cours ou à le mener dans une impasse, encore faudrait-il qu'ils n'en perdent pas le contrôle en cours de route, donc Macron a fait un calcul très risqué.

Quoi qu'il en soit, l'organisation des masses au sein du mouvement ouvrier est à l'ordre du jour pour continuer le combat politique jusqu'à la chute du régime politique et économique en place.

A bas les institutions de la Ve République, vive la République sociale ! Vive la révolution politique et sociale, vive le socialisme !

Le 24 octobre 2026

Voilà qui est encourageant pour la suite. Même si certains témoignages font preuve de naïveté, l'immense majorité sont plutôt sans illusion, lucide, et déterminés, la majorité des travailleurs rejettent Macron et sa politique antisociale, ils n'en peuvent plus, et ils ne concernent pas seulement la classe ouvrière, cela va même au-delà des classes moyennes. A suivre.

Unité pour en finir avec ce régime et Macron !

"*Le 17 octobre, ça a été l'étincelle*" : ils racontent pourquoi ils comptent manifester le 24 octobre, malgré la crainte de nouvelles violences. - FranceInfo 23 octobre 2026

Après une journée de mobilisation contre la vie chère très suivie, mais ternie par des affrontements et des pillages, certains manifestants sont déterminés à exprimer une nouvelle fois leur colère samedi. D'autres ont même été convaincus de rejoindre le mouvement.

Sarah* hésite encore sur le choix des vêtements qu'elle va porter pour aller battre le pavé à Avignon (Vaucluse), samedi 24 octobre. "*Ce sera ma première fois*", confie la trentenaire, qui travaille dans la grande distribution. Cette néophyte de la contestation sociale, qui a répondu à l'appel à témoignages lancé par franceinfo après l'annonce de cette suite à la mobilisation du 17 octobre, s'est tout de même renseignée. "*Je ne suis pas inconsciente non plus.*" Elle veut éviter de porter une tenue dans laquelle elle pourrait être prise à tort pour une casseuse. "*Je pars plutôt sur des vêtements très colorés pour me distinguer des gens vêtus de noir de pied en cap. Et au lieu du masque, une écharpe, là encore de couleur vive, pour filtrer un peu les gaz lacrymo*".

Sarah s'est décidée dimanche, hagarde face au torrent d'images d'affrontements, de destructions et de pillages diffusées sur les chaînes d'info. "*J'étais tout sauf politisée. Les manifestations, j'avais l'impression que ça ne servait à rien. Mais le 17 octobre, ça a été l'étincelle*", explique celle qui se dit choquée par "*la répression*" à laquelle ont fait face les manifestants. "*Je me suis dit : 'Il faut que j'y aille'*", raconte cette fille de policier. Difficile d'appréhender le scénario du deuxième épisode de ce mouvement né de la convergence entre, notamment, les lycéens et les anciens gilets jaunes. Si le dispositif des forces de l'ordre s'annonce conséquent, le nombre de manifestants paraît encore incertain.

Un sentiment de "*ras-le-bol*"

Zoé, qui a voté pour Emmanuel Macron aux deux dernières élections présidentielles, pensait aussi faire son baptême de la rue samedi, à Lyon. Elle partage avec nombre de manifestants du 17 octobre, qui étaient 550 000 en France selon l'Intérieur et 800 000 selon les organisateurs, des revendications d'abord économiques. "*Je suis cheffe d'entreprise [dans le transport routier] et j'en ai ras le bol de ne pas pouvoir payer mes salariés à la hauteur de ce qu'ils méritent*." Elle évoque également ses craintes de voir l'Etat de droit se déliter et la réponse apportée à la mobilisation, qu'elle juge aussi trop répressive.

"*Je fais partie de cette frange de la population qui ne dit jamais rien. Mais là, je ne sais plus à quelle France j'appartiens.*" Zoé, cheffe d'entreprise en région lyonnaise à franceinfo

Mais ça, c'était avant que le préfet interdise le cortège lyonnais. "*Pour samedi, je ne sais pas. Je ne veux plus être docile*", confie-t-elle. Dans un clin d'œil au peintre surréaliste René Magritte, elle a préparé une pancarte sur laquelle elle a écrit "Ceci n'est pas une manifestation", au cas où.

Barth, lui, n'avait plus levé le poing dans la rue depuis vingt ans. Ecœuré par la réaction du gouvernement au mouvement des lycéens, cet informaticien de la région d'Annecy s'est retrouvé dans le cortège du 17 octobre. "*D'habitude, les manifestations chez nous, c'est toujours très calme*". Pas cette fois, comme l'a raconté ICI Pays de Savoie(Nouvelle fenêtre). Une boutique Lacoste pillée, des manifestants repoussés devant les grilles de la préfecture, des feux allumés devant le palais de justice... Inhabituel pour cette paisible ville de Haute-Savoie.

Pas de quoi dissuader Barth de retourner battre le pavé une semaine plus tard. "*J'ai plus peur des policiers que des casseurs*", assure-t-il, après avoir vu le cortège tourner en eau de boudin avant la moitié du parcours, pourtant déposé en préfecture. Courageux mais pas téméraire, il prendra une précaution : "*Cette fois, je vais laisser mes lunettes de vue à la maison. Trop peur qu'un flic me les casse.*"

La crainte de "*finir la journée à l'hôpital*"

Comme Barth, ils seront nombreux à avoir la boule au ventre avant d'aller manifester. "*Je suis un peu une flippette*", reconnaît Cléa, prof de lycée à Paris, qui a passé deux heures dans les gaz lacrymogènes près de la place de la République le 17 octobre. "*Hors de question que je mette le feu à une poubelle, hein. Mais j'y retourne.*" Catherine, 68 ans, redoute d'être prise dans un mouvement de foule dans le cortège grenoblois s'il est maintenu : "*A mon âge, je ne peux plus trop courir, à peine me déporter sur un côté contre un mur.*" Elle compte sur un signe distinctif pour la protéger :

"*J'espère qu'avec mes cheveux gris, on ne me tapera pas.*" Catherine, retraitée à franceinfo

Quant à Laurent, prof de classe prépa à Chambéry, ce n'est pas pour lui qu'il se fait des cheveux blancs. "*Je fais pas mal de sports de combat, les séjours à l'hôpital ça me connaît*". Mais il s'inquiète pour ses enfants, qui ont l'intention d'être du cortège – s'il a bien lieu, car la préfecture a annoncé l'interdire. "*Le second est particulièrement remonté. J'espère juste que je ne vais pas finir la journée à l'hôpital.*"

La "rage" après une manifestation contrariée

Au-delà de cette crainte, ils partagent d'autres sentiments. "*J'ai la rage*", poursuit Cléa, l'enseignante parisienne. "*Avoir été empêchée de manifester le 17 a décuplé ma motivation pour samedi.*" Christophe, professeur en classe prépa à Lentilly, près de Lyon, entend bien défiler "*au premier rang*". "*Je veux montrer que la colère ne vient pas que des élèves, des jeunes, mais aussi des plus vieux.*" Le jeune papa de 32 ans ira manifester "*tête nue*" : "*C'est important de se montrer sans protection.*" Après l'interdiction préfectorale du défilé lyonnais, "*inacceptable*" à ses yeux, il pense se replier sur une petite ville voisine.

Julie, graphiste d'une trentaine d'années, aurait pu manifester dans sa petite ville perchée à cinquante kilomètres de Toulouse. Mais non. "*Si je paie l'essence et un ticket de métro, c'est pour faire masse dans le plus gros cortège de la région*", dans la Ville rose, et tant pis s'il y a plus de risques de finir avec les yeux rouges.

"*Il y a un effet galvanisant. On a l'impression de participer à quelque chose d'important*." Julie, graphiste dans la région toulousaine à franceinfo

Louis s'est décidé dimanche soir, devant l'allocution du président de la République. "*J'hésitais à y retourner, jusqu'à ce qu'il prenne la parole*", raconte cet assistant d'éducation lillois, âgé de 24 ans, frappé par la "*déconnexion*" d'Emmanuel Macron. "*Il m'a conforté dans mon idée : le fait qu'il fallait continuer de montrer qu'il y a une grande diversité de profils qui manifestent.*"

Pierre-Etienne, qui joue d'une vague ressemblance avec le président de la République pour défiler en costume cravate, avec au-dessus un gilet jaune et sur le nez des lunettes de soleil, espère "*une manif joyeuse*", "*for sure*". "*Opposons à la force une joie déterminée*", prône ce prof de SVT d'un lycée de banlieue parisienne, sensible aux revendications portées par ses élèves. "*J'espère qu'il y aura des fanfares, que cette fois l'orchestre du Nouveau Monde ne sera pas gazé avant le démarrage du cortège*", énumère-t-il. Pierre-Etienne pense que les scènes de violences et de pillages ne se reproduiront pas. "*Le pouvoir ne va pas se faire avoir deux fois*", avance l'enseignant, sans vouloir jeter l'opprobre sur les pillards, dont certains ont dévalisé des boutiques de mangas ou de jeux vidéo : "*Certains auraient pu être mes élèves.*"

Beaucoup des personnes qui ont répondu franceinfo ne fondent toutefois pas de grands espoirs sur cette énième manifestation. "*Ce n'est pas parce qu'on ne nous écoute pas qu'il ne faut pas chercher à se faire entendre*", théorise le toujours combatif Laurent. Il apparaît bien seul. "*Je suis résignée*", soupire Cléa. "*Ça va surtout servir à se compter.*" Barth énumère les précédents, "*les conventions citoyennes, les cahiers de doléances, les mobilisations contre la réforme des retraites...*" "*On le sait, le gouvernement n'écoute personne*", conclut-il. Jacques, la trentaine, qui tient un bar dans les Pyrénées-Atlantiques, fermera son établissement pour battre le pavé à Tarbes, dans le département voisin des Hautes-Pyrénées. "*On ne descend pas dans la rue par plaisir, insiste ce chef d'entreprise. On a tous mieux à faire de notre samedi.*"

Le 31 octobre 2026

Dernières minutes

Mobilisation du 31 octobre.

Le parcours de la préfecture de Police validé. C'est finalement entre la porte de Bagnolet et la porte de Charenton que les manifestants devraient défiler. On a appris samedi matin que le Conseil d'Etat a annulé la décision du tribunal administratif vendredi soir qui avait donné raison aux organisateurs qui souhaitaient un parcours entre Bastille et Nation. Le Conseil d'Etat avance des raisons de sécurité. FranceInfo 31 octobre 2026